



Mouvement École Sans Parti : populisme, croisade anti-genre et politiques publiques d'éducation au Brésil.

Mémoire soutenu dans le cadre du Master II – Développement et Aide Humanitaire - du Département de Sciences Politiques (UFR 11) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Antonio ATHAYDE SAUANDAJ,
sous la direction de Mme. Delphine DULONG ;
Paris, 2021.

Remerciements

À M. Olivier Nay et Mme. Stéphanie Tchiombiano, pour m'avoir accueilli dans leur programme de master et m'avoir appris, avec bonne humeur et bienveillance, à conserver un regard critique et optimiste sur les questions de développement.

À Mme Delphine Dulong, qui, en acceptant le défi de discuter des institutions politiques et des rapports sociaux de genre de l'autre côté de l'Atlantique, m'a appris avec patience et générosité à préserver la discipline et la distance qui font le regard du sociologue. Ce sont surtout ses conseils opportuns et précieux qui ont fait naître le politiste de l'homme passionné de politique.

À Magali Massoud, Égide Nikiza et Léa Asmar, pour leur amitié, bien sûr, mais aussi pour m'avoir accordé un peu de leur temps pour m'écouter disserte longuement sur le populisme et l'instrumentalisation politique du discours de genre...

À Olivia Thomas, pour la conversation intelligente, la relecture attentive, et aussi pour m'avoir appris un peu de la « *French touch* » en sciences sociales et politiques.

À tous ceux qui ont accepté de m'accorder un entretien pour la préparation de cette recherche. Sans leurs témoignages, je n'aurais pas été en mesure de comprendre, en pratique, les dynamiques complexes de construction des politiques publiques d'éducation au Brésil.

Enfin, à ma mère et à mon père, qui m'ont appris, chacun à sa manière, l'amour de la lecture et de la justice sociale.

In memoriam

Roliver de Jesus dos Santos, un garçon de 12 ans de Vitória (Espírito Santo), s'est pendu avec la ceinture de sa mère, le 17 février 2012, à la veille du Carnaval brésilien.

À l'école, il était sujet de toutes sortes de blagues. « *On l'appelait gay, pédé, gros... Parfois, il rentrait de la classe en pleurant* », déclara au périodique Folha de São Paulo le père du garçon, l'éboueur Marco Antonio Rocha dos Santos, 34 ans, le jour même de la tragédie.¹

¹ Disponible sur : <https://agora.folha.uol.com.br/saopaulo/ult10103u1056653.shtml> (accès le 28 avril 2021).

Sommaire

Glossaire	6
Introduction	9
Chapitre I. L'œuf du serpent : controverse et stratégie	28
I.I. L'éducation sur le genre et la sexualité : un enjeu transnational du développement	29
I.II. Entre coalition de cause et coalition de partis : le dilemme de la mise en politique publique de l'éducation sexuelle au Brésil	35
I.III. Le veto au « Kit Gay » et la mise en place de la controverse sur « l'idéologie de genre » dans le champ politique brésilien	43
Chapitre II. Antagonisme, équivalence et altérité	51
II.I. Le Plan National d'Éducation 2014/2024 et le rebond du mouvement École Sans Parti	56
II.II. L'impeachment de la présidente Dilma Rousseff	60
II.III. L'instrumentalisation de la machine législative par le mouvement École Sans Parti	69
II.IV. Faits divers, chaînes d'équivalence et consolidation du mouvement École Sans Parti	80
II.V. Universités bafouées : l'exemple emblématique du PRONERA	86
Chapitre III. Spectacle, radicalisation et polarisation	93
III.I. Instrumentalisation de la liberté d'expression, imprécision et volatilité	96
III.II. Le (faux) retour du Kit Gay : « l'idéologie de genre » à l'aune de la post-vérité	103
III.III. Polarisation, violence et vote	107
Chapitre IV. Judiciarisation, mise en cause des contre-pouvoirs et <i>chilling-effect</i>	121
IV.I. Mise en cause des mécanismes multilatéraux de négociation	123
IV.II. Judiciarisation et dissolution officielle du mouvement École Sans Parti	127
IV.III. Le populisme contre la gouvernance constitutionnelle	133
Conclusion	141

Bibliographie	145
Annexes	152
Liste des entretiens menés dans le cadre de la recherche	153
Liste des séminaires assistés dans le cadre de la recherche	154
Données sur la violence liée au genre et à la sexualité au Brésil	155
Données sur la population LGBT dans le système scolaire brésilien	156
Retranscriptions des entretiens	157
1. Kombou Boly Barry	158
2. Vincent Defourny	170
3. Mariana Braga Neves	175
4. Claudia Pereira Dutra	181
5. Alexandre Bortolini	191
6. Fábio Meirelles	198
7. Rogério Diniz Junqueira	209
8. Victoria Catalano	255
9. Rafael Kirchhoff	263
10. Andressa Pellanda	272
11. Mariana Gripp	294
12. Isabel Cortez	302

Glossaire

ADI : Action Directe d'Inconstitutionnalité

ABGLT : Association brésilienne des gays, lesbiennes, bisexuels, travestis, transsexuels et intersexués

ADPF : Action de violation de précepte constitutionnel fondamental

ANAJUDH : Association nationale des juristes pour les droits de l'homme des LGBT

ANED : Association Nationale pour l'Enseignement à Domicile

BNCC : Base nationale commune des programmes d'enseignement

CAPES : Coordination pour l'amélioration du personnel de niveau supérieur

CCONG : Consultation collective des ONG sur l'éducation pour tous

CIDH : Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme

CNTE : Confédération nationale des travailleurs de l'éducation

CPI : Commission parlementaire d'enquête

DJ : Département Juridique XI d'Août

ENEM : Examen national de l'enseignement secondaire

EPU : Examen Périodique Universel

FIES : Fonds de financement des étudiants

FMI : Fonds Monétaire International

FUNDEB : Fonds pour l'éducation de base

FUNDEF : Fonds pour l'éducation fondamentale

GDE : Genre et Diversité à l'École

GEDS : Groupe d'étude sur le droit et la sexualité

HCDH – NU : Haut Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies

IBAMA : Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles

IBGE : Institut Brésilien de Géographie et Statistique

IDDH : Institut pour le développement et les droits de l'homme

INCRA : Institut national de la colonisation et de la réforme agraire

INEP : Institut national d'études et de recherches pédagogiques

INSS : Institut National de Sécurité Sociale

IPEA : Institut de recherche économique appliquée

IRE : Institut des relations internationales

JEDUCA : Association brésilienne des journalistes de l'éducation

MEC : Ministère de l'Éducation et de la Culture

MST : Mouvement des Travailleurs Sans Terre

ODD : Objectif de Développement Durable

OAB : Ordre des Avocats du Brésil

OEA : Organisation des États Américains
ONG : Organisation non-gouvernementale
ONUSIDA : Programme commun des Nations Unies sur le VIH
PAAR : Plan d'Actions Articulées
PCN : Paramètres Curriculaires Nationaux
PCdoB : Parti Communiste du Brésil
PEC : projet d'amendement parlementaire
PFDC : Procureur Fédéral pour les Droits du Citoyen
PL : Projet de loi.
PMDB : Parti du Mouvement Démocratique Brésilien
PNAD : Enquête nationale continue par sondage
PNBE : Programme national de bibliothèques scolaires
PNE : Plan National d'Éducation
PNLD : Programme national des livres et du matériel didactique
PRONERA : Programme national d'éducation pour la réforme agraire
PROUNI : Programme université pour tous
PSDB : Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne
PSOL : Parti Socialisme et Liberté
PSL : Parti Social Libéral
PT : Parti des Travailleurs
RAPS : Réseau d'action politique pour la durabilité
SEB : Secrétariat de l'éducation de base
SECAD : Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité
SECADI : Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion
SEPIR : Secrétariat pour les questions raciales
SESP : Secrétariat de l'Éducation Spéciale
SDH : Secrétariat spécial pour les droits de l'homme
SPM : Secrétariat des droits de la femme
STF : Suprême Tribunal Fédéral, ou Cour constitutionnelle
TCU : Cour fédérale des comptes
UERJ : Université de l'État de Rio de Janeiro
USP : Université de São Paulo
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UFPR : Université Fédérale du Paraná
Obs. : Les acronymes en portugais ont été préservés pour désigner les lois et les institutions de la République Fédérale du Brésil.

« **IRA SHOR** : Dans de nombreux cas aux États-Unis, les éducateurs indiqueront l'étudiant autodidacte comme un étudiant ayant un potentiel créatif, une personne qui n'a pas besoin d'être observée, supervisée ou évaluée...

PAULO FREIRE : Mais ce n'est pas ma conception de la démocratie et de l'autonomisation! (...). L'éducation est toujours directive, toujours. La question est de savoir dans quelle direction et avec qui elle est directive. Telle est la question. Je ne crois pas à l'auto-libération. La libération est un acte social.

IRA SHOR : N'y a-t-il pas une auto-émancipation personnelle ?

PAULO FREIRE : Non, non, non. Même lorsque vous vous sentez individuellement plus libre, si ce sentiment n'est pas un sentiment social, si vous ne pouvez pas utiliser votre liberté récente pour aider les autres à se libérer par la transformation globale de la société, alors vous n'exercez qu'une attitude individualiste envers l'empowerment ou la liberté. (...). Prenons l'exemple des élèves dans une classe. Bien qu'ils se sentent et se perçoivent, à la fin du semestre, comme des étudiants de première classe, des étudiants plus critiques, des scientifiques et des gens meilleurs, ce sentiment de liberté n'est toujours pas suffisant pour la transformation de la société. La prise de conscience passe nécessairement par une étape collective. »²

² FREIRE, Paulo ; SHOR, Ira ; Medo e ousadia, diálogos ; Rio de Janeiro ; RJ: Paz e Terra; 1986.

Introduction

« *Le Brésil doit arrêter d'être un pays de pédés et s'attaquer ouvertement à la pandémie. J'en suis désolé, mais nous allons tous mourir un jour. Ici, tout le monde va mourir* », déclara Jair Bolsonaro lors d'une conférence de presse le 10 novembre 2020, en réponse à un journaliste lui demandant son avis sur la crise sanitaire au Brésil, où l'épidémie avait déjà fait plus de cent soixante mille morts, et aucune mesure de distanciation sociale n'avait encore été prise par le gouvernement fédéral.³

Une telle déclaration, qui ne semble à priori que couronner le manque de bienséance du président de la République, ne serait-elle pas révélatrice, du moins en ce qui concerne la communication politique du gouvernement Bolsonaro, d'un lien intime existant entre le discours LGBT-phobe et le projet de démantèlement de l'État-providence qui est le sien ? Cet étrange mélange de virilité surjouée (ou de « masculinité mascarade »)⁴ et de goût implicite pour la nécropolitique⁵ ne serait-il pas en fait essentiel, voire *constitutif* du discours de légitimation qui accompagne le processus de déconstruction des politiques publiques au Brésil ? Ces questions initiales, impliquant notamment l'ordre symbolique derrière le tournant politique perpétué par l'essor de la nouvelle ultra-droite au Brésil, sont au cœur de notre recherche et constituent son point de départ.

En effet, si nous ne pouvons plus analyser la question du développement sans une perspective genrée,⁶ les effets de l'application du genre comme catégorie d'action publique ne se bornent pas au seul domaine du développement. Depuis la signature de la Plateforme d'Action de Pékin lors de la 4^{ème} Conférence mondiale des femmes en 1995, alors que le « genre » est consacré comme une catégorie opérationnelle dans le champ du développement et de la solidarité internationale, d'importants mouvements de résistance au concept sont apparus dans diverses parties du monde, notamment au sein des secteurs conservateurs et religieux des sociétés. Par exemple, déjà en 1995 le Vatican a convoqué des dizaines d'experts pour mettre en place une « contre-offensive » visant à réaffirmer la doctrine catholique et le caractère « naturel » de l'ordre social des sexes défendu par le Saint-Siège.⁷ Ce mouvement contre « l'idéologie de genre » (*sic*) ne tarde cependant pas à se consolider et à se répandre au niveau international, notamment dans des pays majoritairement catholiques et protestants (Mexique, 2001 ; Afrique du Sud, 2007 ; Allemagne, 2009 ; Brésil, 2014 ;

³ Disponible sur : <https://g1.globo.com/politica/noticia/2020/11/10/bolsonaro-diz-que-brasil-tem-de-deixar-de-ser-pais-de-maricas-e-enfrentar-pandemia-de-peito-aberto.ghtml> (accès le 30 mars 2021).

⁴ ACHIN, Catherine ; DORLIN, Elsa ; Nicolas Sarkozy ou la masculinité mascarade du Président ; *Raisons politiques*, vol. 31, no. 3 ; 2008.

⁵ MBEMBE, Achille ; *Nécropolitique* ; *Raisons politiques* ; vol. 21 ; n.1 ; 2006.

⁶ VERSCHUUR C. (dir.) ; *Sous le développement, le genre* ; IRD Éditions ; 2015.

⁷ CASE, Mary Ann ; *After gender the destruction of man? The Vatican's nightmare vision of the "gender agenda"* ; *Pace Law Review* ; New York ; 31(3) ; 2011 ; pp. 802-817.

Pérou, 2016). Constituant une véritable coalition transnationale de cause, ce mouvement anti-genre se base sur une intense mobilisation politique et discursive en faveur de la réaffirmation des hiérarchies sexuelles, du retrait de l'éducation sexuelle des écoles, de la restriction de l'accès des adolescents à l'information sur la santé sexuelle et de la re-pathologisation des identités sexuelles non-normatives.⁸ Les travaux de Simon Massei ont d'ailleurs montré la façon dont l'éducation à l'égalité entre les sexes posa aussi problème en France, lors de la mise en œuvre en 2014 du programme ABCD de l'égalité, proposé par la ministre des Droits des femmes Najat Vallaud-Belkacem, et dont le but était de lutter contre les stéréotypes de genre dans les classes maternelles et élémentaires.⁹

À l'instar de la catégorie à laquelle il s'oppose, le mouvement anti-genre connaît également un processus de transnationalisation important, engendrant des dynamiques complexes de réception qui reflètent la tension entre les dimensions globale et locale de l'agenda du développement. Comme nous l'apprend Lacombe, « *Si le genre est globalisé, ses enjeux restent bien souvent localisés* ». ¹⁰ C'est pourquoi, afin de mieux comprendre la circulation du genre à la fois comme outil d'action publique et comme objectif de développement durable (ou « le voyage du genre », pour employer l'expression de Marques, Meier et Paternotte), ¹¹ nous ne pouvons pas nous limiter à l'analyse normative du processus d'uniformisation des politiques de genre ou à l'hypothèse de l'automatisme de leur réception aux niveaux locaux, mais devons à l'inverse essayer de saisir « *les effets négociés, contradictoires et conflictuels* » ¹² liés à la mise en place des politiques genrées. Cette perspective nous permet non seulement de « *porter un regard autre sur les politiques publiques, tant en ce qui concerne leur élaboration que leur mise en œuvre* », ¹³ mais aussi, en identifiant l'instrumentalité du discours de genre dans le cadre d'enjeux de pouvoir historiquement localisés et contextualisés, de rendre hommage à la fonction ultime de la catégorie « genre » au sein des sciences sociales et de confirmer ainsi sa pertinence en tant que catégorie d'analyse socio-historique. ¹⁴

⁸ JUNQUEIRA, Rogério D. ; « Idéologie de genre » : la genèse d'une catégorie politique réactionnaire – ou : la promotion des droits de l'homme est-elle devenue une menace à la famille ? In : RIBEIRO, Paula Regina Costa Ribeiro ; MAGALHÃES, Joanalira Corpes (org.). Débats contemporains sur l'éducation à la sexualité ; Rio Grande: Ed. FURG, 2017 ; p. 25-52.

⁹MASSEI, Simon ; L'égalité pour les autres - Éducation à l'égalité entre les sexes et racialisation du sexisme en France; Thèse pour l'obtention du doctorat en science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (école doctorale 119), Paris, 2020.

¹⁰ LACOMBE, D. ; MARTEAU, É. ; JARRY-OMAROVA, A. & FROTIÉE, B. ; Le Genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats ; *Cultures & Conflits*, 3(3), 2003, pp. 7-13.

¹¹ MARQUES, B. ; MEIER, P. ; PATERNOTTE, D. ; Au delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux ; Louvain-la-Neuve ; Academia Bruylant ; 2010.

¹² LACOMBE ; MARTEAU ; JARRY-OMAROVA ; FROTIÉE (2003) ; *op. cit.*

¹³ JACQUOT, Sophie ; MAZUR, Amy G. « Politiques publiques et genre », Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques. 3e édition actualisée et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2010, pp. 460-469.

¹⁴ SCOTT, Joan ; « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » ; Les Cahiers du GRIF, n°37/38 : 125-154 ; Mariette SINEAU ; Des femmes en politique ; Paris ; Economica ; 1988.

Ainsi, bien que ce travail porte également sur le processus de mise en politique publique de la catégorie genre au Brésil, notamment en matière d'éducation, c'est plutôt à la mise en controverse du genre, et à son instrumentalisation ultérieure dans des contextes électoraux, que nous nous intéressons ici.

Lorsque le mouvement anti-genre arrive au Brésil en 2014, il s'inscrit dans un scénario de forte crise économique et d'épuisement du mode de gouvernance du Parti des Travailleurs, qui était au pouvoir exécutif depuis 12 ans. Alors que le pays est déjà fortement polarisé en raison du processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff (2015/2016), le discours contre « l'idéologie de genre » - qui est notamment repris et diffusé par une organisation dénommée « École Sans Parti » - sert d'instrument pour signifier l'insatisfaction sociale croissante vis-à-vis du *statu quo* établi par le Parti des Travailleurs, jouant un rôle discursif fondamental dans le processus de mise en cause du gouvernement. De fait, selon Delphine Dulong, le langage du genre « *a des propriétés singulières qui le rendent particulièrement efficace dans un univers aussi conflictuel et hétéronome que celui du champ politique : langage a-partisan, universellement partagé, donc compréhensible par tous y compris par les individus peu compétents politiquement, il peut facilement mobiliser l'opinion des « profanes » tout en permettant de faire tenir ensemble des acteurs que tout oppose sur le plan des opinions politiques et des attaches partisans. Par là, il permet non seulement d'établir un minimum de consensus sur la définition de la situation politique mais d'objectiver cette définition* ». ¹⁵

Outre la crise politico-institutionnelle liée au processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff, une autre controverse législative importante permettra au mouvement anti-genre de prendre de l'ampleur au Brésil. Il s'agit du vote du Plan National d'Éducation 2014/2024, une loi qui établit les lignes directrices du système public d'éducation et qui est votée tous les dix ans à la Chambre des députés. Avec une brève mention à l'égalité des sexes et au respect de la diversité sexuelle, le texte de la loi fait sensation au Parlement et, face à la résistance des secteurs les plus conservateurs de la chambre législative, il est amendé et approuvé dans une version totalement « *gender-blind* ». Ce blocage dans le processus de mise en politique publique de la catégorie genre n'aurait pourtant pas été possible sans la forte implication du mouvement École Sans Parti, lequel, bien qu'il existe depuis 2004 en prônant une éducation « non idéologique », n'acquiert réellement une notoriété nationale qu'en 2014, lorsque la controverse sur « l'idéologie de genre » lui permet d'attirer de nouveaux adhérents en touchant aux rapports sociaux de sexes et à l'ordre genré du monde social.

Dans un entretien accordé au Journal *El País* en 2016, l'avocat Miguel Nagib raconte l'origine du mouvement École Sans Parti. Selon lui, son indignation fut extrême lorsqu'un après-midi

¹⁵ DULONG, Delphine ; « Rôle de genre et drôle de genre. Edith Cresson Premier Ministre ou le (mauvais) genre en politique » ; in Mathieu Gateau, Maud Navarre, Florent Schepens, dir., *Les identités de genre en politique*, Dijon, PUD ; 2013 ; p. 17.

de septembre 2003, sa fille est rentrée de l'école en disant que le professeur d'histoire avait comparé Che Guevara, un des leaders de la révolution cubaine, à Saint François d'Assise, un des saints les plus populaires de l'Église catholique. Il décida alors d'écrire une lettre ouverte à l'enseignant, en imprima 300 exemplaires et les distribua sur le parking de l'école de sa fille.¹⁶ Ainsi commença, en toute discrétion, la lutte du mouvement École Sans Parti contre « l'endoctrinement gauchiste » dans les écoles brésiliennes – une bataille qui demeure quasiment invisible jusqu'à 2014, quand le débat sur le présence de « l'idéologie de genre » dans le réseau public d'enseignement fournit l'ouverture nécessaire au mouvement pour qu'il rebondisse et atteigne des proportions multisectorielles, politisant l'ensemble des institutions qui font la société brésilienne : l'État, l'Église, la Famille et l'École.¹⁷ Il s'agit donc d'un mouvement qui se décline en plusieurs dimensions – religieuse, juridique, économique, morale – et qui constitue, dans les termes de l'anthropologue Marcel Mauss, un fait social total.¹⁸

De fait, c'est la politisation de l'éducation qui permettra au mouvement anti-genre de se répandre et de se fondre dans d'autres débats importants de l'agenda national, en fournissant du matériau pour le discours des acteurs politiques désireux de signifier la crise que connaît le pays et de convertir le mécontentement social hétérogène en mécontentement vis-à-vis du gouvernement fédéral. L'école publique brésilienne est dès lors appelée à représenter aux yeux de l'opinion publique le Parti des Travailleurs et ses politiques d'inclusion sociale, qui sont remises en question. En ce sens, c'est l'autonomie relative du système d'enseignement par rapport à d'autres champs sociaux qui est touchée par le mouvement École Sans Parti dès lors qu'il essaye de rétablir « l'ordre social ». Défendant une vision simplement reproductive de l'institution scolaire, selon laquelle la fonction de l'éducation est plutôt d'inculquer des valeurs préalablement établies que d'enseigner la réflexion critique, ce mouvement s'efforce de couper l'école des transformations sociales et intergénérationnelles qui ont eu lieu au Brésil, notamment en ce qui concerne les rôles sociaux de genre. Il s'agit donc d'une construction politique dont le but caché derrière la rhétorique de « l'anti-idéologie » est en fait la réaffirmation des valeurs sociales et des intérêts objectifs associés à l'idéologie dominante. De même que le discours « neutre » est le résultat du travail idéologique et de

¹⁶ Disponible sur:

https://brasil.elpais.com/brasil/2016/06/23/politica/1466654550_367696.html (accès le 12 février 2021).

¹⁷ Selon le philosophe français Louis Althusser, l'école, la famille et l'Église constituent des Appareils Idéologiques d'État (superstructure) et sont indispensables pour la manutention de l'ordre capitaliste. ALTHUSSER, Louis ; Idéologie et appareils idéologiques d'État; Article originalement publié dans la revue *La Pensée*, n. 151, juin 1970. In : ouvrage de Louis Althusser, *Positions* (1964-1975), pp. 67-125. Paris ; Les Éditions sociales ; 1976.

¹⁸ MAUSS, Marcel; Essai sur le don. Formes et raisons de l'échange dans les sociétés primitives, édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi. Disponible sur : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm> (accès le 28 février 2021).

l'efficacité proprement symbolique du discours dominant,¹⁹ l'école « sans parti » incarne un projet pédagogique en phase avec « l'ordre naturel » des relations sociales.

Mais, si le mouvement École Sans Parti entend restaurer cet « ordre naturel », c'est parce que, du moins du point de vue de ses membres, celui-ci a été relativement secoué par les douze années de gouvernement du Parti des Travailleurs. Sur l'autonomie relative de l'institution scolaire et sa relation avec les intérêts des groupes dominants, voyons les commentaires de Bourdieu et Passeron en 1970 : « *Le système d'enseignement n'a jamais pu donner aussi complètement l'illusion de l'autonomie absolue par rapport à toutes les demandes externes et en particulier à l'égard des intérêts des classes dominantes que lorsque la concordance entre sa fonction propre d'inculcation, sa fonction de conservation de la culture et sa fonction de conservation de l'ordre social était si parfaite que sa dépendance à l'égard des intérêts objectifs des classes dominantes pouvait rester ignorée dans l'inconscience heureuse des affinités électives. Aussi longtemps que rien ne vient troubler cette harmonie, le système peut en quelque sorte échapper à l'histoire en s'enfermant dans la production de ses reproducteurs comme dans un cycle de l'éternel retour, puisque c'est paradoxalement en ignorant toute autre exigence que celle de sa propre reproduction qu'il contribue le plus efficacement à la reproduction de l'ordre social* ». ²⁰

Or, dans notre étude de cas, c'est précisément la consécration du « genre » comme catégorie d'action publique dans le domaine de l'éducation qui perturbe l'harmonie entre « l'ordre scolaire » et « l'ordre social » et qui, par conséquent, ébranle l'autonomie déjà relative du système d'enseignement. La forte réaction suscitée par la seule mention à l'équité de genre et à la diversité sexuelle lors de l'élaboration du Plan National d'Éducation en 2014 est dans cette perspective très illustrative du rôle central joué par l'école dans le maintien de l'ordre symbolique qui légitime les différentes hiérarchies sociales (genre, race, classe). En plaçant l'école au centre du débat politique et en politisant l'éducation dans le but de dénigrer l'image du gouvernement fédéral, le mouvement École Sans Parti concilie conservatisme pédagogique et conservatisme social. Encore une fois selon Bourdieu et Passeron : « *le conservatisme pédagogique qui, en sa forme limite, n'assigne d'autre fin au système d'enseignement que de se conserver lui-même identique à lui-même, est le meilleur allié au conservatisme social et politique, puisque, sous apparence de défendre les intérêts d'un corps particulier et d'autonomiser les fins d'une institution particulière, il contribue par ses effets directs et indirects au maintien de l'ordre social* ». ²¹

¹⁹ BOURDIEU, Pierre ; BOLTANSKI, Luc ; La production de l'idéologie dominante. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 2, n°2-3, juin 1976.

²⁰ BOURDIEU, Pierre ; PASSERON, Jean-Claude ; La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement ; Collection Le sens commun ; Les éditions de minuit ; 1970 ; p. 236.

²¹ *Ibid.* ; p. 235.

Ainsi, le débat sur l'existence ou non d'un « projet idéologique » dans les écoles du réseau public, notamment lorsqu'il touche aux rapports sociaux de genres (« idéologie de genre »), est ce qui va permettre, à partir de 2014, la déssectorisation des insatisfactions politiques hétéroclites associées à la forte crise que le pays traverse. De cette façon, la controverse gagnera en ampleur et dépassera le seul champ des arènes institutionnelles, en se consolidant désormais comme un enjeu politique majeur au Brésil. Appuyés sur une coalition internationale de « lutte contre l'idéologie de genre », les secteurs conservateurs brésiliens vont mettre le programme du Parti des Travailleurs en matière d'éducation en cause et réussir ainsi à produire une véritable panique morale, regroupant la société brésilienne dans une bataille pour la défense de la « famille traditionnelle ».²² En abordant des points sensibles tels que l'éducation morale et sexuelle des jeunes adolescents, la conception de la citoyenneté dans une société laïque et démocratique, et le rôle de l'école dans la reproduction des inégalités entre les sexes, le mouvement École Sans Parti va ébranler la société brésilienne et mettre en place une véritable croisade autour de l'ordre symbolique du monde social. Ces « *guerres scolaires* » - pour employer le terme développé par Yves Déloye pour désigner les mobilisations de l'Église catholique française contre la mise en place, au XIX^e siècle, du modèle républicain d'éducation laïque²³ - vont se répandre comme fumée tandis que la crise politique et économique prendra de l'ampleur au Brésil.

Dans ce contexte, parce qu'il est accessible à tous et qu'il touche à l'ordre symbolique du monde social (notamment à des points délicats, comme la socialisation de genre ou l'éducation sexuelle), le discours sur « l'idéologie de genre » agit comme un véritable instrument d'agrégation d'insatisfactions politiques hétérogènes, contribuant au processus de signification de la situation de crise. En effet, bien qu'il commence par s'attaquer à l'espace symbolique de l'école, le mouvement anti-genre brésilien ne se limitera pas au seul champ des politiques publiques éducatives. Au contraire, il va s'immiscer dans les controverses politiques nationales et les rajouter un fond discursif important. En s'adressant à l'institution familiale, le discours sur « l'idéologie de genre » parviendra en outre à surmonter les barrières liées à la classe et à agréger différents profils sociaux, en se consolidant ainsi comme un moyen stratégique de former des électorats hétérogènes et éphémères, ou simplement des « *conglomérats électoraux* ».²⁴

En raison de sa forte capacité mobilisatrice, le discours de genre se transforme à la fois en stratégie électorale et en source de capital politique, permettant l'homogénéisation relative des

²² JUNQUEIRA (2017) ; *op. cit.* ; COHEN, S ; *Whose side were we on? The undeclared politics of moral panic theory. : Crime, Media, Culture* ; Thousand Oaks, 7(3), 2011, pp. 237-243.

²³ DÉLOYE, Yves. *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*; Presses de Sciences Po ; 1994.

²⁴ GAXIE, Daniel ; *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France* ; Presses de Sciences Po ; « Références » ; 1989 ; et MAYER, Nonna ; *Les constantes du vote FN* ; *Revue Projet* ; 2016/5 (N° 354) ; p. 11-14.

demandes politiques autonomes et contribuant à la victoire électorale sans précédent de l'ultra-droite brésilienne en 2018. Pour illustrer ce phénomène, ce mémoire retrace les trajectoires de différents hommes et femmes politiques qui ont rejoint le mouvement École Sans Parti depuis son rebond en 2014, notamment celle du congressiste Jair Bolsonaro, qui, avant même l'arrivée du mouvement anti-genre au Brésil, avait déjà suscité la controverse en 2011 en accusant le Parti des Travailleurs de distribuer dans les écoles brésiliennes un « Kit Gay », terme qu'il a lui-même développé pour désigner le programme École Sans Homophobie, un partenariat du ministère de l'Éducation avec plusieurs organisations non gouvernementales - dont le processus d'élaboration controversé nous avons également rendu compte dans notre recherche. En effet, le 23 mars 2011, Jair Bolsonaro a fait scandale lors d'une interview réalisée par l'émission humoristique CQC (« *Custe o que custar* »). Interrogé sur ce qu'il pensait de la parade gay de São Paulo, le plus grand événement de ce type du monde, Bolsonaro répond : « *Je n'irai pas parce que je ne participe pas à la promotion de mauvaises coutumes. Je crois en Dieu, j'ai une famille, et la famille doit être préservée à tout prix, sinon la nation s'effondrera tout simplement* ». ²⁵ Or, ce ne serait que la première d'une série de déclarations polémiques de Bolsonaro aux journalistes brésiliens. Près de dix ans plus tard, Monica Iozzi, animatrice à l'origine de l'émission « CQC », déclarera regretter d'avoir donné la parole au président Jair Bolsonaro alors qu'il était encore député. « *Bolsonaro était beaucoup plus intelligent que nous. Il savait qu'il pouvait profiter de l'occasion qu'on lui offrait pour diffuser son discours. Il n'était pas encore très connu, donc pour lui c'était bien* », dit-elle, avant de déplorer qu'en essayant de dénoncer la mauvaise éducation des parlementaires brésiliens, son émission leur ait donné tant de visibilité. « *C'est CQC qui a donné le plus de voix à Jair, nous ne pouvons pas nous absoudre de cette culpabilité. Et oui, je regrette de lui avoir parlé tant de fois* », a-t-elle avoué. ²⁶

Comment expliquer la trajectoire politique de l'ancien capitaine Jair Bolsonaro, qui est passé du statut de député fédéral relativement inconnu à celui de président de la République du Brésil ? Quelle est la portée du discours sur le genre ? Qu'est-ce qui a changé dans le contexte politique brésilien pour que ce qui n'était au départ qu'une blague devienne réel ? Que s'est-il passé au Brésil, entre 2003 (année de sa fondation) et 2014 (année de son rebond), qui a fini par rendre le mouvement École Sans Parti tout d'un coup légitime et important aux yeux de l'opinion publique ? Quelles ont été les conditions structurelles et conjoncturelles qui ont permis en 2014, lorsque le Congrès examine et vote le Plan National d'Éducation (Loi 13.005/2014), la répercussion enflammée du discours sur « l'idéologie de genre » et « l'endoctrinement idéologique » ? La formulation d'une réponse à ces questions passe d'abord par l'historicisation de la controverse et par la recherche des transformations qui survinrent dans le champ politique brésilien ces dernières décennies, notamment liées à la façon

²⁵ Retranscrire et traduire l'entretien, car très révélateur de la ligne politique adoptée par le nouveau populisme de droite au Brésil. Disponible sur : <https://veja.abril.com.br/politica/tj-mantem-condenacao-de-bolsonaro-por-resposta-a-preta-gil-e-falas-ao-cqc/> (accès le 13 février 2021).

²⁶ Disponible sur : <https://f5.folha.uol.com.br/televisao/2020/09/monica-iozzi-se-arrepente-de-dar-voz-a-bolsonaro-no-cqc-foi-muito-mais-inteligente-do-que-eu.shtml> (accès le 13 février 2021).

dont les mouvements féministes et LGBT se sont, tout au long des années de gouvernement du Parti des Travailleurs, relativement institutionnalisés au sein de l'État. Les changements profonds engendrés par l'arrivée de la communication numérique au champ politique constituent en outre un aspect important de notre analyse, car, comme nous le verrons en détail, c'est aussi grâce à l'appui des réseaux sociaux que le mouvement École Sans Parti a réussi à s'imposer dans la scène politique brésilienne.

Bien que le mouvement anti-genre soit un phénomène de dimension transnationale, la particularité de notre étude de cas réside dans les proportions importantes qu'il prend au Brésil, contribuant à la chute du gouvernement du Parti des Travailleurs et à l'arrivée au pouvoir de la nouvelle ultra-droite.²⁷ En effet, en ouvrant la boîte noire du débat sur le genre et la sexualité, le mouvement École Sans Parti déplace le débat public de l'économie politique vers les questions de valeurs et d'identité et contribue à l'élection de nombreux parlementaires des secteurs conservateurs et religieux de la société. *Grosso modo*, il permet de faire un *tourant discursif* dans le champ politique brésilien.

C'est précisément en raison de cet important usage électoral et stratégique du discours anti-genre que nous avons choisi ici d'analyser le mouvement École Sans Parti du point de vue de la théorie populiste, en mettant en lumière la manière dont il se fonde dans la campagne de la nouvelle ultra-droite brésilienne, notamment lors des élections municipales en 2016 et fédérales en 2018. Selon Catherine E. De Vries et Sarah Hobolt, le populisme est une stratégie politique qui se réalise à la fois par l'adoption d'un discours anti-establishment et par la mise en place de ce qu'elles appellent de « questions émergentes » (« *new issues* »). En analysant la montée en puissance des partis non-traditionnels au sein du Parlement européen, Hobolt et De Vries constatent qu'il fait partie de leur répertoire d'action de soulever des questions non dites, délibérément polémiques, pour lesquelles les partis traditionnels n'ont pas encore de réponse.²⁸ La mise en place des controverses est en ce sens une « stratégie de déstabilisation politique »²⁹ visant à créer des centres alternatifs de représentation électorale dans des contextes de relatif épuisement des partis traditionnels. En raison de leur forte capacité mobilisatrice, les sujets polarisants (comme les questions des mœurs ou les rapports sociaux de genre, par exemple) sont introduits afin de diviser la société en deux camps « moraux ». Ce *modus operandi* politique est aussi bien employé en Europe qu'au Brésil, où, comme nous allons le démontrer, la mise en controverse du genre est déployée par des acteurs objectivement intéressés dans

²⁷ L'expression « ultra-droite » est empruntée de Daniel Gaxie afin de préserver la neutralité axiologique en évitant la labélisation des produits de la radicalisation politique. GAXIE, Daniel ; Des penchants vers les ultra-droites ; In Annie COLLOVALD et Brigitte GAÏTI (dir.), *La Démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique* ; Paris ; Éditions La Dispute ; 2006 ; pp. 223-245.

²⁸ DE VRIES, Catherine E.; HOBOLT, Sarah ; « *Political entrepreneurs : the rise of challenger parties in Europe* » ; Princeton University Press ; 2020.

²⁹ CONWAY, Eric M. ; ORESKES, Naomi ; *Les marchands de doute* ; Paris ; Le Pommier ; 2012.

le jeu de la compétition électorale. C'est d'ailleurs pour cela que nous n'allons pas nous restreindre ici à adopter une approche purement technique sur l'éducation de genre mais, au contraire, nous entendons « *déconfiner* » la controverse scientifique avec l'appui de la sociologie pragmatique de Bruno Latour, Clément Seurat et Thomas Tari.³⁰ La pertinence de cette démarche, qui s'applique dès lors que les parties prenantes d'une controverse savante (qu'est-ce qu'une bonne éducation en matière des rapports sociaux de genre ?) cherchent à mobiliser d'autres forces (sociales, économiques), a déjà été attestée par des travaux de chercheurs comme Cyril Lemieux ou Yannick Barthe.³¹

La manière progressive dont le mouvement de l'idéologie anti-genre et anti-endoctrinement s'est répandu et consolidé au Brésil justifie également notre orientation vers la théorie populiste. Le mouvement École Sans Parti est issu d'un processus de radicalisation politique qui ne se produit pas de manière abrupte, comme une rupture, mais se construit au fur et à mesure que la panique morale associée à « l'idéologie de genre » et la crise économique progressent simultanément. D'après Federico Tarragoni, le populisme « *apparaît toujours dans des contextes de forte crise économique, lorsque la montée des inégalités installe, dans les groupes sociaux qui en pâtissent, le soupçon que les démocraties ne soient devenues que des gouvernements des élites pour les élites* ». ³² De fait, du moins en ce qui concerne notre étude de cas, la montée du nouveau populisme d'ultra-droite se fait sur fond de récession économique. Alors que, de 2000 à 2012, le Brésil était l'une des économies à la progression la plus rapide au monde, avec un taux de croissance annuel moyen du PIB supérieur à 5%,³³ son développement économique commence à ralentir en 2013 et entre en récession en 2014. Selon un rapport publié par l'Agence Française de Développement, « *la récession se creuse en 2016 sous l'effet conjugué des chocs externes, des restrictions budgétaires, de l'arrêt des investissements publics et plus généralement de la crise de confiance des consommateurs* ». ³⁴ Dès lors, la crise économique brésilienne se renforce et se traduit matériellement par une chute de la production industrielle, un renforcement du secteur agricole et une fragilisation des classes moyennes, avec la remontée spectaculaire du travail informel (40,6% des emplois en 2020).³⁵ En outre, selon une étude réalisée par la Confédération nationale des industries, le Brésil comptait 384 700 établissements

³⁰ SEURAT, Clémence ; TARI, Thomas ; Controverses mode d'emploi/ préface de Bruno LATOUR; Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; 2021.

³¹ LEMIEUX, Cyril ; *op. cit.* ; BARTHE, Yannick ; Le pouvoir d'indécision : la mise en politique des déchets nucléaires ; Paris ; Economica ; 2006.

³² TARRAGONI, Federico. « Chapitre 5. Vers une nouvelle théorie du populisme » ; *L'esprit démocratique du populisme*. sous la direction de Tarragoni Federico ; La Découverte ; 2019 ; p. 267.

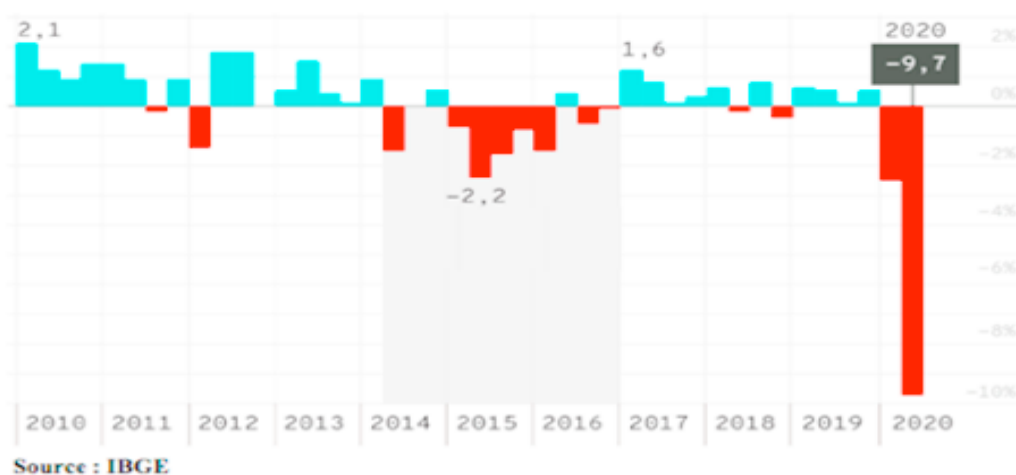
³³ Is Brazil's Economy Getting Too Hot? Article publié le 13 décembre 2010 dans la revue Forbes; Disponible sur: <https://www.forbes.com/sites/kerenblankfeld/2010/12/13/is-brazils-economy-getting-too-hot/?sh=7229a6aa49c0> (accès le 10 janvier 2021).

³⁴ Stratégie Brésil 2018-2022 ; Rapport de l'Agence Française de Développement publié en mai 2019. Disponible sur : <https://www.afd.fr/fr/ressources/strategie-bresil-2018-2022> (accès le 22 octobre 2020).

³⁵ Enquête nationale continue par sondage (PNAD, dans l'acronyme en portugais), Institut Brésilien de Géographie et Statistique, 2019. Disponible sur : <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-sala-de-imprensa/2013-agencia-de-noticias/releases/28285-pnad-educacao-2019-mais-da-metade-das-pessoas-de-25-anos-ou-mais-nao-completaram-o-ensino-medio> (accès le 15 décembre 2020).

industriels en 2015, alors qu'à la fin de 2020 on estime que ce nombre était tombé à 348 100. Autrement dit, en six ans, 36 600 usines se sont éteintes, ce qui équivaut à une moyenne de 17 usines fermées par jour au cours de la période.³⁶ Évidemment, la récession économique entraîne d'importants effets sociaux. D'après une étude réalisée par l'Institut Assaf, de 1994 à 2014 le pouvoir d'achat des brésiliens a chuté de 81,41%.³⁷ En plus, selon des données de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistique, le chômage se maintient autour de 14 % depuis 2014, touchant plus de 13 millions de personnes.³⁸ Avec la hausse significative de l'inflation depuis 2014, la classe moyenne est également pénalisée et un profond mécontentement est généré même parmi les groupes les plus favorisés, qui se plaignent de la hausse du dollar et de la perte de leur pouvoir d'achat.³⁹

PIB trimestriel en 10 ans (2010-2020)



³⁶ Calcul réalisé par le Journal de l'Université de São Paulo. Disponible sur : <https://jornal.usp.br/atualidades/processo-de-desindustrializacao-no-brasil-se-acentua/> (accès le 19 juin 2021).

³⁷ Disponible sur : <http://g1.globo.com/economia/seu-dinheiro/noticia/2016/04/poder-de-compra-do-real-caiu-mais-de-80-desde-1994-mostra-pesquisa.html> (accès le 06 août 2021).

³⁸ Enquête nationale continue par sondage (PNAD, dans l'acronyme en portugais), Institut Brésilien de Géographie et Statistique, 2019. Disponible sur : <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-sala-de-imprensa/2013-agencia-de-noticias/releases/28285-pnad-educacao-2019-mais-da-metade-das-pessoas-de-25-anos-ou-mais-nao-completaram-o-ensino-medio> (accès le 15 décembre 2020).

³⁹ Disponible sur : <http://g1.globo.com/economia/seu-dinheiro/noticia/2016/04/poder-de-compra-do-real-caiu-mais-de-80-desde-1994-mostra-pesquisa.html> (accès le 06 août 2021).

Selon les analystes de la Banque Mondiale, le Brésil est resté coincé dans le « piège du revenu intermédiaire », faisant face à des taux de chômage élevés (environ 15%) depuis 2014. La phase de décollage économique du pays étant finie et les taux de croissance s'affaiblissant (modèle de Solow), le Brésil devrait augmenter sa productivité et miser sur plus de valeur ajoutée. Certes, le géant latino-américain compte sur une matrice économique diversifiée et un marché interne solide, mais il y a quand même d'importantes contraintes pesant sur la compétitivité de son économie (logistique de transport coûteuse, fiscalité forte, violence accentuée en milieu urbain), qui constituent le « *Custo Brasil* » et empêchent l'insertion du pays dans les chaînes de valeur mondiales.

Sources : Global Competitiveness Report 2020 - World Economic Forum ; Institut Brésilien de Géographie et Statistique ; Panneau d'indicateurs 2020 ; et SOLOW, Robert ; A Contribution to the Theory of Economic Growth; Quarterly Journal of Economics; pp. 65-94; 1956.

Quoique le contexte économique joue un rôle majeur dans le processus de radicalisation politique au Brésil, seul, il ne réussit pas à éclairer l'essor du populisme d'ultra-droite. D'ailleurs, ce type d'explication monocausale est souvent associé à une procédure analytique biaisée, comme le soulignent Collovald et Gaïti : « *Le schème du déclassement ou du ressentiment par exemple, est très largement constitué en arme politique interprétative, susceptible de disqualifier l'adversaire bien plus que d'aider à comprendre les conditions de sa radicalisation* ». ⁴⁰ L'on ne saurait ainsi expliquer la réussite des néo-populistes au Brésil en se fiant seulement aux structures économiques derrière le phénomène, sans rendre compte de toute la dimension discursive et symbolique sur laquelle il se bâtit. En effet, les raisons pour lesquelles les personnes rejoignent le mouvement École Sans Parti ne découlent pas nécessairement d'une position de subordination, domination ou déclassement. À l'inverse, comme nous le verrons dans ce mémoire, il s'agit d'une construction politique largement adoptée par les groupes sociaux les plus favorisés. Effectivement, bien que l'origine ouvrière des mouvements sociaux les place historiquement du côté des dominés, cela n'empêche pas que, au fur et à mesure qu'ils se sont autonomisés, notamment avec leur renouveau aux États-Unis et en France aux années 1960, ils aient développé toute une technologie d'opération (ensemble de répertoires d'action, modes d'organisation, dynamiques de rétribution militante, etc.) qui est actuellement à portée de mains des groupes dominants. En France, la « *Manif pour tous* » ayant également montré la façon dont un mouvement conservateur peut assimiler à son répertoire des modes d'action historiquement

⁴⁰ COLLOVALD, Annie ; GAÏTI, Brigitte (dir.). La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation de la politique ; Paris ; La Dispute ; 2006 ; p. 30.

associés à la gauche,⁴¹ le *populisme sociologique*⁴² n'a plus lieu d'être et l'on doit reconnaître que le mouvement social n'est plus une représentation politique exclusive des dominés.

En analysant les principales controverses politiques qui ont pris forme ces dix dernières années au Brésil, et en s'attardant particulièrement sur le rôle joué par le discours de genre dans leur processus de signification, cette recherche a donc pour objet « la construction populiste brésilienne » - une expression que nous avons développée pour désigner l'accumulation des processus politiques qui ont culminé avec l'élection du candidat d'ultra-droite Jair Bolsonaro à la présidence de la République en 2018. Désignant à la fois le processus d'impeachment de la présidente Dilma Rousseff, l'escalade du mouvement École Sans Parti et le nouveau gouvernement de Bolsonaro, cette expression nous permettra de mettre en évidence la continuité de ces processus, ainsi que de souligner le rôle fondamental joué par le discours de genre dans la montée en puissance de la nouvelle ultra-droite brésilienne. Car le populisme est, avant tout, une *construction discursive*.⁴³

Outre le postulat selon lequel le mouvement École Sans Parti est un exemple de construction populiste, certaines considérations méthodologiques et épistémologiques s'imposent.

Premièrement, aucun phénomène populiste – comme d'ailleurs aucun phénomène historique en général – n'est que stratégie et n'échappe aux dynamiques de la contingence. Pour Jean-Claude Passeron, « *les sciences sociales sont des sciences historiques, c'est-à-dire, des sciences dont les hypothèses et la plausibilité des démonstrations sont soumises à variations historiques* ». ⁴⁴ C'est pourquoi il ne suffit pas de se pencher exclusivement sur le contenu matériel des discours populistes sans rendre compte de la façon dont les « échanges de coup » ⁴⁵ entre différents acteurs du champ politique se lient concrètement les uns aux autres, contribuant au fur et à mesure au processus de mise en cause des institutions de la social-démocratie. Cette hypothèse de continuité historique, qui s'oppose à une vision des moments de crise ou de radicalisation politique comme des moments de déviance pathologique, est tributaire notamment des travaux des sociologues tels que Michel Dobry ; Thomas Schelling ; Howard Becker ; Timothy Tackett ; Brigitte Gaïti et Annie Collovald. C'est par ailleurs de ces deux dernières que nous empruntons ici la notion d'« *incrémentalisme des phénomènes de radicalisation* » ⁴⁶, selon laquelle « *nous devons éviter de penser à des 'blocs polarisés' comme s'ils existaient avant : ce qui nous intéresse c'est le processus de construction de ces blocs, fait dans*

⁴¹ AGRİKOLIANSKY, Erik ; COLLOVALD, Annie ; Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ; *Politix*, n°106, 2/2014.

⁴² GRIGNON, Claude ; PASSERON, Jean-Claude ; Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature ; Paris ; Le Seuil ; 1989.

⁴³ LACLAU, Ernesto ; *La razón populista* ; Fondo de Cultura Económica ; Buenos Aires ; 2005 ; 312p.

⁴⁴ PASSERON, Jean-Claude ; Le raisonnement sociologique. L'espace non poppérien du raisonnement naturel ; Nathan ; Paris ; 1991.

⁴⁵ DOBRY, Michel ; Sociologie des crises politiques ; 3^{ème} édition ; Paris ; Sciences Po ; les Presses ; 2009.

⁴⁶ COLLOVALD ; GAÏTI (2006) ; *op. cit.* p. 32.

le quotidien » ; c'est-à-dire, l'intérêt de la démarche sociologique ne réside pas tant dans la recherche des « raisons profondes » derrière le processus de radicalisation, mais plutôt dans le suivi de la radicalisation « *en train de se faire, petit à petit* ». ⁴⁷ Toujours dans ce sens, rappelons-nous du conseil de Passeron et Bourdieu selon lequel : « *Si, comme dit Bachelard, tout chimiste doit combattre en lui l'alchimiste, tout sociologue doit combattre en lui-même le prophète social que son public lui demande d'incarner* ». ⁴⁸ Ainsi, c'est surtout pour répondre à ce souci d'ordre méthodologique que nous avons décidé d'adopter, pour restituer la montée du populisme d'ultra-droite au Brésil, l'ordre chronologique des faits au détriment d'explications plus simplement causales. Selon la leçon de Paul Veyne : « *Malheureusement, les événements historiques ne sont pas comprimables en généralités; ils ne se ramènent que très partiellement à des types et leur succession n'est pas davantage orientée vers quelque fin ou dirigée par des lois de nous connues; tout est différent et il faut tout dire* ». ⁴⁹

En adoptant une approche constructiviste des faits sociaux, ⁵⁰ nous nous écartons dans ce travail de toute démarche visant à trouver un idéal-type wébérien du populisme. C'est par exemple ce qu'entend faire le politiste Federico Tarragoni lorsqu'il propose un modèle socio-historique du populisme : en s'appuyant sur quelques exemples concrets de constructions populistes (dont le choix n'est que partiellement expliqué), Tarragoni essaie de tracer une définition du concept en l'historicisant. Selon l'auteur, les sciences politiques assistent aujourd'hui à une « populogie », expression créée pour dénoncer le fait que le terme « populisme » est souvent employé de façon détachée de son historicité, devenant aussitôt vague et dépourvu de toute substance sociologique. Mot à la mode et aux usages multiples, il aurait perdu son pouvoir de précision conceptuelle, désignant dans le même temps toute une série d'idéologies très différentes les unes des autres, de l'étatisme de rentes d'Hugo Chávez jusqu'aux politiques ultralibérales de figures, comme Donald Trump ou Jair Bolsonaro. ⁵¹

La thèse de Tarragoni est réfutable en plusieurs points. D'abord, parce qu'il prend un problème d'ordre matériel et empirique (l'essor des stratégies populistes à l'échelle internationale) pour un problème épistémologique (« populogie »). Ensuite parce que, à nos yeux, il y a autant intérêt à essentialiser le populisme qu'il y en a à essentialiser le radicalisme ou le genre, par exemple. En fait, sa démarche part d'une fausse impasse : il n'y a pas de contradiction dans le fait que la stratégie populiste soit adaptable à autant de paysages politiques divers ainsi qu'à des contenus idéologiques variables. Le populisme n'est pas une *idéologie* – erreur commise non seulement par Tarragoni, mais

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ PASSERON, Jean-Claude ; BOURDIEU, Pierre ; CHAMBOREDON, Jean-Claude ; *Le métier de sociologue* (1968) ; Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales ; Paris ; 2021.

⁴⁹ VEYNE, Paul ; *Comment on écrit l'histoire* ; Paris ; Seuil ; 1971 ; extrait pp. 50-85.

⁵⁰ BERGER, Peter ; LUCKMANN, Thomas ; *The social construction of reality* ; Doubleday & Company Inc. ; 1966.

⁵¹ TARRAGONI, Federico ; *Propositions pour une sociologie historique du populisme* ; *Revue européenne des sciences sociales* ; vol. 58-2, no. 2 ; 2020 ; pp. 55-75.

aussi par des politistes plus expérimentés comme P. Rosanvallon -, mais une *stratégie politico-discursive* caractéristique du moment de radicalisation des mœurs démocratiques qui est le nôtre ; il ne se réfère pas à un système de croyances quelconque, mais se rapporte plutôt à une démarche discursive, un mouvement, un processus de signification et de cooptation d'insatisfactions politiques autonomes et hétéroclites qui se fait sur fond d'antagonisme aux institutions – raison pour laquelle son étude se lie non point à des concepts *normatifs*, voire positifs, de la théorie politique, mais, au contraire, à des concepts *descriptifs*, analytiques, qui se réfèrent plus à des processus *in concreto* qu'à des idéologies *in abstracto*. À ce propos, l'enquête menée par Timothy Tackett sur les révolutionnaires français aux XVIII^e siècle est particulièrement illustrative, car elle montre que souvent, lorsqu'il s'agit de radicalisation (et le populisme n'est rien d'autre que le phénomène de radicalisation de la démocratie libérale), les idéaux ne précèdent pas forcément les révolutions, mais se construisent dans le tas. En reprenant encore une fois la ligne de recherche adoptée par Collovald et Gaïti : « *pour appréhender les énigmes de la radicalisation, nous devons faire un retour sur les temporalités mêmes de la radicalisation politique* ». ⁵² C'est par ailleurs pour cette raison que nous choisissons ici l'expression « *construction populiste* », qui souligne la nature plastique du populisme, pour décrire la montée en puissance de l'ultra-droite au Brésil.

Or, cette vision constructiviste et interactionniste des processus de radicalisation et de signification politique rend la tâche de l'enquêteur plus complexe, paradoxale et incertaine. Mais n'est-ce pas là où réside la magie de l'histoire, dans sa dimension à la fois non singulière et non universelle ? ⁵³ L'histoire n'est pas un déterminisme – c'est d'ailleurs pourquoi nous n'adhérons pas la thèse de Tarragoni, qui essaye de formuler un idéal-type historique pur du populisme et de le détacher définitivement des nouveaux usages que lui donne la réalité empirique. Cela n'implique évidemment pas de dire que le processus de construction populiste soit dépourvu de toute substance idéologique (non plus que sa substance lui soit accessoire) ; mais plutôt permet de faire la lumière sur l'hypothèse de la plasticité structurelle des systèmes politiques ⁵⁴ (et donc de la démocratie) et sur le rôle central des conjonctures politiques, économiques et sociales, tout comme sur celui de l'hasard, dans la mise en pratique d'idéologies dites radicales. Après tout, l'écrivain Henri Coulonges n'avait-il pas raison lorsqu'il écrivit, en 1989 : « *Les idées ! Vous ne savez donc pas qu'elles naissent douces et vieillissent féroces ?* ». ⁵⁵

*

Cette recherche a alors pour objectif de comprendre la façon dont, en partant de la politisation du système d'enseignement, le discours sur « l'idéologie de genre » a été transformé par le

⁵² COLLOVALD ; GAÏTI (2006) ; *op. cit.* ; p. 28.

⁵³ VEYNNE (1971) ; *op. cit.*

⁵⁴ DOBRY (2009) ; *op. cit.*

⁵⁵ COULONGES, Henri ; La lettre à Kirilenko ; Stock ; Paris ; 1989 ; 318 p.

mouvement École Sans Parti en sujet de débat politique national et ensuite instrumentalisé dans le cadre de la construction populiste brésilienne pour s'imposer comme alternative au Parti des Travailleurs. L'hypothèse que nous retenons à cet effet est celle de l'incrémentalisme des processus de crise et de radicalisation politiques (impeachment de Dilma Rousseff, mouvement École Sans Parti, succès électoral inédit de l'ultra-droite en 2018).

Ce mémoire est composé de quatre chapitres. Chacun permet d'examiner différents éléments de définition du populisme (controverse, stratégie, antagonisme, radicalisation, mise en cause des contre-pouvoirs, etc.) en mobilisant différentes approches de la sociologie (sociologie des politiques publiques et des institutions en premier, puis, respectivement : sociologie des mouvements sociaux, sociologie des comportements électoraux et sociologie juridique). Il s'agit d'une façon d'entrer dans le débat sur le populisme, qui est central dans notre étude de cas, sans pour autant l'essentialiser.

Dans un premier temps, afin de mieux comprendre le contexte institutionnel dans lequel le mouvement École Sans Parti se situe, nous nous penchons sur le temps long de la construction des politiques publiques d'éducation en matière d'équité de genre et de diversité sexuelle au Brésil. Il est alors question de faire la lumière sur la dimension transnationale de ce processus, impliquant notamment les gouvernements des différentes entités fédérales brésiennes et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), mais aussi de signaler la façon dont les prestations publiques orientées pour les personnes LGBT, plus spécialement celles vouées à promouvoir une éducation inclusive dans le réseau public d'enseignement, se trouvent dans l'intersection entre deux systèmes différents de coalition : une coalition de cause (*Advocacy Coalition Framework*) et une coalition de partis. De surcroît, nous reconstituons l'histoire internationale du mouvement « anti-genre », renvoyant aux mobilisations du Vatican à la suite de l'adoption de la Plateforme de Pékin en 1995, et discutons ensuite de sa réception au Brésil. La polémique engendrée en 2010/2011 par le jadis député Jair Bolsonaro autour du projet « École Sans Homophobie » (développé par le ministère de l'Éducation à l'époque du gouvernement Dilma Rousseff) est alors interprétée comme une première étincelle de la controverse qui deviendra par la suite le fil conducteur de notre étude. Ce premier chapitre, qui condense le plus grand nombre d'années de toute la période que nous analysons, examine le temps long de l'institutionnalisation, quoique relative, des mouvements féministes et LGBT, et de la consolidation du genre en tant que catégorie de l'action publique. Il se clôt avec la présentation de quelques éléments économiques, politiques et sociaux qui préparent le terrain - c'est-à-dire, la structure des opportunités politiques (S.O.P.)⁵⁶ – pour le rebond du mouvement École Sans Partie en 2014.

⁵⁶ McADAM, D. ; TARROW, S. ; TILLY, C.; *Dynamics of Contention*; Cambridge University Press ; 2001.

Puis, nous arrivons à la généralisation de la controverse proprement dite. Le deuxième chapitre du mémoire commence avec le vote du Plan National d'Éducation au Brésil (Loi 13.005 de 2014). À cette occasion, la simple mention aux termes « genre » et « orientation sexuelle » par le texte législatif suffirent pour faire la matière de débats intenses non seulement au sein des arènes institutionnelles mais aussi dans l'ensemble de la société brésilienne. Nous reconstituons alors le processus d'impeachment de la présidente Dilma Rousseff, déclenché en 2015 et abouti en 2016, tout en faisant la lumière sur le rôle-clé joué par le langage du genre dans la campagne de dénigrement de son image, opérant comme un véritable outil d'objectivation de la crise politico-institutionnelle. Nous traitons ensuite de la période qui va de 2014 à 2018 et durant laquelle le mouvement École Sans Parti connaît son apogée. À cet égard, notre approche est double : afin de démontrer la façon dont la mise en controverse de la catégorie genre s'insère dans une stratégie politique des partis d'opposition, nous recomposons les déclinaisons du mouvement dans la sphère parlementaire ; puis, pour souligner la dimension contingente du phénomène de radicalisation, nous rendons compte des différentes affaires juridiques et médiatiques liées au mouvement École Sans Parti. Enfin, nous nous penchons sur la façon dont l'altérité du mouvement se construit concrètement, notamment par le rejet de la diversité d'identités sexuelles et par l'association de l'enseignement à « l'endoctrinement gauchiste ». En ce sens, une mini-étude de cas est mobilisée avec l'exemple emblématique de la faculté de Droit de l'Université fédérale du Paraná, perçue ici comme un microcosme des disputes politiques brésiliennes.

Le troisième chapitre est consacré à la dispute électorale de l'année 2018, laquelle implique une importante croissance de la représentation de l'ultra-droite au Brésil, à la fois aux pouvoirs exécutif et législatif. Ici, nous soulignons le rôle fondamental de la communication numérique dans le processus de construction du nouveau populisme d'ultra-droite brésilien. Avec l'appui des travaux des philosophes Byung-Chul Han et Guy Debord, nous interrogeons d'abord le rapport structurel qu'il y a entre la radicalisation politique et la communication numérique. Dans cette perspective, nous examinons la question des « *fake news* » à l'heure actuelle, démontrant, à travers l'exemple concret de l'essor des fausses nouvelles lors des dernières élections présidentielles brésiliennes, la pertinence de l'hypothèse soulevée par Marc Bloch selon laquelle « *l'erreur ne se propage, ne s'amplifie, ne vit enfin qu'à une condition : trouver dans la société où elle se répand un bouillon de culture favorable* ». ⁵⁷ De surcroît, nous démontrons comment l'arrivée de la communication numérique dans le jeu de la compétition politique change – et de façon dramatique – le rapport du citoyen à la *res publica*, contribuant structurellement au processus de mise en crise de la démocratie représentative. Ensuite, en reconstituant la période électorale de 2018, nous soutenons que la construction populiste brésilienne, parce qu'elle s'ancre notamment sur la polarisation politique, transforme la période électorale en moment de crise, engendrant à la fois des mobilisations multisectorielles et l'escalade de

⁵⁷ BLOCH, Marc ; Réflexion d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre ; Revue de synthèse historique; t. 33 ; 1921.

la violence politique. Au travers de l'analyse des discours propagés lors des manifestations qui accompagnent le processus électoral de 2018, notamment de la part de l'électorat d'ultra-droite, nous essayons d'établir le rapport de causalité qui lie le mouvement « anti-genre » à l'élection de Jair Bolsonaro. Enfin, outil typique de la sociologie des interactions, un tableau de suivi des trajectoires individuelles des acteurs politiques liés au mouvement École Sans Parti montre la réussite du discours « anti-genre » lors du scrutin de 2018, permettant notamment de faire la lumière sur sa forte instrumentalité électorale.

Puis, dans le quatrième et dernier chapitre, nous traitons de la judiciarisation des projets de loi véhiculant le programme École Sans Parti et de la subséquente dissolution officielle du mouvement. En effet, saisie par le parquet et de nombreuses associations de la société civile, la Cour constitutionnelle brésilienne juge en 2019 inconstitutionnelle toute tentative de restriction de la liberté d'expression des enseignants du réseau public. En nous écartant de toute vision positiviste sur le principe de la séparation des pouvoirs, nous adoptons ici l'approche relationnelle d'Alec Stone Sweet sur les processus de judiciarisation pour identifier au Brésil l'existence d'un modèle de gouvernance constitutionnelle visant à assurer la stabilité de l'État démocratique de droit. En plus, l'aspect transnational de la controverse réapparaît à ce stade dans la forme des avis donnés à la fois par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et par le Haut-Commissariat des droits de l'homme des Nations unies sur l'escalade du mouvement École Sans Parti au Brésil. Enfin, il est question d'analyser le rapport des nouveaux populistes brésiliens aux contre-pouvoirs, tenant compte du fait que, dans les termes de Marc Lazar et Ilvo Diamanti, « *les populistes sacralisent le peuple souverain dans le même temps où ils (...) se livrent à une critique radicale des formes institutionnelles organisant cette même souveraineté populaire* ». ⁵⁸ Toujours dans cette perspective, nous concluons que la mise en controverse juridique du mouvement École Sans Parti n'implique pas forcément un affaiblissement de celui-ci, mais représente plutôt une nouvelle étape de son processus de consolidation, ouvrant la voie à l'instauration d'un climat d'autocensure (« *chilling effect* ») parmi les enseignants du réseau public, notamment en ce qui concerne l'éducation sur les rapports sociaux de genre.

*

⁵⁸ DIAMANTI, Ilvo ; LAZAR, Marc ; *Peuplecratie : la métamorphose de nos démocraties ; Hors série connaissance ; Gallimard ; 2019 ; 192 p.*

Le compte rendu qui va suivre procède de différents types de sources : nombreux documents officiels (projets de loi, procès juridiques, notes ministérielles), enquêtes anthropologiques et sociologiques, rapports nationaux et internationaux sur les thématiques du genre et de la diversité sexuelle et, enfin, une série d'entretiens que j'ai menés avec des personnes engagées dans la construction des politiques publiques d'éducation au Brésil et à l'international. J'ai aussi interviewé des étudiants et des professeurs dont l'expérience au sein du réseau public illustre bien le climat de polarisation qui s'est emparé du système d'enseignement. Leurs témoignages constituent en effet des traces de l'histoire - « *diffuses, mouvantes, innombrables, fermes ou fugaces* »⁵⁹ - qui résident dans la mémoire encore vivante des gens et contribuent à rendre la lecture de ce travail plus captivante.

En revanche, une importante limite méthodologique s'est imposée lors de la production du corpus empirique de cette recherche : le Brésil étant ravagé par la crise sanitaire liée à la Covid-19, et les vols reliant le pays à la France étant pour le moment fortement contre-recommandés, tous les entretiens furent conduits virtuellement. Pour ma (relative) surprise, je n'ai eu aucune réponse à mes demandes de la part des personnalités liées à l'ultra-droite brésilienne. Le 14 avril 2021, j'ai essayé de joindre la Commission brésilienne au sein de l'UNESCO, mais l'on m'a dit que, le corps diplomatique étant soumis aux directives de l'actuel gouvernement fédéral, personne ne pourrait répondre à mes questions. J'ai dû par conséquent me contenter, pour reconstituer le processus d'engagement contre « l'idéologie de genre », à des prises de parole officielles et non-officielles, auxquelles j'ai pu avoir accès notamment grâce à une extensive analyse d'articles de presse couvrant la période d'action du mouvement École Sans Parti. Il s'agit là d'un obstacle (relativement) surmontable, puisque, finalement, les documents sont en quelque sorte eux-aussi des traces présentes, actuelles ; « *mais d'une actualité, d'une présence celle-ci matérielle, et par conséquent tangible, cernable, mesurable* ». ⁶⁰ Les documents, dans les mots de Georges Duby, sont « *les concrétions du souvenir* ». ⁶¹

Avant pourtant de commencer, une dernière remarque s'impose. Nul n'ignore qu'il est difficilement question de radicalisation politique sans que du sang ne coule, la violence physique étant un puissant catalyseur des phénomènes de brutalisation sociale (la première guerre mondiale ne fut-elle pas en ultime instance le produit du meurtre de François-Ferdinand d'Autriche-Este ?). En revanche, nous ne voulons pas faire de notre reconstitution socio-historique une histoire trop violente. Si quelque chose doit couler ici, que ce soit tout sauf du sang. Pour surmonter cette impasse, nous présenterons dès lors les deux principales occasions où le sang coule dans notre récit. Les faits qu'il serait donc bon de commencer par exposer sont brutaux : ces affaires seront évoquées tout au long du

⁵⁹ DUBY, Georges ; *Le dimanche de Bouvines*, 27 juillet 1214 ; Paris ; Gallimard ; 1973 ; p. 14.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

mémoire, puisqu'elles sont essentielles à la compréhension du processus de radicalisation, mais, par souci de *style*, nous faisons le choix de les décrire dès lors ci-dessous.

1. Le soir du 14 mars 2018, vers dix-neuf heures, Marielle Franco – sociologue, femme politique, militante des droits LGBT et membre du Conseil Municipal de Rio de Janeiro - arrive à la Maison des Femmes Noires, sur la rue des Invalides, à Lapa, pour arbitrer un débat promu par le Parti Socialisme et Liberté (PSOL) avec des jeunes femmes noires. Selon les images obtenues plus tard par la police, une Cobalt avec une plaque d'immatriculation de Nova Iguaçu était déjà garée près du lieu. Vers vingt-et-une heures, Marielle quitte la Maison des Femmes Noires en compagnie de son chauffeur, Anderson Gomes, pour rentrer à son domicile. Les deux ne tardent pas à remarquer qu'ils sont suivis de près par une voiture. Vers vingt-et-une heures trente, dans la rue Joaquim Paranhos, à Estácio, un véhicule se met au niveau de la voiture de Marielle et tire treize coups de feu. Neuf touchent la carrosserie et quatre la fenêtre. La conseillère municipale est touchée par trois balles dans la tête et une dans le cou ; Gomes reçoit au moins trois balles dans le dos. Les deux personnes sont mortes sur place.⁶²
2. L'après-midi du 6 septembre 2018, le député fédéral de l'époque, Jair Bolsonaro, subit une attaque lors d'un rassemblement de promotion de sa campagne électorale pour la présidence du Brésil. L'attentat a lieu à la rue Batista de Oliveira, à Juiz de Fora, dans l'État de Minas Gerais. Alors qu'il se tenait au milieu d'une foule de partisans, le congressiste a reçu un coup de couteau au niveau de l'abdomen, asséné par Adélio Bispo de Oliveira. Immédiatement après l'attaque, Bolsonaro est emmené à l'hôpital « *Santa Casa de Misericórdia de Juiz de Fora* », où l'on constate que le coup a causé trois blessures à son intestin grêle et une lésion dans une veine de l'abdomen qui génère une forte hémorragie. Malgré la gravité des blessures et une perte de plus de deux litres de sang, le candidat présidentiel a survécu.⁶³

Voilà donc en quelques lignes les deux affaires sanglantes qui secouèrent le Brésil et accentuèrent les dynamiques de polarisation politique lors des dernières élections présidentielles. Chaque crime obéissant à des logiques particulières, et répondant donc à une contingence propre, le tissu qui les lie l'un à l'autre n'est rien d'autre que la substance même de ce qui fait la politique.

⁶² Disponible sur : <https://g1.globo.com/rj/rio-de-janeiro/noticia/assassinato-da-vereadora-marielle-o-que-se-sabe-sobre-o-crime.ghtml> (accès le 30 avril 2021).

⁶³ Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/politica/eleicoes/2018/noticias/2018/09/07/bolsonaro-perdeu-quase-metade-do-sangue-do-corpo-diz-medica.htm> (accès le 30 avril 2021).

Chapitre I. L'œuf du serpent : controverse et stratégie

C'était par une journée d'été chaude et étouffante comme souvent à Brasília, la capitale administrative de la République fédérale du Brésil. Claudia Pereira Dutra, à l'époque fonctionnaire à la tête du SECADI (Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion), organe responsable de la promotion du modèle inclusif au sein du ministère de l'Éducation brésilien, était en congé dans sa famille. Elle venait de débarrasser la table du déjeuner et s'occupait de la vaisselle lorsque sa sœur l'appela pour voir une vidéo sur son appareil portable.

- Sais-tu de quoi parle ce député ?

Claudia regarda la vidéo à maintes reprises, perplexe.⁶⁴ À cette époque – en décembre 2010 –, le député Jair Bolsonaro était encore relativement méconnu du grand public. Dans cette vidéo, qui n'était que la première d'une longue série, l'ancien capitaine s'attaquait ouvertement aux politiques d'équité de genres et de respect à la diversité sexuelle en cours d'élaboration au sein du ministère de l'Éducation. Brandissant une édition du « Guide du zizi sexuel » – bande dessinée pédagogique écrite par Hélène Bruller et illustrée par Zep, le créateur de Titeuf –, Bolsonaro attaque le gouvernement du Parti des Travailleurs en l'accusant de vouloir « *favoriser l'homosexualité et la promiscuité* ». ⁶⁵ Selon lui, le pouvoir exécutif serait en train de distribuer des exemplaires de l'ouvrage afin de stimuler une sexualité précoce chez les enfants. Bien que le ton alarmiste adopté par le député et la référence à la bande dessinée pour enfants lui semblent dans un premier temps avoir une touche comique, Claudia voulut en savoir plus sur l'affaire et décida d'acheter le livre dans une librairie de la ville. Il s'agissait d'une publication de la Compagnie des Lettres, une maison d'édition privée n'ayant aucun lien avec le ministère de l'Éducation. « *Je ne sais pas où Bolsonaro a trouvé l'idée que le MEC [ministère de l'Éducation] était derrière la production de ce matériel* », déclare-t-elle quelques années plus tard. « *À mon avis, ce n'était pas du tout une confusion, mais tout simplement un mensonge* ». ⁶⁶

Or, ce que Claudia ne pouvait pas imaginer à l'époque, c'est que l'homme derrière l'écran de son portable, ce député au discours exalté et aux mots grossiers, deviendrait, dans un intervalle tumultueux de sept ans, le président du Brésil. Elle ne pouvait pas non plus anticiper le calvaire que deviendrait son travail au sein du ministère de l'Éducation, soumis désormais à une surveillance

⁶⁴ La restitution a été élaborée à partir de l'entretien réalisé avec Claudia PEREIRA DUTRA. Pour la retranscription complète de l'entretien, voir annexes.

⁶⁵ Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=rpUnNyE8ztU> (accès le 05 mars 2021).

⁶⁶ Entretien réalisé avec Claudia PEREIRA DUTRA (voir annexes).

scrupuleuse des députés de l'opposition. « *Nous qui travaillons dans le domaine des politiques publiques savons qu'aucun processus d'élaboration d'une politique publique n'est linéaire, complètement évolutif* », explique-t-elle. « *Nous nous attendons à ce qu'il y ait des changements, mais pas au niveau que nous connaissons aujourd'hui. Jusqu'à plus ou moins 2011, mon expérience au ministère de l'Éducation a été harmonieuse, sans conflits majeurs. Je ne veux pas dire que ce n'était pas une bataille pour construire la SECADI [Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion] et la politique d'inclusion ; c'était une bataille. La différence est que le ministère n'était pas particulièrement visé par l'opposition. Cela change en 2011, avec toute la controverse autour de l'éducation sur le genre. Dès lors, le ministère de l'Éducation est pris pour cible afin de discréditer le gouvernement du PT [Parti des Travailleurs] ».⁶⁷*

Afin de mieux comprendre cette première mise en controverse du genre en tant que catégorie d'action publique au Brésil, il importe d'abord de restituer sa mise à l'agenda ministériel. En effet, on ne comprendrait pas entièrement la controverse soulevée par J. Bolsonaro sans savoir qu'à l'origine cette politique publique est étroitement liée aux recommandations internationales de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), particulièrement bien suivies durant les gouvernements de Fernando Henrique Cardoso (1995 –2002) et de Luís Inácio Lula da Silva (2002-2010). Ce chapitre est donc composé de trois parties. Dans un premier temps, nous reviendrons sur le double processus de transnationalisation et d'opérationnalisation de la notion de genre. Ensuite, à partir des contributions du courant *Advocacy Cause Framework*, nous décrirons le dilemme auquel fut confrontée la mise en politique de la diversité sexuelle au Brésil, la situant au croisement entre deux différents systèmes de coalition : une coalition de cause et une coalition de parti. Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous reprendrons en détail la polémique engendrée en 2010 par le programme École Sans Homophobie, du ministère de l'Éducation, qui fit finalement l'objet d'un veto de la présidente Dilma Rousseff en 2011.

I.I. L'éducation sur le genre et la sexualité : un enjeu transnational du développement

L'élaboration des politiques publiques d'éducation visant à promouvoir l'équité entre les sexes est une déclinaison directe de la Déclaration et Plateforme d'Action de Pékin, publiée à l'occasion de la 4^{ème} Conférence mondiale des femmes en 1995. Elle est en ce sens tributaire de l'histoire longue des mouvements féministes, notamment dans les pays du Sud. La déclaration soutient notamment l'importance de « *promouvoir un développement durable axé sur l'être humain, y compris une croissance économique durable, en assurant aux femmes et aux jeunes filles une*

⁶⁷ Claudia PEREIRA DUTRA (entretien).

éducation de base, l'apprentissage tout au long de la vie, l'alphabétisation, la formation et les soins de santé primaires » (point 27) et de « garantir, dans l'intérêt des hommes et des femmes, l'égalité d'accès et de traitement en matière d'éducation et de soins de santé, et améliorer la santé et l'éducation sexuelle et génésique des femmes » (point 30).⁶⁸

Depuis le milieu des années 1990, l'égalité des sexes dans l'éducation n'est plus seulement une préoccupation des féministes, mais aussi une des revendications centrales de nombreuses organisations internationales et mécanismes multilatéraux. De la Conférence internationale sur la population et le développement au Caire (1994) aux objectifs du Millénaire pour le Développement Durable (2016), l'accent a été mis sur la nécessité d'assurer l'éducation équitable des hommes et des femmes. Elle est désormais l'un des objectifs stratégiques de l'UNESCO et de l'Agenda 2030, dont l'objectif 4.5 invite les États à «*éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation et à assurer aux plus vulnérables, notamment aux personnes handicapées, aux populations autochtones et aux enfants en situation de vulnérabilité, l'égalité d'accès à tous les niveaux de l'enseignement et de la formation professionnelle*». ⁶⁹ Précisons : il ne s'agit pas là d'un objectif parmi d'autres ; l'égalité des genres est devenue une priorité globale à l'UNESCO à la fin de 2007 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008, dans le cadre de la Stratégie à moyen terme pour la période 2008-2013. Plus tard, les États-membres ont décidé de maintenir l'égalité des sexes comme priorité globale dans la stratégie à moyen terme actuellement en vigueur (2014-2021).⁷⁰

À son tour, l'inclusion des enjeux liés à la diversité sexuelle dans l'agenda du développement international relève de l'histoire relativement plus récente de l'institutionnalisation des mouvements LGBT auprès du système onusien. Il faut attendre 2011 pour que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies adopte une résolution de grande envergure sur les droits de l'homme, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, exprimant son inquiétude face à la violence envers les personnes LGBT et commandant la toute première étude des Nations Unies sur ces questions. ⁷¹ En 2011, en outre, l'UNESCO organise la toute première consultation internationale sur le harcèlement homophobe dans les établissements d'enseignement, dont les résultats sont présentés dans la publication «*Politiques rationnelles et bonnes pratiques en matière d'éducation au VIH et à la santé – Brochure 8 : Réponses du secteurs de l'éducation au harcèlement homophobe* », lancée à Paris lors la «*Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie de 2012* ». ⁷² Parallèlement, l'UNESCO publie

⁶⁸ Déclaration et programme d'action de Pékin ; ONU Femmes ; 1995.

⁶⁹ Appel ministériel à l'action pour une éducation inclusive et équitable pour tous les apprenants dans un environnement préservé de la discrimination et de la violence, UNESCO, 2016. Disponible sur <https://fr.unesco.org/themes/violence-harcelement-ecole/violence-homophobe-transphobe> (accès le 08 février 2021).

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Disponible sur : <http://geneva.usmission.gov/2011/03/22/lgbtrights/> (accès le 12 juin 2021).

⁷² BAYART, Jean-François ; Critiques politiques de la mondialisation ; L'Économie politique, vol. n° 22 ; n. 2 ; 2004 ; pp. 8-20.

une compilation de propositions pédagogiques à l'intention des enseignants et des éducateurs.⁷³ De fait, l'agence s'occupe de soutenir de nombreuses études sur le sujet, fournissant notamment l'appui institutionnel nécessaire pour que chercheurs et chercheuses du monde entier puissent enquêter sur la question de l'apprentissage de la sexualité et des rapports sociaux de genres dans les écoles.

Le Brésil a joué dans ce tournant international un rôle-clé. En effet, comme nous l'apprend Jean François Bayart, la mondialisation ne doit jamais être perçue comme un mouvement unidirectionnel, mais plutôt comme une relation d'interaction entre deux pôles, d'où l'importance de toujours prendre en compte le rapport ambivalent entre le local et le global.⁷⁴ Le Brésil fut en effet un des épicycles de la production scientifique internationale sur la pédagogie sexuelle, stimulant largement l'accumulation d'expertise par l'UNESCO et vice-versa.⁷⁵ En atteste la publication des rapports « Jeunesse et sexualité » (2004), de Miriam Abramoway, Mary Garcia Castro et Lorena Bernadete da Silva⁷⁶ ; « *Diversité sexuelle dans l'éducation : problématiser l'homophobie dans les écoles* » (2009), de Rogério Junqueira Diniz ;⁷⁷ ou encore des « *Directives techniques pour l'éducation sexuelle dans le contexte brésilien : thèmes et objectifs d'apprentissage* » (2014), de Mariana Braga Neves ;⁷⁸ autant de littérature grise ayant reçu l'appui institutionnel de la représentation de l'UNESCO au Brésil. Le protagonisme du pays se mesure encore au travers de l'organisation à Rio de Janeiro, du 6 au 9 décembre 2011, de la première « *Consultation internationale sur les brimades homophobes dans les établissements d'enseignement* ». ⁷⁹

Ce rôle moteur n'a cependant rien d'étonnant.⁸⁰ Au début des années 2000 le bureau de l'UNESCO à Brasília est le deuxième plus grand au monde, après le siège à Paris, partageant un

⁷³ Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle. Une approche factuelle à l'intention des établissements scolaires, des enseignants et des professionnels de l'éducation à la santé ; Section du VIH et SIDA ; Division de la coordination des priorités des Nations Unies en matière d'éducation ; Paris ; UNESCO ; 2010 ; 132 p.

⁷⁴ BAYART, Jean-François (2004) ; *op. cit.*

⁷⁵ Le Brésil est devenu durant les décennies de 1990 et 2000 une importante référence en matière de transnationalisation des politiques publiques non seulement en ce qui concerne l'éducation sexuelle, mais également en plusieurs autres domaines (sociaux, environnementaux, etc.). Selon Osmany Porto de Oliveira, le protagonisme du Brésil dans la diffusion internationale des politiques publiques est lié notamment au rôle-clé joué par les « *policy ambassadors* » brésiliens et leurs stratégies de travail. PORTO DE OLIVEIRA, Osmany ; *Policy ambassadors: human agency in the transnationalization of Brazilian social policies* ; Policy and Society ; 39:1; 53-69 ; 2020.

⁷⁶ ABRAMOWAY, Miriam ; CASTRO, Mary Garcia ; DA SILVA, Lorena Bernadete ; Jeunesse et sexualité ; Brasília: UNESCO BR ; 2004 ; 426p.

⁷⁷ JUNQUEIRA (2009) ; *op. cit.*

⁷⁸ BRAGA NEVES, Mariana ; Directives techniques pour l'éducation sexuelle dans le contexte brésilien : thèmes et objectifs d'apprentissage ; UNESCO ; Brasília ; 2014.

⁷⁹ Conférence de l'UNESCO sur le Bullying Homophobe, à Rio de Janeiro, décembre 2011. Disponible sur : <https://www.belongto.org/rio-statement-homophobic-bullying-education/> (accès le 12 juin 2021).

⁸⁰ Par ailleurs, la transnationalisation des normes et des politiques publiques se distingue de l'analyse des formes normales d'élaboration des politiques que si elle se concentre sur le mouvement des idées entre les systèmes de gouvernance par le biais des réseaux de transfert de politiques et par l'intermédiation des agents de transfert de politiques. EVANS, Mark ; *International policy transfer: between global and sovereign and*

portfolio de projets aussi nombreux que variés avec les différentes entités fédérales brésiliennes (gouvernement fédéral, États et municipalités).⁸¹ « *Je travaille à l'UNESCO depuis 2002 et j'ai suivi l'évolution des politiques publiques en matière d'éducation sexuelle au Brésil pendant près de 20 ans* », raconte ainsi Mariana Braga Neves, psychologue clinicienne spécialisée en pédagogie sexuelle. « *Au cours des premières décennies des années 2000, le pays était un protagoniste international sur ces questions, non seulement en termes de portefeuille, de nombre de projets, mais aussi d'initiatives et de négociations internationales* ». ⁸²

Les rapports entre l'UNESCO et le Brésil sont ainsi très étroits durant ces années, notamment grâce au modèle de partenariat établi lors du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (1995 – 2003) – modèle qui relève de la condition émergente de l'économie brésilienne à l'époque des grands ajustements structurels mis en place dans les économies du Sud. Vincent Defourny, qui fut le représentant de l'agence onusienne au Brésil de 2006 à 2011, nous en donne le suivant compte rendu : « *Ces transformations dont je vous parle ont commencé en fait lors du dernier mandat de [Fernando Henrique] Cardoso. Le Brésil subissait alors des fortes pressions du FMI [Fonds Monétaire International], à la fois pour augmenter la compétitivité de son économie et restreindre les dépenses publiques. Le pays se voyait alors dans l'impossibilité d'engager de nouveaux fonctionnaires pour mettre en place de nouvelles politiques publiques d'éducation. Par contre, le besoin était évident : les fonctionnaires n'avaient pas une formation suffisante pour faire face au challenge qui était celui de l'éducation brésilienne. C'est dans ce contexte que le gouvernement de Cardoso se tourne vers les Nations Unies et nous demande de l'aide pour accompagner le développement des capacités institutionnelles au Brésil. C'est d'ailleurs ce qui fait la particularité du rapport de l'UNESCO avec des pays comme le Brésil, des pays intermédiaires : ce que nous fournissons dans ces cas-là n'est pas autant l'investissement, mais plutôt l'expertise. Donc nous appuyons la mise en place d'un grand portfolio de projets qui sont financés par l'Etat brésilien lui-même* ». ⁸³

Dans cette perspective, la notion de « co-construction de politiques publiques » semble plus adaptée à notre étude de cas que celle de simple « réception des normes internationales ». En revanche, la force d'un tel processus de co-production normative n'est pas inébranlable, reposant plutôt sur le rapport plus ou moins harmonieux existant entre l'UNESCO et les différents acteurs étatiques brésiliens.⁸⁴ De fait, quoique le modèle du *soft-law* (Droit mou) se soit répandu dans le monde depuis les années 1990, mettant en place un nouveau mode de gouvernance internationale

between global and local ; In. Oxford Handbook on global policy and transnational administration ; Oxford University Press ; 2017 ; p.14.

⁸¹ Entretien avec Vincent DEFOURNY (voir annexes).

⁸² Entretien avec Mariana BRAGA NEVES (voir annexes).

⁸³ Vincent DEFOURNY (entretien).

⁸⁴ Nous parlons au pluriel à dessein, tenant compte de la complexité du modèle fédéral brésilien.

fondé sur une juridicité atténuée et peu contraignante,⁸⁵ il présente des limites importantes qui relèvent de son caractère interétatique.

Une alternance politique, un changement de gouvernement, un mouvement social, suffisent parfois à remettre en cause tout ce qui a été bâti. Dans le cas du Brésil, la remise en cause de ce processus de co-construction des politiques d'éducation pro-équité des sexes nous renvoie au mouvement anti-genre, dont nous restituons brièvement la genèse.

Le syntagme néologique « idéologie de genre » apparaît en premier au milieu des années 1990, lors des mobilisations des secteurs conservateurs du Saint-Siège en réaction à l'approbation des documents de la Conférence internationale sur la population au Caire (ONU, 1994) et de la Conférence mondiale des femmes à Pékin (ONU, 1995). Face à la consécration de l'approche *gender-mainstreaming* dans le champ du développement et de la solidarité internationale, le Vatican convoque des dizaines d'experts pour mettre en place une « contre-offensive » visant à réaffirmer la doctrine catholique et le caractère « naturel » de l'ordre social défendu par le Saint-Siège. Depuis lors, comme l'a décrit Anick Druelle, le lobby antiféministe aux Nations unies s'intensifie dans le but de réaffirmer le statut d'autorité morale des institutions religieuses - en premier lieu, l'Église catholique - ou de sauvegarder leur influence dans des contextes plus sécularisés.⁸⁶ Dans cette perspective, l'essentialisation est l'élément central de la stratégie religieuse déployée contre le genre, la nature étant utilisée comme un rempart contre l'histoire, la politique et la démocratie sexuelle.⁸⁷

Quelques années plus tard, en février 2011, à l'Université de Navarre (Espagne), a lieu le premier « Congrès International sur l'Idéologie de Genre », sous les auspices de la pensée catholique traditionaliste et avec le soutien de divers dicastères du Saint-Siège, tels que la Congrégation pour la Doctrine de la Foi.⁸⁸ En effet, le rôle d'entrepreneuriat de cause que joua dans ce mouvement le Pape Joseph Ratzinger a été documenté par Mary Ann Case. Selon la sociologue, à côté de son opposition implacable aux théories de la théologie de la libération, Ratzinger s'est vivement opposé au relativisme culturel, au féminisme, à la liberté sexuelle et à l'homosexualité, dans une défense véhémement de la doctrine catholique.⁸⁹ Cependant, au fur et à mesure que ce programme anti-genre gagne du terrain sur tous les continents, il tend à déborder de sa matrice catholique. À titre d'exemple, Christina Hoff Sommers, essayiste, professeure de philosophie à l'Université Clark (Etats-Unis),

⁸⁵ CHATZISTAVROU, Filippa ; L'usage du *soft law* dans le système juridique international et ses implications sémantiques et pratiques sur la notion de règle de droit ; *Le Portique* ; 2005.

⁸⁶ DRUELLE, Anick ; La présence des groupes de droite antiféministes aux Nations Unies ; Montréal ; Institut de recherches et d'études féministes (IREF) ; 2000. Disponible sur : <http://archivesfemmes.cdeacf.ca/documents/groupe-antifeministes-USLetter.pdf>. (accès le 24 février 2021).

⁸⁷ FASSIN, Éric ; *Gender and the problem of universals: Catholic mobilizations and sexual democracy in France* ; *Gender and Religion* ; Utrecht, 6(2), 2016 ; pp. 173-186.

⁸⁸ MIRANDA, M. & LOPEZ, D ; *Ideología de género: perspectivas filosófica-antropológica, social y jurídica* ; San José de Costa Rica ; Promesa ; 2011.

⁸⁹ CASE (2011) ; *op. cit.*

publie en 2014 «*Who Stole Feminism ? How women have betrayed women* », ouvrage dans lequel le «féminisme de genre » est stigmatisé comme un « féminisme idéologique » [sic] qui, au lieu de chercher à obtenir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, s'opposerait à l'ordre naturel des sexes.⁹⁰ Ainsi, le mouvement anti-genre s'autonomise progressive de sa matrice catholique et il est rallié par diverses confessions religieuses, parmi lesquelles les églises néo-pentecôtistes, notamment en Amérique Latine, où le discours sur « l'idéologie de genre » dépasse largement l'espace religieux pour engendrer des véritables dynamiques de politisation multisectorielles.

Le tableau suivant montre quelques pays où des manifestations anti-genre, en défense de la famille et de l'ordre sexuel normatif ont eu lieu. La liste, qui est longue et hétérogène (plus de 50 pays au total, selon une compilation faite par Rogério D. Junqueira ⁹¹), est ici réduite à quelques cas emblématiques.

Pays	Année d'apparition	Mouvement(s) anti-genre
Afrique du Sud	2007	Family Policy Institute
Allemagne	2009	Familien-Schutz
Autriche	2012	Marsch für die Familie
Belgique	2017	Parti Coalition pour la vie et la famille
Brésil	2014	Mouvement École Sans Parti
Canada	1983	Real Women of Canada
Etats Unis	1977	Focus on the Family
France	2013	Vigi-gender
	2012	Manif pour tous
	2016	Parti Civitas-Institut
Guatemala	2017	AFI – Asociación la familia importa
Hongrie	2017	Ferfihang Civil Tarsasag
Italie	2018	Generazione Famiglie
Mexico	2001	Salvemos la familia
Pérou	2016	Con mis hijos no te metas
Pologne	2010	Fundacja Mamy i Taty
Royaume- Uni	2017	Parent Power Family
Venezuela	1982	Pro Vive Venezuela

⁹⁰ SOMMERS, C. H. ; *Who stole feminism? How women have betrayed women* ; New York ; Simon & Schuster ; 1994.

⁹¹ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

I.II. Entre coalition de cause et coalition de partis : le dilemme de la mise en politique publique de l'éducation sexuelle au Brésil

« Je parle depuis 2010 du Kit Gay dans les écoles. (...) Que fait le gouvernement de Dilma Rousseff ? Il achète des centaines de milliers de ce livre pour stimuler la sexualité précoce et pervertir votre enfant en classe ! ».⁹² Dans ces quelques phrases, publiées dans une vidéo en 2016, Jair Bolsonaro, à l'époque député pour l'État de Rio de Janeiro, synthétise la critique faite par l'opposition néo-conservatrice au gouvernement du Parti des Travailleurs et véhicule l'idée que les politiques publiques d'éducation auraient été noyautées par le mouvement LGBT, dont le lien de proximité avec le pouvoir exécutif est dénoncé.

À y regarder de plus près pourtant, le Parti des Travailleurs n'a pas été un entrepreneur de cause de la diversité sexuelle aussi acharné que le décrit Bolsonaro.⁹³ Il est vrai que la première décennie des années 2000 est marquée par d'importantes avancées pour le mouvement LGBT au Brésil, gagnant à la fois en visibilité et en espace dans le champ des politiques publiques. Ce phénomène est en revanche loin d'être aussi important que ne l'a dit l'opposition.

À l'instar de la plupart des systèmes politiques à l'international, l'État brésilien ne va s'intéresser aux populations LGBT que lors de l'épidémie du VIH durant les années 1980/1990. Le décès de l'emblématique chanteur de rock brésilien Cazuzza (Agenor de Miranda Araújo Neto), le 7 juillet 1990, victime de SIDA à l'âge de trente-deux ans, contribue à l'émoi croissant de l'opinion publique sur les questions liées à la santé sexuelle et du même coup au processus d'enrôlement de l'action étatique dans la lutte contre la propagation de cette maladie. Ce n'était évidemment pas la première fois que la question de l'éducation sexuelle à l'école était envisagée au Brésil. Dès les années 1930, la question fut posée à une époque où la syphilis faisait de nombreuses victimes.⁹⁴ Avec l'épidémie du SIDA, pourtant, les pratiques sexuelles non-normatives sont prises en compte pour la première fois par les pouvoirs publics, faisant graduellement l'objet de politiques publiques. Créé par le ministère de la Santé en 1987, le Programme National de MST et SIDA – qui a reçu en 2003 le prix Gates de la Santé Globale⁹⁵ – doit son succès non seulement à la fourniture universelle et gratuite des

⁹² La prise de parole du député Jair Bolsonaro a été enregistrée et peut être vue en ligne sur : <https://www.youtube.com/watch?v=rpUnNyE8ztU> (accès le 12 juin 2021).

⁹³ En 2018, l'œuvre de Bruller fut également l'objet d'une fausse rumeur sur les réseaux sociaux françaises, selon laquelle il était « recommandé » pour les enfants par le rectorat de Paris. Il s'agissait en réalité d'une intox, démentie au journal « 20 minutes » par le rectorat de l'Académie de Paris. Contactée, l'institution affirmait « avoir autre chose à faire [...] que de commenter ce genre d'imbécillités ». Disponible sur : <https://www.20minutes.fr/societe/2328255-20180830-17-ans-apres-sortie-guide-zizi-sexuel-titeuf-coeur-intox> (accès le 3 mai 2021).

⁹⁴ VIDAL, Diana G ; Sexualité féminine dans l'enseignement primaire à Rio de Janeiro (1930-1940) ; In : BRUSCHINI, Cristina ; HOLLANDA, Heloísa B. (Org.) Horizon pluriel – nouvelles études de genre au Brésil ; São Paulo ; Ed. 34 ; 1998 ; pp. 281-313.

⁹⁵ Prix accordé par la fondation Bill & Melinda Gates.

traitements, mais aussi à son caractère interministériel, et au dialogue permanent avec les mouvements sociaux et la communauté scientifique.⁹⁶ « *Ce qui s'est passé au ministère de la Santé, c'est qu'ils ont réalisé, de manière très profonde, et pas seulement dans la rhétorique, qu'il n'est pas possible de parler de la lutte contre l'épidémie de VIH sans parler des droits de l'homme, de sexualité, sans impliquer la société dans une discussion problématisante de ses pratiques, de ses préjugés, de ses processus de discrimination* », explique Rogério Diniz Junqueira, sociologue et fonctionnaire du ministère de l'Éducation à l'époque du gouvernement Luís Inácio Lula da Silva. Selon lui, cette première expérience a servi de modèle aux fonctionnaires en charge de l'élaboration du programme d'éducation aux questions de genre et de sexualité : « *Je suis donc allé voir avec le ministère de la Santé comment ils faisaient la sélection, puis comment ils suivaient les projets, quels étaient les termes, quels étaient les coûts, quels étaient les délais, c'est-à-dire ces choses de politique publique. (...) Cet échange était très important, car nous partions pratiquement de zéro au ministère de l'Éducation, alors qu'au ministère de la Santé ils avaient une équipe très compétente et très bien formée pour parler de diversité* ». ⁹⁷

Malgré cela, la mise en place de ce programme fut loin d'être un long fleuve tranquille. Comme l'explique l'ex militant LGBT Rogério Junqueira Diniz, qui a rejoint en 2003 le ministère de l'Éducation par la voie d'un concours, son idée de faire du SECADI (Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion) un lieu de production de politiques publiques visant à lutter contre l'homophobie dans les écoles a pris la forme d'un véritable combat.⁹⁸ Son récit, en ce sens, a très peu en commun avec l'image d'un ministère de l'Éducation « *gay friendly* » telle que véhiculée par l'ultra-droite brésilienne. « *Si je peux résumer, ma vie dans la coordination des droits de l'homme du MEC [ministère de l'Éducation] a été un véritable enfer. Je travaillais seul, je suivais tous ces projets, sans personne engagée pour m'aider et faisant face à un sabotage permanent.* », raconte-t-il. « *En plus, dans les réunions des coordinateurs auxquelles j'ai assisté, j'ai constaté un grand embarras avec le thème. Je n'ai vu aucun coordinateur défendre l'agenda, personne qui voulait intégrer la question du genre dans son programme. Je proposais quelque chose, tout le monde était d'accord, mais ensuite personne ne bougeait. Il n'y avait donc même pas de débat, du moins pas devant moi. Parmi eux, ils avaient déjà décidé de ne pas traiter la question parce qu'elle était trop complexe, ou encore 'nous ne sommes pas préparés', 'cela n'a pas d'importance', 'c'est un faux problème'. (...) Donc, ce n'était pas du tout évident pour nous de parler des sujets liés à la*

⁹⁶ SZWARCOWALD, CL ; CASTILHO EA ; L'épidémie de VIH/SIDA au Brésil: trois décennies ; Cahier santé publique ; 2011 ; 27 : 4-5.

⁹⁷ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

⁹⁸ Selon Jacques Lagroye, les institutions sont le produit d'ajustements constants entre, d'un côté, l'habitus des acteurs qui les occupent, et, de l'autre, les exigences liées à leurs rôles. Ainsi, les pratiques des acteurs réactivent le sens objectivé dans les institutions et constituent leur « *chaire* ». LAGROYE, Jacques ; L'institution en pratiques ; *Swiss Political Science Review* 8(3/4) ; 2002 ; pp. 101-128.

*diversité de genre et de sexualité, nous avons toujours été très marginalisés. Alors, cette histoire que le ministère de l'Éducation était occupée par des gays est totalement aberrante ».*⁹⁹

Alexandre Bortolini, pédagogue et communicateur social qui rejoint le SECADI quelques années plus tard, en 2013, semble aussi avoir un souvenir d'un ministère de l'Éducation relativement peu mobilisé pour les questions de genre et sexualité. « *[Dans le SECADI] nous avons un coordinateur et plusieurs coordinateurs, des directions spéciales. Il y en avait un pour les afro-brésiliens, un autre pour les personnes handicapées, pour les autochtones... Mais nous ne disposions pas d'une direction spécifique pour les questions de genre ou de diversité sexuelle ; celles-ci étaient intégrées dans un programme plus global de droits de l'homme au sein du ministère de l'Éducation. (...) En fait, c'est ainsi que le programme LGBT a été ancré dans les politiques gouvernementales pendant les années du PT [Parti des Travailleurs]. Il n'y avait pas de portefeuille pour les questions LGBT, mais une représentation de membres dans des ministères plus stratégiques, plus sensibles, comme le ministère de la Santé ou le ministère de l'Éducation ».*¹⁰⁰

Cette approche transversale et interministérielle des enjeux liés à la diversité sexuelle trouve son apogée en 2005, lors du lancement du « *Programme de lutte contre la violence et la discrimination à l'égard des GLTB et de promotion de la citoyenneté homosexuelle* », plus connu sous le nom « *Brésil Sans Homophobie* ». Ce dernier est le résultat d'une concertation réussie entre le gouvernement fédéral et nombreux représentants de la société civile, comptant avec la participation de 18 associations consacrées à la lutte pour le respect à la diversité sexuelle. Dans l'introduction de sa brochure de présentation, Nilmário Miranda, alors Secrétaire spécial pour les droits de l'homme, explique : « *L'un des objectifs centraux de ce programme est l'éducation et la formation des jeunes ; l'autre est le changement du comportement des gestionnaires publics. Nous recherchons l'attitude positive d'être fermes et sincères et de n'accepter aucun acte de discrimination. (...) On espère que cette intégration interministérielle, en partenariat avec le mouvement homosexuel, permette d'atteindre nos objectifs ».*¹⁰¹

Par contre, selon Rogério Diniz Junqueira, bien que représentant déjà un accomplissement substantiel pour les personnes LGBT au Brésil, la force institutionnelle de ce programme est à nuancer. « *Même si vous prenez ce document officiel du Brésil Sans Homophobie, il n'a pas le sceau de la République. Il n'a pas non plus la signature des ministres. Il ne l'a pas. Prenons, par exemple, le premier plan des politiques publiques en faveur des femmes. C'est très différent, c'est un livre, dès le début avec toutes les signatures. (...). Ce caractère institutionnel, le Brésil Sans Homophobie ne l'a*

⁹⁹ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹⁰⁰ Entretien réalisé avec Alexandre BORTOLINI.

¹⁰¹ Programme de lutte contre la violence et la discrimination à l'égard des LGBT et de promotion de la citoyenneté homosexuelle ; Secrétariat des droits de l'homme du Brésil ; 2005.

jamais eu. Pas même de loin. Il n'a jamais eu de budget propre non plus. Il n'a jamais eu sa propre équipe - à l'exception d'une équipe de trois ou quatre personnes, selon la période, au sein du Secrétariat spécial pour les droits de l'homme [SDH]. Et encore, une équipe très fragile, qui avait besoin du soutien de tout le monde, de tous les côtés, pour tout acte. Le problème n'est pas d'avoir besoin d'aide de partout, mais d'avoir une si petite équipe pour des problèmes aussi gigantesques. (...) Parce que la vérité est qu'au ministère de l'Éducation l'on se fichait du Brésil Sans Homophobie, ils étaient tous perdus, désintéressés, ils ont eu l'une ou l'autre rencontre avec des personnes du mouvement, mais sans prendre d'engagement ; toujours, cependant, avec beaucoup de sourires, beaucoup de tapes dans le dos, beaucoup de pauses café ».¹⁰²

Également en ce sens, le témoignage de Fábio Meirelles, coordinateur général des droits de l'homme au sein du ministère de l'Éducation de 2011 à 2015, souligne la fragilité du Secrétariat : *« Les autres secrétariats avaient le sentiment d'être plus importants, plus stratégiques, avec des budgets et des équipes plus importants. Notre secrétariat était un peu 'à mi-chemin' ; c'était d'ailleurs très similaire à l'époque où je travaillais au Secrétariat des droits de l'homme, parce que je n'y avais pas non plus de budget ».¹⁰³*

Ainsi, le rapport du gouvernement du Parti des Travailleurs au mouvement LGBT fut, au moins pendant la première décennie des années 2000, réel mais distant, voire réticent. *« Il n'est pas facile pour un président de la République, ici au Brésil ou dans n'importe quel autre pays du monde, de se rendre à des événements qui impliquent un segment aussi large et hétérogène et motif de préjugés comme le vôtre »*, déclara du reste Luiz Inácio Lula da Silva, le 05 juin 2008, lors de la Conférence National des Personnes LGBT.¹⁰⁴ Junqueira, qui était présent lors du discours présidentiel, se souvient de ce jour avec un mélange de scepticisme et de nostalgie : *« Même la participation de Lula à la conférence LGBT, on lui avait conseillé de ne pas y aller ! Et il y est allé - passablement ivre, d'ailleurs - et a prononcé un discours de bienvenue. Les gens sont tellement dans le besoin qu'ils ont adoré le discours, mais il portait sur l'hypocrisie, et non sur la politique publique. Ce n'était pas un discours sur l'État, le système qui promeut et cultive l'homophobie et que nous devons combattre ; non, le discours était : 'regardez comme les gens sont conservateurs et hypocrites'. C'était un discours important ? Oui, mais il a manqué de force politique. À la fin, le président a même pris le drapeau LGBT et l'a tenu. Il ne voulait pas le faire, mais Fernanda Benvenutty l'a forcé. Vous avez connu Fernanda Benvenutty, cette merveilleuse travestie de la Paraíba, qui est morte d'un cancer l'année dernière ? Fernanda était merveilleuse, elle me manque tous les jours, quoique j'eusse un contact très sporadique avec elle. Mais connaissez-vous ces figures vibrantes ? Parce qu'il ne faut pas*

¹⁰² Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹⁰³ Entretien réalisé avec Fábio MEIRELLES.

¹⁰⁴ Disponible sur : <https://politica.estadao.com.br/noticias/geral,lula-participa-da-1-conferencia-nacional-de-gays,184980> (accès le 13 juin 2021).

*oublier les travesties dans cette histoire, qui étaient des personnages très importants mais qui ont été relativement négligés dans l'histoire ».*¹⁰⁵



Le président Lula tient un drapeau aux côtés de son épouse Marisa Letícia et de la militante Fernanda Benvenutti lors de la Conférence National des Personnes LGBT en 2008. **Source** : Ricardo Stuckert.

Ceci étant dit, le gouvernement de Luís Inácio Lula da Silva n'en est pas moins le premier à ouvrir les portes de la bureaucratie étatique au mouvement LGBT. « *L'administration du Parti des travailleurs était très ouverte aux mouvements sociaux, qu'elle invitait d'ailleurs à rejoindre son personnel ministériel* », synthétise Claudia Pereira Dutra.¹⁰⁶ En établissant un mode de gouvernance plus sensible à la démocratie participative, le Parti des Travailleurs va déléguer un pouvoir de décision relatif, certes, mais déjà symbolique, à de nombreux représentants des mouvement LGBT et féministe. À cet égard, outre le lancement du programme Brésil Sans Homophobie (2005) et l'organisation de la Conférence nationale LGBT précitée (2008), d'autres pratiques du gouvernement du Parti des Travailleurs témoignent de l'ouverture du processus de formulation des politiques publiques aux acteurs du champ associatif. Pour poursuivre dans notre domaine d'étude et rester dans le seul domaine des rapports sociaux de sexe, les projets École qui protège (2009), Éducation pour la promotion de la reconnaissance de la diversité sexuelle et la lutte contre le sexisme et l'homophobie (2009), Genre et Diversité à l'École (2010) et École Sans Homophobie (2011) ont tous été conçus et organisés sur la base du lancement d'avis publics, destinés simultanément aux institutions d'enseignement et de recherche spécialisées dans le thème de la diversité et aux associations civiles

¹⁰⁵ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹⁰⁶ Claudia PEREIRA DUTRA (entretien).

dédiées au militantisme féministe et LGBT.¹⁰⁷ En ce sens, des nombreuses organisations non gouvernementales ont répondu à ces appels et ont contribué avec le gouvernement du Parti des Travailleurs à l'élaboration de politiques publiques d'éducation visant à combattre la discrimination sexuelle et à renforcer l'égalité des sexes au Brésil : le Groupe Arc-en-ciel de sensibilisation aux questions homosexuelles ; l'Association amazonienne des gays, lesbiennes et travestis ; l'Association des gays, lesbiennes et travestis de Goiânia ; l'Association transgenre de Goian ; le Groupe homosexuel de Brasília ; le Groupe Dignité - Sensibilisation et émancipation homosexuelles ; le Groupe gay de Bahia ; le Groupe Gay de Alagoas ; le Groupe Hábeas Corpus de Potiguar ; le Groupe Résistance Asa Branca ; le Groupe Somos ; l'Institut Edson Nêris de Lesbiennes ; le Mouvement D'Ellas ; le Mouvement de l'Esprit Violet ; et le Mouvement Gay de Minas ne sont que quelques exemples d'associations qui ont participé à ce processus, opérant comme une véritable coalition de cause dans la mise à l'agenda étatique des questions liées à l'identité sexuelle.

De fait, selon le cadre théorique développé par P. Sabatier et H. Jenkins Smith (*Advocacy Coalition Framework*), le réseau de l'action publique gagne à être élargi afin d'inclure l'ensemble des acteurs associatifs.¹⁰⁸ C'est dans cette optique que l'éducation sur le genre et la sexualité au Brésil, ayant été mise à l'agenda grâce au travail d'entrepreneuriat de cause de nombreuses organisations non-gouvernementales, est en ultime instance le produit d'une *coalition de cause* du secteur LGBT. Son champ d'action et sa mise en politique publique, par contre, dépendent d'une coalition de tout autre ordre.

*

Conçu par une action conjointe du ministère de l'Éducation avec l'Association brésilienne des gays, lesbiennes, bisexuels, travestis, transsexuels et intersexes (ABGLT), le projet École Sans Homophobie entendait aligner les politiques publiques d'éducation sur le programme Brésil Sans Homophobie, lancé depuis déjà plus de six ans par le gouvernement fédéral sans que rien de concret n'ait été fait. Le projet consistait à soutenir la production et la distribution de matériel pédagogique spécifique (brochures, livres, vidéos) pour discuter de questions telles que les stéréotypes de genre, l'orientation sexuelle et l'homophobie dans les écoles. Mais il va vite se heurter à de vives oppositions. Selon Alexandre Bortolini, c'est d'abord l'approche déconstructiviste du matériel qui pose problème. « *Si vous proposez des politiques de lutte contre l'homophobie, des politiques de tolérance, alors il n'y a pas de problème ; le problème commence lorsque les politiques éducatives vont vers la*

¹⁰⁷ Ministère de l'Éducation ; Secrétariat pour la formation continue, l'alphabetisation, la diversité et l'inclusion ; Archives ; Appels à projets. Disponible sur : <http://portal.mec.gov.br/pet/arquivos> (accès le 27 juillet 2021).

¹⁰⁸ BERGERON, H. ; SUREL, Y. ; VALLUY, J. ; « *L'advocacy coalition framework* ». Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? ; *Politix* ; 1998, 41 ; pp. 195-223 ; et SABATIER, P.A. ; JENKINS-SMITH, H.C. ; « *The advocacy coalition framework : an assessment* » ; In : P.A. SABATIER (dir) *Theories of the policy process*, Boulder (Co.), Westview Press, 1999, pp. 117-166.

déconstruction. C'est là que ça devient vraiment mauvais. Parce que vous allez à l'encontre de tout un bagage historique, de tout un discours religieux et biologique. Et les gens se sentent alors menacés, surtout les parents. Certains vont jusqu'à dire que l'école transforme leurs enfants en gays. La famille, en général, commence à être perçue comme le lieu d'une crise morale ».¹⁰⁹ Non seulement, c'est aussi parce que le discours véhiculé dans ces documents pédagogiques s'oppose à la famille en tant qu'institution que le programme va susciter la polémique. À la question, « *La famille était-elle attaquée dans ces documents ?* » Alexandre Bortolini répond sans hésiter : « *En tant qu'institution patriarcale, homophobe et misogyne, oui. L'idée de parler de diversité sexuelle à l'école, c'est aussi parce que les jeunes LGBT vivent souvent l'enfer à la maison ; c'est aussi pour contrer cela que nous proposons d'aborder la question de manière pédagogique. C'est une vision du monde que nous divulguons lorsque nous éduquons.* ».¹¹⁰ En effet, c'est précisément dans le but de réaffirmer « l'ordre naturel » des relations familiales et de genre que la construction populiste brésilienne bâtit son discours, s'opposant frontalement aux approches pédagogiques déconstructivistes formulées au ministère de l'Éducation à l'époque du gouvernement du Parti des travailleurs. L'ordre sexuel et l'ordre politique, dans ce contexte, vont de pair.

Ce point de vue constructiviste ne fait cependant pas non plus consensus dans le champ de l'action publique brésilienne. En effet, il importe de souligner que la résistance à l'emploi du terme genre est également apparue au sein du Secrétariat pour les droits des femmes (SPM, dans l'acronyme en portugais), comme nous le pouvons constater de l'anecdote racontée par Junqueira : « *Je me souviens d'une réunion avec une représentante du SPM, au cours de laquelle elle m'a dit : "Rogério, nous pensons arrêter de travailler avec cette idée de genre, car nous voulons maintenant travailler avec la femme." (...) Je me souviens qu'à cette époque, le SPM était assez hostile au Brésil Sans Homophobie. (...) Au début de nos réunions interministérielles, chacun parlait de l'avancement du travail dans son ministère respectif, de ce qui était fait. Et le SPM disait : "nous faisons ceci et cela pour les femmes", etc. Je demandais: "Quand vous parlez des femmes, de quelles femmes parlez-vous?". La réponse était "Rogério, quand je parle de femmes, je parle de femmes". Je répondais : "Je ne comprends toujours pas. Si vous ne définissez pas pour moi ce que vous appelez une femme...". Comme si les femmes étaient une réalité donnée par la nature, et non une construction sociale. Puis, petit à petit, le SPM a commencé à s'ouvrir... Puis il a commencé à dire : "nous discutons des femmes noires et des femmes lesbiennes aussi." J'ai dit : "Ce n'est toujours pas suffisant pour moi, ce n'est pas suffisant pour le Brésil Sans Homophobie". Parce que l'hypothèse tacite dans les réunions était que les travestis et les transsexuels étaient des hommes déguisés en femmes. Ou alors, qu'il s'agissait de personnes qui, dans tous les cas, portaient la marque du*

¹⁰⁹ Alexandre BORTOLINI (entretien).

¹¹⁰ *Ibid.*

*patriarcat. La résistance du SPM par rapport au thème était également ancrée dans un certain type de féminisme ».*¹¹¹

De fait, l'apparition du concept de genre, qui « se démarque des premiers travaux féministes pour s'intéresser à un rapport social – entendu comme un rapport social entre hommes et femmes mais aussi et surtout comme un rapport socialement construit et renforcé par l'action publique »¹¹², est vécue par certains acteurs comme une véritable mise en concurrence entre le mouvement féministe, le mouvement contre le racisme et le mouvement LGBT. Ce phénomène renvoie d'ailleurs aux dynamiques de « fragmentation des dominés », telles que décrites par la Slavoj Zizek dans la continuation des travaux marxistes de Rosa Luxembourg et d'Antonio Gramsci sur l'hégémonie.¹¹³ Les relations de défiances entre les différentes coordinations du SECADI en attestent : « *Le SEPIR [Secrétariat pour les questions raciales] n'a pas non plus voulu discuter de la question. Le mouvement noir a toujours été très hostile en général à la discussion de l'homosexualité, bien qu'il existe plusieurs groupes, dans tout le Brésil, qui discutent de manière très radicale du genre, de la religion et de la sexualité. Mais pour le mouvement noir lui-même, c'était un tabou. Cela change avec le temps, bien sûr. Plusieurs dirigeants de l'époque, par exemple, étaient contre une loi criminalisant l'homophobie, ils disaient que cela nuirait à la loi qui criminalise le racisme. Ils disaient: "Vous voulez donc supprimer la seule loi que nous avons?" J'ai entendu ça plusieurs fois. Qu'est-ce que ça veut dire, en finir ? Pourquoi cela prend-il fin si nous ajoutons un nouveau groupe à protéger ? Cela révélait déjà toute une difficulté, une homophobie qui n'était pas si camouflée que ça. Mais ce n'était même pas un problème du mouvement noir, c'était un problème de la société civile brésilienne, qui discutait très peu du genre et de la sexualité, de l'homophobie et de la transphobie ».*¹¹⁴

À ces enjeux propres aux mouvements sociaux s'ajoutent ceux de la compétition politique. «*Tout le monde voulait être le père ou la mère des pauvres et des opprimés »*, raconte Fábio Meirelles. « *Et valoriser les différences, qui étaient des différences ridicules. Aujourd'hui, quand nous voyons où nous en sommes, nous réalisons à quel point nous étions bêtes à l'époque. Mais nous n'y avons pas prêté attention et nous avons continué à faire des disputes de parti, de courant, de tendance, de ministère, de qui est le plus à gauche, 'je suis à 100% à gauche', 'je suis à 80% à gauche', 'je fais des compositions', 'je ne fais pas de composition', 'c'est la faute à Dilma', 'c'est la faute à Haddad', 'c'est la faute à Maria do Rosário', etc. (...)... Aujourd'hui, je vois que nous avons creusé notre propre tombe ».*¹¹⁵

¹¹¹ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹¹² MOREL, Nathalie ; Le genre des politiques sociales. L'apport théorique des 'gender studies' à l'analyse des politiques sociales ; Laboratoire Georges-Friedmann ; ISST, Science Direct, Sociologie du travail 49 ; 2007 ; pp. 383-397.

¹¹³ ZIZEK, Slavoj ; Après la tragédie, la farce ! Comment l'histoire se répète ; Flammarion ; Paris ; 2010.

¹¹⁴ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹¹⁵ Fábio MEIRELLES (entretien).

Ces divisions contribuèrent sûrement à affaiblir l’agenda de la diversité sexuelle au sein du ministère de l’Éducation, qui en outre faisait l’objet du mépris des parlementaires religieux composant à cette époque la base alliée du gouvernement.¹¹⁶ En somme, l’agenda LGBT « *a toujours été un sujet sensible, contrôlé par le gouvernement, précisément pour éviter les frictions avec les membres conservateurs du Congrès, issus du secteur religieux. En fait, tout ce qui génèrait de la visibilité devait d’abord passer par le secrétariat de la présidence de la République* ». ¹¹⁷ Produit du travail d’entrepreneuriat de cause du mouvement LGBT et d’un gouvernement allié au parlement à de nombreux partis, y compris aux conservateurs, l’agenda de l’éducation sexuelle est donc coincé entre une coalition de cause et une autre de partis. Fragile, sensible et isolé, il ne résistera pas aux premières attaques du député Jair Bolsonaro.

I.III. Le veto au « Kit Gay » et la mise en place de la controverse sur « l’idéologie de genre » dans le champ politique brésilien

Le 11 mai 2011, plusieurs étudiants du réseau public de la ville de Rio de Janeiro eurent une surprise en quittant leur école pour aller déjeuner. Alors que le projet École Sans Homophobie n’était même pas encore publicisé, sa mise en œuvre étant retardée au sein du ministère de l’Éducation à force de réticences internes, le député Jair Bolsonaro organisa l’impression et la distribution de 50 000 pamphlets contre ce projet. Le matériel fut livré avec l’aide d’assistants dans de nombreux foyers et dans des diverses écoles de Rio de Janeiro. Quoique le terme « idéologie de genre » n’apparaisse pas encore dans le vocabulaire du député, son discours ne laisse pas le moindre doute sur la cible de ses attaques. « *Ils veulent transformer votre fils de 6 à 8 ans en homosexuel !* », avançait le texte avant d’entrer dans les détails : « *Avec le faux discours de lutte contre l’homophobie, le MEC [ministère de l’Éducation] encourage l’homosexualité dans les écoles publiques au premier degré et fait de nos enfants des proies faciles pour les pédophiles. (...) Je présente quelques-uns des 180 éléments de ce que j’appelle le Plan national de la honte, où des garçons et des filles, élèves de l’école primaire, seront pris en embuscade par des groupes d’homosexuels fondamentalistes, transmettant à nos élèves*

¹¹⁶ Lors du premier mandat du gouvernement de Dilma Rousseff, le modèle de gouvernance du Parti des Travailleurs comptait, par le biais d’une large politique d’alliances, sur la majorité des voix au Congrès. Or, Dilma Rousseff était quand même connue pour être moins forte dans l’art de la négociation politique que son prédécesseur, Luis Inácio Lula da Silva. En 2003, par ailleurs, la base alliée du Parti des travailleurs comptait 376 députés sur un total de 513 (soit 73%). Sur les 15 partis représentés à la Chambre, 11 ont soutenu le gouvernement. Ce groupe comprenait 376 députés, soit environ 73% de la Chambre. Ils le sont : PT (90 députés), PMDB (77), PTB (52), PP (49), PL (43) PPS (21), PSB (20), PC do B (10), PSC (7), PV (6) et PSL (1). Force est d’admettre qu’en 2006, lorsqu’il adhère au PP (Parti Progressiste), Jair Bolsonaro compose lui-même la base alliée du Parti des Travailleurs. En effet, cela signale l’importance des jeux de négociations dans les modes de gouvernance et contribue à nuancer l’idée que le radicalisme soit un « bloc de pensée » préexistant au processus de radicalisation.

¹¹⁷ Alexandre BORTOLINI (entretien).

innocents le message que le fait d'être gay ou lesbienne est un motif d'orgueil pour la famille brésilienne ». ¹¹⁸

La distribution de brochures, cet outil classique de l'action politique, ne fut pourtant pas le seul moyen de propagande de Jair Bolsonaro contre le projet École Sans Homophobie, qu'il appelle désormais le « Kit Gay ». En novembre 2011, le député et ses alliés ont également mobilisé leurs compétences législatives et ont organisé une Commission Parlementaire afin de contraindre le ministère de l'Éducation à des explications, créant de l'embarras et mettant en cause l'agenda pour la diversité du gouvernement fédéral. ¹¹⁹ Fábio Meirelles s'en souvient très bien : « *Il y a eu une audience publique à laquelle j'ai participé, présidée par le député Jean Wyllys et à laquelle assistait Jair Bolsonaro, alors membre du Congrès. J'ai présenté le Plan national des bibliothèques scolaires (PNBE, dans l'acronyme en portugais), qui était un projet de distribution de livres dans les écoles sur le thème des droits de l'homme et de la diversité. Je n'ai même pas parlé de sexualité, j'ai dit : « Ah, nous allons envoyer aux écoles du matériel sur l'éducation aux droits de l'homme via le PNBE ». Je vous jure. Bolsonaro a quitté la salle d'audience, s'est rendu directement à la séance plénière de la Chambre et a déclaré ce qui suit : « Fábio Meirelles, coordinateur général des droits de l'homme et subordonné de Dilma Rousseff, est ici au Congrès pour dire que le MEC va lancer le Kit Gay 2. » (...) Voilà, je suis ensuite convoqué par le MEC et je dois y courir pour expliquer à Haddad que je ne lançais pas le Kit Gay 2 ; que je parlais du Plan national des bibliothèques scolaires, qui était autre chose. Ça, c'est donc pour vous dire qu'à partir de ce moment-là, nous étions sur la défensive, essayant d'expliquer, de cacher, de supprimer le mot « diversité » de notre vocabulaire. (...) . Si je n'avais pas eu de témoins, si l'audience n'avait pas été enregistrée, je n'aurais pas pu pas m'expliquer au Ministère et je serais très mal en point. Donc je pense que cette stratégie de nous mettre sur la défensive est brillante. Nous sommes contraints d'expliquer l'évidence et de réduire la complexité de notre intervention. Toute la discussion devient très pauvre, très élémentaire - au profit de la droite, bien sûr* ». ¹²⁰

Le 25 mai 2011, l'on annonça la suspension définitive du projet École Sans Homophobie. Selon le secrétaire général de la Présidence et interlocuteur du gouvernement Gilberto Carvalho, « *Le gouvernement a[urait] compris qu'il [était] prudent de ne pas publier ce matériel en cours de préparation au sein du ministère de l'Éducation et s'est engagé à ce que tous les documents relatifs aux coutumes soient dorénavant basés sur des consultations plus larges avec la société* ». ¹²¹ Interrogée sur le sujet deux jour plus tard, Dilma Rousseff se justifia elle-même dans les termes de

¹¹⁸ Disponible sur : <http://g1.globo.com/politica/noticia/2011/05/bolsonaro-manda-distribuir-panfletos-antigay-no-rio.html> ; (accès le 12 juin 2021).

¹¹⁹ Disponible sur : <https://www.camara.leg.br/noticias/225247-comeca-seminario-sobre-acoos-contra-a-homofobia-no-plano-de-educacao/> (accès le 6 mai 2021).

¹²⁰ Fábio MEIRELLES (entretien).

¹²¹ Disponible sur : <http://g1.globo.com/educacao/noticia/2011/05/dilma-rousseff-manda-suspender-kit-anti-homofobia-diz-ministro.html> (accès le 13 février 2021).

l'ultra-droite : « *Le gouvernement défend l'éducation et aussi la lutte contre les pratiques homophobes. Cependant, aucun organe gouvernemental ne sera autorisé à faire de la publicité pour les options sexuelles* », déclara-t-elle.¹²²

Au sein du ministère de l'Éducation, la nouvelle fut accueillie avec déception, mais sans grande surprise du côté des membres du Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion. Familiarisé avec les coulisses de la politique brésilienne, Alexandre Bortolini estime en effet que l'abandon du projet École Sans Homophobie est le produit de négociations entre la Chambre des députés et le pouvoir exécutif, dont le système d'alliances commençait à faire signe de faiblesse. « *Le veto de Dilma en 2011 était un veto conjoncturel. Dilma était sous la pression des parlementaires conservateurs qui, à l'époque - il ne faut pas l'oublier - constituaient la base alliée du gouvernement.* », évalue-t-il. « *Cela s'est produit en 2011, l'année où [le ministre de l'intérieur Antonio] Palocci a commencé à faire l'objet d'une enquête du parquet fédéral, accusé de faute administrative, et où une CPI [commission d'enquête parlementaire] a été ouverte pour enquêter sur les faits.*¹²³ *Quand je dis que le veto de Dilma est conjoncturel, c'est parce qu'il intervient à ce moment-là, à un moment où l'opposition commence à utiliser la corruption comme un argument politique fort. (...) Le secteur religieux décide d'utiliser le fait que Palocci fasse l'objet d'une enquête pour négocier ce retour en arrière avec Dilma en matière d'éducation inclusive. C'est ce qu'on peut appeler du chantage politique ; le projet École Sans Homophobie était une monnaie d'échange à cet égard* ». ¹²⁴

Fábio Meirelles partage le même diagnostic et avoue avoir été moins étonné par le veto que par la soudaine projection nationale de son travail au ministère de l'Éducation : « *Lorsque je suis arrivé au gouvernement de Dilma et au SECADI, je me souviens que Claudia m'a montré l'École Sans Homophobie et m'a dit: 'Regardez, ceci est dans les archives, il n'a pas été lancé, il est prêt, et je veux que vous en fassiez une lecture critique et je veux que nous le lançons le plus rapidement possible.'* *Le matériel était donc déjà prêt et n'avait pas été diffusé. (...) Nous l'avons donc envoyé à la rédaction vers le 17 mai, qui est la journée internationale contre l'homophobie. Puis, du jour au lendemain, ce matériel a acquis une répercussion, une visibilité que personne n'attendait. Il est devenu un objet de lutte politique. Au même moment, l'affaire Palocci a commencé et d'autres questions - qui n'avaient rien à voir avec la politique éducative - sont entrées dans le conflit* ». ¹²⁵

¹²² Disponible sur : <http://g1.globo.com/educacao/noticia/2011/05/governo-nao-fara-propaganda-de-opcao-sexual-diz-dilma-sobre-kit.html> (accès le 6 mai 2021).

¹²³ Selon des enquêtes menées et divulguées par le périodique Folha de S. Paulo à l'époque, le patrimoine de M. Palocci fut multiplié au moins par 20 lorsqu'il était député fédéral entre 2006 et 2010, passant de 375 000 R\$ à environ 7,5 millions de R\$. Disponible sur : https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2011/06/110607_palocci_entenda_jf (accès le 13 juin 2021).

¹²⁴ Alexandre BORTOLINI (entretien).

¹²⁵ Fábio MEIRELLES (entretien).

Effectivement, depuis qu'une enquête menée par la police fédérale contre le magnat du secteur pétrolier Alberto Youssef a révélé en 2008 l'implication des nombreux hommes politiques du Parti des Travailleurs dans des affaires de corruption (dont Antonio Carlos Palocci, ministre de l'Intérieur à l'époque, était une figure proéminente), l'image du parti est ternie aux yeux de l'opinion publique, affaiblissant donc son capital politique et son pouvoir de négociation.¹²⁶ Lié à cela, « *le gouvernement glisse de plus en plus vers la droite, négociant sans cesse avec l'agenda de la diversité* », regrette Rogério Junqueira Diniz. « *Cela se produit dès le gouvernement Lula - à la différence que Lula savait utiliser, par exemple, le Brésil Sans Homophobie pour négocier avec ces alliés des secteurs conservateurs et religieux. Il le mettait en jeu, mais pas complètement, pour pouvoir le remettre en jeu à nouveau et garder cette carte stratégique. Plus tard, quand Dilma arrive, elle jette la carte à la hâte et ensuite n'a plus rien à mettre sur la table. Elle ne peut pas faire un enjeu à nouveau avec une carte qu'elle a déjà utilisée pour de bon* ». ¹²⁷

Saisie par l'Association brésilienne des lesbiennes, gays, bisexuels, travestis et transsexuels (AGLBT), la Représentation de l'UNESCO au Brésil avait pourtant émis un avis favorable au projet «*École Sans Homophobie*». Dans la «*Lettre PR 301/2010* », l'agence a soutenu que les matériels du projet étaient «*appropriés aux groupes d'âge et au développement affectif-cognitif auxquels ils sont destinés, selon les Orientations techniques internationales sur l'éducation sexuelle, publiées par l'UNESCO en 2010* ». ¹²⁸ Selon Vincent Defourny, qui était à la tête de la représentation brésilienne à l'époque et signa le document : «*La position de l'UNESCO est nette : nous avons des principes simples auxquels nous tenons. Une éducation pour tous, c'est une éducation pour tous. Tous les individus. Point. On n'a pas de mal à soutenir ces principes et c'est pour cela d'ailleurs que l'on n'entre jamais dans le jeu politique. La force des valeurs de l'UNESCO réside justement dans la robustesse de leur simplicité* ». ¹²⁹ En revanche, lorsqu'on lui demande s'il avait un jour imaginé que l'affaire conduirait à l'élection de J. Bolsonaro, Defourny déclare qu'il ne s'y attendait pas. «*Franchement, cela ne m'a pas paru très important à l'époque. (...) Nous avons donné notre avis en toute sérénité. L'UNESCO a un peu l'habitude, en fait. Il n'y a pas si longtemps que ça nous avons reçu au bureau [Defourny travaille actuellement au Bureau de Liaison à Genève] une longue lettre de dénonciation, accusant l'UNESCO d'être derrière un projet international pour transformer tous les garçons en homosexuels. Des théories du complot comme ça, il y en a des tonnes, hélas !* ». ¹³⁰

¹²⁶ Disponible sur : <http://g1.globo.com/politica/operacao-lava-jato/noticia/2015/06/pf-politicos-do-pp-atribuem-delacao-de-youssef-ato-de-desespero.html> (accès le 12 juin 2021).

¹²⁷ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹²⁸ UNESCO- BR ; Réponse à la Lettre PR 301/2010 – AGLBT. Le 23 février 2011. Disponible sur : <https://site.cfp.org.br/unesco-aprova-os-materiais-educativos-do-projeto-escola-sem-homofobia/> (accès le 13 février 2021).

¹²⁹ Vincent DEFOURNY (entretien).

¹³⁰ *Ibid.*

De fait, le discours contre « l'idéologie de genre » est présent dans des nombreux pays et sur tous les continents. La particularité de notre étude de cas réside dans les conséquences politiques de cette mobilisation qui, en instaurant des dynamiques de polarisation multisectorielles, ébranle en définitive les institutions démocratiques brésiliennes. Comme le résume bien Fábio Meirelles : « *Pour nous qui étions là et l'avons vécu, c'était comme ça : l'on prend un simple projet de cabinet et le transforme en une grande controverse, en une question de table de bar, en une question déterminante pour les élections municipales et nationales, en une question centrale pour le Congrès national et pour l'avenir politique du Brésil* ». ¹³¹

*

Or, si le veto au projet École Sans Homophobie est le résultat du travail de négociation et d'entrepreneuriat de cause des députés conservateurs auprès du pouvoir exécutif, cela n'empêche pas qu'il marque un *turning-point* pour l'agenda du genre et de la diversité sexuelle au Brésil. « *Il ne s'agit pas d'un seul matériel qui a fait l'objet d'un veto, c'est tout un agenda qui est allé dans le placard, qui est entré dans la clandestinité.*», explique Junqueira. « *Le MEC commence à avoir d'énormes difficultés à traiter cette question. Non pas que l'interdiction n'existait pas auparavant, elle existait de manière camouflée, mais avec le veto elle devient explicite. Dilma a ainsi été affaiblie et le ministère a clairement montré son manque d'engagement envers l'agenda. (...) Désormais, tout a fait l'objet d'un veto, même au ministère de la Santé, où, dans les programmes de prévention sexuelle, l'on était contraint d'éliminer tous les termes dits 'plus forts', y compris des termes comme 'droits de l'homme'. Cette petite expression, aussi simple soit-elle, a également été rayée des documents du ministère de la Santé et du ministère de l'Éducation* ». ¹³²

En d'autres termes, le recul du gouvernement sur le programme École Sans Homophobie marque en réalité la fin de toute politique en faveur des LGBT. Selon Alexandre Bortolini : « *Ce qui s'est passé en 2011, c'est que les parlementaires ont vu le Kit Gay comme un instrument fort d'opposition politique. Dilma a subi des pressions et a opposé son veto. Ce qu'elle nous a dit là, c'est : 'vous pouvez continuer à exister, à travailler, mais sans grande visibilité ; vous devez rester dans un endroit chaud, pas très visible'. En effet, après 2011, toute initiative du gouvernement fédéral en partenariat avec la population LGBT faisait l'objet d'un veto. Cela s'est produit même au Ministère de la Santé, qui est un partenaire historique du mouvement* ». ¹³³ Une vision d'ailleurs partagée par son coordinateur, Fábio Meirelles, qui constate aussi le succès de la stratégie des députés comme Bolsonaro pour stopper l'agenda de la diversité au niveau du gouvernement fédéral : « *En fait, l'École Sans Homophobie a été le véritable point de rupture. Après la suspension du matériel, nous avons*

¹³¹ Fábio MEIRELLES (entretien).

¹³² Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹³³ Alexandre BORTOLINI (entretien).

*donné le pouvoir à ceux qui ont suggéré cette suspension, nous avons donné un droit de veto à ces personnes. Là, je pense qu'il y a eu un manque de coordination entre le gouvernement et la société civile pour ne pas laisser cela se produire. A partir du moment où cela s'est produit... Alors, en fait, je pense que nous ne faisons qu'essuyer l'eau avec un chiffon, remédier à un plus grand dommage».*¹³⁴

Ainsi, tandis que les députés de l'ultra-droite brésilienne réussissent à insérer une «question émergente» dans le débat politique brésilien,¹³⁵ en jetant la lumière sur des enjeux pour lesquels le Parti des Travailleurs était encore loin d'avoir une position interne solide, le gouvernement fédéral se met sur la défensive, en évitant de prendre le parti du mouvement LGBT.¹³⁶ « *La droite fait son travail et la gauche nous trahit* », estime Rogério D. Junqueira. « *Lorsque Dilma a opposé son veto au kit et a déclaré que le gouvernement ne devait pas 'faire de la publicité pour l'orientation sexuelle', les gens se sont plaints du mot 'option', disant qu'elle aurait dû dire 'orientation', mais le problème, de mon point de vue, réside dans le mot 'propagande'. Pourquoi la confrontation avec l'homophobie est-elle de la propagande ? C'est le discours de l'extrême droite, le discours de l'endoctrinement. (...) Cette déclaration sur la propagande, disant que la sexualité est une chose privée, que personne ne devrait en parler, suit une ligne anti-féministe de bout en bout. Prenez ce discours de Dilma ! Cette ligne est honteuse ! Et tout ça pour quoi ? Pour sauver Palocci de la CPI !* ».¹³⁷

Effectivement, dans ce contexte d'instabilité accrue du modèle de gouvernance du Parti des Travailleurs, la stratégie populiste consiste précisément à faire glisser le débat politique vers des enjeux moraux, en engageant des controverses sur la mise en politique publique du genre,¹³⁸ ce qui engendre entre autres conséquences de contraindre les acteurs du champ politique à se positionner par rapport à des enjeux identitaires, notamment liés à la diversité sexuelle – lesquels, d'ailleurs, ne sont pas perçus comme des questions sociétales, mais plutôt comme appartenant à l'ordre moral de la famille. Cette stratégie va se montrer particulièrement efficace parce que, comme nous avons démontré avec l'appui des nombreux témoignages des cadres du ministère de l'Éducation, la question de la diversité sexuelle était effectivement un point faible du gouvernement de Dilma Rousseff,

¹³⁴ Fábio MEIRELLES (entretien).

¹³⁵ DE VRIES ; HOBOLT (2020) ; *op. cit.*

¹³⁶ Sur ce point encore nous pouvons constater comment sont relatives les positions politiques dans des contextes de crise. Plus tard, lors des élections de 2014, alors que les « blocs » de la polarisation étaient déjà plus au moins formés dans la scène brésilienne et la réélection de Dilma Rousseff était en cause, le Parti des Travailleurs n'hésita pas à faire « la campagne de la diversité ». DOS SANTOS, Rayani M. ; La mobilisation des questions de genre et de sexualité et le renforcement de la droite au Brésil ; Revue des étudiants en sciences politiques de l'Université fédérale de São Carlos ; Vol. 8, t. 1, São Carlos, 2020, pp. 50-77.

¹³⁷ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹³⁸ Selon la définition de Nicolas Benvegno et Brice Laurent : « *Une controverse est une situation dans laquelle un différend/désaccord entre plusieurs parties – chaque partie engageant des savoir spécialisés et aucune ne parvenant à imposer des certitudes – est mis en scène devant un tiers. Une controverse est caractérisée par un enchevêtrement d'enjeux variés, de faits et de valeurs ainsi que par le fait que s'y joue simultanément une définition de la technique et du social.* » BENVEGNO, N ; LAURENT, B. ; In. SEURAT, Clémence ; TARI, Thomas (2021) ; *op. cit.* , p. 28.

constituant un agenda fragile, négligé et transformé en monnaie d'échange dans le cadre de la politique d'alliances menée par le Parti des Travailleurs. Ainsi, selon Junqueira, lorsque la présidente adopte ouvertement le vocabulaire de l'ultra-droite, elle contribue malgré elle au processus de radicalisation de l'offre politique au Brésil. « *L'ensemble du gouvernement se déplace vers le centre. Et que fait la droite ? Elle se déplace davantage vers la droite. (...) La réaction de la droite n'est pas due aux 'grandes avancées' qui ont eu lieu. Les avancées pourraient être bien plus importantes. Elle se produit parce que l'on doit adopter une stratégie de distinction. Si je suis de droite et que le gouvernement est de centre-droite, vais-je passer à la gauche pour faire l'opposition ? Non. Alors qu'est-ce que je fais ? Je me radicalise de plus en plus vers la droite* ». ¹³⁹

Or, la force de la stratégie populiste ne réside pourtant pas que dans le thème choisi pour en faire l'objet de controverse, mais aussi dans la façon dont cette controverse se construit, prenant la forme d'une accusation qui met les partis traditionnels automatiquement en position de défense. En effet, en prenant dès lors le parti de la « famille », l'ultra-droite condamne immédiatement ses adversaires politiques à l'étiquette d'« anti-famille ». « *Si vous faites référence à la famille sans préciser de quoi vous parlez, n'importe qui peut s'approprier cette cause* », explique Junqueira. « *Il en va de même pour l'histoire de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Qui s'y opposerait ? Et une fois sur la défensive, on ne s'en sort pas, on ne passe pas à l'attaque. Vous ne démasquez pas non plus la stratégie de l'autre lorsque vous vous mettez sur la défensive, car vous ne faites que dire : "Je ne suis pas coupable." Donc mettre l'autre personne sur la défensive est parfait, parce qu'alors on n'a pas besoin de dire quoi que ce soit. Je défends la famille et vous devez vous justifier en disant que vous n'êtes pas pour sa destruction. Seulement, en attendant, vous renforcez ce que j'ai dit. La stratégie est parfaite, je n'ai pas besoin d'aller au débat pour être élu. Parce que je n'ai besoin que de vous accuser. Pendant que vous vous défendez, vous faites référence à mon discours, donc vous me faites de la publicité. Tout cela est très réfléchi, très calculé* ». ¹⁴⁰

En définitive, la campagne contre le « Kit Gay » consacre au Brésil l'essor des représentants des partis jusque-là minoritaires et méconnus du grand public, comme le Parti Progressiste de Jair Bolsonaro. Ces derniers réussissent notamment à recentrer le débat politique sur des nouveaux enjeux et à engendrer des discussions à caractère fortement polarisant, liées notamment aux rapports sociaux de genres. Cette stratégie populiste de déstabilisation politique ¹⁴¹ - qui vise à la fois à produire de la polarisation sociale, à mettre en cause le *statu quo* du Parti des Travailleurs et à jeter la lumière sur l'existence de centres alternatifs de représentation politique (*outsiders*) - a joué un rôle décisif dans la trajectoire de Jair Bolsonaro. Lors d'un entretien accordé en avril 2017 au périodique « *Estado de S. Paulo* », il a lui-même reconnu que le « Kit Gay » a été un « tremplin politique » pour sa carrière,

¹³⁹ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ CONWAY ; ORESKES (2012) ; *Ibid.*

l'aidant à s'établir comme un homme politique non traditionnel et à mettre en cause la légitimité du gouvernement fédéral.¹⁴²

En ce sens, nous pouvons dès lors conclure que l'essor du discours populiste au Brésil repose sur plusieurs facteurs : (01) les effets engendrés par la récession économique traversée par le Brésil depuis 2014 ; (02) la crise de confiance de l'opinion publique vis-à-vis des acteurs traditionnels du champ politique brésilien ;¹⁴³ et (03) la crise politico-institutionnelle associée au processus d'impeachment de la présidente Dilma Rousseff (2016/2017). Ces quelques éléments dessinent la structure des opportunités politiques (S.O.P.)¹⁴⁴ qui sous-tend le rebond du mouvement École Sans Parti. Or, comme l'on va le voir dans le chapitre suivant, la rhétorique anti-genre sert de ciment à ces différents éléments. C'est en effet sur fond de discours contre « l'idéologie de genre » et contre « l'endoctrinement idéologique » que l'ultra-droite brésilienne va parvenir à unifier les nombreuses insatisfactions politiques hétérogènes et mettre en cause non seulement la gestion du Parti des Travailleurs, comme plus généralement l'ensemble des institutions garantes de la démocratie brésilienne.

¹⁴² Disponible sur : <https://politica.estadao.com.br/noticias/geral,nao-podemos-abrir-as-portas-para-todo-mundo-diz-bolsonaro-em-palestra-na-hebraica,70001725522> (accès le 3 mai 2021).

¹⁴³ L'Opération Lava-Jato fut mise en œuvre en 2014 par le juge Sergio Moro, en association avec le parquet et la Police Fédérale, et avait pour but de combattre la corruption et le blanchiment d'argent au Brésil. L'opération fut hyper-médiatisée, de sorte qu'elle devint une véritable stratégie de *kompromat* menée contre les membres du Parti des Travailleurs, notamment contre Rousseff et son prédécesseur, Lula.

¹⁴⁴ D. McADAM ; S. TARROW; TILLY C. (2001) ; *op. cit.*

Chapitre II. Antagonisme, équivalence et altérité

Les vols de l'Amérique du Sud vers Berkeley, en Californie, sont longs, fatigants et généralement turbulents. Pourtant, le 10 novembre 2017, lors de son arrivée à l'aéroport de Congonhas, à São Paulo, la philosophe américaine Judith Butler fut confrontée à une toute autre sorte de turbulence. *« Le matin de mon départ de São Paulo, ma compagne, Wendy Brown, et moi étions à l'aéroport et nous avons été accostés par un groupe d'une vingtaine de personnes, qui tenaient des pancartes avec une photo agrandie de moi (trafiquée) et des banderoles me disant de rentrer chez moi ou d'aller en enfer »,* raconta plus tard la philosophe au journaliste Jaschik Scott. *« Ils me criaient de quitter le Brésil, où l'on ne voulait pas de moi. Et il semble qu'il ait été question de pédophilie (ce à quoi je m'oppose fermement et absolument, comme tout chercheur et militant féministe). Il y a eu des bagarres physiques entre les manifestants et certains passants qui sont intervenus physiquement pour les empêcher de nous harceler, mais aucun de nous n'a été blessé. Lorsque je suis entrée dans la zone de sécurité, l'un d'entre eux a crié en anglais : Trump va s'occuper de vous! ».*¹⁴⁵

Effectivement, la dernière visite de Judith Butler au Brésil fit beaucoup plus de bruit que ce l'on aurait pu attendre du voyage professionnel d'une professeure de philosophie poststructuraliste. Ayant été invitée à participer à un séminaire sur la démocratie au Service Social de Commerce de São Paulo (SESC – SP), J. Butler a dû faire face à de nombreuses confrontations. Le jour même de l'événement, des manifestants opposés à « l'idéologie de genre » se rassemblèrent devant le bâtiment du SESC – SP, où, brandissant des croix et des bibles, ils brûlèrent une poupée représentant Butler. *« J'ai le sentiment que le groupe qui a déclenché cette frénésie de brûlage d'effigies, de traque et de harcèlement veut défendre le Brésil comme un endroit où les personnes LGBTQ ne sont pas les bienvenues, où la famille reste hétérosexuelle (donc pas de mariage gay), où l'avortement est illégal et où la liberté reproductive n'existe pas »,* estime-t-elle. *« Ils veulent que les garçons soient des garçons et que les filles soient des filles, et qu'il n'y ait aucune complexité dans ces questions. Cet effort est antiféministe, antitrans, homophobe et nationaliste ».*¹⁴⁶

Afin de mieux comprendre les enjeux derrière la tumultueuse visite de Judith Butler au Brésil, nous allons dans ce chapitre reconstituer l'évolution du mouvement École Sans Parti de 2014 à 2018, période durant laquelle la controverse autour de « l'idéologie de genre » s'amplifie et connaît son

¹⁴⁵ Disponible sur <https://www.insidehighered.com/news/2017/11/13/judith-butler-discusses-being-burned-effigy-and-protested-brazil> (accès le 5 février 2021).

¹⁴⁶ *Ibid.*

apogée. Or, ce que J. Butler ne savait pas en allant au Brésil en 2017, c'est qu'elle y atterrissait (métaphoriquement, bien sûr) en pleine construction populiste. En effet, depuis les premières polémiques autour du projet École Sans Homophobie en 2011, le discours anti-genre et anti-diversité ne fait que gagner de l'espace dans le débat public brésilien. À cet égard, le vote à la Chambre des députés sur le Plan National d'Éducation (Loi 13.005/2014), le processus d'impeachment de la Présidente Dilma Rousseff, les élections municipales de 2016 et les discussions qui se sont enchaînées à la Chambre des députés autour de la Base nationale commune des programmes d'enseignement (BNCC, dans l'acronyme en portugais), ont agi comme des véritables catalyseurs politiques pour le processus de montée en puissance du mouvement École Sans Parti.

Comme nous avons déjà avancé dans l'introduction de ce mémoire, le populisme n'est pas une idéologie ou un comportement pathologique, mais une pratique discursive, une logique de construction politique qui consiste à former des identités collectives à travers des processus de signification, mobilisant des signes, des symboles et, notamment, le langage ; il s'agit d'un processus éminemment politique de construction d'identités collectives, marqué par la centralité de l'idée de peuple.¹⁴⁷ Le peuple, quant à lui, n'est pas une catégorie empirique, mais descriptive, et son existence en tant que force politique repose sur l'articulation de différentes demandes autonomes autour d'un même axe de signification (la frontière populiste, ou la coupure populiste, qui sépare le champ politique en deux blocs : *nous* contre *eux* ; le peuple contre les institutions).¹⁴⁸

Cette appréhension du populisme en tant que processus de signification repose sur un présupposé fondamental qui relève notamment des contributions des courants constructiviste et structuraliste en science politique : il n'existe pas de groupes politiques dont l'identité est définie avant le processus d'articulation et de décision qui les constitue en tant que sujets.¹⁴⁹ Ainsi, dans la mesure où le symbole, comme structure, façonne et fonde la réalité socialement partagée,¹⁵⁰ le processus de signification, un phénomène en soi plus large, inscrit les demandes politiques dans cette même réalité objective et leur accorde une dimension collective d'existence.¹⁵¹ C'est donc à travers ce double processus d'inscription discursive et de cristallisation en rapports sociaux objectivés (englobant le signe, le symbole et le langage)¹⁵² que les demandes politiques s'intègrent à la matérialité historique et constituent un champ d'étude important pour la sociologie politique.

¹⁴⁷ LACLAU (2005) ; *op. cit.*

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ LACLAU, Ernesto ; *Subject of politics ; In. Emancipation (s) ;* Verso: London, New York, Radical Thinkers ; 2007 ; p. 55.

¹⁵⁰ LÉVI-STRAUSS, Claude ; *Les structures élémentaires de la parenté ;* Flammarion ; 2010 ; 448 p.

¹⁵¹ LACLAU (2007) ; *op. cit.*

¹⁵² BERGER ; LUCKMANN (1966) ; *Ibid.*

Dire cela ne signifie évidemment pas que les éléments ne préexistent pas à leur construction : ils existent, certes, dans la forme d'insatisfactions politiques hétérogènes (des frustrations de toutes sortes, ou des « passions tristes » pour utiliser la terminologie de Spinoza)¹⁵³, mais il ne se constituent en tant que sujets qu'à travers la structuration du langage. Dans cette perspective, si l'on veut saisir une construction populiste dans sa complexité, sans ériger notre recherche sur des valeurs morales ou des présupposés normatifs sur l'ordinaire et le pathologique en politique, il nous faut donc reconstituer son évolution discursive « *petit à petit* ». ¹⁵⁴ C'est d'ailleurs ce que nous apprend aussi Ernesto Laclau, selon lequel l'identité populiste « *se constitue progressivement, avec l'augmentation des demandes insatisfaites et l'établissement d'une relation d'équivalence entre elles* ». ¹⁵⁵ Là encore, c'est le processus de signification qui relie les éléments hétérogènes les uns aux autres, étant moins question de mise en perspective de « *structures fixes de signification* » que d'une « *structuration et une restructuration continues* ». ¹⁵⁶ Cette même logique de construction peut s'appliquer à des mouvements de natures très diverses, relevant à la fois du discours et de la pratique des acteurs. Les commentaires de Rosa Luxemburg sur le « spontanéisme » des grèves ouvrières en Russie du XIX^e siècle sont à cet égard très éclaircissants : « *La révolution russe nous enseigne donc une chose : c'est que la grève de masse n'est ni artificiellement " fabriquée ", ni " décidée ", ni " diffusée " dans l'éther immatériel et abstrait, elle n'est qu'un phénomène historique résultant, à un moment donné, d'une situation sociale par nécessité historique. (...) Son champ d'application, sa force d'action, les facteurs de son déclenchement sont en constante évolution* ». ¹⁵⁷

Certes, il y a très peu en commun entre la révolution prolétaire russe et le mouvement École Sans Parti au Brésil, en tout cas en ce qui concerne leur contenu idéologique. Toutefois, comme ce qui nous intéresse ici n'est pas tant la substance du discours radical que son mode de propagation, la remarque de Luxemburg sur la « constante évolution » de la signification contestataire se montre particulièrement pertinente. Or, les mouvements de mise en cause des institutions politiques étant le produit à la fois de l'engagement des acteurs et du contexte historique où s'insère leur démarche, c'est donc dans l'interface de ces deux aspects de la construction populiste que nous allons situer notre analyse.

Ainsi, dans ce deuxième chapitre, nous cherchons à reconstituer l'enchaînement des logiques d'équivalence associées au mouvement École Sans Parti, tout en réfléchissant sur son répertoire d'action collective. Les dimensions stratégique (mobilisation des compétences législatives) et contingente (« faits divers ») de la construction populiste brésilienne sont alors mises en avant. Le mouvement École Sans Parti étant fortement instrumentalisé dans le cadre de la compétition politique,

¹⁵³ SPINOZA, Baruch de ; *Éthique* ; GF Flammarion Poche ; 2010 ; 382 p.

¹⁵⁴ COLLOVALD ; GAÏTI (2006) ; *op. cit.*

¹⁵⁵ LACLAU (2005) ; *op. cit.* ; p. 15.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ LUXEMBURG (1906) ; *op. cit.* ; pp. 49/54.

les élections municipales de 2016 jouèrent un rôle-clé dans la mise en résonance du discours « anti-genre » et « anti-endoctrinement gauchiste » au Brésil. D'ailleurs, sur ce point, Junqueira nous met en garde sur le terme « mouvement », qui ne serait selon lui pas le plus approprié pour désigner le phénomène École Sans Parti, « *parce qu'il s'agissait en fait d'un petit groupe qui était suffisamment habile pour mettre son programme, son format, sa recette du gâteau sur Internet et permettre aux gens de le copier* ». ¹⁵⁸

Précisément parce que c'est un archétype de mouvement du type *top-down*, nous le reconstituons ici suivant ce que nous appelons « un modèle entonnoir d'analyse », à savoir : d'abord sa genèse au sein des arènes institutionnelles, puis sa répercussion dans les médias et finalement l'adhésion dont il fait l'objet au sein de la population. Ce *modus operandi* analytique nous permet non seulement de rendre compte de l'articulation du mouvement École Sans Parti à plusieurs niveaux du système politique brésilien (fédération, États et municipalités), mais aussi de faire la lumière sur des éléments importants de son processus de construction identitaire. Dès lors en effet que « *toute identité est une identité différentielle* » ¹⁵⁹, et que « *l'antagonisme et l'exclusion sont constitutifs de toute identité* » ¹⁶⁰, le sociologue qui entend faire du populisme son objet d'étude est contraint à l'analyser sous une logique différentielle. À qui s'attaquent les populistes ? Contre qui s'insurgent-ils ? C'est d'ailleurs sur ce point que reposent la plupart des controverses scientifiques sur la précision terminologique du « populisme » : il est-il pertinent d'utiliser une même expression – populisme – pour désigner à la fois le discours anti-migration du Rassemblement national français, le discours anti-européen d'Erdogan ou de Putin et le discours LGBT-phobe de Viktor Orbán ou de Jair Bolsonaro ? Ce débat n'a pourtant pas lieu d'être si nous comprenons que le populisme est avant tout un phénomène de forme, et que son altérité ne se produit pas à l'échelle internationale, de façon univoque, globale ou globalisée, mais, au contraire, se bâtit historiquement de façon située, en s'adaptant aux goûts et aux paysages locaux. Sur ce point, le chercheur est renvoyé de nouveau aux complexes dynamiques de « glocalisation » décrites par Roland Robertson ¹⁶¹ et est donc obligé de se pencher sur des cas empiriques concrets, historiquement et géographiquement circonscrits, afin d'appréhender la dimension transnationale du phénomène populiste. C'est d'ailleurs aussi le conseil de l'écrivain russe Léon Tolstoï, qui, à la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, avait déjà ainsi synthétisé : « *Si tu veux être universel, parle d'abord de ton village* ». ¹⁶²

¹⁵⁸ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

¹⁵⁹ LACLAU (2007) ; *op. cit.* ; p. 59.

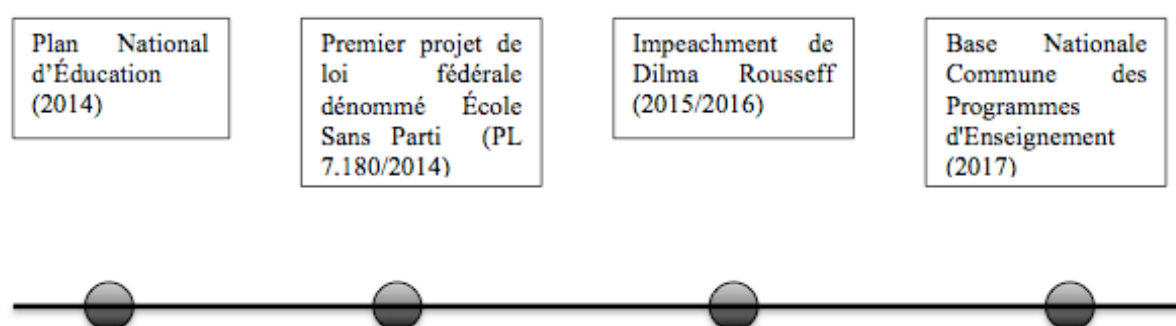
¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ « *Le global n'est pas en soi le contrepois au local. Au contraire, ce qui est souvent nommé local est essentiellement compris au sein du global. Ainsi, la globalisation, définie dans son sens le plus général comme la compression du monde en une seule unité, comprend la mise en rapport de localités différentes. Mais elle suppose aussi « l'invention » de la localité, tout comme on parle de l'invention de la tradition.* ». ROBERTSON, R. ; *Glocalization : Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity* ; In : Featherstone, M., Lash, S. and Robertson, R., Eds., *Global Modernities*, Sage Publications ; London ; 1995.

¹⁶² TOLSTOÏ, Lev (trad . Bernard KREISE) ; *La Guerre et la Paix* ; Paris ; Le Seuil ; 2002 ; 957 p.

Ce chapitre est composé de cinq parties. D’abord, nous analysons la façon dont le vote du Plan National d’Éducation en 2014 fut l’occasion pour le rebond du mouvement École Sans Parti au Brésil. Puis, dans un second temps, nous soulignons le rapport inextricable entre les deux différents processus politiques qui secouèrent le Brésil à l’époque : l’impeachment de la présidente Dilma Rousseff (2014/2016) et la montée en puissance du mouvement anti-genre. À cet égard, nous allons démontrer le rôle-clé joué par le langage du genre dans la campagne pour la destitution de la première présidente femme de l’histoire du Brésil. Ensuite, la troisième partie de ce chapitre a pour but de démontrer la façon dont les parlementaires de l’ultra-droite brésilienne se sont appropriés le discours contre « l’idéologie de genre » et ont instrumentalisé leurs compétences législatives pour le propager. Dans la quatrième partie nous revenons sur quelques faits divers qui, survenant dans le cadre de la construction populiste brésilienne, contribuèrent à étendre le discours « anti-genre » et « anti-gauchisme » et à mettre en rapport d’équivalence des insatisfactions politiques hétéroclites (le processus de radicalisation politique étant, dans cette optique, le fil conducteur qui les lie les uns aux autres). Enfin, la cinquième partie est consacrée aux effets engendrés par la polarisation politique sur le système d’enseignement supérieur : à partir de l’exemple emblématique de la Faculté de droit de l’Université fédérale du Paraná, que nous prenons comme un microcosme de la scène politique brésilienne, nous essayons de démontrer la façon dont la politisation des espaces universitaires fut un enjeu-clé à la fois pour la consolidation du mouvement École Sans Parti à l’échelle nationale et pour l’essor de la nouvelle ultra-droite dans le champ politique brésilien.

Chronologie des controverses législatives liées au mouvement École Sans Parti :



II.I. Le Plan National d'Éducation 2014/2024 et le rebond du mouvement École Sans Parti

Avec plus de 220.000 millions d'habitants, le Brésil est une République fédérale formée par l'union de 26 États, de 5 568 municipalités et d'un district fédéral.¹⁶³ La Constitution fédérale en vigueur, dans son article 24, point IX, détermine « *qu'il incombe à l'Union, aux États et au District fédéral de légiférer, concurremment, sur l'éducation, la culture, l'enseignement et le sport* ». ¹⁶⁴ De plus, elle précise que « *La compétence de l'Union pour légiférer sur les règles générales n'exclut pas la compétence complémentaire des États* » (article 24, paragraphe 2). Ensuite, dans les autres paragraphes, elle annule toute tendance à l'exclusivité, en déterminant qu'« *en l'absence de loi fédérale sur les règles générales, les États exerceront la pleine compétence législative, pour tenir compte de leurs particularités* » (article 24, paragraphe 3).¹⁶⁵ Ce système de compétences législatives concurrentes en matière d'éducation, comme nous le verrons plus attentivement dans cette partie, profitera par ailleurs largement au mouvement École Sans Parti, lui permettant de se répandre sur l'ensemble du territoire brésilien par le biais de projets de loi non seulement au niveau fédéral, mais aussi au niveau des différents États et municipalités de la fédération.

Afin de contourner la complexité de ce système et d'harmoniser la politique publique d'éducation entre les différentes entités fédérales brésiliennes (fédération, États et municipalités), le 9 janvier 2001, sous le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso, est adoptée la loi n° 10.172/01, dont les principaux objectifs sont : « *améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux, élever le niveau de scolarisation de la population et réduire les inégalités sociales et régionales en ce qui concerne l'accès et la permanence dans l'éducation publique* ». ¹⁶⁶ Parmi les différents mécanismes prévus par ce texte législatif, le plus important est certainement l'établissement d'un Plan National d'Éducation (PNE) obligatoire, qui doit être préparé par le ministère de l'Éducation tous les dix ans et ensuite soumis à l'analyse et au vote du Congrès national. Ainsi, le premier PNE prenant du retard dans son élaboration et n'ayant été approuvé qu'en 2004, c'est seulement en 2014 que le deuxième plan est présenté par le ministère de l'Éducation au Parlement (Loi 13.005/2014), à un moment où l'atmosphère politique est déjà très tendue suite à l'élection du deuxième mandat de Dilma Rousseff.¹⁶⁷ Dans ce contexte, le vote du plan éducatif à la Chambre basse sera également l'occasion

¹⁶³ Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE). Disponible sur : <https://www.ibge.gov.br/apps/populacao/projecao/index.html> (accès le 14 juin 2021).

¹⁶⁴ Constitution Fédérale de la République du Brésil ; 1988.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Loi 10.172, du 09 janvier 2001. Disponible sur: http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/leis_2001/110172.htm (accès le 27 juillet 2021).

¹⁶⁷ Effectivement, en 2014, les arènes institutionnelles brésiliennes étaient devenues le théâtre des tensions autour du principe de l'alternance. Le Parti des Travailleurs étant à la tête du pouvoir Exécutif il y avait déjà douze ans lors de la présidentielle de 2014, l'échec du principal candidat d'opposition (Aécio Neves, PSDB), pour moins de 3% des votes, ne fit que renforcer ce climat de polarisation. Ainsi, depuis 2014, ignorant

pour les députés associés aux secteurs plus conservateurs de la société de relancer le débat sur la politique publique d'éducation et de réactiver les controverses sur « l'idéologie de genre » dans le système national d'enseignement.

En effet, depuis les polémiques suscitées en 2011 par le projet École Sans Homophobie (ou « Kit Gay », selon ses détracteurs), Fábio Meirelles et son équipe au ministère de l'Éducation avaient pris l'habitude de surveiller attentivement les projets mentionnant le genre ou la diversité sexuelle afin d'éviter toute nouvelle polémique. Néanmoins, ils ne s'attendaient pas à la réaction suscitée par le Plan National d'Éducation (PNE) en 2014, lequel avait d'abord été conçu par le ministère avec une mention importante, certes, mais quand même assez discrète à l'équité de genre - la directive numéro 3 du texte original proposait la formule suivante : « *surmonter les inégalités en matière d'éducation, en mettant l'accent sur la promotion de l'égalité raciale, régionale, de genre et d'orientation sexuelle* ». ¹⁶⁸ Comme nous l'explique Meirelles : « *Après tout, quoique le projet initial soit élaboré par une initiative conjointe du pouvoir exécutif et de la société civile, la décision finale sur le PNE demeure une compétence législative. (...) Ainsi, lorsque le PNE naît dans la Conférence nationale de l'éducation et sort du MEC, avec la mention au genre et à l'orientation sexuelle, il s'agit d'une proposition. Par contre, on n'aurait jamais imaginé les proportions que cela prendrait par la suite. Là-bas, au Congrès National, le débat suivra un cours complètement différent et nous perdrons* ». ¹⁶⁹

En s'attaquant donc au Plan National d'Éducation tel que proposé par le pouvoir exécutif, les meneurs du mouvement anti-genre réussissent à attirer l'attention de l'opinion publique sur l'agenda éducatif mené par le gouvernement du Parti des Travailleurs et à le transformer en sujet d'une controverse politique majeure, contribuant au rebond du mouvement École Sans Parti. En ce sens, Claudia Pereira Dutra, ancienne cheffe du SECADI (Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion), explique que : « *Ce n'est que plus tard, en 2014, avec le vote du Plan National d'Éducation, qui contenait une simple référence à l'égalité des sexes et à la diversité sexuelle, que cette histoire a refait surface. Le mouvement École Sans Parti a gagné en notoriété et les projets de loi visant à interdire le genre à l'école ont commencé à fleurir... C'est à partir de ce moment-là que nous avons commencé à recevoir, de la part de procureurs et d'associations religieuses, des demandes d'éclaircissements sur les politiques d'inclusion du Ministère de l'Éducation, qui ont commencé à être dépeintes comme faisant partie d'un vaste projet*

solennellement les règles du fair-play politique, les partis politiques d'opposition, notamment le PSDB, ont déclenché une campagne sévère en faveur de l'impeachment de la présidente Dilma Rousseff.

¹⁶⁸ Une analyse comparative détaillée entre les deux documents fut réalisée par la plateforme « Nova Escola » et est disponible en ligne sur: <https://novaescola.org.br/conteudo/4900/os-termos-genero-e-orientacao-sexual-tem-sido-retirados-dos-documentos-oficiais-sobre-educacao-no-brasil-por-que-isso-e-ruim> (accès le 09 mai 2021).

¹⁶⁹ Fábio MEIRELLES (entretien).

*d'endoctrinement gauchiste et homosexuel. Nous avons répondu aux demandes une par une, clarifié ce qu'il y avait à clarifier et espéré que les choses se termineraient là...».*¹⁷⁰

Le pasteur Silas Malafaia, le pasteur et député du Parti « *Podemos* » Ezequiel Teixeira, le pasteur et député du PSC (Parti Social Chérient) Marco Feliciano, le pasteur et député du Parti Avante Isidório de Santana Júnior et le sénateur du PR (Parti de la République) Magno Malta comptent parmi les personnalités religieuses les plus engagées dans la lutte contre « l'idéologie de genre » à l'époque. À cet égard, la Conférence nationale des évêques du Brésil publie en juin 2015 une note affirmant que « *l'idéologie de genre déconstruit le concept de la famille, qui a pour fondement l'union stable entre l'homme et la femme* ». ¹⁷¹ Le fondateur du mouvement École Sans Parti, l'avocat Miguel Nagib, explique à son tour son rapport à « l'idéologie de genre » lors d'un entretien accordé à la revue « *Pública* » : « *La tentative du MEC [ministère de l'Éducation] et des groupes militants d'introduire la soi-disant 'idéologie de genre' dans le Plan National d'Éducation a fini par attirer l'attention et l'inquiétude de nombreux parents sur ce qui est enseigné dans les écoles en matière de valeurs morales, notamment dans le domaine de la sexualité* ». ¹⁷²

Finalement, l'investissement de ces acteurs contre l'approche genrée des politiques publiques d'éducation réussit à produire ses fruits. Ainsi, par exemple, la formule « *surmonter les inégalités en matière d'éducation, en mettant l'accent sur la promotion de l'égalité raciale, régionale, de genre et d'orientation sexuelle* », qui était dans la version originale du texte proposée par le ministère de l'Éducation, est remplacée à la Chambre des députés par « *l'éradication de toutes les formes de discrimination* ». ¹⁷³

Toutefois, la controverse relative à la transformation de la notion de « genre » en catégorie d'action publique ne cesse pas avec l'approbation d'un Plan National d'Éducation 2014/2024 *gender-blind*. Au contraire, le débat ne fera désormais que s'enflammer, se nourrissant notamment d'une atmosphère politique de plus en plus saturée et polarisée par le processus d'impeachment de la présidente Dilma Rousseff, déclenché en 2015 par les parlementaires de l'opposition. Sur cela, Nagib lui-même reconnut : « *Avec l'intensification de la dispute politique à partir de 2015, l'alignement idéologique des enseignants et l'appareil politico-politique du système éducatif sont devenus manifestes, ce qui est également perçu par la société* ». ¹⁷⁴ En effet, le processus de destitution de la

¹⁷⁰ Claudia PEREIRA DUTRA (entretien).

¹⁷¹ Disponible sur : <https://www.cnbb.org.br/cnbb-divulga-nota-sobre-a-inclusao-da-ideologia-de-genero-nos-planos-de-educacao/> (accès le 09 mai 2021).

¹⁷² Disponible sur : <https://apublica.org/2016/08/existe-ideologia-de-genero/> (accès le 09 mai 2021).

¹⁷³ Une analyse comparative détaillée entre les deux documents fut réalisée par la plateforme « *Nova Escola* » et est disponible en ligne sur: <https://novaescola.org.br/conteudo/4900/os-termos-genero-e-orientacao-sexual-tem-sido-retirados-dos-documentos-oficiais-sobre-educacao-no-brasil-por-que-isso-e-ruim> (accès le 09 mai 2021).

¹⁷⁴ *Ibid.*

présidente, qui a été au cœur de l'agenda politique brésilien de 2015 à 2016, a agi comme un véritable catalyseur des processus de polarisation et de radicalisation au Brésil, engendrant d'intenses mobilisations multisectorielles dans toutes les principales capitales du pays. De plus, comme nous le verrons en détail dans la partie suivante, le genre de la présidente a été l'un des éléments centraux mobilisés par les entrepreneurs du mouvement pro-impeachment dans leur campagne de dénigrement de l'image de Rousseff, confirmant, avec le renforcement du mouvement École Sans Parti, l'instrumentalisation du discours de genre dans le cadre de la compétition politique brésilienne et l'effort des secteurs les plus conservateurs de la société pour reprendre « l'ordre naturel » des rapports sociaux de sexe.

« Moins d'ONU, plus de famille ». Des manifestants reprennent des slogans alter-mondialistes lors des manifestations contre la visite de Judith Butler à São Paulo, en novembre 2017.

Source : Bruno Santos / Folhapress.



« Le rêve de Judith Butler : détruire l'identité sexuelle de vos enfants ».

Manifestante tient une affiche lors des manifestations contre Judith Butler à São Paulo.

Source : Rovena Rosa / Agência Brasil.

II.II. L'impeachment de la présidente Dilma Rousseff : une crise politico-institutionnelle genrée



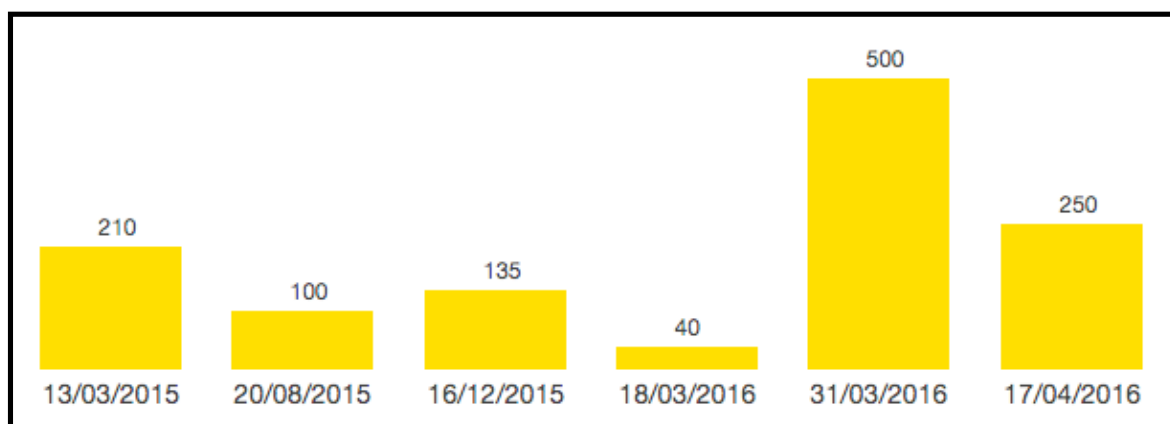
Revue Piauí, couverture de l'édition n. 115, avril 2016. « *Deu zika* » : l'expression associe ironiquement la crise du Zika virus, maladie tropicale qui fut épidémique au Brésil en 2016, à la crise du gouvernement Dilma Rousseff.

Élue en 2011, Rousseff a dû faire face à des troubles constants durant ses deux mandats. Souffrant déjà de la crise immobilière américaine de 2009, la croissance économique brésilienne est alors à la baisse. De plus, la stratégie réformiste mise en œuvre par son gouvernement commence à présenter des symptômes de fatigue.¹⁷⁵ Ajoutons à ce cadre la profusion d'enquêtes hyper-médiatisées menées par la police fédérale et associant le Parti des Travailleurs à des affaires de corruption, et l'on pourra peut-être se figurer la crise que traverse le Brésil le 02 décembre 2015, date à laquelle le député Eduardo Cunha, à l'époque président de la Chambre basse du Parlement, accepte la demande d'impeachment déposée contre la présidente Dilma Rousseff par les juristes Janaina Paschoal, Miguel Reale Júnior et Hélio Bicudo. Désormais, le processus de destitution de Rousseff dépasse largement le champ politique pour atteindre des véritables proportions multisectorielles, mobilisant l'ensemble de la société dans un rapport de polarisation net : ceux qui soutiennent la présidente d'un côté et ceux qui réclament sa sortie de l'autre. On le mesure notamment à l'ampleur que prennent les mobilisations autour de la crise politico-institutionnelle. Les graphiques suivants sont issus de l'Institut Datafolha et montrent l'évolution des manifestations dans la ville de São Paulo, l'épicentre du mouvement pour la

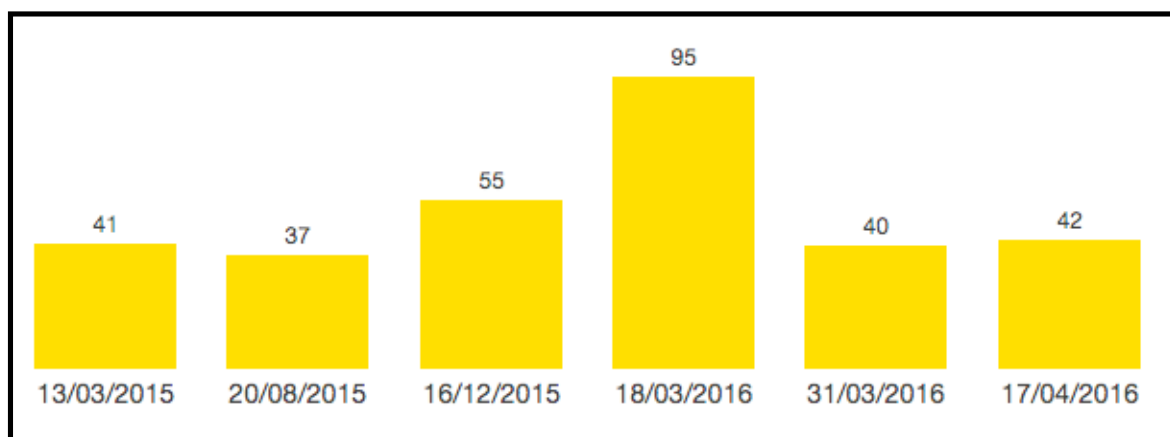
¹⁷⁵ Par ailleurs, un cadre analogue a déjà été décrit, quoiqu'à une autre échelle, par Rémy Lefebvre dans ses travaux sur l'institutionnalisation du Parti Socialiste français au sein de la municipalité de Roubaix. LEFEBVRE, Rémy ; Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) ; Revue française de science politique 2004/2 (Vol. 54) ; p. 237-260.

destitution de la présidente Dilma Rousseff, tout au long du processus d'impeachment.¹⁷⁶ Le 31 mars avril 2016, la ville a connu le plus grand rassemblement public de son histoire, comptant un demi-million de personnes et dépassant ainsi le célèbre acte de 1983 pour la fin de la dictature militaire, jusque là la plus grande mobilisation politique de l'histoire du Brésil.

MANIFESTATIONS À SÃO PAULO - ACTES EN FAVEUR DE L'IMPEACHMENT (En milliers de personnes)

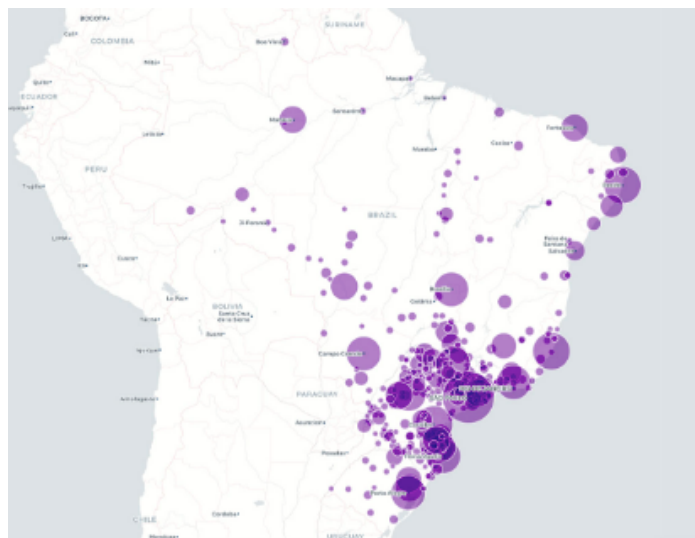


MANIFESTATIONS À SÃO PAULO - ACTES CONTRE L'IMPEACHMENT (En milliers de personnes)



¹⁷⁶ Disponible sur <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2016/04/1762151-atos-reunem-250-mil-na-paulista-e-42-mil-no-anhangabau-diz-datafolha.shtml> (accès le 24 avril, 2020, 10h50).

Toujours afin d'illustrer les mobilisations multisectorielles derrière le processus d'impeachment de Dilma Rousseff, la carte suivante, élaborée par le journal « *O Globo* » à partir des données collectées par la police fédérale, montre la distribution géographique des principales manifestations en faveur de la destitution de la cheffe de l'exécutif au Brésil.¹⁷⁷ Sur ce point, il est par ailleurs intéressant de remarquer l'importante concentration du mouvement dans les régions Sud et Sud-Est, les régions économiquement les plus favorisées du pays (ensemble, ces régions représentent à elles seules 72% du produit intérieur brut).¹⁷⁸



Or, comment alors expliquer qu'une impasse institutionnelle - opposant le chef du Parlement, Eduardo Cunha, et la cheffe du pouvoir Exécutif, Dilma Rousseff - ait pu atteindre de telles proportions ? Que s'est-il passé pour que la *crise politico-institutionnelle* ait dépassé le seul champ des institutions politiques et soit devenue une véritable *crise multisectorielle*, dans le sens que le sociologue Michel Dobry apporte au terme, c'est à dire, un moment d'incertitude structurelle, de dés-sectorisation tendancielle de l'espace social et de fluidité conjoncturelle des rapports sociaux?¹⁷⁹ Comment appréhender ce phénomène de mise en généralité et construction sociale de la perception de crise ?

L'explication d'un tel phénomène ne sera jamais unicausale. Comme l'a déjà remarqué Vincent Bonnacase lorsqu'il travaillait sur les mobilisations en faveur de la chute du président Blaise Compaoré au Burkina Faso, la demande de destitution d'un chef de gouvernement masque souvent

¹⁷⁷ Disponible sur : <http://especiais.g1.globo.com/politica/mapa-manifestacoes-no-brasil/13-03-2016/contra/> (accès le 28 juillet 2021).

¹⁷⁸ Institut Brésilien de Géographie et Statistique. Disponible sur: <https://biblioteca.ibge.gov.br/> (accès le 15 août 2021).

¹⁷⁹ Michel DOBRY; Sociologie des crises politiques, La dynamique des mobilisations multisectorielles ; Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; Paris ; 1987 ; p. 37.

une grande hétérogénéité d’insatisfactions politiques et sociales.¹⁸⁰ En ce sens, au Brésil, le processus d’impeachment de Dilma Rousseff, bien au-delà d’un simple procès législatif, agit comme un véritable outil de convergence d’intérêts sectoriels et d’alignement de groupes sociaux aux profils variés. Sans le récit de légitimation tracé par les médias et les parlementaires de l’opposition, l’alignement des intérêts sectoriels autour de l’impeachment n’aurait pas été possible. Dans ce récit, le langage du genre fut un des outils fondamentaux pour promouvoir la montée en généralité de la perception sociale de crise et assurer la conversion de la crise politico-institutionnelle en crise multisectorielle, étant instrumentalisé par les acteurs du mouvement pro-impeachment et converti, ainsi, un outil d’objectivation de l’état de crise.¹⁸¹

Les charges qui suivent ont été publiées à l’époque du gouvernement Dilma Rousseff par la Revue « *Piauí* » et le « *Jornal do Brasil* », respectivement. Elles montrent comment, depuis qu’elle monte au pouvoir en 2010, Dilma Rousseff fut sans cesse la cible de représentations genrées.

Caco Galhardo, Revue Piauí, Septembre 2015, édition 108. Entre 2013 et 2016, la Revue « *Piauí* », publication spécialisée en politique du groupe « *Folha* », a consacré mensuellement une partie de son édition au « *Journal de Dilma* », un satire de Renato Terra en partenariat avec le caricaturiste Caco Galhardo.



¹⁸⁰ Vincent BONNECASE ; Sur la chute de Blaise Compaoré : autorité et colère dans les derniers jours d’un régime ; Editions Karthala, Politique africaine, 2015/1, n. 137, p. 151-168.

¹⁸¹ L’idée d’objectivation du monde social, par le biais des signes, des symboles et, notamment, du langage, est empruntée des auteurs américains Berger et Luckmann. Peter BERGER ; Thomas LUCKMANN, T. ; The social construction of reality, Doubleday & Company Inc., 1966.

« Les clients font le programme ». Nani, le 09 juillet 2010, « *Jornal do Brasil* », Rio de Janeiro. Caricature également répandue dans le Blog du journaliste Josias de Souza, membre du plus grand groupe de presse écrite du pays, le groupe « *Folha* ». Ici, Rousseff est représentée comme une prostituée, prête à tout négocier.

* Traduction : « *Le programme, ce sont les clients qui le font ; PMDB : barbe, cheveux et moustache ; PDT : papa et maman. Et ainsi de suite...* »



Ainsi, l'épuisement du modèle de gouvernance du Parti des Travailleurs, ancré sur un large système d'alliances partisans (dont la plus importante était la coalition avec le PMDB, le Parti du Mouvement Démocratique Brésilien), est représenté, dans la charge ci-dessus, par une présidente « *prête à tout négocier et tout donner* ». Le genre est donc opéré par le biais d'un « *symbole culturellement disponible* »¹⁸², celui de la prostituée, employé pour situer Rousseff « *dans sa place* », *i.e.*, dans l'espace qu'elle est censée occuper au sein de l'univers politique. En France, d'ailleurs, le même mécanisme fut aussi remarqué par la politiste Delphine Dulong lorsqu'elle analysait les récits de presse portant sur Edith Cresson, première et seule femme à arriver à la tête du Parlement français. Selon Dulong, le langage du genre est couramment utilisé « *pour situer les acteurs dans l'espace de la compétition politique, pour décrire leur position dans la hiérarchie indigène ainsi que pour mesurer leur adéquation aux postes qu'ils occupent* ».¹⁸³ Ainsi, lorsque l'impasse institutionnelle - opposant, d'un côté, la présidente Dilma Rousseff, et, de l'autre, le député Eduardo Cunha - atteint son apogée, et Cunha, à l'époque président de la Chambre basse, accepte la demande d'impeachment présentée au Parlement, c'est aussi par le biais du genre que le conflit sera signifié.

¹⁸² Selon Joan Scott, les symboles culturellement disponibles, tout comme les institutions socialisatrices, constituent une façon d'historiciser les rapports de genre. Joan SCOTT ; *Ibidem*.

¹⁸³ DULONG (2013) ; *op. cit.* , p. 17.



« Reviens, mon amour, ne me quitte pas ! » Rafael, le 17 juillet 2015, « *Jornal O Povo* », Ceará. La crise politico-institutionnelle instaurée entre le pouvoir Exécutif et le Parlement est traitée dans le langage de la vie privée et des relations affectives. Dilma Rousseff est représentée en pleures pour la fin de son mariage avec Eduardo Cunha, qui l'aurait quittée.

Selon Joan Scott, le genre constituant la façon première de signifier les rapports de pouvoir, son analyse ne peut pas être déconnectée des autres enjeux sociaux et politiques dont il est tributaire.¹⁸⁴ Dès lors, la bicatégorisation masculin-féminin n'est pas une réalité *objective* (définition essentialiste), mais, au contraire, constitue *un complexe social de significations*, défini dans le cadre des rapports de pouvoirs et des enjeux matériels au sein duquel il s'insère. Ressortant à la fois comme discours de légitimation de l'économie patriarcale et outil de constitution des rapports sociaux (à travers, notamment, la mise en place de mécanismes de signification), le genre est alors et avant tout un *outil d'analyse historique*.¹⁸⁵ En ce sens, pour ce qui concerne la crise politico-institutionnelle au Brésil, c'est justement le discours de genre qui va permettre la signification et l'objectivation de l'état de crise, fournissant les pièces pour la construction du récit de légitimation de l'impeachment de la présidente Dilma Rousseff.

De cette façon, lorsque l'impasse institutionnelle opposant le Parlement au pouvoir Exécutif prend forme, les acteurs politiques déjà engagés dans la campagne contre le gouvernement du Parti des Travailleurs (notamment les partis politiques d'opposition et les médias) vont agir de sorte à instrumentaliser la bicatégorisation homme-femme et construire un discours de légitimation fondé sur des attributs historiquement associés à la féminité. Le genre de la présidente devient ainsi la *matière même* du scandale public derrière le processus d'impeachment.¹⁸⁶

Véritable *Leitmotiv* du cadrage de la crise politique opéré par les médias, l'idée que la présidente Dilma Rousseff aurait « *perdu le contrôle de son état émotionnel* », devenant alors

¹⁸⁴ Joan Scott (1988) ; *op. cit.*

¹⁸⁵ *Ibidem.*

¹⁸⁶ Ici, nous employons le terme « scandale public » dans le sens que le sociologue britannique John B. Thompson lui apporte, i.e., comme « *révélation publique d'activités de personnalités politiques donnant lieu à une transgression de normes* ». THOMPSON, J.B. ; *Political Scandal. Power and Visibility in the Media Age*, Cambridge, Polity Press, 2000.

incapable pour gérer le pays, est un exemple emblématique de l'opérateur du genre dans les récits sur les femmes en politique. En effet, d'après Frédérique Matonti et Delphine Dulong, l'attention systématique prêtée à leurs corps et les références permanentes à la sphère privée sont des caractéristiques qu'on retrouve souvent dans les articles de presse portant sur les femmes politiques.¹⁸⁷



« Les explosions de nerfs de la présidente : Prise par de coups de colère, avec l'imminence de sa destitution et complètement hors de contrôle, Dilma casse les meubles à l'intérieur du Palais, cri sur les subordonnés, hurle sur les autorités, attaque les pouvoirs constitués et perd (aussi) les conditions émotionnelles pour gouverner le pays ». Revue « *Isto É* », édition n. 2417, couverture, le 06 avril 2017.

Dans une édition consacré à la destitution de Dilma Rousseff, la Revue *Veja* désigne la période qui suit l'ouverture du processus d'impeachment comme « l'ère des cris ». Le choix des photographies pour représenter la présidente dans les hebdomadaires est en soi très suggestive. Revue « *Veja* », édition n. 2474, le 20 avril 2016, p. 19.



¹⁸⁷ DULONG, Delphine ; MATONTI, Frédérique ; « L'indépassable « féminité ». La mise en récit des femmes en campagne », in Jacques LAGROYE, Patrick LEHINGUE, Frédéric SAWICKI, dir., *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001* ; Paris ; 2005 ; PUF : 281-304.

En somme, la combinatoire médiatisation-mobilisation fut la clé pour la réussite du mouvement contre la présidente Dilma Rousseff. Dans ce cadre, le langage du genre a été un des outils fondamentaux pour homogénéiser les différentes perceptions sociales sur le contexte politique et assurer la conversion de cette crise au départ politico-institutionnelle en crise multisectorielle. Or, toute opération idéologique produit sa contrepartie matérielle. Comme le remarque le philosophe français Louis Althusser, l'idéologie (superstructure) a forcément une expression matérielle (infrastructure).¹⁸⁸ Ainsi, si Dilma Rousseff fut la présidente qui nomma le plus grand nombre de ministres femmes de l'histoire du Brésil (18, au long de ses deux mandats), le gouvernement de Michel Temer, son vice qui l'a remplacée en 2017, fut le premier, depuis la fin de la dictature en 1985, à être composé exclusivement d'hommes.¹⁸⁹ Effectivement, d'après les politistes Catherine Achin, Elsa Dorlin et Juliette Rennes, le processus d'intégration des femmes au sein du monde politique, aussi lent et progressif soit-il, « nous oblige à penser la neutralité du pouvoir politique, à redécouvrir que le masculin n'est pas neutre et qu'il modifie en cela la figure de chef d'État ».¹⁹⁰ Pour illustrer ce point, examinons quelques extraits d'un reportage sur les supposées « crises de nerfs » de la présidente, rédigé par les journalistes Sérgio Pardellas et Débora Bergamasco et publié dans l'édition n. 2417 de la revue « *Isto É* », le 06 avril 2017, une semaine après la plus grande journée de manifestation nationale en faveur de l'impeachment.

*Les derniers jours au Palais du Planalto ont été marqués par l'extrême tension et l'absolu désordre d'une **présidente de la République dominée par des successives explosions nerveuses.** Au-delà de son **intrépidité**, Dilma montre une complète déconnexion avec la réalité politique du pays. Comme si la crise moral, politique et économique n'était pas assez, Dilma Rousseff a aussi perdu les conditions émotionnelles pour conduire le gouvernement. Les conseillers de la présidente, même ceux qui sont déjà habitués à son manque de respect, sont stupéfaits devant son comportement aux veilles du jugement de l'impeachment par le Congrès. **Selon eux, elle n'a jamais été aussi irascible, incontrôlable et agressive.** (...) Elle dit des gros mots à chaque mauvaise nouvelle qu'elle reçoit. Ni les conversations avec Lula sont amènes. Dans un de ces récents accès de rage, Dilma aurait parlé de « traitres », faisant promesse de « vengeance ». —». **Revue « Isto É », édition n. 2417, le 06 avril 2017, p. 15.***

¹⁸⁸ ALTHUSSER, Louis; *Idéologie et appareils idéologiques d'État* ; Article originalement publié dans la revue *La Pensée*, n. 151, juin 1970. In ouvrage de Louis Althusser, POSITIONS (1964-1975), pp. 67-125. Paris : Les Éditions sociales, 1976.

¹⁸⁹ Registre sur <https://www.ebc.com.br/noticias/politica/2016/05/saiba-quem-foram-ministras-do-periodo-democratico-no-brasil> (accès le 6 mai 2020, 17h47).

¹⁹⁰ ACHIN, Catherine ; DORLIN, Elsa ; RENNES, Juliette ; « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques » ; *Raisons politiques*, vol. 31, no. 3 ; 2008 ; p.8.

*Il y a deux semaines, après avoir appris sur la délation des chefs de l'entreprise Odebrecht au juge Sergio Moro, Dilma aurait, selon le témoignage d'un membre du premier rang du gouvernement, détruit un meuble de son cabinet, après avoir proféré **une grande quantité de blasphèmes**. Afin de réduire les crises, de plus en plus récurrentes, la présidente a commencé à prendre deux médicaments depuis l'éclosion de son processus d'impeachment : **rivotril et olanzapina**, ce dernier utilisé pour combattre la schizophrénie. Les tranquillisants ne produisent pourtant pas toujours d'effets. – ». Revue « **Isto É** », édition n. 2417, couverture, le 06 avril 2017, p. 17.*

*

De fait, les politiques publiques d'éducation ne sauraient s'analyser indépendamment d'un tel contexte d'instabilité politico-institutionnelle. On en veut pour preuve les débats à la Chambre des députés qui président à l'impeachment de Dilma Rousseff, le 17 avril 2016, quand les discours religieux et en « défense de la famille » sont largement mobilisés par les députés favorables à la destitution de Rousseff. Le pasteur Marco Feliciano, député du PSC (Parti Social Chrétien) déclare par exemple : « *Avec l'aide de Dieu, pour ma famille et pour le peuple brésilien, pour les néopentecôtistes de toute la nation (...) et en disant adieu au PT, parti des ténèbres, je vote oui !* ». De même le délégué Waldir, du PL (Parti Libéral, ancien Parti de la République, PR) : « *Pour mon pays, pour Dieu, pour ma famille, pour les bonnes personnes. Mon vote est oui ! Dilma dehors, Lula dehors, PT dehors !* ». Jair Bolsonaro, à son tour, prend la parole pour rendre hommage à la dictature militaire et défendre « l'innocence des enfants » : « *Pour la famille et l'innocence des enfants que le PT n'a jamais respectés, contre le communisme et en mémoire du colonel Brilhante Ulstra, mon vote est oui !* », s'exclame-t-il.¹⁹¹ Avec un bilan de 367 votes *pour* et 137 *contre*, la demande d'impeachment remporte la victoire et la première présidente femme de l'histoire du Brésil est destituée et remplacée par son vice-président, le professeur de droit constitutionnel Michel Temer, dans une séance parlementaire houleuse de plus de cinq heures, très emblématique de la polarisation qui s'emparait du Brésil à l'époque. Alors que le député Jean Wyllys (Parti Socialisme et Liberté), célèbre militant de la cause LGBT, quitte la plénière après avoir annoncé son vote contre l'impeachment de Dilma Rousseff, celui-ci est surpris par des injures lancées dans sa direction. Non loin de lui, le député Bolsonaro crie à pleins poumons « *petit pédé !* ».¹⁹² La séance se clôt dans confusion générale.

¹⁹¹ Disponible sur:

<https://laurochammarcorreia.jusbrasil.com.br/noticias/325696683/impeachment-dilma-as-melhores-perolas-dos-deputados-para-justificarem-o-voto> (accès le 09 mai).

¹⁹² Disponible sur : <https://politica.estadao.com.br/noticias/geral,jean-wyllys-cospe-em-direcao-a-bolsonaro-apos-votar-contra-impeachment,10000026656> (accès le 10 mai 2021). Deux ans plus tard, le 24 janvier 2019,

II.III. L'instrumentalisation de la machine législative par le mouvement École Sans Parti

C'est donc dans ce contexte de forte crise politico-institutionnelle que le mouvement École Sans Parti se consolide et acquiert une portée nationale, légitimant par là même le discours de la nouvelle ultra-droite et contribuant aux dynamiques de polarisation de la société brésilienne. Après l'importante victoire symbolique du mouvement lors du vote sur le Plan National d'Éducation en 2014, d'autres conquêtes suivront, faisant de la politique éducative un des thèmes centraux du débat public au Brésil. À cette fin, le système de compétences législatives concurrentes en matière d'éducation - qui, comme nous l'avons expliqué plus haut, autorise tous les organes fédéraux (fédération, États et municipalités) à légiférer sur la politique publique d'éducation - sera un élément essentiel pour la prolifération du programme École Sans Parti, ainsi que pour son inscription dans l'immense territoire brésilien. Derrière ce phénomène, c'est notamment le travail d'entrepreneuriat de cause des parlementaires d'ultra-droite qui est en jeu, sachant qu'ils ont su profiter de l'opportunité politique liée au contexte de polarisation pour se prévaloir de leurs prérogatives législatives et proposer de nombreux projets de loi prônant l'obligation d'une éducation « neutre » et « non idéologique » au sein des écoles publiques brésiennes.

Ainsi, c'est à l'Assemblée législative de l'État de Rio de Janeiro que le premier projet de loi suivant le programme École Sans Parti est déposé, le 13 mai 2014, par le député Flávio Bolsonaro (PP), fils de Jair Bolsonaro. Rédigé par l'avocat Miguel Nagib, le PL 2974/2014 sert ensuite de modèle pour l'élaboration des projets de loi analogues déposés auprès des nombreuses chambres législatives brésiennes. *« Il est bien connu que les enseignants et les auteurs de manuels scolaires utilisent leurs cours et leurs ouvrages pour tenter d'obtenir l'adhésion des élèves à certains courants politiques et idéologiques ; et pour leur faire adopter des normes de jugement et de conduite morale - notamment de morale sexuelle - parfois incompatibles avec celles qui leur ont été enseignées par leurs parents »*, explique le préambule du PL 2974/2014. *« Face à cette réalité, nous comprenons qu'il est nécessaire et urgent d'adopter des mesures efficaces pour empêcher la pratique de l'endoctrinement politique et idéologique dans les écoles publiques »*.¹⁹³ Ensuite, le projet prévoit que:

le député fédéral Jean Wyllys (PSOL/RJ, célèbre pour militer en faveur des droits des personnes LGBT dans le Congrès, annonce son exil. Après avoir reçu de graves menaces de mort, le député abandonne son mandat et part vivre en Allemagne, une situation qui peut être considérée comme le premier cas d'exil politique volontaire d'un parlementaire depuis la fin de la dictature. Le parlementaire vivait sous escorte policière depuis le meurtre de la conseillère Marielle Franco (PSOL/RJ), en mars de 2018, et avait déjà saisi la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme afin d'avoir plus de protection. Disponible sur : <https://www.justificando.com/2019/01/24/primeiro-exilado-desde-ditadura-jean-wyllys-abre-mao-mandato-para-nao-voltar-brasil/> (accès le 13 février 2021).

¹⁹³ Projet de loi 2974/2014 de l'Assemblée Législative de l'état de Rio de Janeiro ; Disponible sur : <http://alerjln1.alerj.rj.gov.br/scpro1115.nsf/e4bb858a5b3d42e383256cee006ab66a/45741a7e2ccdc50a83257c980062a2c2?OpenDocument> (accès le 14 juin 2021).

<p>Article 1</p>	<p>L'on crée, au sein du système éducatif de l'Etat de Rio de Janeiro, le Programme École Sans Parti, en tenant compte des principes suivants :</p> <p>I - la neutralité politique, idéologique et religieuse de l'État ;</p> <p>II - le pluralisme des idées dans l'environnement académique ;</p> <p>III - la liberté d'apprendre dans le domaine de l'éducation ;</p> <p>IV - la liberté de croyance ;</p> <p>V – la reconnaissance de la vulnérabilité de l'étudiant en tant que partie la plus faible de la relation d'apprentissage.</p> <p>VI - l'éducation et l'information de l'élève sur les droits que comporte sa liberté de conscience et de croyance ;</p> <p>VII - le droit des parents à ce que leurs enfants mineurs ne reçoivent pas une éducation morale contraire à leurs propres convictions.</p>
<p>Article 2</p>	<p>La pratique de l'endoctrinement politique et idéologique en classe est interdite, de même que la transmission, dans les matières obligatoires, de contenus pouvant être en conflit avec les convictions religieuses ou morales des élèves ou de leurs parents.</p>
<p>Article 3</p>	<p>L'enseignant, dans l'exercice de ses fonctions, « I - ne doit pas abuser de l'inexpérience, du manque de connaissances ou de l'immaturité des élèves dans le but de les coopter à tel ou tel courant de parti politique, ni adopter des manuels scolaires ayant cet objectif ; II - ne favorisera ni défavorisera les élèves en raison de leurs convictions politiques, idéologiques, religieuses ou de l'absence de celles-ci ; (...) V - doit s'abstenir d'introduire, dans une matière obligatoire, des contenus qui peuvent être en conflit avec les convictions religieuses ou morales des élèves ou de leurs parents.</p>

Les projets de loi suivant le modèle École Sans Parti se multiplièrent ensuite tant au niveau des municipalités qu'au niveau des États. De mai 2014 à août 2019, 226 projets de loi de ce type ont été présentés dans les différentes Assemblées législatives du pays.¹⁹⁴ La carte suivante illustre la distribution du mouvement École Sans Parti au Brésil, qui se répand sur l'ensemble du territoire mais demeure quand même plus important dans les régions Sud et Sud-Est.¹⁹⁵ En effet, force est de constater la similarité entre cette image et la carte qui, plus en haut, montre les principales manifestations en faveur de l'impeachment de Dilma Rousseff entre 2015 et 2016. Cette ressemblance corrobore le rapport de complémentarité entre ces deux phénomènes politiques, qui forment ensemble ce que nous appelons, suivant l'hypothèse de l'incrémentalisme des processus de radicalisation politique,¹⁹⁶ « la nouvelle construction populiste brésilienne ».¹⁹⁷



Par ailleurs, outre le vote sur le Plan National d'Éducation en 2014 et le processus d'impeachment de Dilma Rousseff en 2015, les élections municipales de 2016 ont également fourni aux entrepreneurs de cause du mouvement École Sans Parti l'opportunité de donner un second souffle à leur mouvement : dès lors que des hommes et des femmes politiques de tout le pays voient dans le discours contre « l'idéologie de genre » une façon efficace de mobiliser leur électorat, voire de l'élargir, le mouvement se consolide définitivement aux yeux de l'opinion publique. « *L'idéologie de genre est quelque chose qu'on ne saurait difficilement expliquer. Lorsque vous demandez à quelqu'un qui la combat, cette personne ne vous expliquera jamais ce que c'est* », raconte Rafael Kirchhoff, avocat fondateur de l'ANAJUDH (Association nationale des juristes pour les droits de l'homme des

¹⁹⁴ Disponible sur : <https://www.escolasemmordaca.org.br> (accès le 28 janvier 2020).

¹⁹⁵ La plateforme virtuelle « *Pesquisando Escola Sem Partido* » assure le suivi des projets liés au programme (*monitoring*). Disponible sur : <https://pesquisandoesp.wordpress.com/pls-municipios-e-estados/> (accès le 11 février 2021).

¹⁹⁶ COLLOVALD ; GAÏTI (2006) ; *op. cit.*

¹⁹⁷ « Nouveau », car, il faut le dire au passage, c'est au Brésil qu'a eu lieu l'une des principales expériences populistes du XXème siècle : le gouvernement de Getúlio Vargas (1934/1945).

LGBT), une organisation créée pour combattre le discours anti-genre par la voie juridique. « Une fois, j'ai rencontré un membre du Congrès à Brasilia et lui ai demandé : ' Pourquoi travaillez-vous sur cette question, monsieur le député, l'idéologie de genre ?'. Il m'a répondu : « Si je me bats contre l'idéologie de genre, je rentre dans mon village et beaucoup de gens s'intéressent à moi.' Il ne s'agit donc pas seulement du moment, mais d'un conservatisme qui est enraciné dans la société brésilienne elle-même et qui apparaît maintenant avec ce visage. Parce que les électeurs, finalement, ont répondu très fortement à ce discours aussi ». ¹⁹⁸

En définitive, le processus d'impeachment de la présidente Dilma Rousseff et les élections municipales de 2016, car elles permettent d'inscrire et de mobiliser le débat sur l'éducation publique dans le jeu de la compétition politique brésilienne, ont joué un rôle fondamental dans l'expansion du mouvement École Sans Parti et dans le renforcement de la nouvelle centralité que prennent les questions de genre et de sexualité dans le débat politique au Brésil. Pour illustrer cela, le tableau qui suit compile les principaux projets de loi du type École Sans Parti présentés dans les différents États de la fédération brésilienne.

Projets de loi École Sans Parti et analogues au niveau des États et du District Fédéral

État	Projet(s) de Loi École Sans Parti	Parlementaire(s) qui a (ont) déposé les projets
Acre	-	-
Alagoas	PL 7800/2016	Ronaldo Medeiros (PMDB)
Amazonas	PL 102/2016	Platiny Soares (DEM)
Bahia	PL 22.432/2016	Samuel Júnior (PSC)
Ceará	PL 91/2014	
District Fédéral	PL 1/2015 ; PL 53/2015	Sandra Faraj (SDD)
Espírito Santo	PL 250/2014 ; PL 121/2016 (Programme École sans politique partisane)	Esmael de Almeida (PSD)
Goiás	PL 293/2014	Luiz Carlos do Carmo (DEM), lié à l'Église Assemblée de Dieu
Maranhão	-	-

¹⁹⁸ Entretien avec Rafael KIRCHHOFF (voir annexes).

Mato Grosso	PL 403/2015	Dilmar dal Bosco (DEM)
Mato Grosso do Sul	PL 8.519/2017 ; PL 8.242/2016	Mara Caseiro (PSDB)
Minas Gerais	PL 122/2017 ; PL 1911/2016 (Belo Horizonte)	Sérgio Fernando Pinho Tavares (PV)
Pará	PL 36/2015 (Benevides)	Ronie Rufino da Silva (PMDB)
Paraíba	PL 267/2015	Tovar Correia Lima (PSDB)
Paraná	PL 606/ 2016 ; PL 748/2015 ; PL 191/2014 ; PL 236/2014 ; PL 98/2016 ; PL 275/2017 ; PL 45/2017 ; PL 53/2017 ; PL 26/2017 ; PL 372/2017 ; Loi organique municipale de Foz do Iguaçu, 2017.	Gilson de Souza (PSC); Hussein Bakri (PSC) ; Pasteur Edson Praczyk (PRB) ; Claudio Palozi (PSC); Chanteuse Mara Lima (PSC) ; Elio Rusch (DEM) ; Rubão (PP) ; Dr. Brito (PEN/Patriota)
Pernambuco	PL 823/2016 ; PL 709/2016 ; PL 7657 / 2017 ; Loi 4432 2017 (sur le genre, approuvé à Garanhuns)	Pasteur Cleiton Collins (PP) ; Joel da Harpa (PP)
Piauí	PL 112/2015 ; PL 20/2016	Cida Santiago (PHS); Ananias Carvalho (SDD) ; Joninha (PSDB); Teresa Britto (PV) ; Pasteur Levino (PRB)
Rio de Janeiro	PL 2.974/2014 ; ¹⁹⁹ PL 190/2015 ; PL 823/2015 ; PL 867/ 2015 ; PL 1818 / 2016 ; PL 4576/2016	Flávio Bolsonaro (PP) ; Carlos Bolsonaro (PP) ; Dr. Jorge Manaia (PP)
Rio Grande do Norte	PL 1804/2017 ; Loi 10/2017 (approuvée à Francisco Dantas)	Adolfo Silveira (PSB) ; Manoel Torquato (PSD)
Rio Grande do Sul	PL 163/2017 ; PL 190/2015 ; PL 079 / 2016 ; PL 126 /2016 ; PL 133/2017 ; PL 5191/2017	Marcel van Hattem (NOVO) ; Fabrício Tavares (PSD)
Rondônia	PL 3641/2017	-
Roraima	-	-

¹⁹⁹ Rio de Janeiro - PL 2974/2014 - École sans parti - Premier projet à l'échelle nationale. Rédigé par Miguel Nagib, fondateur du mouvement, il a été déposé à l'Assemblée Législative de Rio par le député de Flavio Bolsonaro (alors PP, aujourd'hui PCS), fils de l'actuel président de la République, Jair Bolsonaro.

Santa Catarina	PL 960/2014 ; PL 16085/2014 ; PL 665/2015 ; PL 1301/2015 ; PL 0290.3/2017 ; PL 213/2017 ; PL 7335/2017 ; PL 162/2017 ; PL 0290.3/2017	Esmeraldino (PSL) ; Altair Silva (PP) ; Marcos Espindola (PSD) ; Napoléon Bernardes (PSDB) ; Caroline de Toni (PSL)
São Paulo	PL 960 / 2014 ; PL 655/2015 ; PL 1301 ; PL 00222/2017 ; PL 58/2017 ; PL 12347/2017 ; PL 213/2017 ; PL 122/ 2017 ; PL 3670/2017 ; PL 164/2017 ; PL 53/2017 ; PL 78/2017	Douglas Garcia (PSL) ; Fernando Holliday (DEM) ; Lieutenant Santini (PSD) ; Clayton Silva (PSC)
Sergipe	PL 235/2017	Emília Correa (PATRI)
Tocantins	Loi 2243/2016	-

Au niveau fédéral, pas moins de quatorze projets École Sans Parti furent déposés à la Chambre des députés. D'une part, ils représentaient un moyen simple à la disposition des parlementaires pour obtenir des répercussions nationales et gagner en popularité ; d'autre part, ils répondaient aux projets des parlementaires issus de partis traditionnellement liés à la gauche visant à mettre en avant la liberté d'expression des enseignants, donnant ainsi lieu à ce que l'on pourrait appeler une « bataille législative ». Le tableau suivant répertorie les différents projets de loi traitant du système public d'éducation au Brésil, déposés à la Chambre basse du Parlement de 2014 à 2019.

Projet de Loi	Parlementaire(s) qui a (ont) déposé le projet	Objet du projet
PL 7.180/2014	Erivelton Santana (PSC/BA)	Programme École Sans Parti
PL 867/2015	Izalci (PSDB/DF)	
PL 1859/2015	Alan Rick (PRB/AC)	
PL 5487/2016	Professeur Victório Galli (PSC/MT)	
PL 8933/2017	Pasteur Eurico (PHS/PE)	
PL 10997/2018	Dagoberto Nogueira (PDT/MS)	
PL 10577/2018	Cabo Daciolo (PATRI/RJ)	
PL 10659/2018	Inspecteur Waldir (PSL/GO)	

PL 9957/2018	Jhonatan de Jesus (PRB/RR)	Programme École Sans Parti
PL 246/2019	Bia Kicis (PSL/DF)	
PL 5854/2019	Helio Lopes (PSL/RJ)	
PL 3674/2019	Helio Lopes (PSL/RJ)	
PL 4961/2019	Denis Bezerra (PSB/CE)	
PL 3168/2020	Daniel Silveira (PSL/RJ)	
PL 6005/2016	Jean Wyllys (PSOL /RJ)	Programme École Libre
PL 3741/2019	Fernanda Melchionna (PSOL/RS); David Miranda (PSOL/RJ) ; Sâmia Bomfim (PSOL/SP)	Programme École Sans Discrimination [45]
PL 1189/2019	Natália Bonavides (PT/RN)	Programme École Démocratique
PL 502/2019	Talíria Petrone (PSOL/RJ) ; Luiza Erundina (PSOL/SP) ; Fernanda Melchianna (PSOL/RS); Sâmia Bomfim (PSOL/SP) ;	Programme École Sans Bâillon
PL 1930/2019	Heitor Freire (PSL)	Projet pour abroger la loi 12.612/12, qui déclare l'éducateur Paulo Freire le patron de l'éducation brésilienne.

Même si aucun des projets de loi ci-dessus n'a finalement été approuvé à la Chambre des députés, ils ont néanmoins contribué à cadrer le débat national autour des politiques publiques d'éducation, transformant à la fois le Parlement et les écoles brésiliennes en champs de bataille idéologique. Le projet de loi 1930/19, déposé par le député Heitor Freire du PSL (Parti Social Libéral), est à cet égard très emblématique. Visant à abroger la Loi 12.612, approuvée en 2012 lors du gouvernement de Dilma Rousseff pour nommer le célèbre pédagogue Paulo Freire patron national de l'éducation au Brésil, le Projet de Loi 1930/19 dispose dans son préambule: « *En introduisant un modèle pédagogique qui inverse l'ordre dans l'environnement scolaire, Freire a institué la méthode marxiste critique, dans laquelle l'élève doit briser la position supérieure du professeur, le remettre en question, s'insurger contre celui qui détient le savoir, ce qu'il a appelé 'l'éducation libératrice'.* Le

modèle 'freirien' d'éducation est célébré par le renversement, par l'indiscipline, par l'insubordination de l'élève devant le professeur. La terrible situation de l'éducation brésilienne dans les temps modernes révèle à elle seule les résultats catastrophiques de l'adoption de cette plateforme d'enseignement gauchiste. ».²⁰⁰ Or, ce texte exprime très clairement l'effort du mouvement École Sans Parti, derrière sa façade de neutralité, pour réinstaurer l'ordre « naturel » des hiérarchies sociales. En ce sens, il incarne, pour reprendre la terminologie de Jean-Claude Passeron et Pierre Bourdieu, une « conception reproductive de l'école », la réaffirmant en tant que simple lieu de reproduction des hiérarchies socialement objectivées, où il est plus question de conditionnement idéologique favorable au maintien du monde social tel qu'il est que d'éveil de l'esprit critique chez les élèves. « Réduire le rapport de communication pédagogique à un pur et simple rapport de communication, c'est s'interdire de comprendre les conditions sociales de son efficacité proprement symbolique et proprement pédagogique qui résident précisément dans la dissimulation du fait qu'il n'est pas un simple rapport de communication ; », écrivent les sociologues, « c'est du même coup se contraindre à supposer chez les récepteurs l'existence d'un besoin d'information qui serait de surcroît informé des informations dignes de le satisfaire et qui préexisterait à ses conditions sociales et pédagogiques de production ». ²⁰¹

De fait, quoique ce réformisme éducationnel plus radical demeure toujours bloqué à la Chambre des députés, cela n'empêche pas le pouvoir exécutif de mettre en œuvre des transformations importantes au niveau de l'éducation publique. Ainsi, suite à l'impeachment de la présidente Dilma Rousseff, le nouveau gouvernement de Michel Temer approuve, le 16 février 2017, la Mesure provisoire 746, réformant l'enseignement secondaire et supprimant les cours de sociologie et de philosophie de la matrice scolaire obligatoire.²⁰² Selon le ministre de l'Éducation à l'époque, Mendonça Filho, l'idée était d'augmenter « l'attractivité professionnelle » de l'école aux yeux de la jeunesse et ainsi assurer une plus grande adhésion scolaire.²⁰³

Plus tard, le mouvement École Sans Parti remporte une autre victoire considérable au sein du pouvoir législatif. Après des longues discussions initiées en 2015, la Chambre des députés approuve, le 15 décembre 2017, la Base nationale commune des programmes d'enseignement (BNCC, dans l'acronyme en portugais). Contrairement à ce qui avait été établi dans les années où le Parti des Travailleurs était au pouvoir, son texte ne fait cette fois-ci aucune référence au genre, ni à la diversité sexuelle. En revanche, la loi établit pour la première fois l'enseignement religieux obligatoire dans le

²⁰⁰ Projet de loi 1930 de 2019 ; Chambre des Députés de la République F. du Brésil. Disponible sur : <https://www.camara.leg.br/propostas-legislativas/2196336> (accès le 14 juin 2021).

²⁰¹ BOURDIEU ; PASSERON (1970) ; *op. cit.* ; p. 38.

²⁰² Mesure Provisoire 746 de 2017. Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2015-2018/2016/mpv/mpv746.htm (accès le 14 juin 2021).

²⁰³ Disponible sur : <https://brasilecola.uol.com.br/noticias/lei-que-reformula-ensino-medio-sancionada-por-michel-temer/3123343.html> (accès le 10 mai 2021).

système public d'enseignement. « *Il n'est pas surprenant que ce soit sous le gouvernement Temer que l'agenda du genre a changé au sein de la BNCC* », observe Andressa Pellanda, coordinatrice générale de la Campagne nationale pour le droit à l'éducation au Brésil. « *La réforme de la BNCC est venue juste après une réunion de la secrétaire exécutive Maria Helena [Guimarães de Castro] avec la direction du MEC et un groupe religieux fondamentaliste, dans laquelle ils ont non seulement supprimé le mot « genre » de tout le document, mais ils l'ont fait d'une manière très bête : ils ont fait « control F » dans le document et même l'expression « genre musical » a disparu, seul le mot 'musical' est resté* ». ²⁰⁴ Effectivement, le poids de l'Église néo-pentecotiste dans le nouveau gouvernement de Michel Temer est considérable et peut être déduit de sa propre composition ministérielle. Dès lors qu'il a assumé ses fonctions en tant que président de la République, Temer a nommé quatre chefs religieux pour occuper différents postes de confiance, du jamais-vu à Brasília : Marcos Pereira, évêque de l'Église universelle du Royaume de Dieu, au ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur ; Ronaldo Nogueira, pasteur de l'Assemblée de Dieu, au ministère du Travail ; Fátima Peleas, évangélique également liée à l'Assemblée de Dieu et célèbre militante anti-avortement, au secrétariat des Femmes ; et, enfin, pour occuper le poste de leader du gouvernement au Parlement, il a nommé André Moura, qui est aussi associé à l'Assemblée de Dieu, la plus grande Église néo-pentecôtiste du Brésil. ²⁰⁵ Il est également important de noter que, dans cette même année 2017, selon l'enregistrement à la Chambre des députés, le Front Parlementaire Évangélique - qui comprend des catholiques, des protestants et des pentecôtistes - comptait déjà sur la participation de 199 membres, autrement dit, 39% du total de la Chambre législative. ²⁰⁶

Toujours dans ce sens, le jour même de l'approbation du texte de la nouvelle Base nationale commune des programmes d'enseignement, le député Sóstenes Cavalcante (DEM), membre du caucus chrétien de la Chambre des députés, publia une vidéo sur les réseaux sociaux dans laquelle il remerciait le soutien de ses alliés : « *Je veux ici remercier le banc évangélique et catholique, ce fut un travail intense des députés, des pasteurs et je veux remercier mon pasteur Silas Malafaia qui est un combattant infatigable au nom de la famille et a utilisé son programme de télévision pour alerter le Brésil sur ce grand mal qu'est l'idéologie de genre. Je tiens également à remercier les centaines et les milliers de personnes qui se sont exprimées par le biais de courriels, de réseaux sociaux, en faisant pression sur le ministre Mendonça Filho qui a eu de la sensibilité et a compris que la lutte pour la famille est au-dessus de toute idéologie* ». ²⁰⁷ Outre l'association explicite des intérêts du secteur religieux et ceux de la politique publique de l'éducation, dans un discours qui ne semble guère tenir

²⁰⁴ Entretien réalisé avec Andressa PELLANDA (voir annexes).

²⁰⁵ Disponible sur : https://brasil.elpais.com/brasil/2016/06/08/opinion/1465385098_545583.html (accès le 29 juillet 2021).

²⁰⁶ Disponible sur : <https://www.camara.leg.br/internet/deputado/frenteDetalhe.asp?id=53658> (accès le 29 juillet 2021).

²⁰⁷ Disponible sur : <https://www.sostenescavalcante.com.br/ideologia-de-genero-e-retirada-da-base-nacional-comum-curricular-bncc/> (accès le 10 mai 2021).

compte de la laïcité de l'État brésilien (article 5, VI, de la Constitution fédérale), le discours du député Cavalcante exprime la perception que la famille, parce qu'elle est une institution fortement objectivée dans le monde social, ne reflète en elle-même aucune idéologie. En ce sens, son interprétation est proche de celle historiquement avancée par la droite française au tournant des XIXe et XXe siècle, quand la « politique familialiste fait l'unanimité ». ²⁰⁸ De fait, comme l'explique Claire Blandin, tout en refusant sa portée idéologique, la droite fait de la famille une valeur constitutive de son identité. ²⁰⁹ L'opposition entre la famille et l'école ; entre l'Église et l'État ; entre la religion et la citoyenneté n'est donc pas une exclusivité de la vie politique brésilienne, mais, au contraire, émerge partout où le processus de laïcisation est en cause. « *Dès la fin du XIXème siècle, la socialisation civique devient un enjeu politique décisif dans la société française* », constate Yves Déloye, lorsqu'il travaille sur l'opposition de l'Église catholique au processus de construction républicaine en France. « *L'hostilité des élites catholiques envers l'État laïque ne cessera de se radicaliser au fur et à mesure que l'idée d'un monopole étatique de l'enseignement se fait jour chez certains leaders républicains* ». ²¹⁰ À fin d'illustrer ses propos, Déloye cite des textes de Chanoine B. Duballet dont les similitudes avec le discours des entrepreneurs de cause du mouvement École Sans Parti sont frappantes. Là encore, c'est notamment l'opposition entre la famille et l'école qui est en jeu : « *De toutes les erreurs modernes, la plus funeste sans contredit, celle qui aura les conséquences les plus désastreuses pour l'Église comme pour la Société civile, et dont les générations présentes et futures auront le plus à souffrir, c'est la suprématie ou tout au moins le droit supérieur de l'État en matière d'enseignement. C'est à l'État, dit-on, qu'il appartient de donner l'enseignement, de façonner l'esprit public, de diriger les générations nouvelles dans les voies du progrès et de la civilisation moderne. Et cette erreur a inspiré plus ou moins les législations de notre époque. Même chez les nations qui font profession de laisser une large part à l'initiative privée, on retrouve cette tendance du pouvoir à se substituer à la famille et à circonscrire de plus en plus le champ de la liberté en tout ce qui concerne l'éducation de l'enfance* ». ²¹¹ Ce point de vue, bien que prédominant dans les milieux catholiques au début du XIXe siècle, ne faisait pas l'objet d'un consensus à l'époque et était déjà confronté aux critiques de personnalités importantes, telles qu'Émile Durkheim, qui examina par exemple la question dans un cours dispensé à la Sorbonne en 1902 : « *contrairement à l'opinion trop répandue d'après laquelle l'éducation morale ressortirait avant tout à la famille, j'estime, au contraire, que l'œuvre de l'école, dans le développement moral de l'enfant, peut et doit être de la plus haute importance. Il y a toute une partie de cette culture, et la plus haute, qui ne peut être donnée ailleurs. Car, si la famille peut bien et peut seule éveiller et consolider les sentiments domestiques nécessaires*

²⁰⁸ BLANDIN, Claire ; « La famille, valeur de droite ? », *Semen* [En ligne], 30 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 28 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/semem/8972>.

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ DÉLOYE (1994) ; *op. cit.* ; p. 287.

²¹¹ DUBALLET, Chanoine B. ; *La famille, l'Église, l'État dans l'éducation* ; 1910, p. 1. In. DÉLOYE (1994) ; *op. cit.* ; p. 288.

*à la morale et même, plus généralement, ceux qui sont à la base des relations privées les plus simples, elle n'est pas constituée de manière à pouvoir former l'enfant en vue de la vie sociale ».*²¹²

Au Brésil contemporain, quoiqu'il en soit, le discours opposant la famille à l'école se montre politiquement très mobilisateur, et le mouvement École Sans Parti fait l'objet d'une large adhésion de la part des députés conservateurs, issus majoritairement des secteurs religieux, qui instrumentalisent leurs prérogatives législatives afin de consolider le programme anti-genre et anti-endoctrinement dans le champ de l'action publique, notamment en matière d'éducation. Outre les projets de loi visant objectivement l'école, d'autres textes sont également présentés à la Chambre des députés, visant à miner « l'idéologie de genre » au Brésil et à lutter contre la « promotion de l'homosexualité et de la transsexualité ». Par exemple, le député et pasteur évangélique Ezequiel Teixeira dépose en 2016 le PL 4931/2016, qui entend légaliser la pratique du traitement psychiatrique ou psychologique des « tourments liés à l'identité de genre ».²¹³ Quelques années plus tard mais toujours dans cette veine, en 2019 ce sera au tour du pasteur et député Isidório, du Parti Avante, de présenter un nouveau projet de pathologisation des identités sexuelles ou de genre non normatives (PL 2587/2019).²¹⁴ Plus emblématique encore, le projet de loi 2578/2020, déposé en 2020 par le député Filipe Barros, « détermine que le sexe biologique et les caractéristiques sexuelles et chromosomiques primaires définissent le genre de l'individu au Brésil ».²¹⁵ En fait, cette volonté de transformer en loi une interprétation biologisante du genre est révélatrice de l'effort qui caractérise le mouvement anti-genre d'objectiver « l'ordre naturel » des rapports sociaux de sexe.

²¹² DURKHEIM, Émile ; L'éducation morale. Cours de sociologie dispensé à la Sorbonne en 1902 et 1903. Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi.

Disponible sur : http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/education_morale/education_morale.pdf (accès le 15 février 2021).

²¹³ Disponible sur : <https://www.camara.leg.br/noticias/508497-projeto-permite-que-psicologo-ofereca-tratamento-para-mudar-orientacao-sexual/> (accès le 09 août 2021).

²¹⁴ Disponible sur : <https://www.camara.leg.br/propostas-legislativas/2199671> (accès le 09 août 2021).

²¹⁵ Disponible sur : <https://www.camara.leg.br/proposicoesWeb/fichadetramitacao?idProposicao=2252276> (accès le 09 août 2021).



Une bible à la main, le pasteur et député Isidório (Parti AVANTE) défend un projet de loi visant à pathologiser les identités sexuelles et de genre non normatives.
Source : Pablo Valadares / Presse de la Chambre des députés

II.IV. Faits divers, chaînes d'équivalence et consolidation du mouvement École Sans Parti

Le mouvement École Sans Parti doit donc en grande partie sa réussite au travail d'entrepreneuriat de cause mené par des nombreux parlementaires issus des secteurs plus conservateurs de la société, notamment religieux (Églises catholique et néo-pentecôtiste), qui ont mobilisé le discours de genre afin de déssectoriser des mécontentements politiques aussi divers qu'hétérogènes contre le gouvernement du Parti des Travailleurs, alors à la tête du pouvoir exécutif depuis plus de 12 ans. Mais on ne saurait entièrement comprendre son succès en se focalisant exclusivement sur la scène parlementaire, sans comprendre l'adhésion d'une partie importante de la population dont il a fait l'objet. Comme le note Danilo Martuccelli, s'il y a une chose que l'on peut dire sur le populisme, c'est qu'il s'ancre sur une scène politique polarisée.²¹⁶ Toutefois, cette polarisation n'est pas une condition préalable au populisme, se bâtissant à l'inverse dans le temps plus ou moins long de la construction populiste elle-même. C'est précisément sur cette temporalité que nous entendons nous pencher maintenant, dans cette quatrième partie du chapitre. En reconstituant quelques affaires notoires liées au mouvement École Sans Parti, mais ayant eu lieu en dehors des

²¹⁶ MARTUCCELLI, Danilo ; *Le triangle populiste ; Décalages* ; Presses Universitaires de France ; 1995 ; pp. 203-238.

arènes institutionnelles, nous voulons montrer la façon dont le discours anti-genre et anti-gauchisme a fait écho dans la société brésilienne et a ainsi réussi à se consolider comme un enjeu politique majeur de la scène nationale. Par ailleurs, Violaine Roussel a décrit un mécanisme analogue, de consolidation d'un phénomène politique plus ample par la mise en équivalence d'affaires particulières, lorsqu'elle se penchait sur la façon dont, dans la France des années 1990, plusieurs protestations publiques de juges instructeurs de « scandales politiques » (Éva Joly ou Éric Halphen, par exemple) ont fini par impliquer, de manière plus générale, une véritable politisation de l'espace judiciaire.²¹⁷ Effectivement, selon la politiste, le phénomène plus large de transformation des rapports entre magistrature et politique ne peut s'expliquer pleinement « *qu'en prêtant attention à l'enchaînement des pratiques dans le cours même des affaires* ». ²¹⁸ De fait, en ce qui concerne notre objet d'étude, la même logique s'applique, puisque, selon Ernesto Laclau, en dehors de la division antagoniste de l'espace politico-discursif (*nous* vs. *eux* ; le peuple vs. les institutions), une construction populiste ne peut se faire sans l'articulation d'équivalences entre demandes politiques hétéroclites.²¹⁹ Le populisme, en tant que formation discursive, ne peut par conséquent être saisi sans tenir compte des différentes appropriations dont il fait l'objet. C'est alors à ces appropriations, bien qu'aux logiques d'équivalences qui les lie les unes aux autres, que nous nous intéressons dans cette partie. Selon la leçon de Collovald et Gaïti : « *Penser la radicalisation conduit à historiciser son cheminement, en réintroduisant dans l'analyse les hasards, les incertitudes, les ignorances, les imprévoyances qui constituent la trame empirique des lignes de conduite adoptées par les acteurs quels qu'ils soient* ». ²²⁰

Les chaînes d'équivalence qui font l'objet de notre étude sont *contingentes*, certes, mais ne sont pas pour autant *fortuites* : elles relèvent au contraire de la mise à disposition, par le mouvement École Sans Parti, d'un appui organisationnel important à l'articulation et à la représentation de nombreuses insatisfactions hétérogènes dans le système d'éducation. De fait, comme nous le renseigne Rafael Kirchhoff, avocat de la Confédération nationale des professionnels de l'enseignement, la plateforme virtuelle du mouvement École Sans Parti mettait à disposition des modèles de notification extrajudiciaire afin que les parents et les élèves qui se sentaient menacés par « l'endoctrinement idéologique » puissent dénoncer leurs enseignants au conseil d'administration de leurs établissements scolaires respectifs. ²²¹ Ainsi, le mouvement s'adresse directement aux parents d'élèves, leur recommandant de résister activement à l'application des politiques d'éducation genrées. Sous cet angle, la controverse brésilienne rappelle à nouveau les « guerres scolaires » reconstituées par Yves Déloye, qui, dans la France du XIXe siècle, opposaient l'Église catholique et le nouvel idéal

²¹⁷ ROUSSEL, Violaine ; « Introduction », *Affaires de juges. Les magistrats dans les scandales politiques en France* ; La Découverte ; 2002 ; pp. 5-24.

²¹⁸ ROUSSEL, Violaine ; Scandales politiques et transformation des rapports entre magistrature et politique. In: *Droit et société*, n°44-45, 2000. Justice et Politique (III). Les magistratures sociales ; p. 13.

²¹⁹ LACLAU (2005) ; *op. cit.* ; p. 12.

²²⁰ COLLOVALD ; GAÏTI (2006) ; *op. cit.* ; p. 22.

²²¹ Rafael KIRCHHOFF (entretien).

républicain de citoyenneté. « *Sans interdire expressément aux parents d'élèves la fréquentation des écoles laïques* », explique le politiste, « *[l'Église] incite les familles catholiques à se montrer attentives à l'instruction dispensée ainsi qu'au contenu des manuels scolaires. Avec des nuances, les principaux organes de la presse catholique et conservatrice encouragent leurs lecteurs à n'utiliser que les manuels scolaires continuant à fonder la morale sur le dogme catholique et à réclamer le maintien de l'éducation religieuse* ». ²²²

Quoique depuis 2020 le page web École Sans Parti ne soit plus disponible, nous avons eu accès à un modèle de notification extrajudiciaire de ce mouvement grâce à la gentillesse de Rafael Kirchhoff, qui nous envoya une version anonymisée d'une dénonciation reçue par un collègue du réseau public de l'État du Paraná en 2015.

Comme il est de notoriété publique, et certainement aussi du conseil d'administration de cette école, il existe un grand débat au Brésil sur l'idéologie de genre et aussi sur d'autres propositions de présentation aux enfants dans les écoles de thèmes liés à des comportements sexuels particuliers (homosexualité, bisexualité, transsexualité, etc.), ainsi que des questions liées à la sexualité humaine adulte, telles que : la prostitution, la masturbation et d'autres actes libidineux divers.

Je ne suis pas d'accord avec l'idéologie de genre et je n'autorise pas la présentation de ces sujets à mon fils, même de manière illustrative ou informative, que ce soit par le biais d'une vidéo, d'une exposition verbale, d'une musique, d'un livre de littérature ou de matériel didactique.

Je vous rappelle que, selon le Code Civil brésilien, la capacité civile n'est complète qu'à l'âge de 18 ans. Le Code Pénal interdit également l'exécution ou l'induction de toute relation sexuelle avec une personne de moins de 14 ans. (...)

Par la présente, je NOTIFIE le conseil d'administration et les enseignants de cette école de s'abstenir, de manière péremptoire, de présenter, d'enseigner ou d'informer à mon fils l'un des sujets décrits dans le préambule de cette lettre, en respectant mon droit légal à la formation morale de l'enfant.

- Curitiba, Le 15 septembre 2015.

*

Janeth de Souza, professeure d'anglais à l'Institut d'Éducation Rangel Pestana, dans la ville de Santa Iguacu (État de Rio Grande do Sul), compte parmi les enseignants qui furent la cible d'attaques provenant non seulement des parents des élèves, mais aussi de sa propre classe. Celle-ci raconte qu'elle était sur le chemin de sa maison lorsqu'elle reçut un appel téléphonique lui demandant

²²² DÉLOYE (1994) ; *op. cit.* ; p. 208.

de se rendre au Conseil régional d'éducation de la région métropolitaine I pour répondre à une plainte. Lorsqu'elle s'y est rendue, elle fut informée de l'existence d'une « dénonciation anonyme » : une vidéo de 40 minutes de l'un de ses cours, dans laquelle elle expliquait aux élèves pourquoi les enseignants du réseau public se mettaient en grève. Janeth de Souza était accusée « d'endoctrinement idéologique » - un terme qu'elle n'avait jamais entendu en plus de trente ans de carrière. « *J'ai toujours défendu l'école publique et je n'ai pas encore pris ma retraite parce que je crois que nous pouvons améliorer l'éducation dans ce pays.* », dit-elle. « *J'enseigne à de futurs enseignants et je pense que rien n'est plus juste que d'expliquer les raisons des grèves, d'abord parce que cela les touche directement en tant qu'étudiants et ensuite précisément parce qu'ils sont des futurs enseignants* ». ²²³

Janeth de Souza n'est pas la seule enseignante à avoir souffert à cause de l'arrivée des nouvelles technologies de communication numérique dans la salle de classe. Juste pour donner un autre exemple, Gabriela Viola, professeure de sociologie à Curitiba (Paraná), fut temporairement tenue à l'écart de l'école où elle travaillait en 2015, après ce que la vidéo d'une parodie musicale créée par ses étudiants citant les théories de Karl Marx eut un retentissement national. « *La parodie était un moyen que j'ai trouvé pour faire participer toute la salle au contenu prévu dans le programme de la 1^{ère} année de lycée, en étudiant des penseurs classiques comme Durkheim, Marx et Weber.* », raconta-t-elle à l'Agence brésilienne de journalisme d'investigation. « *Les étudiants ont choisi le style musical [le funk brésilien], ils ont fait la parodie. Ce que nous avons fait, ce qui relève de la sociologie, c'est prendre quelque chose qui était prêt dans la société, le déconstruire et construire quelque chose de nouveau. Nous avons resignifié quelque chose qui est présent dans leur vie, le funk. Puis j'ai publié la chanson sur Facebook le dimanche soir et, le lendemain, la vidéo était déjà sur de nombreuses pages de droite, disant qu'il s'agissait d'un endoctrinement idéologique, avec des discours de haine contre moi et contre les étudiants* ». ²²⁴

Les histoires du même type, d'enseignants persécutés pour « endoctrinement idéologique », se sont multipliées ces dix dernières années au Brésil, faisant parfois l'objet de controverses juridiques médiatisées et concourant dans le long terme à la consolidation du mouvement École Sans Parti aux yeux de l'opinion publique. Ce fut notamment le cas pour l'affaire « Campagnolo vs. Faviéri », qui fit la une des médias en 2016 et témoigna de l'arrivée du discours sur « l'idéologie de genre » dans le système d'enseignement supérieur. Après avoir eu des malentendus importants avec la professeure Marlene de Faviéri, son ancienne directrice de master, l'étudiante en histoire Ana Caroline Campagnolo, 26 ans, saisit la Cour de justice de l'État de Santa Catarina pour obtenir une indemnisation de plus de 17 000 R\$ (environ 2500 euros), au motif qu'elle aurait été « victime de

²²³ Le récit ressort d'un minutieux reportage élaboré par la revue « *A Pública* » et est disponible en ligne sur : <https://apublica.org/2016/08/escola-sem-partido-caca-bruxas-nas-salas-de-aula/> (accès le 7 mai 2021).

²²⁴ Disponible sur : <https://apublica.org/2016/08/escola-sem-partido-caca-bruxas-nas-salas-de-aula/> (accès le 7 mai 2021).

discrimination en raison de son caractère antiféministe et chrétien ». ²²⁵ Quoique la demande fut rejetée par la justice, Ana Caroline Campagnolo attira l'attention des parlementaires impliqués dans la « lutte contre l'endoctrinement idéologique ». Le 15 février 2017, Campagnolo voyagea à Brasília, où elle était invitée à participer à une audience publique à la Chambre des députés sur le projet de loi 7180/2014, dénommé « École Sans Parti ». « *Je suis ici pour montrer que l'endoctrinement existe, dans les écoles et dans les universités. En fait, nier que l'endoctrinement existe, c'est perdre le sens de l'histoire* », déclare-t-elle lors de l'audience, avant de faire écouter aux parlementaires présents un enregistrement qu'elle avait fait d'un cours de la professeure Marlene de Faviéri, où celle-ci expliquait : « *Toutes les femmes qui étudient ici sont là parce que certaines personnes dans le passé ont pris le chemin de la lutte féministe. Le mouvement le plus important du 20^{ème} siècle est le féminisme et la révolution la plus importante provoquée par cette vague est la révolution sexuelle* ». Indignée, Ana Caroline Campagnolo commenta de nouveau le positionnement de l'enseignante à la Chambre des députés : « *Je ne me suis pas inscrite dans une perspective de pensée ! Je me suis inscrite dans un établissement d'enseignement public. Peu importe ma religion ou ma conception. Si je suis féministe ou anti-féministe, c'est indépendant de ma participation à cette discipline* ». ²²⁶ Or, les propos de Campagnolo sont en soi assez illustratifs de l'argumentation perpétuée par le mouvement École Sans Parti, qui répète un discours fondé sur des relations socialement objectivées et se sert de la naturalisation de la hiérarchie sociale des genres pour se faire passer pour « neutre » ou « non idéologique ». Un mécanisme rhétorique qui d'ailleurs n'est possible que parce qu'il correspond à l'idéologie dominante sur les rapports sociaux de sexes. En faisant le tri entre le « naturel » et « l'idéologique », la chercheuse s'oppose en fait à la possibilité d'une alternative à l'ordre socialement objectivé et entend fermer absolument l'horizon des possibles ; la frontière entre l'idéologique et le non-idéologique, dans cette optique, relève d'un amalgame d'idées reçues et de choix normatifs. En effet, comme nous l'apprennent Luc Boltanski et Pierre Bourdieu, il est propre aux représentations dominantes de s'objectiver continûment : « *Vouloir l'inévitable, c'est aussi, on l'a vu, accepter les concessions indispensables pour éviter la subversion de l'ordre établi* ». ²²⁷ D'ailleurs, ce sujet est également analysé par J.C. Passeron et P. Bourdieu dans leur travail pionnier sur le système d'enseignement : « *Dans une formation sociale déterminée, la culture légitime, i.e., la culture dotée de la légitimité dominante, n'est autre chose que l'arbitraire culturel dominant, en tant qu'il est méconnu dans sa vérité objective d'arbitraire culturel et d'arbitraire culturel dominant* ». ²²⁸

Ceci étant dit, il est aussi intéressant de remarquer que la stratégie adoptée par Campagnolo pour s'attaquer à sa directrice de recherche, et à l'université publique en général, relève d'une pratique

²²⁵ Procès n. 0005419-45.2016.8.24.0018, jugement : André Alexandre Happke; 05/09/2018.

²²⁶ La retranscription de la séance est disponible sur : <https://guiame.com.br/gospel/videos/professora-crista-denuncia-perseguiacao-em-universidade-por-se-opor-ao-feminismo-assista.html> (accès le 10 mai 2021).

²²⁷ BOURDIEU ; BOLTANSKI (1976) ; *op. cit.* ; p. 45.

²²⁸ BOURDIEU ; PASSERON (1970) ; *op. cit.* ; p. 38.

internationalement répandue dans le cadre des nouvelles « guerres culturelles ». ²²⁹ Dans cette perspective, en travaillant sur les campus nord-américains, les chercheurs Laurens, Horel et Foucart ont déjà démontré la façon dont cette stratégie – que l’on appelle, en hommage au lobbyiste qui l’a développée dans les années 1990, « la fenêtre d’Overton » ²³⁰ - est fort difficile à contrer parce qu’elle joue sur l’ambiguïté de la notion d’opinion. « *En tant qu’enceinte scientifique, l’université se doit de laisser s’exprimer des opinions contradictoires afin de faire émerger des énoncés scientifiques solides* », expliquent-ils. « *Une fois les vérités établies, l’ethos scientifique conduit à négliger les idées invalidées ou farfelues qui subsistent en arrière-plan. Les historiens révisionnistes qui nient la Shoah existeront toujours, mais ils n’intéressent pas les historiens sérieux qui cherchent, eux, à consolider la connaissance de la Seconde Guerre mondiale. (...) En guerre avec ces principes scientifiques élémentaires, la stratégie libertarienne pousse, au nom du free speech, à rouvrir en permanence le champ de débats que l’immense majorité des scientifiques considèrent comme clos*». ²³¹

D’une manière ou d’une autre, bien que les affaires mentionnées ci-dessus ne puissent en elles-mêmes rien contre la vérité scientifique (et ne soient donc pas en mesure de nier, par exemple, les nombreuses conquêtes du mouvement féministe), elles contribuèrent tout de même à mettre en place un climat de méfiance et d’insécurité au sein du système public d’enseignement brésilien. À cet égard, une enquête menée en 2019 par l’Institut « *Locomotiva* » et le Syndicat des enseignants de São Paulo (APEOESP) révéla que, dans la plus grande ville du Brésil, la violence contre les enseignants augmenta considérablement avec la montée en puissance du mouvement École Sans Parti. Alors que, en 2014, 44% des enseignants avaient déclaré avoir déjà subi une forme de violence à l’école, ce pourcentage s’élevait à 54% en 2019. ²³² En effet, ce climat d’insécurité dans les écoles n’est pas du tout anodin. Selon un classement réalisé en 2018 par l’Organisation de la coopération et de développement économique (OCDE), le Brésil est le leader mondial de la violence à l’école, avec 12,5% des enseignants enquêtés signalant des agressions hebdomadaires (alors que la moyenne mondiale est de 3,4%). ²³³

Dans le but de mieux comprendre l’escalade de la polarisation au sein du réseau d’enseignement brésilien, nous allons dans la cinquième et dernière partie de ce chapitre analyser

²²⁹ « Guerres culturelles », ou cultural wars, est un concept emprunté des États-Unis pour désigner notamment tout conflit d’ordre identitaire et/ou scientifique. Voir : GUERLAIN, Pierre ; *Les guerres culturelles américaines : un psychodrame médiatique*. In: Revue Française d’Études Américaines, N°75, janvier 1998 ; Immigration et citoyenneté aux États-Unis ; pp. 88-114.

²³⁰ Joseph P. Overton (4 janvier 1960 - 30 juin 2003) fut un lobbyiste, juriste et politiste américain, président du Centre de Politique Publique Mackinac aux années 2000. Disponible sur : <https://www.nndb.com/people/574/000213932/> (accès le 14 juin 2021).

²³¹ LAURENS, Sylvain ; HOREL, Stéphane ; FOUCART, Stéphane. *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique* ; La Découverte ; Paris ; 2020 ; p. 255.

²³² Disponible sur : <https://agenciabrasil.ebc.com.br/educacao/noticia/2019-12/violencia-contra-professores-e-alunos-cresce-na-rede-publica-paulista> (accès le 10 mai 2021).

²³³ OCDE - Organisation de coopération et développement économiques ; TALIS – *Teaching and learning international survey* ; 2018 ; Results (Vol. I) ; *Teachers and School Leaders as Lifelong Learners*.

brèvement le cas emblématique de la Faculté de droit de l'Université fédérale du Paraná, en faisant la lumière notamment sur la construction de l'altérité du mouvement École Sans Parti *in concreto* (i.e., dans un cadre sociohistorique précis et localisé).

II.V. Universités bafouées : l'exemple emblématique du PRONERA

À présent, à partir des témoignages de deux étudiantes de la Faculté de droit de l'Université fédérale du Paraná, nous montrerons comment le mouvement École Sans Parti, sans se limiter aux écoles primaires et secondaires, s'est étendu à l'enseignement supérieur, faisant de la politisation de l'éducation une controverse politique majeure et permettant de déssectoriser les nombreux enjeux qui composent le cadre de la crise politique au Brésil. Dans cette analyse, ce qui est en jeu est surtout la mobilisation d'un discours anti-idéologique camouflant l'effort de reprise des hiérarchies sociales (de genre, de classe et de race), qui ont été, tout au long des années 2000 et 2010, partiellement mises en cause par une série de politiques inclusives adoptées par le gouvernement fédéral, telles que : le programme d'aide sociale « *Bolsa Família* », ²³⁴ la loi d'action affirmative visant les personnes racisées (Loi 12.711/2012) et, assurément, le Programme National d'Éducation pour la Réforme Agraire, l'objet spécifique de notre analyse.

*

Née dans une communauté agricole de la municipalité de Correntina, dans l'ouest de l'État de Bahia, Isabel Cortez grandit dans une famille militante, impliquée dans la lutte du Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST) au Brésil. ²³⁵ En 2015, c'est avec une grande joie qu'elle reçoit la nouvelle de sa réussite à la Faculté de droit de l'Université fédérale du Paraná, à Curitiba. Même avec la perspective de déménager si loin de chez elle, à l'autre bout du pays, Isabel se réjouit de pouvoir réaliser son rêve d'accéder à l'enseignement supérieur. À ce stade, cependant, elle ne pouvait pas imaginer que ses années à l'université seraient aussi chaotiques qu'elles l'ont été.

Isabel Cortez fait partie des quarante personnes qui ont bénéficié en 2014 du programme PRONERA (Programme National d'Éducation pour la Réforme Agraire), une initiative du

²³⁴ Le programme « *Bolsa Família* » est un programme de transfert direct d'argent liquide destiné aux familles vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté dans tout le pays, afin qu'elles puissent surmonter leur situation de vulnérabilité et de pauvreté. Dans tout le Brésil, plus de 13,9 millions de familles sont aidées par le programme « *Bolsa Família* », depuis qu'il a été institué par le gouvernement Lula par la Mesure Provisoire 132, du 20 octobre 2003. Disponible sur : <https://www.caixa.gov.br/programas-sociais/bolsa-familia/Paginas/default.aspx> (accès le 30 juillet 2021).

²³⁵ Créé aux années 1980, le Mouvement des Travailleurs Sans Terre, ou plus simplement le MST, est le plus grand et le plus ancien mouvement social faisant campagne pour la réforme agraire au Brésil. Il est lié à l'organisation paysanne internationale appelée Via Campesina, dont sont également membres des agriculteurs d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique.

gouvernement fédéral visant à promouvoir l'éducation des travailleurs ruraux et à réduire les inégalités dans la société brésilienne.²³⁶ Programme transversal, le PRONERA était piloté par l'INCRA (Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire, une autarcie créée par le décret n° 1.110 du 9 juillet 1970) et articulé avec différentes institutions d'enseignement supérieur du pays. Grâce à un modèle de quotas, le PRONERA garantissait l'ouverture de classes spéciales pour les travailleurs ruraux au sein des universités et constituait un moyen de corriger les énormes disparités qui existent en termes d'accès à l'éducation au Brésil, ainsi que d'un moyen d'autonomiser les travailleurs ruraux.

En 2014, grâce à l'initiative d'étudiants et de professeurs engagés sur le thème des mouvements sociaux, l'Université fédérale du Paraná a décidé d'ouvrir sa première classe liée à PRONERA, à la Faculté de droit de Curitiba. *« Lorsque notre cours a commencé, nous ne pouvions même pas imaginer que Curitiba deviendrait l'épicentre de la dispute politique brésilienne comme ça l'a été »,* raconte Isabel. *« Le centre des élections et de toute discussion politique à cette époque était Curitiba et concernait, d'une certaine manière, l'UFPR. Pourquoi ? Il y avait un juge de la Cour Constitutionnelle [Edson Fachin], le juge derrière l'opération Lava-Jato [Sérgio Moro], l'avocat de Lula [Manoel Caetano Ferreira Filho]... tous étaient professeurs de droit à l'UFPR. En plus, Lula était emprisonné à Curitiba. Et regardez quelle coïncidence ! Manoel Caetano, son avocat, était le coordinateur de notre classe. (...) Ce qui est finalement une grande coïncidence. Car comment pouvions-nous imaginer qu'un jour Lula serait arrêté à Curitiba ? Curitiba est déjà une ville très conservatrice et c'est d'ici que l'opération Lava-Jato et la campagne contre le Parti des Travailleurs sont parties. Bien sûr, tout cela a été ressenti très profondément au sein de la faculté ».*²³⁷

Depuis son inauguration, la classe PRONERA de Curitiba n'a jamais été consensuelle : de nombreux professeurs, ouvertement opposés à la politique de discrimination positive appliquée par le gouvernement fédéral, refusaient d'enseigner à la classe d'étudiants paysans. *« Plus tard, cela leur a fourni un argument pour dire que notre classe était une classe endoctrinée, qu'elle n'avait que des professeurs de gauche. »,* dit Isabel. *« Mais que pouvions-nous faire si les enseignants de droite refusaient de nous enseigner ? Nous parlons de personnes qui pensent que la place du travailleur rural est loin des instances d'éducation. (...) Il y a un professeur de droit pénal qui a même dit : quand ces gens arriveront, je vais leur tirer dessus ».*²³⁸

²³⁶ Le PRONERA, créé en 1998, a été chargé de la formation d'environ 9 000 étudiants qui ont terminé leurs études secondaires : 5 347 ont obtenu un diplôme d'enseignement supérieur en accord avec les universités publiques ; 1 765 d'entre eux sont devenus des spécialistes et 1527 sont des étudiants de la Résidence agraire nationale. En 2014, l'Université Fédérale du Paraná (UFPR) crée une classe PRONERA dans sa Faculté de Droit. En 2019, 47 étudiants de cette première promotion obtiennent leur diplôme. Disponible sur : <https://mst.org.br/2020/03/18/oito-razoas-para-defender-o-pronera/> (accès le 12 mai 2021).

²³⁷ Entretien avec Isabel CORTEZ (voir annexes).

²³⁸ *Ibid.*

En dépit de la résistance de certains professionnels de l'enseignement, Isabel reconnaît qu'au cours des premières années de ses études, elle n'a rencontré aucune difficulté d'adaptation : « *Il existe un mythe selon lequel les politiques d'action positive placeraient à l'université des personnes non préparées, incapables de suivre le rythme des autres étudiants. Mais c'est une erreur, car, en cinq ans, les étudiants ont suffisamment de temps pour combler leurs lacunes et se mettre à niveau* ». Quant à ses collègues, Isabel ne semble pas non plus se plaindre : « *Donc, quand nous sommes entrés, il y a eu, bien sûr, un éloignement initial... Mais ce n'était pas si grave. Parce qu'en réalité, il n'y a pas de différence entre les gens... Ce sont juste des jeunes qui vont à l'université, vous savez ? À la fin de la journée, tout le monde devient ami. De mon point de vue, le grand avantage du PRONERA est qu'il place les travailleurs ruraux et les élites urbaines dans le même espace, la même université. C'est une expérience d'apprentissage énorme pour les deux parties, notamment en ce qui concerne la manière de vivre avec les différences. Avant de nous rencontrer, de nombreux étudiants pensaient que, parce que nous venions du Mouvement des Travailleurs Sans Terre, nous étions une espèce étrangère, ou quelque chose comme ça. Mais ce genre de perception n'est possible que tant qu'ils ne nous connaissent pas encore. Puis ils réalisent qu'en fin de compte, nous sommes tous des gens comme eux* ». ²³⁹

Ce n'est qu'en 2015, avec l'intensification des mobilisations autour du processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff, que le campus s'est progressivement polarisé. C'est également de cette année que date l'apparition du mouvement des élèves de l'enseignement secondaire au Paraná, qui ont occupé plus de 800 écoles du système d'enseignement public pour protester contre le programme de relocalisation proposé par le gouvernement de l'État. Comme c'est souvent le cas lorsqu'il s'agit de mobilisations étudiantes, une convergence des luttes s'est articulée entre les étudiants des lycées et ceux de l'enseignement supérieur. Dans ce contexte, en novembre 2016, des étudiants ont occupé le campus de la Faculté de droit de l'Université fédérale du Paraná pour demander l'interruption de la réforme du système d'enseignement secondaire, décidée unilatéralement par le gouvernement de l'État. ²⁴⁰ « *Cette occupation de l'université à laquelle vous faites référence semble avoir été l'un des grands événements du 21ème siècle* », plaisante Isabel Cortez, qui, comme beaucoup de ses camarades de PRONERA, participe alors à la mobilisation étudiante. « *Pourquoi ça ? Parce qu'au milieu de toute cette confusion, la porte de la faculté s'est cassée. Le plus grand sujet de droit qui existe est la porte de la faculté de droit de l'UFPR ! Ensuite, des gens ont décidé de faire un barbecue devant le bâtiment... Il y a eu une confusion entre les étudiants et les professeurs... Nous avons fini tous au poste de police. C'était donc un événement. L'occupation n'a duré que deux jours, mais elle a mis le débat sur l'éducation publique au premier plan. Vous pouvez imaginer comment les médias ont dépeint notre acte : on nous traitait de vagabonds, de vandales, de bandits, tout ce que*

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ Disponible sur : <https://www.gazetadopovo.com.br/vida-e-cidadania/apos-negociacao-estudantes-deixam-predio-historico-da-ufpr-c8v87i21cti24dwggcazwxqq8/> (accès le 11 mai 2021).

*vous pouvez imaginer. Le [journal] “Gazeta do Povo” a lancé une grande campagne contre nous. Ils ont fait un reportage après l'autre, des reportages clairement biaisés, essayant de faire croire que l'université publique était en état de décomposition parce qu'elle était envahie par des gauchistes ».*²⁴¹

C'est alors dans ce contexte de forte politisation des questions d'éducation que rebond le mouvement École Sans Parti : il tend à accréditer l'effort de ses entrepreneurs de cause pour prouver que le système public d'éducation a été transformé par la gauche en un simple canal d'endoctrinement idéologique. La classe PRONERA devient ainsi la cible privilégiée de la campagne de dénigrement promue par le journal « *Gazeta do Povo* » (le journal ayant le plus grand tirage de l'État du Paraná), dans le but de dénoncer le détournement des ressources publiques vers des mouvements sociaux, comme le Mouvement des Travailleurs Sans Terre.²⁴² Fort engagés, certains journalistes du « *Gazeta do Povo* » n'hésitent pas à adopter des techniques peu orthodoxes de journalisme d'investigation. « *Un jour, nous étions en classe, dans le cours d'économie politique du professeur André Peixoto, quand un homme étrange est entré et s'est assis sur une chaise. Le professeur l'a laissé faire, bien sûr, et a poursuivi son cours* », raconte Isabel Cortez. « *Puis, à un moment du cours, le professeur a dit qu'il avait fini et nous a laissés seuls dans la salle avec cet homme, qui jouait avec son téléphone portable et semblait très à l'aise... Jusqu'à ce qu'il se lève et commence à hurler que nous ne devrions pas être là, dans une université si réputée, que nous ne pouvions même pas lire et écrire correctement, donc que nous ne pouvions pas rester à l'université (...)* Je me suis rendu au bureau de l'université pour signaler le cas et des personnes sont venues nous aider. C'était sans aucun doute un moment très angoissant pour la classe. Finalement, cet homme était un ancien élève de l'université et journaliste du “*Gazeta do Povo*”. Il a insisté pour rester sur place afin de savoir ce qui se disait dans la classe, il disait qu'il avait le droit de savoir ce que les gauchistes étaient en train de faire de l'argent public. La situation a été très désagréable, une situation violente même. L'une de nos professeurs s'est impliquée dans la bagarre et a dû être retenue par les autres professeurs pour ne pas frapper l'homme. Vous pouvez donc imaginer la scène. A partir de ce moment-là, il y a eu une résolution disant que pour entrer dans notre classe, il fallait être enregistré. Nous avions très peur en fait, peur qu'un fou ne revienne, cette fois pour faire quelque chose de pire... ».²⁴³

²⁴¹ Isabel CORTEZ (entretien).

²⁴² Effectivement, selon le rapport annuel de l'ONG Reporters Sans Frontières (2019), réalisé en partenariat entre les groupes MOM-BR (Media Ownership Monitor Brazil) et Intervozes, le Brésil est un pays qui présente un haut niveau de risque de concentration des médias et d'audiences (50,24%), ce qui reflète sur tous les secteurs médiatiques (chaînes de télévision, hebdomadaires, périodiques et surfaces digitales). Compte tenu alors de ces faits, la notion de « *4^{ème} Pouvoir* », conçue originellement par le philosophe Edmund Burke pour désigner l'influence de la presse sur la politique, gagne en pertinence par rapport à notre cas d'étude. Cf. : Rapport annuel de l'ONG Reporters Sans Frontières (2019), réalisé en partenariat avec les groupes MOM-BR (Media Ownership Monitor Brazil) et Intervozes. Disponible sur <https://rsf.org/pt/brasil> (accès le 19/03/2020, 14h03) ; CARLYLE, Thomas ; *On heros, hero-worship, and the heroic in history* ; Project Gutenberg ; 1841.

²⁴³ *Ibid.*

Les attaques contre la classe PRONERA ne proviennent pourtant pas que de journalistes, mais également du champ politique institutionnel. En novembre 2015, le député Fernando Francischini, alors à l'Assemblée législative du Paraná, écrit une lettre adressée au directeur du secteur des sciences juridiques de l'université pour qu'il justifie l'existence de la classe PRONERA, réduisant le fait à une *« tentative d'endoctrinement idéologique de cet actuel gouvernement du Parti des Travailleurs »*.²⁴⁴ Ricardo Marcelo Fonseca, directeur de l'école de droit, répond ouvertement à la lettre: *« Il est certain que [Francischini] verra le sérieux, la qualité théorique et technique des contenus enseignés, ainsi que l'engagement des étudiants. Vous verrez combien est fantaisiste l'idée qu'il y a ici un 'endoctrinement' - même si je dois vous dire, sans fausse modestie, que bon nombre de nos professeurs constituent une référence théorique pour l'enseignement juridique national. Je ne vous tromperai pas non plus : ici, vous ne trouverez pas beaucoup de personnes qui partagent les idées que vous défendez dans votre mandat. Mais vous pouvez venir sans crainte, car vous trouverez un environnement qui a une aversion pour la violence parce qu'il croit au dialogue ; qui croit à l'intelligence comme moyen d'éviter la confrontation ; qui valorise, enfin, la démocratie, la pluralité des idées et surtout veut maintenir l'espace universitaire comme un territoire de liberté »*.²⁴⁵

La campagne de dénigrement menée par le journal *« Gazeta do Povo »* ne s'est pas limitée à la classe PRONERA non plus. Elle s'est étendue à l'ensemble des étudiants de la Faculté de droit, qui sont également devenus la cible des journalistes avides de titres scandaleux. Mariana Gripp, qui y a étudié à la même époque, bien qu'inscrite dans l'une des classes régulières, n'a pas hésité à répondre lorsqu'on l'a interrogée sur l'image de l'éducateur brésilien construite par le mouvement École Sans Parti: *« C'est la même image que celle du militant des droits de l'homme : barbu, communiste, qui fume de l'herbe et pense que tout le monde doit être gay ! »*, s'exclame-t-elle. *« L'idée est de semer la suspicion dans la société. Parce que vous dites aux familles qu'elles doivent faire attention à ce que leurs enfants apprennent à l'école. Qui est cet homme qui enseigne l'histoire à mes enfants ? Comment sont les universités qui forment ces professionnels ? C'est le genre de questionnement que ce mouvement entend alimenter »*.²⁴⁶ Afin d'illustrer son propos, Marianna Gripp raconte une anecdote assez particulière : *« Je vais vous donner un exemple tiré de l'Université fédérale du Paraná, à l'époque où j'étais à la Faculté de droit. Écoutez, depuis toujours, depuis que je suis entrée au collège, depuis l'époque de mes parents, même avant, eh bien, le fait est qu'il y a toujours eu l'un ou l'autre étudiant qui fumait un joint devant le collège. Je peux parler franchement ? Non seulement ce n'est pas un gros problème, mais ce n'est pas non plus une nouveauté, une "création du gouvernement du PT". C'est une activité qui a toujours existé au Brésil, vous savez ? Mais je me souviens clairement qu'au moment du mouvement École sans parti, je crois que c'était en 2016, la Garde civile de*

²⁴⁴ Disponible sur : <https://appsindicato.org.br/deputado-francischini-e-desmoralizado-por-diretor-da-ufpr/> (accès le 11 mai 2021).

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ Entretien avec Mariana GRIPP (voir annexes).

Curitiba a commencé à faire des permanences devant le collège. La police a commencé à monter la garde, ce qu'elle ne faisait pas auparavant. Les étudiants ont commenté, tout le monde a trouvé cela étrange... Et il n'y avait pas que la Garde civile, il y avait aussi un journaliste du (journal) "Gazeta do Povo" qui était à l'affût, rôdant autour du bâtiment du collège. Jusqu'au jour où la police a finalement surpris un étudiant fumant de la marijuana devant le collège. Pas d'autre moyen ! Le "Gazeta do Povo" a fait un énorme titre sur ce "grand événement". Je ne me souviens pas exactement des termes du journal, mais quelque chose de très moraliste, faisant tout un scandale, dénonçant la corruption de l'Université publique. C'est aussi là que commence la nostalgie de la dictature militaire, si forte ici au Paraná. On dit qu'à l'époque de la dictature, les étudiants étaient sérieux, ils ne fumaient pas de marijuana... Ils oublient de mentionner que de nombreux étudiants ont été torturés».²⁴⁷

Au Paraná, la campagne médiatique menée par le journal « *Gazeta do Povo* » contre les professeurs et les étudiants de la Faculté de droit atteint ses objectifs : affaiblir l'espace universitaire, mettre dans l'embarras et même effrayer les visiteurs du campus. Parce qu'elle reflète clairement l'effort des médias et des acteurs politiques conservateurs pour stigmatiser moralement le camp de la gauche, la dégradation des conditions d'enseignement dans la classe PRONERA de Curitiba est très illustrative de l'effet rebond du discours «anti-endocrinement» qui s'empare du Brésil avec l'avènement du mouvement École Sans Parti. « À mon avis, ce que nous avons vécu à l'université, avec l'impulsion et le soutien de ce mouvement École Sans Parti, a été une campagne violente pour réaffirmer quelque chose qui est en fait pensé au Brésil depuis l'époque de l'esclavage : que notre place, que la place des travailleurs ruraux, n'est pas à l'université, dans les centres de production de connaissances ou de prise de décision, mais en marge de la société », estime Isabel Cortez, avant de raconter en détail : «L'apogée eut lieu à une époque où il y avait des rumeurs sur une prétendue attaque armée à l'université. Sur le deepweb, quelqu'un avait retrouvé des menaces de profils anonymes déclarant qu'ils voulaient attaquer l'UFPR, qu'ils voulaient tuer les noirs, les pauvres, les gays, je ne sais quoi encore. Pour faire un 'ménage' dans la faculté, des choses comme ça. À l'époque, le recteur et la direction ont demandé à la classe PRONERA de ne pas se rendre au campus, car la police enquêtait toujours (...). Donc notre classe a été incitée à ne pas y aller. En fin de compte, il ne s'est rien passé, ce n'étaient que des menaces vides, mais j'avoue que j'ai eu très peur à l'époque».²⁴⁸

Signé par le président Jair Bolsonaro le 20 février 2020, le Décret n° 20.252 supprima de manière péremptoire le Programme National d'Éducation à la Réforme Agraire (PRONERA), mettant

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ Isabel CORTEZ (entretien).

fin aux perspectives d'études de nombreux travailleurs ruraux dans le pays.²⁴⁹ Toutefois, pour que nous puissions comprendre le cheminement politique qui aboutit à cette mesure, nous devons d'abord reconstituer le processus électoral qui conduisit en 2018 à la montée au pouvoir de l'ultra-droite au Brésil.

²⁴⁹ Décret 20.252 du 20 février 2020. Disponible sur : <https://www.brasildefato.com.br/2020/02/28/com-fim-do-pronera-bolsonaro-ataca-educacao-dos-povos-do-campo> (accès le 12 mai 2021).

Chapitre III. Spectacle, radicalisation et polarisation

« *Bolsonaro, c'est moi qui l'ai inventé, n'est-ce pas ?* »

Au carnaval 2020, dans son loge VIP à Sapucaí, où elle suivit le célèbre défilé de l'école de samba de Rio de Janeiro, l'animatrice Luciana Gimenez est interrogée par le journal « *Folha de S. Paulo* » sur ce qu'elle pense de l'actuel gouvernement de Jair Bolsonaro. « *Je l'ai inventé, Bolsonaro, d'accord ?* », répond elle. « *Parce que la première émission de télévision à laquelle il est venu était la nôtre. En tant que professionnelle, je trouve incroyable que SuperPop ait lancé le président* ». ²⁵⁰

En effet, alors qu'il était encore membre du Congrès, Bolsonaro acquit une plus grande visibilité nationale en participant fréquemment à « *SuperPop* », une émission de télévision animée par Gimenez sur « *RedeTV !* », où l'on abordait souvent des sujets controversés, notamment relatifs aux mœurs sociétaux et aux rapports sociaux de genre. ²⁵¹ Leur partenariat était du type gagnant-gagnant : dans la mesure où les propos radicaux du député aidaient à augmenter l'audience de l'émission, sa présence assurée dans les horaires nobles de télévision apportait à Jair Bolsonaro un canal de dialogue directe avec l'opinion publique tel qu'il n'avait jamais eu durant ses plus de 20 ans de carrière parlementaire. « *Député, est-il vrai que vous avez dit que les femmes devraient être moins payées parce qu'elles tombent enceintes ?* », lui demande Gimenez, par exemple, dans une émission présentée le 15 février 2016. « *Je n'embaucherais pas avec le même salaire* », répond-il. « *Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas aussi beaucoup de femmes qui sont compétentes...* ». ²⁵²

La fusion entre le monde du divertissement et le champ politique, qui caractérise la culture politique à l'ère contemporaine, est sans doute un des facteurs déterminants du rebond des discours radicaux et, par conséquent, de la crise de la démocratie représentative à l'échelle internationale. Cela pour plusieurs raisons. D'abord, parce que dans ce nouveau mode de communication politique l'on s'adresse moins au citoyen qu'au consommateur, ce qui consacre en soi la colonisation de la

²⁵⁰ Disponible sur : <https://www.oantagonista.com/brasil/bolsonaro-quem-inventou-fui-eu-ne-diz-luciana-gimenez/> (accès le 23 avril 2021).

²⁵¹ Le député Jair Bolsonaro était en effet un habitué de l'émission « *SuperPop* », de « *RedeTV !* », où il a été interviewé par l'animatrice Luciana Gimenez à maintes reprises : 19/05/2011, 06/07/2011, 13/04/2015, 15/02/2016, 11/01/2016. Selon l'IBOPE (Institut brésilien de l'opinion publique et des statistiques), depuis le lancement de l'émission, l'audience de « *RedeTV !* » a considérablement augmenté, atteignant une moyenne de 4,1 points de pourcentage et un maximum de 6,2, plaçant le diffuseur en deuxième position du classement national, juste après le géant « *Rede Globo* », et faisant du programme de Luciana Gimenez la troisième audience de la chaîne.

²⁵² L'enregistrement de l'émission est disponible en ligne sur : <https://www.youtube.com/watch?v=X-APpn-5aZA> (accès le 23 avril 2021).

communication politique par la relation marchande.²⁵³ Ensuite, parce que le champ politique est désormais contraint à se soumettre aux lois de la publicité, qui sont, pour le bien ou pour le mal, les mêmes lois du monde du divertissement. Puis, tandis que l'on assiste au glissement des enjeux électoraux vers des questions morales ou liées à l'identité des candidats, l'on voit la personnalisation de la compétition électorale se renforcer au détriment de la mise en concurrence de programmes partisans.²⁵⁴ L'imprécision du discours populiste, en ce sens, ressort plus comme un élément constitutif de son stratégie que comme une faiblesse ou une anomalie quelconque.²⁵⁵

La porosité accrue entre le champ politique et le marché du divertissement est un phénomène de longue date, qui relève à la fois de la formation des sociétés de masses dans le cadre de l'industrialisation fordiste et de la standardisation culturelle menée par le processus de mondialisation (le « *SuperPop* », d'ailleurs, n'est rien d'autre qu'un modèle prêt-à-porter d'émission *talk-show* à l'américaine). « *Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles* »,²⁵⁶ notait Guy Debord en 1967. « *Sous toutes ses formes particulières, information ou propagande, publicité ou consommation directe de divertissements, le spectacle constitue le modèle présent de la vie socialement dominante* ».²⁵⁷

Cinq décennies après la publication de l'œuvre majeure de Debord, ce phénomène de spectacularisation de la société trouve aujourd'hui son apogée avec l'avènement de la communication numérique et l'apparition des réseaux sociaux, qui constituent un facteur structurel important dans le processus de radicalisation des discours politiques, au Brésil comme ailleurs. Le partage et la reproduction incessants des contenus de divertissement, rendus possible par l'avènement des nombreuses nouvelles technologies de *streaming*, contribuent à leur tour à éterniser l'expérience du spectacle et à augmenter la capacité de résonance des discours. À titre d'exemple, à elle seule la participation de Bolsonaro à l'émission « *SuperPop* » en février 2016 a déjà été visualisée presque 200.000 fois sur « *YouTube* ». ²⁵⁸ De plus, parce qu'elle permet souvent l'anonymat des usagers et fonctionne à grande vitesse, la communication numérique empiète également sur la réflexion raisonnée, qui est une condition *sine qua non* pour n'importe quelle construction républicaine. « *Les médias numériques en tant que tels privatisent la communication en déplaçant la production d'informations du public vers le privé* », explique le philosophe Byung-Chul Han. « *Sur le*

²⁵³ HAN, Byung-Chul ; *The Disappearance of rituals. A Topology of the Present* (trad. Daniel Steuer.) ; Polity Press ; Cambridge ; 2020 ; p. 20.

²⁵⁴ FRANK, Thomas ; *What's the matter with Kansas ? How conservatives won the heart of America* ; Metropolitan Books ; 2004 ; et WATTENBERG, Martin ; *The rise of candidate-centered politics* ; Harvard University Press ; 2013.

²⁵⁵ LACLAU (2005, 2007) ; *op. cit.*

²⁵⁶ DEBORD, Guy ; *La société du spectacle* ; Ed. Gallimard ; 1967 ; p. 15.

²⁵⁷ *Ibid.*, p.17.

²⁵⁸ Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=AGd2h464Hvo&t=18s> (accès le 14 juin 2021).

*smartphone, la politique, la culture pop, les supermarchés et la pornographie sont assimilés sur un même écran. Le shopping ne présuppose aucun discours. Le consommateur achète ce qui lui plaît. Il n'est pas un citoyen. La responsabilité à l'égard de la communauté caractérise le citoyen. Dans l'agora numérique, lieu d'élection et de marché, la polis et l'économie deviennent identiques, les électeurs se comportent comme des consommateurs. Par conséquent, la gouvernance s'approche du marketing ».*²⁵⁹ En rompant en outre avec la notion de distance, la communication numérique opère des transformations très profondes à la fois sur le rapport des individus à l'espace social et sur « *la définition du vrai et du faux, qui se lie [désormais] à la question de l'identité, à comprendre ici comme l'affiliation ou l'appartenance à un monde ».*²⁶⁰

En effet, les réseaux sociaux fonctionnent comme des caisses de résonance. L'algorithme est un calcul vivant. Sur l'Internet, dès lors que l'on crée un algorithme, il devient un programme plastique, privé et adaptable. Sur les réseaux sociaux, qui fonctionnent avec des algorithmes, le *feed* d'actualité s'adapte en fonction des goûts et des intérêts démontrés par l'utilisateur. Ainsi, il s'agit d'un système où chacun opère dans le monde social avec sa propre matrice de faits (*set of facts*), ce qui rend la voie républicaine de plus en plus difficile. Or, pour que l'on puisse prendre des décisions politiques dans le nom de l'intérêt public, nous devons d'abord, sinon consentir à ce qui constitue cet intérêt public, au moins être d'accord sur ce qui est le monde social. Pourtant, l'algorithme ne sait pas distinguer le vrai du faux, en associant l'utilisateur aux faits qui lui semblent les plus *attirants*, c'est-à-dire, les plus en phase avec ses habitudes sur les réseaux, soient-ils vrais ou faux. La communication numérique, en ce sens, est ontologiquement individualisante, articulant essentiellement les rapports sociaux à la contingence et à l'affect.

Ainsi, loin d'être indépendants, l'essor du populisme à l'ère contemporaine et l'avènement de la communication numérique sont deux phénomènes qui vont ensemble, entretenant entre eux une véritable relation de renforcement circulaire. C'est ce qu'avancent en effet certains chercheurs et chercheuses qui identifient l'apparition des réseaux sociaux comme l'un des éléments structurels les plus importants dans l'actuelle crise de la démocratie libérale.²⁶¹ « *Le populisme s'inspire sur une vision de la démocratie immédiate* », explique par exemple Pierre Rosanvallon. « *Une telle vision ne requiert donc pas que soient structurées des organisations politiques fonctionnant sur la base d'une démocratie interne : elle invite plutôt à une démarche d'adhésion à une offre politique déjà constituée. (...) C'est pourquoi elle est en phase avec le nouveau monde des réseaux sociaux* ».²⁶²

²⁵⁹ HAN, Byung-Chul ; *Im Schwarm – Ansichten des Digitalen* ; Matthes & Seitz Berlin Verlag ; 2013 ; p. 13.

²⁶⁰ SEURRAT ; TARI ; LATOUR (2020) ; *op. cit.* ; p. 17.

²⁶¹ Christophe JAFFRELOT ; Nadia URBINATI ; Marc LAZAR ; Sergei GURIEV ; Elise MASSICARD ; et Marlène LARUELLE sont juste quelques exemples de politistes dont les travaux sur le populisme mettent en relief la question des réseaux sociaux.

²⁶² ROSANVALLON, Pierre ; *Le siècle du populisme : histoire, théorie, critique* ; Collection Les livres du nouveau monde ; Éditions du Seuil ; Paris ; 2020 ; p. 44.

De fait, ce chapitre est pour nous l'occasion de croiser les deux principales dimensions de réflexion de notre recherche : le *pourquoi* (dimension structurelle) et le *comment* (dimension contingente) de la radicalisation politique. En reconstituant donc les principaux enjeux des élections brésiliennes de 2018, nous entendons ici à la fois retracer les dynamiques contingentes du processus de construction populiste et jeter la lumière sur le rôle-clé de la communication numérique dans le basculement des règles du jeu de la compétition démocratique. Cet axe d'analyse, comme l'on verra, est moins un choix scientifique qu'une contrainte imposée par la réalité même du cas empirique. Les réseaux sociaux ont joué *de facto* un rôle décisif dans les dernières élections présidentielles au Brésil. Pour information, le Brésil occupe la 6^{ème} position dans le classement des pays avec le plus d'utilisateurs de réseaux sociaux : 140 millions y sont connectés, ce qui représente environ 66% de la population. Les données sont issues du rapport « *Global Digital 2020* », publié grâce à un partenariat entre « *We are social* » et « *Hootsuite* », et indique en outre que les brésiliens dépensent en moyenne 3 heures et 31 minutes par jour sur les réseaux sociaux.²⁶³

Notre réflexion se développe en trois parties. D'abord, nous analysons la façon dont l'ultra-droite brésilienne a instrumentalisé le principe de la liberté d'expression, tout en sachant profiter des réseaux sociaux pour faire résonner son discours anti-genre, anti-endoctrinement idéologique et anti-establishment en général, mais aussi pour préserver son caractère imprécis. Ensuite, nous allons traiter du rôle-clé joué par les « *fake news* » dans les élections brésiliennes de 2018, notamment celles liées à l'affaire « Kit Gay » et à la lutte contre « l'idéologie de genre ». Finalement, en présentant un tableau des trajectoires des élus issus du mouvement École Sans Parti, nous entendons faire la lumière sur la forte instrumentalité politico-électorale de l'agenda anti-genre et démontrer de façon nette le lien de causalité entre le discours véhiculé par les entrepreneurs de cause du mouvement École Sans Parti et le comportement électoral des nombreux brésiliens qui, en 2018, ont fait le choix de voter pour la nouvelle ultra-droite. À cette fin, nous allons mobiliser des propos réunis par la presse lors des manifestations organisées, pendant la période électorale, en soutien au candidat Jair Bolsonaro.

III.I. Instrumentalisation de la liberté d'expression, imprécision et volatilité

Les dernières années furent la scène de changements majeurs dans le lexique du champ politique brésilien. Les dynamiques de polarisation engendrées par l'impeachment de la présidente Dilma Rousseff en 2015/2016, alliées à la montée en puissance des réseaux sociaux comme nouvel espace de débat politique, contribuèrent en ce sens à la relative suppression des formes de politesse et de respect qui jadis caractérisaient le métier politique. Si cette évolution débute avec le processus de destitution du Parti des Travailleurs, elle trouve pourtant son apogée avec le nouveau gouvernement

²⁶³ Disponible sur : <https://wearesocial.com/fr/blog/2020/01/digital-report-2020> (accès le 14 juin 2021).

de Jair Bolsonaro. Lors d'une réunion interministérielle en mai 2020, par exemple, Bolsonaro lança 34 jurons, soit un toutes les 3,5 minutes.²⁶⁴ Or, cela aurait été inconcevable pour un président de la République du Brésil 20 ans plus tôt.

La transformation du champ politique en espace de reproduction d'obscénités verbales n'est pas fortuite ; au contraire, elle renvoie à un processus de radicalisation des discours qui se fait progressivement, au fur et à mesure, par le biais de nombreuses controverses juridiques et de disputes institutionnelles. En effet, depuis que le « Kit Gay » lui a apporté de la visibilité nationale, Jair Bolsonaro s'est lancé dans une lutte acharnée au nom de la liberté d'expression et de l'immunité parlementaire,²⁶⁵ poussant aux limites les normes discursives au sein des arènes institutionnelles. « *Si je ne vous viole pas, c'est parce que vous ne le méritez pas !* », hurle par exemple le député, dans un accès de colère, lors d'une séance parlementaire en décembre 2014, à l'adresse de la députée Maria do Rosário, du Parti des Travailleurs.²⁶⁶ L'affaire termine à la Cour constitutionnelle, qui condamne Bolsonaro à payer une indemnisation de R\$ 10.000 (environ 1500 euros) à Maria do Rosário. Selon la juge Nancy Andrighi, rapporteuse dans le procès : « *l'immunité parlementaire est une garantie constitutionnelle, pas un privilège personnel (...). L'infraction commise par Bolsonaro, selon laquelle Maria do Rosário ne mériterait pas d'être victime d'un viol n'a aucun rapport avec le mandat législatif du requérant* ». ²⁶⁷

Cette affaire n'est cependant qu'une parmi d'autres impliquant Bolsonaro et la liberté d'expression. Depuis lors, de nombreuses offenses proférées par le député, notamment à l'encontre de journalistes, ont abouti devant les tribunaux. Ce qui ne fit guère reculer le congressiste. « *Ce n'est pas la presse ou la Cour constitutionnelle qui diront quelle est la limite pour moi* », affirma-t-il à l'occasion d'un entretien accordé en 2017, alors qu'il lançait sa campagne présidentielle. « *Je ne reculerai devant rien, je ne regrette rien de ce que j'ai dit* ». ²⁶⁸

Évidemment, l'emploi massif des gros mots en politique n'est qu'un exemple, quoiqu'assez illustratif, de l'élargissement du champ du politiquement dicible qui se couple aux dynamiques de polarisation. Sur le rapport entre la grossièreté et l'authenticité en communication politique,

²⁶⁴ Disponible sur : <https://veja.abril.com.br/blog/radar/bolsonaro-falou-34-palavroes-na-reuniao-um-a-cada-35-minutos/> (accès le 14 juin 2021).

²⁶⁵ L'immunité parlementaire, également connue sous le nom d'immunité législative, est un système dans lequel les membres du parlement ou du corps législatif bénéficient d'une immunité juridique et ne peuvent être poursuivis pénalement. Dans le système juridique brésilien, elle est garantie par l'article 53 de la Constitution Fédérale de 1988 : « *les députés et les sénateurs sont inviolables, civilement et pénalement, pour toutes leurs opinions, paroles et votes. § Les représentants et les sénateurs sont justiciables devant le Tribunal fédéral dès la délivrance du diplôme.* ».

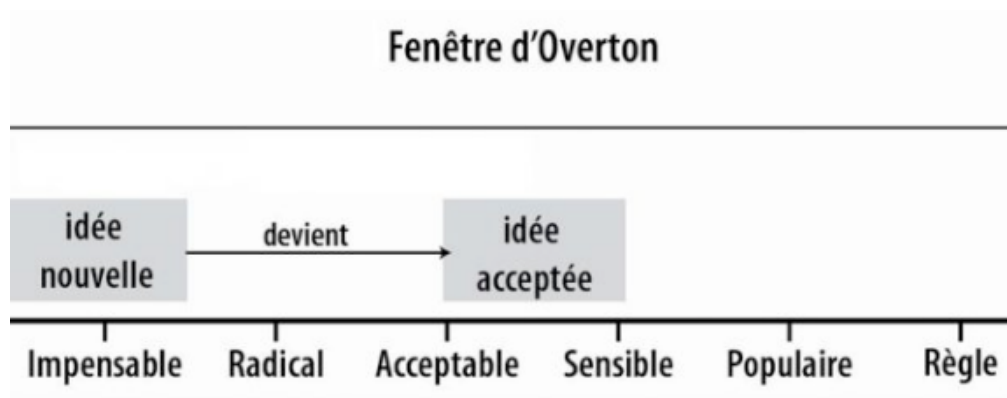
²⁶⁶ Disponible sur : <https://extra.globo.com/noticias/brasil/jair-bolsonaro-repete-insulto-deputada-maria-do-rosario-so-nao-te-estupro-porque-voce-nao-merece-14781338.html> (accès le 14 juin 2021).

²⁶⁷ Disponible sur : <https://kleberruddy.jusbrasil.com.br/noticias/488517208/stj-condena-jair-bolsonaro-a-indenizar-deputada-maria-do-rosario-por-danos-morais> (accès le 14 juin 2021).

²⁶⁸ GODOY, Marcelo (2017) ; *op. cit.*

l'historien Marc Lazar a par ailleurs déjà identifié un phénomène analogue en Italie, où une grande partie du charisme de la figure populiste de Berlusconi reposait sur « *ce côté 'mâle latin', cette virilité affichée d'un homme se vantant d'honorer des femmes pendant des nuits entières...* ». ²⁶⁹ Or, si la grossièreté (associée à la surperformance de la masculinité) peut être perçue comme un élément stratégique de la construction populiste, elle relève en fait d'un processus plus large de radicalisation des discours politiques, qui passe tant par leur contenu matériel que par leur forme. Cette hypothèse est bien illustrée par la stratégie de la Fenêtre d'Overton, qui consiste « *à étendre par la provocation la gamme d'idées acceptables par l'opinion publique de sorte à faire apparaître la doctrine libertarienne comme un centre alternatif* ». ²⁷⁰

Conçue dans les années 1990 par Joseph Overton, un lobbyiste du *think tank* libéral nord-américain « *Mackinac Center* », cette stratégie fait aujourd'hui l'objet d'un emploi astucieux de la part des nouveaux populistes. Comme nous l'apprend Lynda Dematteo, le but des populistes est avant tout de « *repousser les limites du tolérable en utilisant des formes de 'déconne provocatrice'. Par leurs propos outranciers qu'ils cherchent à minimiser par le rire, et ils parviennent à faire passer des idées radicales dans la fenêtre d'Overton* ». ²⁷¹



C'est donc par la provocation et autour de l'instrumentalisation du principe de la liberté d'expression, à la fois le socle et le talon d'Achille des démocraties libérales, que les populistes réussissent à s'emparer du débat public et à mettre en cause les contre-pouvoirs républicains, tels que la presse traditionnelle ou le système de justice. Dans le cas brésilien, les enjeux soulevés par le mouvement École Sans Parti ont été particulièrement utiles comme champ d'application de la stratégie de la Fenêtre d'Overton, car, en touchant notamment à des sujets controversés comme la

²⁶⁹ Disponible sur : https://www.lexpress.fr/actualite/marc-lazar-berlusconi-le-premier-des-populistes_2132797.html (accès le 14 juin 2021).

²⁷⁰ LAURENS ; HOREL ; FOUCCART ; *op. cit.* ; p. 257.

²⁷¹ Disponible sur : <https://www.franceculture.fr/sociologie/des-lobbyistes-aux-populistes-la-fabrique-de-la-fenetre-doverton> (accès le 27 mai 2021).

sexualité ou l'éducation des enfants, ils ont fait preuve d'une forte capacité mobilisatrice. Sur ce point, Éric Fassin a déjà décrit un phénomène analogue en France, où les attaques de l'Église Catholique contre les politiques visant à la démocratie sexuelle donnèrent lieu à une véritable «*panique de genre* » dans les années 2010.²⁷²

Cette capacité mobilisatrice est pourtant à relativiser dans le cas de la construction populiste brésilienne – ce qui nous permet d'ailleurs de toucher à deux points essentiels sur la théorie du populisme, le premier concernant le caractère imprécis du discours populiste, le deuxième versant justement sur le caractère désagrégé des manifestations qui le soutiennent.

En tant que stratégie politico-électorale, le populisme n'a pas en effet intérêt à délimiter de façon nette et précise son contenu idéologique, quel qu'il soit. À l'inverse, son imprécision lui est constitutive. « *Pour pouvoir parler de populisme, il faut plus que la simple reconnaissance que l'espace social est divisé de manière antagoniste, puisque cette caractéristique est commune à toute politique* », expliquent Casimiro Lopes et Mendonça. « *Il est aussi nécessaire que le champ populaire se consolide à partir d'un processus hégémonique de représentation par la production de signifiants vides. (...). En ce sens, le vide et l'indétermination ne doivent pas être considérés comme des faiblesses du populisme, mais, au contraire, comme des facteurs de sa propre condition d'existence. (...) L'hégémonie peut donc être considérée comme un processus discursif par lequel des signifiants, sans avoir un contenu précis, signifient néanmoins* ».²⁷³ Dans la pratique, cela implique souvent l'existence de nombreuses inconsistances et de lacunes dans les programmes populistes, voire une vraie fluctuation des positions adoptées selon les différents contextes électoraux. En ce sens, il est intéressant de rappeler l'exemple du Rassemblement national en France, dont l'agenda économique, comme nous l'apprend Daniel Gaxie, fut d'abord ouvertement libérale pour ensuite devenir protectionniste.²⁷⁴ Là encore, l'ajustement entre la demande et l'offre en politique – ce calcul économique – caractérise la construction populiste. En effet, c'est pendant la période électorale que se joue le gros du populisme. « *À la base, nous parlons de demandes politiques hétérogènes* », explique Gaxie. « *Par contre, l'un des mécanismes d'homogénéisation résulte de la combinaison du travail politique et idéologique des animateurs des ultra-droites et de phénomènes d'exposition sélective décrits de longue date : explicitation, conscientisation, homogénéisation* ».²⁷⁵ C'est justement pour rendre compte du caractère à la fois divisé et circonstanciel de l'électorat d'ultra-droite que l'auteur développe l'expression « *conglomérat d'insatisfactions hétérogènes* ».²⁷⁶

²⁷² FASSIN (2016) ; *op. cit.* ; p. 178.

²⁷³ CASIMIRO LOPES, Alice ; MENDONÇA, Daniel de; Le populisme dans la version innovante de Laclau ; Préface à la version brésilienne de La Raison Populiste ; In : LACLAU, Ernesto (2005), Ed. *Três Estrelas* ; 2013 ; pp. 12/13.

²⁷⁴ GAXIE (2006) ; *op. cit.*

²⁷⁵ *Ibid.* ; pp. 234/235.

²⁷⁶ GAXIE (1989) ; *op. cit.*

À son tour, notre étude de cas ne pourrait pas fournir un exemple plus clair de cette « stratégie du signifiant vide ». Favori pour remporter les élections présidentielles de 2018 depuis le premier sondage, Jair Bolsonaro n'a participé qu'à un seul débat politique entre les candidats durant la campagne électorale, organisé à São Paulo par la « *TV Bandeirantes* », le 09 août 2020. Puis, l'après-midi du 06 septembre 2018, il fut la victime d'une attaque dont les détails ont déjà été décrits dans l'introduction de ce mémoire (voir p. 27). En alléguant des empêchements médicaux, Bolsonaro ne participe dès lors plus à aucun débat politique, se limitant à faire des « *lives* » directement depuis son profil sur les réseaux sociaux.²⁷⁷ Le 11 octobre, un mois après l'attentat à Juiz de Fora, interrogé par des journalistes pour savoir s'il ne se rendrait pas aux débats pour des raisons autres que la santé, M. Bolsonaro répondit franchement : « *Il existe une possibilité stratégique* ». ²⁷⁸ Il fut quoi qu'il en soit le premier candidat à la présidence de la République du Brésil à ne pas assister à aucun débat du deuxième tour des élections, préservant ainsi l'imprécision de son programme gouvernemental tout au long de sa campagne.

La deuxième remarque importante sur l'ambiguïté de la capacité mobilisatrice populiste concerne le caractère désagrégé des groupes qui soutiennent ce type de construction discursive. De fait, nombreux sont les auteurs aujourd'hui à associer le rebond du populisme de l'ultra-droite au retour des modèles totalitaires et autoritaires du XXème siècle. Il s'agit pourtant, de notre point de vue, d'une comparaison dont la pertinence est relative. Le fascisme et le nazisme, par exemple, sont des constructions politiques radicales, qui visaient à signifier les frustrations réelles d'une Europe encore bousculée par un siècle d'industrialisation, l'ébranlement des accords coloniaux et, évidemment, l'accumulation des tensions de classe. En ce qui concerne donc leur façon de signifier des frustrations politiques hétérogènes (ou des « *passions tristes* », pour reprendre l'expression de Spinoza ²⁷⁹), érigeant leur altérité sous un fond d'antagonisme, ces courants ont beaucoup en commun. D'ailleurs, il n'y a rien d'étonnant à ce que de tels phénomènes se répètent dans l'histoire, puisque, même si plus d'un siècle s'est écoulé depuis lors, la contradiction capital-travail n'est pas éteinte. « *Ainsi, le nationalisme reflète tous les intérêts, toutes les nuances, toutes les situations historiques qu'on peut imaginer* », note Rosa Luxemburg en 1918. « *Il n'est rien, il est tout, il n'est qu'un moule idéologique, il importe avant tout de déterminer à chaque fois la substance qu'il contient. L'explosion actuelle de nationalisme, généralisée au monde entier, renferme un fouillis hétéroclite d'intérêts et de tendances spécifiques. Mais un axe passe à travers tous ces intérêts spécifiques et les oriente, un intérêt général créé par les particularités de la situation historique : l'offensive contre la menace d'une révolution mondiale du prolétariat* ». ²⁸⁰

²⁷⁷ Disponible sur : <https://telepadi.folha.uol.com.br/1o-candidato-rejeitar-debates-em-2o-turno-bolsonaro-recusa-roda-viva-que-entrevista-haddad/> (accès le 14 juin 2021).

²⁷⁸ Disponible sur : <https://telepadi.folha.uol.com.br/1o-candidato-rejeitar-debates-em-2o-turno-bolsonaro-recusa-roda-viva-que-entrevista-haddad/> (accès le 14 juin 2021).

²⁷⁹ SPINOZA ; *op. cit.*

²⁸⁰ LUXEMBURG, Rosa ; Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution, 1918.

La tension capital-travail produit des tensions aujourd'hui comme jadis. Par contre, avec la mondialisation et le développement des nouvelles technologies de réduction des distances, ces tensions sont reformulées différemment et à la variante du nationalisme s'ajoutent d'autres attributs relatifs à d'identités particulières (race, sexualité, appartenance religieuse ou communautaire, *etc.*), passibles de faire l'objet de projections antagonistes diverses. Analysé sous cet angle, l'essor contemporain des populismes d'ultra-droite à l'échelle internationale semble certainement un déjà-vu.

Néanmoins, un élément très important distingue le populisme contemporain des expériences totalitaires et autoritaires d'antan : c'est l'absence de « nous ». Or, dans la construction populiste contemporaine, il n'y a pas de cohésion sociale ou de vrai esprit de communauté, le degré d'homogénéisation d'identités particulières étant assez faible. Cela tient notamment à l'avènement de la communication numérique, qui en plus d'assurer la colonisation du champ politique par les normes de la compétition marchande, impose un modèle de sociabilité érigé sur l'auto-projection de soi. Sur les réseaux, chacun est le producteur de soi-même et vit en concurrence avec les autres ; le rapport avec le monde social étant donc le rapport de concurrence capitaliste, il est essentiellement fondé sur l'individualisme. La communication numérique assure ainsi une «*communication sans communauté*».²⁸¹ Comme nous l'apprend B.C. Han : « *Les habitants numériques du réseau ne se rassemblent pas. Il leur manque l'intériorité de la réunion qui produirait un nous. (...) Les individus numériques se regroupent parfois en agglomérations comme, par exemple, dans les Smart Mobs. Leurs paradigmes collectifs de mouvement sont cependant, comme ceux des animaux en essaim, très éphémères et instables. La volatilité les distingue* ».²⁸²

De fait, cette volatilité se manifeste profondément dans le nouveau *boom* populiste, au Brésil comme ailleurs. L'investissement stratégique des populistes d'ultra-droite sur les réseaux sociaux est un fait connu : la « trollisation de l'espace public » et l'utilisation de « *fake news* » constituent le noyau dur de leur stratégie numérique.²⁸³ Mais s'ils réussissent à produire le *buzz* et à mettre en place un vrai climat de polarisation politique, « *il leur manque la stabilité, la constance et la continuité qui seraient indispensables au discours public* ».²⁸⁴ La force mobilisatrice de l'altérité populiste est donc importante, dans la mesure où elle touche à l'affect et produit des vagues d'indignations. Elle est pourtant à nuancer si nous considérons que, « *en raison de leur fluidité et de leur volatilité, elles ne sont toutefois pas appropriées pour organiser la sphère publique* ».²⁸⁵ Le nouveau populisme et l'espace numérique ont donc en commun cette fluidité qui est le propre des essaims : ces membres ne se fusionnent ni ne demeurent nulle part. Cela n'est peut-être pas suffisant pour assurer

²⁸¹ HAN (2013) ; *op. cit.* ; pp. 29/30 ;

²⁸² *Ibid.*

²⁸³ LAURENS ; HOREL ; FOUCART ; *op. cit.*

²⁸⁴ HAN (2013) ; *op. cit.* ; p. 21.

²⁸⁵ *Ibid.*

l'institutionnalisation d'un programme politique précis, ni son incision dans le temps long, mais c'est sûrement suffisant pour instaurer des dynamiques fortes de polarisation. Populisme et polarisation politique sont, dans cette perspective, les deux faces d'une même médaille.

La visite controversée de la philosophe Judith Butler à São Paulo en 2017, que nous avons déjà décrite plus haut, est en ce sens très emblématique de cette volatilité, en raison de l'énorme écart entre la quantité de personnes qui se sont exprimées virtuellement contre Butler et le nombre réel de personnes qui se sont de fait déplacées pour manifester contre elle. Sur le sujet, voyons le récit de l'anthropologue Isabela Oliveira Pereira da Silva, qui mena une enquête sociologique de terrain le jour même du séminaire de Judith Butler au SESC (Service Social de Commerce de São Paulo) : ²⁸⁶

On peut affirmer, sur la base de l'enquête menée le matin du 07 novembre 2017, que les opposants et les partisans de la présence de Butler se sont organisés en deux groupes avec un nombre égal de participants. Pendant quatre heures, les deux groupes ont compté environ 200 personnes. Parmi les partisans, on trouve côte à côte des membres des supporters antifascistes de Corinthians et des supporters communistes de Palmeirense. De l'autre côté, un groupe de skinheads assure la "sécurité" des manifestants mécontents. L'un des moments les plus tendus s'est produit lorsqu'un supporter de Palmeiras a commencé à communiquer avec les membres du groupe de supporters en vue d'un éventuel affrontement avec les communistes et antifascistes de son équipe et de l'équipe adverse. Nous n'étions pas seulement dans la rue du SESC, nous étions aussi dans un territoire marqué par les disputes de football, à seulement 500 mètres du stade de Palmeiras. (...)

Au regard des plus de 370 000 signatures sur une pétition en ligne contre l'événement, le nombre de manifestants dans la rue était faible. Au début, la manifestation ne comptait que 15 personnes parmi les opposants, sous le regard des curieux, des passants, des chercheurs, des universitaires, des journalistes, des photographes et des habitués du SESC. Il n'est toujours pas possible d'affirmer que ces protestations sont représentatives des opinions partagées par la population en général. À titre de comparaison, selon une récente enquête de l'IBOPE [Institut brésilien de l'opinion publique et des statistiques], la plupart des brésiliens sont favorables à la discussion du genre dans les écoles.

²⁸⁶ PEREIRA DA SILVA, Isabela Oliveira ; Idéologie de genre x Idéologie de la genèse : perceptions et controverses dans les manifestations pro et contra Judith Butler à São Paulo; Centre d'ethnographie urbaine et audiovisuelle ; Fondation École de Sociologie et Politique de São Paulo ; Nexo ; 2017.

III.II. Le (faux) retour du Kit Gay : « l'idéologie de genre » à l'aune de la post-vérité

Le 28 août 2018, neuf jours avant l'attentat dont il sera victime, Jair Bolsonaro accorde un entretien à la chaîne de télévision « *Rede Globo* », la plus importante en termes d'audience au Brésil. Lorsque la journaliste Renata Vasconellos l'interroge sur ses précédentes manifestations de caractère homophobe, le candidat brandit une fois de plus devant les caméras une traduction du livre « *Le guide du zizi sexuel* » et s'attaque de nouveau à « l'idéologie de genre », supposément mise en place par le gouvernement du Parti des Travailleurs. « *J'ai pris conscience en 2010 de ce qui se passait au ministère de l'Éducation. Ils venaient de terminer le neuvième séminaire LGBT pour enfants* », déclara-t-il. « *Ils y discutaient, célébraient la sortie d'un matériel de lutte contre l'homophobie, que l'on a appelé le Kit Gay. Parmi ce matériel, il y avait ce livre* ». Bien que le candidat ait été interrompu par l'animateur William Bonner, lui rappelant qu'il n'était pas permis de montrer du matériel graphique pendant l'interview,²⁸⁷ il était déjà trop tard ; la polémique était relancée. En effet, à l'instar de ce qui s'était passé en 2011, à l'époque du veto de la présidente Dilma Rousseff, l'accusation de Bolsonaro réussit à recadrer le débat électoral sur des enjeux moraux, liés notamment aux rapports sociaux de sexes. De plus, le 9 octobre 2018, lors d'une interview accordée à la radio « *Jovem Pan* », Bolsonaro attribua la création du « Kit Gay » à Fernando Haddad, qui avait été le ministre de l'Éducation pendant le gouvernement du Parti des Travailleurs, de 2005 à 2012, et qui était à l'époque son adversaire dans les présidentielles.²⁸⁸ Paradoxalement, il s'agit du même Fernando Haddad qui, selon Rogério D. Junqueira, « *n'avait rien à faire de ce projet, il ne s'est jamais impliqué dans une quelconque action de lutte contre l'homophobie, rien ! Il n'a jamais participé à un seul événement en rapport avec le thème, jamais ! Il n'a jamais envoyé un seul message ! Un seul message du type 'salutations du ministre', ou quelque chose dans le style. Jamais. Dans plusieurs événements LGBT, l'on pouvait trouver le ministre de la santé, le ministre de la culture, le ministre du travail, le ministre des droits de l'homme, tous sauf le ministre de l'éducation. Haddad n'y allait pas ! Je me souviens clairement d'un événement auquel j'ai assisté en 2007. Tous les ministres étaient présents et le siège du MEC [ministère de l'Éducation] était vide* ». ²⁸⁹

La stratégie électorale adoptée par Bolsonaro se soucie donc peu ou prou de la vérité. « *Ç'a été le "Kit Gay", mais ça aurait pu être n'importe quoi d'autre. Ce type de leader politique gagne à mettre le feu partout. (...) Le manque d'honnêteté peut devenir un grand problème politique* », estime Vincent Defourny, chef du bureau de liaison à l'UNESCO, avant de rappeler l'importance d'une

²⁸⁷ Compte rendu disponible sur <https://www.letemps.ch/opinions/bolsonaro-sest-acharne-titeuf-guide-zizi-sexuel> (accès le 15 janvier 2021).

²⁸⁸ Disponible sur : <https://apublica.org/checagem/2018/10/truco-haddad-nao-criou-o-kit-gay/> (accès le 28 mai 2021).

²⁸⁹ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

conduite éthique de la part des acteurs politiques pour le maintien de l'ordre républicain.²⁹⁰ De fait, la manipulation de l'opinion publique par le biais de la propagation des fausses nouvelles n'est pas une invention des populistes brésiliens. Lorsqu'il analysait les raisons derrière l'engagement des français et des allemands dans la première guerre mondiale, l'historien Marc Bloch s'était déjà confronté à la question de la force mobilisatrice des fausses nouvelles en 1921. Selon lui, « *une fausse nouvelle naît toujours de représentations collectives qui préexistent à sa naissance ; elle n'est fortuite qu'en apparence, ou, plus précisément, tout ce qu'il y a de fortuit en elle c'est l'incident initial, absolument quelconque, qui déclenche le travail des imaginations ; mais cette mise en branle n'a lieu que parce que les imaginations sont déjà préparées et fermentent sourdement. Un événement, une mauvaise perception par exemple qui n'irait pas dans le sens où penchent déjà les esprits de tous, pourrait tout au plus former l'origine d'une erreur individuelle, mais non pas d'une fausse nouvelle populaire et largement répandue* ». ²⁹¹ En ce sens, si l'affaire du « Kit Gay » et la panique sur « l'idéologie de genre » firent écho dans la société brésilienne, c'est surtout parce qu'il s'agit d'une société avec une culture fortement patriarcale.



Jair Bolsonaro brandit une édition du livre « Le guide du zizi sexuel » dans un entretien accordé le 28 août 2018 à la chaîne « Rede Globo », en pleine campagne électorale.
Source : Rede Globo.

²⁹⁰ Vincent DEFOURNY (entretien).

²⁹¹ BLOCH, Marc (1921) ; op. cit. ; pp. 26/27.

Si le mensonge en politique n'est pas une pratique nouvelle, ce qui rend la singularité de notre étude de cas, c'est la façon dont ce mensonge s'est propagé sur les réseaux sociaux et a influencé directement le résultat des scrutins. Comme le propre de l'algorithme de la communication numérique est de ne pas savoir trier le vrai du faux, la compétition électorale brésilienne s'est de fait transformée en dispute autour de la définition de la réalité, mobilisant désormais l'ensemble des arènes institutionnelles brésiennes dans une importante lutte symbolique. « *Un fait seul ne peut pas tenir ; isolé, il n'est pas solide* », explique Bruno Latour. « *Cette hypothèse repose sur l'idée qu'établir la solidité d'un fait nécessite une société* ». ²⁹²

C'est ainsi que le 26 août 2018, en pleine campagne présidentielle, afin de contrer l'offensive de Jair Bolsonaro, le Parti des Travailleurs demande à la Cour supérieure électorale (TSE, dans l'acronyme en portugais) le retrait des contenus partagés par le candidat Jair Bolsonaro sur les réseaux sociaux accusant son concurrent Fernando Haddad de vouloir mettre en place le « Kit Gay » dans les écoles. ²⁹³ La demande est approuvée le 16 octobre 2018, et le juge rapporteur Carlos Horbach ordonne par conséquent la suspension des sites et des liens sur les réseaux sociaux contenant le terme « Kit Gay », tel qu'utilisé par la campagne de Jair Bolsonaro. « *La diffusion d'informations erronées selon lesquelles le livre en question aurait été distribué par le ministère de l'Éducation génère de la désinformation en période électorale, nuisant au débat politique* », explique Horbach.

Ce mensonge ne fut pourtant pas le seul à entraver la dernière campagne présidentielle au Brésil. Le 10 octobre 2018, l'idéologue d'ultra-droite Olavo de Carvalho, grand supporteur du candidat Jair Bolsonaro, accuse sur *Twitter* Fernando Haddad de promouvoir l'inceste, ²⁹⁴ profitant ainsi de la « panique morale » ²⁹⁵ et de la confusion sémantique engendrée par le syntagme néologique « idéologie de genre ». Cette stratégie trouve pourtant son apogée plus tard, avec « l'affaire des biberons érotiques », qui jette à son tour la lumière sur la frontière ténue qui sépare l'absurde du radical en politique. Au début du mois de septembre de cette année, alors que la campagne électorale battait son plein, une vidéo montrant un biberon avec un bec en forme de pénis a été publiée sur des réseaux sociaux. Avec elle, l'information selon laquelle l'objet aurait été distribué dans les écoles et les garderies de São Paulo par décision de Fernando Haddad, à l'époque où il était maire de la ville. Le biberon présenté dans le film était en fait un jouet érotique vendu dans les sex-shops. « *Regarde bien ça, toi qui votes pour le PT, voici ce biberon distribué dans les crèches* », disait-on sur l'enregistrement. « *Tu vois ? Distribué dans la garderie pour ton fils. Avec l'excuse de combattre l'homophobie. Regarde ce bec. Tu vois ? Le PT et Haddad prêchent ça à ton fils. Ton fils de 5 ou 6*

²⁹² SEURRAT ; TARI ; LATOUR (2020) ; *op. cit.* ; p. 22.

²⁹³ Disponible sur : <https://www.poder360.com.br/eleicoes/pt-pede-ao-tse-remocao-de-video-em-que-bolsonaro-fala-sobre-kit-gay/> (accès le 15 janvier 2021).

²⁹⁴ Disponible sur : https://brasil.elpais.com/brasil/2018/10/18/actualidad/1539847547_146583.html (accès le 14 juin 2021).

²⁹⁵ COHEN (2011) ; *op. cit.*

*ans va boire son biberon à la crèche avec ça. Pour lutter contre l'homophobie. Tu dois voter pour Bolsonaro, mon garçon. Bolsonaro doit faire de nos enfants des hommes et des femmes. Le PT et Haddad, Lula, Dilma, veulent juste ça pour nos enfants. Ça fait partie du Kit Gay, invention de Haddad, tu vois? »*²⁹⁶

De nouveau, la Cour supérieure électorale est saisie et décide, le 04 novembre 2011, que toute publication sur les « biberons érotiques » soit supprimée des réseaux sociaux. Pour le juge Sérgio Silveira Banhos, rapporteur dans la décision, la publication avait « *l'intention claire de déformer les conceptions du candidat, en diffusant des informations clairement fausses sur sa politique relative aux crèches. De telles déclarations fausses et insultantes, par elles-mêmes, autorisent la limitation de la libre expression de la pensée, avec la suppression du contenu, comme prévu par la Res.-TSE n° 23.551/2017, puisqu'elles portent atteinte à l'honneur et justifient l'agression et l'attaque du candidat sur le site Internet* ». ²⁹⁷

L'ampleur considérable prise par ces fausses informations sur « l'idéologie de genre » fut telle que le 25 novembre 2018, la cheffe de la mission d'observation de l'Organisation des États américains (OEA) aux élections brésiliennes, Laura Chinchilla, déclara que le phénomène des *fake news* dans le pays pourrait être sans précédent dans une autre démocratie du monde. L'organisme régional exprima ainsi son inquiétude quant à l'intensification et à la diffusion de faux contenus au Brésil, affirmant que les autorités se trouvaient « submergées » face à ce phénomène. ²⁹⁸

Ainsi, la problématique des « *fake news* », en plus de témoigner des risques importants liés à au processus de numérisation de la compétition électorale, fait aussi la lumière sur une autre contradiction, celle-ci plus ancienne, relative à la nature même de la démocratie représentative : le fait que la répartition inégale des ressources économiques a pour conséquence la répartition inégale du pouvoir d'influence électoral. ²⁹⁹ Or, ces disparités prennent des proportions très importantes dans le cadre de l'actuelle société des masses, numérisée et atomisée. Le 18 octobre 2018, par exemple, le

²⁹⁶ Disponible sur : <https://www.pragmatismopolitico.com.br/2018/10/mamadeira-erotica-de-haddad-fake-news.html> (accès le 28 mai 2021).

²⁹⁷ Procès n. 0601530-54.2018.6.00.0000 ; Cour Supérieure Électorale ; Juge Sérgio Silveira Banhos ; 29/09/2018. Disponible sur : <https://www.conjur.com.br/dl/decisao-tse-fake-news-video-mamadeira.pdf> (accès le 15 juin 2021).

²⁹⁸ Disponible sur : <https://www.dw.com/pt-br/miss%C3%A3o-da-oea-v%C3%AA-uso-sem-precedentes-de-fake-news-no-brasil/a-46048684> (accès le 12 février 2021).

²⁹⁹ Pour se référer aux limites matérielles de la démocratie délibérative dans le capitalisme, Rosa Luxemburg parle en « démocratie bourgeoise ». Chantal Mouffe, à son tour, va même au point de dire que le populisme est un concept de la « post-démocratie », c'est-à-dire, quoique l'on vote sous l'hégémonie néolibérale, on n'a aucune emprise politique sur l'ordre économique capitaliste (Séminaire « *Antidemocratic politics vs. Democratizing democracy : new political imaginaries in the 21st century* » ; Maison Française d'Oxford ; le 11 mars 2021). Cette lecture orthodoxe nous semble assez pertinente, mais elle est à nuancer dès lors que nous voulons entrer dans les détails du fonctionnement des institutions démocratiques *in concreto*. Réussir à localiser et à identifier la façon dont le conflit capital-travail se manifeste au sein des arènes institutionnelles est le défi de la sociologie marxiste des institutions. Or, l'État demeure, en ultime instance, le centre de la lutte des classes.

journal « *Folha de S. Paulo* » découvre et divulgue un important système d'embauche de « robots de campagne », employés contre le Parti des Travailleurs sur l'application « *Whatsapp* ». Selon le périodique, des entreprises privées soutenant le candidat Jair Bolsonaro auraient acheté un service appelé « tir de masse », qui envoyait du matériel de campagne à un public ciblé en utilisant des bases de données vendues par des agences de stratégie numérique, comme « *Quickmobile* », « *Yacows* », « *Croc Services* », « *AM4 Brasil Inteligência Digital* » et « *SMS Market* ». Cependant, dans la provision des comptes de campagne du candidat Jair Bolsonaro, seule la société « *AM4 Brasil Inteligência Digital* » a été listée comme ayant reçu 115 000 R\$ (environ 17 mille euros). Marcos Aurélio Carvalho, l'un des propriétaires de la société, déclara au journal qu'il n'y avait que 20 personnes qui travaillaient sur la campagne. « *Ce qui fait la campagne, ce sont les milliers de supporters bénévoles répartis dans tout le Brésil* », dit-il. « *Les groupes se créent et se nourrissent de manière organique* ».³⁰⁰

III.III. Polarisation, violence et vote

En interpellant l'affect et la morale, le discours populiste, en dehors de provoquer la méfiance vis-à-vis des institutions, est capable de susciter des vagues d'indignations et de manifestations importantes, mais il n'est pas en mesure, parce qu'il lui manque de la précision et de la cohésion, de faire converger les demandes politiques sectorielles et de produire une nouvelle identité sociale homogène. Il s'agit donc d'un phénomène de mobilisation éphémère qui convient à merveille au modèle de démocratie représentative qui est aujourd'hui en pleine crise de légitimation.³⁰¹ En trois mots, le populisme est l'art de *signifier sans rassembler* (ce n'est donc pas une catégorie, mais un processus discursif). Comme nous l'avons remarqué, il ne rime pas avec les modèles totalitaires et autoritaires du XXème siècle (quoiqu'ils aient des traits en commun), mais plutôt avec la polarisation politique. Son corollaire est, avant tout, le conflit.

Au Brésil, le discours de la sécurité publique, la rhétorique anti-corruption, le refus de la diversité sexuelle et la lutte contre « l'idéologie de genre » constituent le noyau dur de signification et de construction politico-discursive de la nouvelle ultra-droite. Justement parce qu'il convoque des enjeux sensibles vis-à-vis de l'opinion publique, notamment dans le domaine du genre et de la sexualité, ce nouveau populisme peut se répandre sur les différents secteurs de la société. Le mouvement École Sans Parti, parce qu'il mobilise l'ensemble des institutions (Église, École, État, famille), prépare alors le terrain pour le succès électoral de l'ultra-droite tandis qu'il réussit à utiliser

³⁰⁰ Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2018/10/empresarios-bancam-campanha-contra-o-pt-pelo-whatsapp.shtml> (accès le 15 juin 2021).

³⁰¹ Les élections de 2018 eurent des taux d'abstention record au Brésil : 20,3%. Ce qui est étonnant pour un pays où le vote est obligatoire et l'abstention peut engendrer des sanctions civiles. Disponible sur: <https://g1.globo.com/politica/eleicoes/2018/eleicao-em-numeros/noticia/2018/10/08/abstencao-atinge-203-maior-percentual-desde-1998.ghtml> (accès le 29 mai 2021).

la question du genre pour désamorcer des insatisfactions politiques aussi hétéroclites que nombreuses, tributaires d'un moment de forte crise économique et d'instabilité politico-institutionnelle (notamment dûe au processus d'impeachment de la présidente Dilma Rousseff et à l'explosion d'affaires de corruption, très médiatisées, mettant en cause la réputation morale du Parti des Travailleurs). Comme nous l'apprend par ailleurs Federico Tarragoni, le discours populiste fait de l'image d'une démocratie imparfaite ou inopérante « *un incubateur de frustrations, de ressentiments et de sentiments d'injustice* » et, en les articulant autour d'un seul processus de signification, « *fait surgir, des frustrations individuelles, une multitude de revendications démocratiques nouvelles* ». ³⁰² Or, dans notre étude de cas, c'est précisément le discours de genre qui va rendre une telle articulation possible.

Parce qu'il se nourrit fondamentalement d'une atmosphère politique polarisée, le phénomène populiste transforme la période électorale en période de crise politique. La fonction pacificatrice du vote est donc négligée au profit de sa fonction légitimatrice ³⁰³ et la compétition électorale tend de plus en plus à coexister avec des mobilisations multisectorielles, ainsi qu'avec l'escalade de la violence à motivation politique. Les processus de radicalisation, de polarisation et l'essor du discours populiste sont, dans cette perspective, tous les trois tributaires d'un cadre plus global de vulnérabilité démocratique et méritent par conséquent d'être analysés de manière holistique et concomitante. ³⁰⁴ C'est d'ailleurs la raison pour laquelle dans ce travail nous avons dès le départ pris le parti de nier toute illusion étiologique ³⁰⁵ et d'insister sur l'impertinence sociologique des étiquettes *normal* ou *pathologique* pour décrire la nouvelle construction populiste brésilienne.

De fait, les dernières élections présidentielles ont fait du Brésil un vrai terrain de batailles. Le 29 septembre 2018, par exemple, ce fut le tour des opposants du candidat Jair Bolsonaro de descendre dans la rue. Les manifestations ont commencé à être organisées sur les réseaux sociaux, principalement dans le groupe Facebook « *Femmes unies contre Bolsonaro* ». Suscitées par le meurtre de la conseillère municipale et militante pour les droits des personnes LGBT Marielle Franco (voir p. 27), ces manifestations rassemblèrent environ 500 000 personnes et eurent lieu dans plus de 160 villes brésiennes. ³⁰⁶ Elles furent menées notamment par des mouvements sociaux, des groupes féministes et des partis politiques et s'attaquèrent aux déclarations misogynes du candidat et à ses menaces contre la démocratie. Or, cet événement témoigne non seulement de l'intensification de la compétition électorale dans le contexte de polarisation, mais aussi de la nouvelle centralité du genre dans le débat

³⁰² TARRAGONI (2019) ; *op. cit.* ; p. 267.

³⁰³ Sur l'historicité des fonctions pacificatrice et légitimatrice du vote, voir notamment : DÉLOYE, Yves ; IHL, Olivier ; *L'acte de vote* ; Paris ; Presses de Sciences-Po ; 2008 ; 567 p. ; et GARRIGOU, Alain ; *Histoire sociale du suffrage universel en France : 1848-2000* ; Seuil ; Points Histoire ; Paris ; 2002.

³⁰⁴ RUSSO, Juan ; *Polarisation, Radicalisation, and Populism: Definitions and Hypotheses* . *Politikon: The IAPSS Journal of Political Science*, 48 ; 2021 ; pp. 7–25.

³⁰⁵ DOBRY ; *op. cit.*

³⁰⁶ Disponible sur : https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/29/politica/1538226863_062834.html (accès le 29 mai 2021).

politique brésilien. Un peu moins d'un mois plus tard, le 20 octobre 2018, de nouveaux actes contre la candidature de Jair Bolsonaro ont aussi été organisés dans 15 États et 29 municipalités.³⁰⁷

Les partisans de l'ultra-droite, pour leur part, se sont également engagés à exprimer leur soutien à Jair Bolsonaro dans les rues. « *Pour créer une volonté collective à partir de demandes hétérogènes* », expliquent Chantal Mouffe et Inigo Errejón, « *il faut un personnage qui puisse représenter leur unité. Il ne peut donc pas y avoir de moment populiste sans leader, c'est évident* ». ³⁰⁸ Les 30 septembre et 21 octobre 2018, des manifestations en faveur du candidat eurent lieu dans plus de 20 États et 30 municipalités brésiliennes.³⁰⁹ Les images ci-dessous rendent compte de la présence massive de personnes dans les rues et de la manière dont, de façon analogue au mouvement intégraliste du siècle dernier,³¹⁰ les partisans de la nouvelle ultra-droite brésilienne se sont appropriés des symboles nationaux, tels que les couleurs du drapeau, pour défendre un discours nationaliste, supposé neutre et au-dessus de toute idéologie. Il est important de rappeler que le slogan de campagne de Jair Bolsonaro était : « *Le Brésil avant tout. Dieu au-dessus de tous* ». ³¹¹ D'ailleurs, un reportage réalisé par le journal « *Agência Brasil* » lors des manifestations du 30 septembre 2018 à São Paulo rapporte que, le candidat ne pouvant pas participer au rassemblement pour des raisons de santé (il avait été victime d'un attentat le 06 septembre), il avait enregistré un message qui fut diffusé par voiture sonore, dans lequel il demandait le soutien des électeurs et défendait la « lutte contre l'idéologie de genre ». Ce discours, toujours selon le reportage, fit écho parmi les participants. « *Bolsonaro est le seul à être contre le communisme et à mettre la famille et Dieu avant tout* », déclara Rafael Vieira, un commerçant de 27 ans. « *L'idéologie de genre est la fin de la famille traditionnelle. Cela conduit à la perte de l'identité des gens* », conclut-il.³¹²

³⁰⁷ Disponible sur : <https://g1.globo.com/politica/eleicoes/noticia/2018/10/20/protestos-contracandidatura-de-bolsonaro-ocorrem-em-varias-cidades-pelo-pais.ghtml> (accès le 02 août 2021).

³⁰⁸ MOUFFE, Chantal ; ERREJÓN, Inigo ; Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie ; Paris ; Cerf ; 2017 ; p. 169.

³⁰⁹ Disponible sur : <https://ultimosegundo.ig.com.br/politica/2018-09-30/manifestacoes-bolsonaro-ele-sim.html> ; <https://g1.globo.com/politica/noticia/2018/10/21/manifestacoes-a-favor-da-candidatura-de-bolsonaro-ocorrem-em-varias-cidades-do-pais.ghtml> (accès le 02 août 2021).

³¹⁰ « *L'Action intégraliste brésilienne (AIB), fondée en 1932, aurait compté à son apogée plusieurs centaines de milliers de membres. La parenté avec le fascisme tient à l'autoritarisme, au culte du chef, à l'exaltation de la violence, au nationalisme et à l'anticommunisme fanatique. Mais le catholicisme intégriste et la valorisation du métissage, autres traits caractéristiques de l'intégralisme, l'en éloignent* ». Disponible sur : <https://www.lhistoire.fr/un-fascisme-br%C3%A9silien> (accès le 02 août 2021).

³¹¹ Disponible sur : <https://www.dn.pt/mundo/principais-frases-do-presidente-brasileiro-nos-primeiros-100-dias-de-mandato-10776106.html> (accès le 02 août 2021).

³¹² Disponible sur : <https://sul21.com.br/ultimas-noticiaspoliticaeleicoes-2018/2018/09/contracandidatura-de-bolsonaro-ocorrem-em-varias-cidades-do-pais.ghtml> (accès le 02 août 2021).



Manifestation pro-Bolsonaro à Curitiba, le 30 septembre 2018.
Source : Leandro Brito da Silva / RPC.



Manifestation pro-Bolsonaro à Brasília, le 21 octobre 2018.
Source : TV Globo.



Manifestation pro-Bolsonaro à Brasília, le 30 septembre 2018.
Source : José Cruz, « Agência Brasil ».

En effet, le discours anti-genre et en défense de la « famille traditionnelle brésilienne » a été un élément-clé de la stratégie visant à coopter des votes pour l'ultra-droite. Même si, selon une enquête menée par l'institut « *Datafolha* » peu avant les élections de 2018, le profil de l'électorat de Jair Bolsonaro était majoritairement masculin et issu de la classe moyenne supérieure (parmi les électeurs ayant achevé des études supérieures, 45 % ont déclaré soutenir le candidat),³¹³ cela n'a pas empêché sa campagne de toucher aussi, et de manière substantielle, d'autres profils sociaux. En ce sens, l'argument de la « lutte contre l'idéologie de genre » a fonctionné comme un important élément de convergence d'intérêts sectoriels, permettant à la construction populiste d'agréger les votes de personnes aux profils sociaux très différents, des ouvriers aux bourgeois, des professionnels autonomes aux fonctionnaires d'État.

Pour illustrer ce phénomène, un vaste reportage réalisé par l'édition brésilienne du journal « *BBC News* », dans lequel sont interviewées plusieurs femmes qui soutiennent Jair Bolsonaro, est très utile car il montre le profil éclectique de cet électorat. Pour Angélica Oliveira (27 ans), par exemple, employée de maison, le candidat représente la « défense de la famille » et la « lutte contre l'idéologie de genre ». Selon elle, le modèle de la famille nucléaire (couple hétérosexuel avec enfants) est l'idéal pour le Brésil. « *Bolsonaro est le candidat qui défend le plus clairement ces valeurs* »,

³¹³ Disponible sur : https://www.em.com.br/app/noticia/internacional/2018/10/07/interna_internacional,994989/quem-sao-os-eleitores-de-bolsonaro.shtml (accès le 02 août 2021).

explique-t-elle. À son tour, l'officière de la marine Renata Karla Andrade, 31 ans, dit avoir entendu parler du député fédéral en 2013, lorsqu'elle a pris connaissance de sa proposition de castration chimique pour les violeurs, l'un des principaux projets de l'ancien capitaine.³¹⁴ « *J'ai trouvé ce projet brillant. J'ai toujours travaillé avec des hommes et je n'ai jamais vu cette différence avec les femmes, même lorsque j'étais la seule femme au travail. Le féminisme n'a jamais réussi à faire passer quoi que ce soit qui soit aussi bon pour les femmes* », a-t-elle déclaré. Enfin, l'assistante de cuisine Marcia Conceição confie au journal qu'elle a tendance à voter pour Bolsonaro en raison de l'influence de son mari, qui fréquente une église néo-pentecôtiste et a entendu du pasteur que le candidat était contre l'enseignement de l'éducation sexuelle dans les écoles. « *Il y a cette histoire du Kit Gay* », commente-t-elle. « *Je suis contre le radicalisme de Bolsonaro, évidemment. J'ai plusieurs amis homos et je n'ai rien contre eux, mais je suis une mère de cinq enfants et je pense qu'il n'est pas nécessaire qu'ils apprennent la sexualité si tôt* ». ³¹⁵

Au fur et à mesure que le discours anti-genre et anti-diversité sexuelle de l'ultra-droite brésilienne prend de l'ampleur à l'approche des élections, on assiste en outre à l'augmentation de la violence sexiste et LGBT-phobe au Brésil, instaurant un véritable climat de « guerre de genre » dans le pays.³¹⁶ C'est ce que montre d'ailleurs le rapport « *Violence contre LGBT+ dans les contextes électoral et post-électoral* », élaboré par l'anthropologue Lucas Bulgarelli en 2018 et 2019, dont les résultats indiquent « *une augmentation effective de la perception des violences commises contre les personnes LGBT+ depuis le début des élections de 2018 jusqu'aux premières semaines de 2019. Au cours de cette période, être LGBT+ au Brésil signifiait, pour au moins 92,5 % des participants, mener leur vie quotidienne dans un environnement politique plus agressif, puisque c'est le pourcentage qui a lié la perception d'une violence accrue à la période électorale et post-électorale* ». ³¹⁷ Cette violence fut spécialement ressentie par les femmes lesbiennes, dont 57% des enquêtées ont rapporté avoir souffert de la violence motivée par leur orientation sexuelle pendant les élections (chez les hommes homosexuels, ce taux fut de 49%). Les rues ou les espaces publics, les magasins et les environnements familiaux furent les trois endroits où la fréquence de la violence fut la plus élevée. ³¹⁸

Toutefois, l'augmentation des violences liées au genre et à la sexualité n'est pas le seul effet de la compétition électorale exacerbée. Selon la plateforme « *Violence politique au Brésil* », animée par l'ONG « *Opera Mundi* », lors des dernières élections brésiliennes, près de 133 agressions à caractère

³¹⁴ Déposé par Jair Bolsonaro à la Chambre des députés le 17 avril 2013, le projet de loi 5112/20 établit la castration chimique pour inhiber le désir sexuel comme condition préalable à la libération conditionnelle des personnes condamnées pour viol. Disponible sur : <https://www.camara.leg.br/propostas-legislativas/572800> (accès le 02 août).

³¹⁵ Disponible sur : <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-45714612> (accès le 02 août 2021).

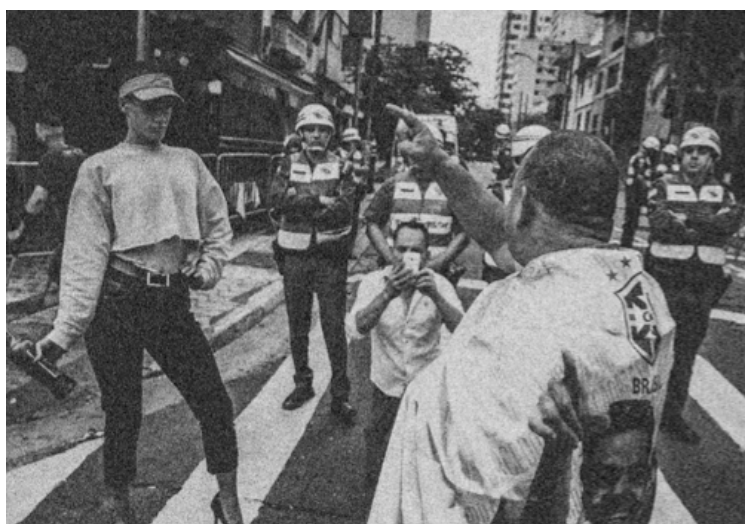
³¹⁶ L'expression « guerre de genre » est emprunté de FASSIN (2016) ; *op. cit.*

³¹⁷ BULGARELLI, Lucas (coord.) ; *Violence contre les LGBT+ dans les contextes électoraux et post-électoraux*; Genre et nombre, Brésil ; 2019 ; CC BY-NC 4.0 BR ; p. 60.

³¹⁸ *Ibid.* ; pp. 21 et 38.

politique ont été enregistrées, dont 8 décès et 42 cas de dommages corporels. Bien que la plupart de ces cas concernent des agressions commises par des partisans de Jair Bolsonaro contre des homosexuels, des transsexuels, des femmes et des personnes portant des symboles de la gauche, tels que des casquettes du Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST) ou des tee-shirts du Parti des Travailleurs (PT), il y a également eu des agressions en sens inverse : par exemple, à São Paulo en octobre 2018, un homme s'est blessé à la tête après avoir été tabassé par un groupe qui manifestait contre Bolsonaro ; déjà à la ville de Salvador, un enseignant a été arrêté après avoir tenté d'écraser en voiture un homme qui vendait des chemises en faveur du candidat d'ultra-droite.³¹⁹

En somme, cette transformation de la période électorale en un moment profondément conflictuel, renforçant l'antagonisme entre des convictions politiques opposées, ne fait que corroborer la thèse selon laquelle la victoire du candidat Jair Bolsonaro repose sur une nouvelle construction populiste au Brésil, ainsi que sur l'instrumentalisation du discours de genre. À cet égard, voyons le récit de Claudia Pereira Dutra sur le jour des élections : « *Une autre occasion s'est présentée le jour-même des élections. Je rentrais chez moi quand j'ai été abordée par un homme qui m'a vue avec un autocollant du PT. Il semblait être un travailleur, il attendait le bus. Je sais que lorsqu'il m'a vue, il a dit que j'avais voté pour un candidat qui prônait des « biberons érotiques » pour les enfants. Ça m'a rendu très triste, vous savez ? J'ai travaillé pendant des années aux côtés de Fernando Haddad, que je considère comme un homme tellement sérieux, tellement engagé dans l'éducation brésilienne. Nous pouvons peut-être ne pas être d'accord avec lui, mais de là à l'associer à la pédophilie ? Il est tout à fait effrayant d'observer comment, avec une campagne politique et médiatique malhonnête, l'on peut facilement gâcher l'image publique d'un homme* ».³²⁰



Sur cette photo, prise pendant la campagne électorale de 2018, une travestie est confrontée à un électeur de Jair Bolsonaro.

Source : BULGARELLI, Lucas ; Rapport Violence contre les LGBT+ dans les contextes électoraux et post-électoraux ; Genre et nombre, Brésil ; 2019.

³¹⁹ Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2018/10/eleicao-de-2018-sera-lebrada-pelos-casos-de-violencia-dizem-analistas.shtml> (accès le 02 août 2021).

³²⁰ Claudia PEREIRA DUTRA (entretien).

Quoiqu'il en soit, la stratégie de l'ultra-droite au Brésil fut certainement très efficace du point de vue électoral. Les résultats des scrutins de 2018 marquent en effet une conquête importante pour les conservateurs brésiliens. Au-delà de la victoire de Jair Bolsonaro à la présidence de la République (avec 55,13% des voix), dans 12 des 27 unités fédérales brésiliennes les vainqueurs furent des candidats alliés au nouveau président, comme João Doria à São Paulo ou Romeu Zema dans l'État de Minas Gerais. Parmi les cinq députés les mieux votés au Congrès National, quatre étaient ouvertement d'extrême-droite³²¹ : Eduardo Bolsonaro, Joice Hoisseman, Hélio Lopes et Kim Kataguri.³²² En outre, tandis que le nombre de femmes élues au Congrès national demeure très faible – seuls 15 % des députés fédéraux élus en 2018 sont des femmes,³²³ plaçant le Brésil à la 132^{ème} position dans le classement mondial sur l'égalité des sexes en politique, la pire position parmi ses voisins en Amérique du Sud³²⁴ –, le nombre de policiers et de militaires élus au Parlement (Chambre des députés et Sénat réunis) a bondi de 18 à 73 entre 2014 et 2018.³²⁵ De cette façon, le grand gagnant des élections de 2018 est en fin de compte le PSL (Parti Social Libéral), du candidat Jair Bolsonaro. Considéré jusqu'alors comme un « petit parti », le PSL obtient en 2018 10,8 millions de voix de plus pour les députés fédéraux qu'en 2014 et devient le deuxième siège le plus important à la Chambre des députés, avec 52 députés, juste derrière le Parti des Travailleurs - lequel, d'ailleurs, à l'instar d'autres partis traditionnels brésiliens, enregistre une baisse significative en termes de votes.

Le tableau suivant montre à cet effet les performances des huit partis politiques ayant recueillis le plus grand nombre de voix en 2018 et leur progression par rapport aux scrutins de 2014. Tandis que tous les partis traditionnels virent leur nombre de votes diminuer (PT ; PSDB ; PSD ; PP ; PMDB; PSB ; PR), le PSL de Bolsonaro connut une augmentation spectaculaire de 1341% de voix.³²⁶

³²¹ Or, si nous employons ici le terme d'« extrême-droite », ce n'est pas pour pathologiser ou étiqueter, mais car ce sont là des parlementaires qui se revendiquent eux-mêmes d'extrême-droite.

³²² Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/eleicoes/2018/apuracao/1turno/sp/> (accès le 29 mai 2021).

³²³ Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/politica/eleicoes/2018/noticias/2018/10/08/mulheres-sao-15-do-novo-congresso-mas-indice-ainda-e-baixo.htm> (accès le 29 mai 2021).

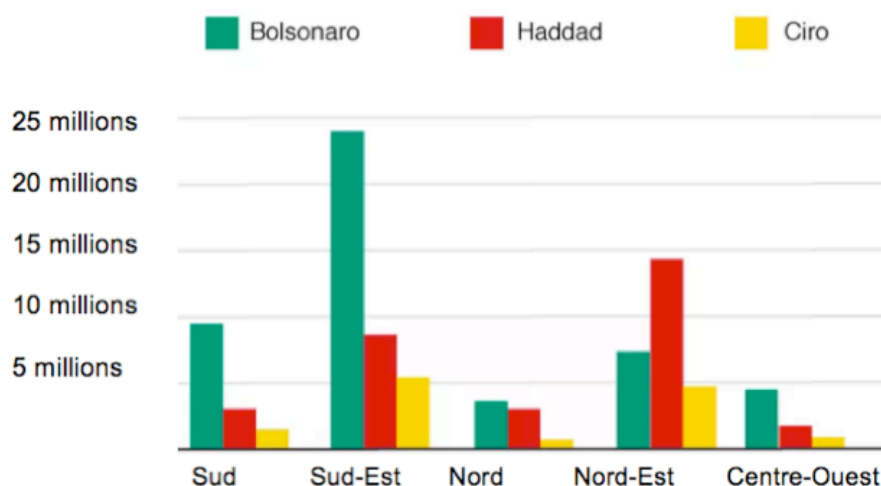
³²⁴ Rapport 2019 de l'organisme international Inter-Parliamentary Union sur la participation des femmes dans les parlements nationaux du monde. Disponible sur <http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm> (accès le 25 avril, 10h20).

³²⁵ Disponible sur : <https://g1.globo.com/politica/eleicoes/2018/eleicao-em-numeros/noticia/2018/10/08/numero-de-policiais-e-militares-no-legislativo-e-quatro-vezes-maior-do-que-o-de-2014.ghtml> (accès le 29 mai 2021).

³²⁶ Votes que chaque parti a gagnés et perdus - comparaison 2018 et 2014. Source DIAP/TSE. Les données de la Cour Supérieure Électorale (TSE, dans l'acronyme en portugais) ont été compilées par le Département Intersyndical d'Assistance Parlementaire (DIAP).

Parti	Votes en 2014	Votes en 2018	Votes 2014 x 2018	en %
PSL	808.040	11.640.033		↑ 1341%
PT	13.554.166	10.126.611		↓ -25%
PSDB	11.073.259	5.905.541		↓ -47%
PSD	5.967.953	5.749.008		↓ -4%
PP	6.429.791	5.480.067		↓ -15%
MDB	10.791.949	5.439.167		↓ -50%
PSB	6.267.878	5.386.400		↓ -14%
PR	5.635.519	5.224.591		↓ -7%

En outre, l'infographie ci-après montre le nombre total de voix que chaque région brésilienne a donné aux trois principaux candidats aux élections présidentielles de 2018 (Jair Bolsonaro, Fernando Haddad et Ciro Gomes).³²⁷ Une fois encore, la concentration des votes pour l'ultra-droite dans les régions du Sud et du Sud-Est du pays est frappante, témoignant de la continuité entre les processus politiques de la destitution de la présidente Dilma Rousseff, de la consolidation du mouvement École Sans Parti et de l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence de la République. Bien que le phénomène populiste ne se réalise définitivement qu'après sa légitimation par les urnes, il est clair qu'il est tributaire d'un cheminement politique long et complexe, et qu'il doit, par conséquent, être nécessairement analysé dans une perspective constructiviste, insistant sur « *la dimension incrémentielle des processus de radicalisation* ».³²⁸



Nombre de votes que chaque région a donné à chaque candidat.
Source : BBC News (données de la Cour supérieure électorale).

³²⁷ Disponible sur : <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-45780864> (accès le 02 août 2021).

³²⁸ COLLOVALD ; GAÏTI (2006) ; *op. cit.* ; p. 42.

Le rôle décisif des discours anti-genre et anti-endocrinement idéologique dans le cadre de la compétition électorale au Brésil se mesure également au travers du tableau suivant, qui répertorie les trajectoires de quelques hommes et femmes politiques qui, tout en étant entrepreneurs de cause du mouvement École Sans Parti, réussirent à se faire élire en 2018. Sur ce point, force est de constater que l’alignement d’une partie d’entre eux sur les questions de genre se fait progressivement, petit à petit, au fur et à mesure que la nouvelle construction populiste brésilienne prend forme. Comme nous l’apprennent Collovald et Gaïti, « *l’analyse des carrières que développe la sociologie interactionniste est ici particulièrement utile dans la mesure où elle nous aide à sociologiser et historiciser le bouleversement des corps, des esprits et des conduites en restituant les temporalités et les séquences de ces transformations* ». ³²⁹ Enfin, ce tableau témoigne également de l’apparition de nouveaux protagonistes politiques dans le Brésil contemporain – phénomène largement favorisé par le contexte de polarisation et de crise. ³³⁰

Jair Bolsonaro	<p>Militaire de profession, Jair Bolsonaro est élu sept fois député à la Chambre basse du Parlement, de 1991 à 2018, demeurant relativement <i>incognito</i> du grand public jusqu'à 2016, quand il devient porte-parole des mouvements pro-impeachment et École Sans Parti. En 2018, il lance sa première candidature et est élu président de la République. Tout au long de sa carrière politique, Bolsonaro fit preuve d'une importante instabilité partisane, ayant été affilié à neuf différents partis politiques : le PDC (1991), le PPR (1993-95), le PPB (1995-2003), le PTB (2003-2005), le PFL (2005), le PP (2005-2016), le PSC (2016-2017) et le PSL (2018-2019). En plus d'un discours anti-genre et en défense des intérêts des militaires, Bolsonaro construit sa carrière parlementaire en défendant avec véhémence les programmes de contrôle de natalité. « <i>Je défends la peine de mort et un contrôle strict des naissances, car je vois la violence et la misère se répandre de plus en plus dans ce pays</i> », a-t-il déclaré à la Chambre des députés en 1992. « <i>Ceux qui ne peuvent pas se permettre d'avoir des enfants ne devraient pas en avoir. C'est ce que je défends, et je ne m'inquiète pas des votes pour l'avenir.</i> » ³³¹ Plus tard, en 2011, Bolsonaro propose au Congrès une politique de stérilisation chirurgicale pour les personnes les plus pauvres. « <i>Il faut donner des moyens à ceux qui, lamentablement, sont ignorants et</i></p>
---------------------------	--

³²⁹ *Ibid.* ; p. 33.

³³⁰ En effet, le rapport entre les situations de crise politique et l'apparition de nouveaux protagonistes a déjà fait l'objet de travaux sociologiques en France. BURSTIN, Haïm ; ERMAKOFF, Ivan ; SEWELL, William ; TACKET, Timothy ; Protagonismes et crises politiques : histoire et sciences sociales. Retours sur la Révolution française et février-juin 1848 ; *Politix* ; 2015/4 (n° 112) ; p. 131-165.

³³¹ Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2018/06/bolsonaro-defendeu-esterilizacao-de-pobres-para-combater-miseria-e-crime.shtml> (accès le 31 mai 2021).

	<p><i>ne sont pas en mesure de contrôler leur progéniture. Parce qu'ici, nous contrôlons les nôtres. Les pauvres ne contrôlent pas les leurs ».</i>³³² En 2019, Jair Bolsonaro se désaffilie du PSL et passe à assurer la présidence de la République sans appartenance partisane.</p>
<p>Eduardo Bolsonaro</p>	<p>Eduardo Bolsonaro est un officier de la police fédérale affilié au Parti Social Libéral (PSL). Fils de Jair Bolsonaro, il est député fédéral de l'État de São Paulo depuis 2015. En 2018, il est réélu député avec 1 843 735 voix, étant le plus voté de l'histoire du pays.³³³ Suivant la voie paternelle, Eduardo Bolsonaro entretient un discours ouvertement d'ultra-droite. « <i>Les gays veulent devenir une super-race</i> », dit-il dans une interview en 2014.³³⁴ En plus du projet École Sans Parti, le député a présenté en 2016 le projet de loi 5358, visant à criminaliser le communisme ou l'apologie du communisme dans le Brésil.³³⁵</p>
<p>Kim Kataguirí</p>	<p>Kim Kataguirí est l'un des fondateurs du Mouvement Brésil Libre (MBL), lequel était en 2014 à l'avant-garde des manifestations pour la destitution de la présidente Dilma Rousseff. En octobre 2015, le magazine américain TIME classe Kataguirí comme l'un des jeunes les plus influents du monde.³³⁶ Lors des élections de 2018, il est élu député fédéral de São Paulo en tant que quatrième candidat le plus voté du pays. Ouvertement ultralibéral et lecteur de Ludwig von Mises, Kim Kataguirí a été formé notamment grâce à l'investissement de l'association nord-américaine « <i>Students for Liberty</i> », qui est à son tour financée par les magnats du pétrole Frederick, Charles et Bill Koch (les « frères Koch »). En effet, la trajectoire de Kataguirí montre très clairement que, si le rebond de l'ultralibéralisme est aujourd'hui un phénomène international, c'est aussi parce que le répertoire d'action des groupes ultralibéraux prévoit en soi une approche transnationale. Sur l'association « <i>Students for Liberty</i> », Foucart, Horel et Laurens rapportent : « <i>L'organisation visant essentiellement les écoles de pouvoir ou les universités d'élite, ses membres sont en position d'accéder rapidement à des fonctions politiques. (...) [Le directeur] Wolf von Laer évoque le rôle de son association dans l'accession de Jair Bolsonaro au pouvoir au Brésil : "Vous avez donc vu ces</i></p>

³³² *Ibid.*

³³³ Disponible sur : <https://especiais.gazetadopovo.com.br/eleicoes/2018/filho-de-bolsonaro-ja-o-deputado-mais-votado-da-historia-brasil/> (accès le 31 mai 2021).

³³⁴ Disponible sur : <https://noticias.r7.com/brasil/gays-querem-se-transformar-em-super-raca-diz-filho-de-bolsonaro-06112014> (accès le 31 mai 2021).

³³⁵ Disponible sur : <https://memoria.ebc.com.br/noticias/politica/2016/05/eduardo-bolsonaro-apresenta-projeto-de-lei-que-criminaliza-apologia-ao> (accès le 31 mai 2021).

³³⁶ Disponible sur : <https://time.com/4081618/most-influential-teens-2015/item/kim-kataguirí/> (accès le 31 mai 2021).

	<p><i>manifestations massives dans les rues, où les gens protestaient. (...) Un grand nombre de ces personnes que nous avons formées à nos idées sont maintenant dans les parlements des Etats. (...) Kim a également travaillé avec nous. Donc nous sommes vraiment en première ligne.” ».</i>³³⁷</p>
<p>Alexandre Frota</p>	<p>Acteur de cinéma pornographique gay aux années 1990, Alexandre Frota fait quatre fois la couverture de la revue « <i>G Magazine</i> », participe des <i>telenovelas</i> de la « <i>Rede Globo</i> » aux années 2000 et devient ainsi une célébrité nationale. Porte-parole du Mouvement Brésil Libre (MBL) et du mouvement École Sans Parti à partir de 2014, Frota est élu député à la Chambre basse en 2018, avec plus de 150 mille votes.³³⁸</p> <p>Dans une interview accordée peu après son élection, M. Frota déclare que, outre la lutte contre la corruption, il axera sa performance politique sur des propositions liées au domaine de l'éducation. « <i>Contre l'idéologie de genre. Contre l'endoctrinement à l'école. Je me battraï pour l'École Sans Parti. Nous devons améliorer nos lois pour qu'elles soient plus intenses</i> », estime-t-il.³³⁹</p>
<p>Ana Caroline Campagnolo</p>	<p>La carrière politique d'Ana Carolina Campagnolo commence en 2016, lorsque le procès qu'elle intente contre sa directrice de recherche, pour persécution idéologique et discrimination religieuse, a un retentissement national. En se définissant comme « chrétienne et antiféministe », elle devient par la suite porte-parole du mouvement École Sans Parti, représentant par ailleurs la société civile dans une commission parlementaire créée pour analyser le projet de loi 7.180/14. En 2018, elle est élue députée de l'État de Santa Catarina pour le PSL (Parti Social Libéral) ; peu après son élection, la députée fait un appel sur les réseaux sociaux pour demander que les vidéos et les informations avec des manifestations « politiques ou idéologiques » des enseignants soient transmises par les élèves à son numéro de portable avec le nom de l'enseignant, de l'école et de la ville. « <i>Nous garantissons l'anonymat des dénonciateurs</i> », assura-t-elle. Depuis lors, le Ministère public fédéral la persécute dans la justice pour intimidation des professeurs.³⁴⁰ Dans un profil de la députée rédigé par le magazine « <i>Carta Capital</i> », l'une des camarades de classe de Campagnolo l'a décrite comme suit : « <i>En classe, dans les débats, elle était</i></p>

³³⁷ LAURENS ; HOREL ; FOUCART ; *op. cit.* ; p. 262.

³³⁸ Disponible sur :

https://www.em.com.br/app/noticia/politica/2018/10/07/interna_politica,995364/alexandre-frota-e-eleito-deputado-federal-por-sao-paulo.shtml (accès le 31 mai 2021).

³³⁹ Disponible sur : <https://www.camara.leg.br/noticias/546112-alexandre-frota-tem-luta-contra-corrupcao-e-doutrinacao-na-escola-como-prioridades/> (accès le 31 mai).

³⁴⁰ Disponible sur : <https://www.dw.com/pt-br/mpf-investiga-se-houve-intimida%C3%A7%C3%A3o-de-professores-em-sc/a-46087390> (accès le 31 mai 2021).

	<i>contenue, mais polémique et très agressive sur les réseaux sociaux. Elle disait que les professeurs étaient des endoctrineurs gauchistes. Elle a même vu sa page Facebook suspendue à cause de ses prises de position ».</i> ³⁴¹
Joice Hasselmann	D'abord journaliste à Band TV, Joice Hasselmann devient nationalement connue en 2016, lorsque ses discours de défense véhémement de l'Opération « <i>Lava-Jato</i> » et du candidat Jair Bolsonaro commencent à avoir du succès. En 2018, avec 1 078 666 voix (soit 5,11 % des votes valides), Hassalman est élue députée fédérale pour l'État du Paraná, devenant la femme la plus votée dans l'histoire du Congrès national. ³⁴² Dans une interview au portail « <i>Poder 360</i> » accordée peu après son élection, Hasselmann indiqua ses priorités, à savoir la réduction de l'âge de la responsabilité pénale, l'assouplissement de la possession d'armes à feu, la privatisation complète des entreprises d'Etat et le projet École Sans Parti, qu'elle affirma être la « <i>prunelle de ses yeux</i> ». ³⁴³
Flávinho	Flávio Augusto da Silva, également connu sous le nom de Flávinho, commence sa carrière en tant que chanteur de gospel. En 2014, il rejoint le PSB (Parti Socialiste Brésilien) et est élu député fédéral, sous la bannière de la lutte contre l'avortement et de la défense des intérêts catholiques. Au Congrès national, il est le rapporteur du projet École Sans Parti et le vice-président du Front parlementaire catholique, représenté par 215 députés fédéraux et 5 sénateurs. ³⁴⁴ « <i>Il est inconcevable pour toute personne de bon sens, qui n'est pas militante, qu'on utilise les écoles et universités publiques comme bunkers des campagnes politiques de n'importe quel parti !</i> », écrit-il sur ses réseaux sociaux en 2018. ³⁴⁵

*

³⁴¹ Disponible sur : <https://www.cartacapital.com.br/politica/quem-e-ana-caroline-campagnolo-a-deputada-que-quer-a-denuncia-de-professoras-doutrinadoras/> (accès le 31 avril 2021).

³⁴² Disponible sur : <https://noticias.r7.com/brasil/deputada-mais-votada-do-brasil-joice-hasselmann-visita-a-recordtv-09102018> (accès le 31 mai 2021).

³⁴³ Disponible sur : <https://www.poder360.com.br/congresso/provavel-lider-do-psl-joice-hasselmann-anuncia-prioridades-na-camara/> (accès le 31 mai 2021).

³⁴⁴ Disponible sur : http://www2.camara.leg.br/deputados/pesquisa/layouts_deputados_biografia?pk=178978 (accès le 31 mai 2021).

³⁴⁵ Disponible sur : <https://www.facebook.com/Flavinhocn/posts/2031504240239505/> (accès le 31 mai 2021).

Dès son premier jour, le nouveau gouvernement fédéral dévoile de manière ostentatoire son agenda à la fois politiquement illibéral et économiquement néolibéral.³⁴⁶ Le premier acte administratif du président Jair Bolsonaro (la mesure provisoire 870 du 02 janvier 2019) réduit en effet de 29 à 22 le nombre de ministères. Par décision, les ministères suivants furent supprimés : Villes ; Culture ; Développement social ; Sports ; Finances ; Industrie, Commerce extérieur et services ; Intégration nationale ; Planification, développement et gestion ; Sécurité publique ; et Travail. Le ministère des Droits de l'homme, quant à lui, changea de nom pour devenir le « ministère des Femmes, de la Famille et des Droits de l'homme ».³⁴⁷ Publié dans le même jour, le décret n° 9 465/2019 supprima également le SECADI (Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion), mettant fin à presque deux décennies de construction de politiques publiques inclusives au sein du ministère de l'Éducation.³⁴⁸

« *Une nouvelle ère commence aujourd'hui au Brésil !* », déclara la pasteure néo-pentecôtiste Damares Alves, le jour même où elle prit ses fonctions comme ministre des Femmes, de la Famille et des Droits de l'homme dans le nouveau gouvernement de Jair Bolsonaro. Importante entrepreneuse de cause du mouvement École Sans Parti, Alves ajouta de manière sentencieuse : « *Désormais, les garçons portent du bleu et les filles, du rose !* ». ³⁴⁹

³⁴⁶ Le rapport intime entre le « néopopulisme » en Amérique Latine et le renforcement du processus de néolibéralisation du continent est par ailleurs décrit dans une étude menée par Kurt Weyland. WEYLAND, Kurt ; « *Neo-populism and Neoliberalism in Latin America: Unexpected Affinities* », *Comparative Political Studies*, 31 (3), 1996, p. 3-31.

³⁴⁷ Mesure Provisoire 870, du 02 janvier 2019. Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2019-2022/2019/Mpv/mpv870.htm (accès le 15 juin 2021).

³⁴⁸ Décret n° 9 465, du 02 janvier 2019. Disponible sur : http://www.in.gov.br/materia/-/asset_publisher/Kujrw0TZC2Mb/content/id/57633286.

³⁴⁹ Le tout fut enregistré en vidéo et publié par Damares Alves elle-même sur son compte *Twitter*. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=q6X3-nXjmv4> (accès le 30 mai 2021).

Chapitre IV. Judicialisation, mise en cause des contre-pouvoirs et *chilling-effect*

En soulevant l'hypothèse de l'existence d'un processus d'« endoctrinement idéologique » dans le système public d'enseignement, notamment en ce qui concerne les rapports sociaux de genre et la sexualité, le mouvement École Sans Parti réussit à mobiliser l'ensemble des institutions brésiliennes. Ainsi, comme nous l'avons vu, outre l'école, l'Église et la famille, les arènes politiques de toutes les instances fédérales sont convoquées dans une lutte symbolique pour définir quel est, dans une société démocratique, le rôle de l'éducation. L'enseignant doit-il apprendre à l'élève le respect de l'ordre ou la réflexion critique du monde social ? Les adolescents doivent-ils recevoir une éducation sexuelle ou sont-ils trop jeunes pour entendre parler de ce sujet ? « L'idéologie de genre » existe ou s'agit-elle d'un syntagme néologique dénué de sens ? Un professeur a-t-il nécessairement le devoir de rester neutre sur des enjeux politiques ? Pour répondre à de telles questions dans un cadre politiquement et institutionnellement complexe comme celui du Brésil, le pouvoir judiciaire ne pouvait évidemment pas être laissé de côté. « *Le droit est sans doute la forme par excellence du pouvoir symbolique de nomination et de classement qui crée les choses nommées* », écrit Pierre Bourdieu en 1986. « *Il n'est pas trop de dire qu'il fait le monde social, mais à condition de ne pas oublier qu'il est fait par lui* ». ³⁵⁰ En effet, la porosité entre l'espace judiciaire et les autres champs sociaux est l'un des éléments centraux d'analyse qui permettent d'appréhender globalement la controverse sur « l'idéologie de genre » au Brésil. Or, nous ne pourrions pas reconstruire l'histoire du mouvement École Sans Parti sans passer par sa judicialisation dans les années 2019 et 2020, qui se révèle être « *l'aboutissement d'une lutte symbolique* » ³⁵¹ sur les questions de genre et de sexualité dans le pays. Toujours selon la leçon de Bourdieu : « *en faisant accéder au statut de verdict une décision judiciaire qui doit sans doute plus aux dispositions éthiques des agents qu'aux normes pures du droit, le travail de rationalisation lui confère l'efficacité symbolique qu'exerce toute action lorsque, méconnue dans son arbitraire, elle est reconnue comme légitime* ». ³⁵² C'est donc parce que le droit formalise et objective le monde social qu'il devient un outil-clé dans la résolution de conflits non seulement interindividuels mais aussi, et de manière de plus en plus prononcée dans les différentes démocraties du monde, politiques. Autrement dit, à mesure que le phénomène de judicialisation des enjeux politiques prend de l'ampleur, l'instrumentalisation du droit par les acteurs du champ politique devient également un phénomène plus important, dont il faut nécessairement tenir compte lors de l'analyse des controverses de la portée de notre étude de cas. Par ailleurs, l'intérêt de mesurer les effets de la radicalisation politique sur les institutions juridiques a déjà été souligné par Danièle Lochak, selon laquelle il faut à

³⁵⁰ BOURDIEU, Pierre ; La force du droit ; In: Actes de la recherche en sciences sociales ; Vol. 64 ; septembre 1986 ; p. 3.

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² *Ibid.* ; p. 8.

la fois « *mettre en lumière le rapport entre les processus de radicalisation et la production normative* » et s'interroger sur « *l'impact que ces processus ont sur la législation ou la jurisprudence* ». ³⁵³ Non seulement, nous devons aussi réfléchir sur la « *la façon dont le droit agit en retour sur ces processus, la contribution qu'il y apporte, la fonction qu'il remplit (renforcement, atténuation, légitimation, etc.)* ». ³⁵⁴

Au Brésil, c'est principalement dans le but d'atténuer, voire d'entraver, le processus de construction populiste que la justice est provoquée par différents acteurs de la scène politique - notamment les partis politiques de la gauche, les mouvements sociaux, les associations et les organisations non gouvernementales qui militent soit pour le droit à l'éducation, soit pour le respect de l'égalité des sexes et de la diversité sexuelle. En recourant au droit pour tenter d'objectiver la vérité et obtenir un verdict niant formellement l'existence de « l'idéologie de genre », ils attestent de la force du répertoire juridique dans l'univers politique et de l'importante instrumentalisation politique de la justice - un phénomène qui, en soi, ne doit pas nécessairement être perçu de manière négative ou pathologique, comme une interférence du champ politique dans l'espace juridique ou vice-versa. Au contraire, nous corroborons ici le modèle d'analyse de Bastien François, qui rompt avec la conception positiviste de la séparation des pouvoirs, selon laquelle il y aurait des questions purement politiques et d'autres purement juridiques. « *Le recours à la Constitution n'est qu'un moyen parmi d'autres de justification de l'action, qui permet de mobiliser les ressources d'objectivité (et donc de neutralité) que procure le droit. Cet usage du droit par les professionnels de la politique, très largement pragmatique et instrumental, doit composer, dans certains cas, avec la croyance en l'existence de la règle de droit comme mode de résolution des conflits et avec les déplacements sur le terrain juridique éventuellement imposés par les adversaires* », explique le politiste. ³⁵⁵ Toujours dans cette perspective, afin de reconstruire le processus de judiciarisation du mouvement École Sans Parti, nous adopterons ici le cadre théorique d'Alec Stone Sweet, qui offre une perspective relationnelle et bidirectionnelle de ce phénomène, permettant de mesurer à la fois le poids de la politique sur le droit et le poids du droit sur la politique. ³⁵⁶ Ce modèle, comme nous le verrons attentivement dans les parties qui suivent, s'avère particulièrement heuristique pour analyser le rapport entre le phénomène populiste et le système juridique, voire, plus largement, entre le populisme et les contre-pouvoirs en général. Après tout, lorsqu'elle est confrontée à des avis de droit international ou à des décisions rendues par la Cour constitutionnelle, la construction populiste brésilienne ne s'arrête pas tout à fait,

³⁵³ LOCHAK, Danièle ; Les catégories juridiques dans les processus de radicalisation. In : COLLOVALD ; GAÏTI ; *op. cit.* ; p. 133-152.

³⁵⁴ *Ibid.*

³⁵⁵ FRANÇOIS, Bastien ; Le Conseil constitutionnel et la Cinquième République. Réflexions sur l'émergence et les effets du contrôle de constitutionnalité en France. In: Revue française de science politique, 47^e année, n°3-4, 1997 ; p. 397.

³⁵⁶ STONE SWEET, Alec ; *Governing with Judges. Constitutional Politics in Europe* ; Oxford ; Oxford University Press ; 2000 ; p. 195.

mais change de forme, se révélant être davantage un obstacle à la gouvernance constitutionnelle qu'une menace pour la stabilité du système juridique proprement dit.

Ce chapitre, qui clôt notre reconstitution socio-historique du mouvement École Sans Parti, est composé de trois parties. Tout d'abord, nous examinons comment, afin d'empêcher l'approbation de projets de loi interdisant la mention au genre dans les écoles publiques brésiliennes, les acteurs politiques défendant le droit à la liberté d'enseignement, notamment les organisations non gouvernementales, intègrent le recours au droit international dans leur répertoire d'action et portent la question devant les plateformes de négociation multilatérales. Ensuite, nous reconstituons la judiciarisation de la controverse au niveau national, en analysant le recours à la Cour constitutionnelle comme le produit de la complexification accrue du processus d'élaboration des politiques au Brésil. Enfin, nous ferons l'état des lieux de la construction populiste brésilienne suite à la dissolution officielle du mouvement École Sans Parti, en réfléchissant notamment à son discours de légitimation dans un contexte où, bien que son programme soit officiellement déclaré inconstitutionnel, il continue à être mené par le pouvoir exécutif dans les faits.

IV.I. Mise en cause des mécanismes multilatéraux de négociation

Comme nous l'avons déjà avancé, le système fédéral brésilien repose sur une répartition complexe des compétences législatives, de sorte que, outre les différents projets de loi de École Sans Parti déposés au Congrès national, plus de deux cents textes analogues ont été présentés dans les chambres législatives des différentes unités fédérales brésiliennes (États et municipalités). Dans ce contexte, le travail de coordination réalisé par la Campagne nationale pour le droit à l'éducation, un réseau de plus d'une centaine d'associations du tiers secteur spécialisées dans la politique éducative, fut sans aucun doute important, non seulement pour assurer le dialogue entre les différents acteurs et l'alignement de leurs stratégies de plaidoyer et de judiciarisation, mais aussi pour suivre l'évolution du mouvement École Sans Parti sur le territoire brésilien. « *La Campagne nationale pour le droit à l'éducation est un réseau de la société civile qui défend le droit à l'éducation, composé d'organisations et de personnes qui œuvrent pour le droit à une éducation publique, gratuite, laïque et de qualité au Brésil.* », explique Andressa Pellanda. « *Nous sommes nés en 1999, lorsqu'un groupe d'organisations a eu l'intention d'influencer le Forum mondial sur l'éducation de Dakar - où a été fixé l'agenda des objectifs du millénaire - et de surveiller désormais le droit à l'éducation au Brésil. Depuis lors, nous avons commencé à construire un réseau et plusieurs organisations nous ont rejoint*». ³⁵⁷

³⁵⁷ Andressa PELLANDA (entretien).

C'est dans le but de faire pression sur les parlementaires brésiliens que ces associations s'organiseront ensuite pour porter la question auprès des institutions de gouvernance internationale, notamment la Commission interaméricaine des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, en poussant au bout les ressources institutionnelles à leur portée et en mettant en évidence les limites d'action des plateformes de négociation interétatiques ou, simplement, réseaux multilatéraux de négociation. « *Notre travail international vise à la fois à influencer le processus décisionnel mondial et à faire pression sur l'État brésilien depuis l'extérieur* », explique Andressa Pellanda. « *Nous portons donc dans ces espaces internationaux des dénonciations et des demandes de soutien pour nos actions sur le droit à l'éducation au Brésil. C'est une façon d'agir de l'extérieur vers l'intérieur* ». ³⁵⁸

Ainsi, en 2017, en partenariat avec l'ONG « *Ação Educativa* », la Campagne présente une plainte au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, demandant son avis sur les projets de loi 867/2015 et 193/2016, à l'époque en cours d'analyse au Parlement. Dans une lettre signée par les rapporteurs spéciaux sur le droit à la liberté d'expression, le droit à la liberté religieuse et le droit à l'éducation, l'État brésilien a alors été invité à fournir des éclaircissements sur l'essor du programme École Sans Parti, notamment à justifier « empiriquement ou statistiquement » la nécessité de son adoption au niveau national. ³⁵⁹ À ce jour, cette lettre reste officiellement sans réponse, ce qui n'a pourtant pas empêché les acteurs locaux de la mobiliser dans la dispute symbolique autour de la mise en politique publique de la catégorie genre. « *Donc quand ces notes sortent, nous apportons ces discours à la presse, pour que la presse les publie et cela génère une pression sur le gouvernement* », explique Pellanda. « *Parce que, vous savez, vous avez besoin de la presse pour mobiliser l'opinion publique, surtout si l'on considère que les décideurs sont influencés par elle* ». ³⁶⁰

En 2018, c'était au tour de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de se prononcer sur le mouvement anti-genre et anti-endoctrinement au Brésil. Provoqué par la Campagne nationale pour le droit à l'éducation, mais aussi par l'Institut pour le développement et les droits de l'homme et l'ANAJUDH, l'organe juridictionnel de l'Organisation des États américains a publié une note le 12 novembre 2018 disant qu'il y aurait des raisons de s'inquiéter de la situation des droits de l'homme au Brésil. Parmi les points cités par le document figurent la limitation de la liberté d'expression des étudiants et des enseignants dans les écoles et les universités, la montée en puissance du mouvement École Sans Parti et l'augmentation des cas de violence politique lors des manifestations publiques dans le pays. Enfin, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a exhorté « *le Brésil à ne pas approuver des projets de loi qui représentent des régressions dans la*

³⁵⁸ *Ibid.*

³⁵⁹ Rapport sur les projets de loi 867/2015 et 193/2016, appelés « Programme École Sans Parti »; Haut-Commissariat des Droits de l'Homme. Nations Unies. Référence OL BRA 4/2017.

³⁶⁰ Andressa PELLANDA (entretien).

promotion et la protection des droits de l'homme, en tenant également compte du principe de progressivité et de non-régression dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels ». ³⁶¹

Et pourtant, l'intervention des organisations interétatiques s'est montrée relativement peu efficace pour faire face à l'ascension populiste, de plus en plus indifférente aux normes de la gouvernance transnationale, voire de l'opinion de la communauté internationale. « *Pendant le gouvernement Temer, jusqu'en 2018, la pression à l'ONU, à l'OEA, produisait un effet* », raconte Pellanda. « *Dans le gouvernement Bolsonaro, ils s'en moquent. Ils disent que l'ONU est "mondialiste", que la Commission interaméricaine des droits de l'homme est "communiste". Cette stratégie de discrédit des organisations internationales est également une mesure visant à protéger leur agenda* ». ³⁶²

En effet, le Brésil n'est pas le seul pays où le phénomène populiste s'ancre sur un discours fortement alter-mondialiste. C'est aussi le cas dans la Hongrie de Viktor Orbán et la Pologne d'Andrzej Duda, par exemple. ³⁶³ Il importe d'ailleurs de rappeler qu'à la base le syntagme néologique « idéologie de genre » fut développé pour opposer la doctrine catholique du Vatican à la « colonisation idéologique » du système des Nations unies. ³⁶⁴ « *Il faut reconnaître que très sincèrement aujourd'hui tout ce qui est mécanisme multilatéral est mis en cause* », estime Koumbou Boly Barry, rapporteuse spéciale du droit à l'éducation du Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme depuis 2016. « *Tous les mécanismes multilatéraux sont mis de côté. Les Nations Unies n'ont jamais été aussi discréditées depuis que ce mécanisme existe dans l'histoire. On n'a jamais eu autant d'attaques, autant de pays qui, au niveau politique, décident même de s'en retirer ou même de retirer le financement - bien que le siège des Nations Unies soit aux Etats-Unis par exemple. C'est... Voilà ! On ne peut pas expliquer qu'on perde le financement au niveau des mécanismes multilatéraux. Mais tout ça, ce sont les jeux de pouvoirs qui existent au niveau mondial et il faut absolument le comprendre tels quels. Et ces jeux de pouvoirs, au-delà de la nation brésilienne, ils s'organisent aussi un peu plus loin* », conclut-elle. ³⁶⁵

En définitive, l'essor des nouveaux populismes à l'échelle internationale et l'affaiblissement des mécanismes multilatéraux de négociation sont deux phénomènes qui vont de pair. En refusant de suivre la théorie des jeux (« *tant qu'il y a des négociations il n'y a pas de guerre* »), des gestions comme celle de Jair Bolsonaro, de Donald Trump ou de Recep Erdogan témoignent de l'importante reprise des discours nationalistes dans le monde. « *Moi, je parierais plutôt sur des accords*

³⁶¹ Disponible sur : <http://contee.org.br/comissao-interamericana-de-direitos-humanos-demonstrou-preocupacao-com-as-violacoes-a-liberdade-de-expressao-e-ao-direito-a-educacao-em-visita-oficial-ao-brasil/> (accès le 07 juin 2021).

³⁶² Andressa PELLANDA (entretien).

³⁶³ Par ailleurs, en Hongrie, l'organisation d'un référendum anti-LGBT fait la lumière sur les limites de la construction européenne à l'heure actuelle. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/22/orban-organise-un-referendum-anti-lgbt-en-hongrie_6089119_3210.html (accès le 04 août 2021).

³⁶⁴ JUNQUEIRA (2017) ; *op. cit.*

³⁶⁵ Entretien avec Koumbou BOLY BARRY (voir annexes).

bilatéraux», déclare Jair Bolsonaro lors d'un entretien accordé en 2017, durant sa campagne électorale. « *J'ai vu Trump là-bas, aux États-Unis ; il supprime le Transpacifique et s'oriente vers le bilatéralisme. Je pense que c'est positif, car nous avons un énorme potentiel dans le monde* ». ³⁶⁶

En effet, depuis qu'il est monté au pouvoir, le président Jair Bolsonaro privilégie nettement les accords bilatéraux au détriment des plateformes multilatérales de négociation. Parallèlement, l'agenda de l'armement et l'agenda de la militarisation sont au cœur de sa gestion. Signé le 07 mai 2019, le Décret 9.785/2019 est à cet égard exemplaire, facilitant le port d'armes pour un certain nombre de professions (notamment les avocats, les politiciens et les chasseurs) et permettant également l'achat d'armes à fort pouvoir de nuisance par les mineurs de moins de 18 ans avec l'autorisation d'un responsable. ³⁶⁷ De plus, en mars 2020, le Brésil et les États-Unis signèrent, dans l'État américain de Floride, un accord bilatéral dans le domaine militaire pour le développement de projets futurs. L'Accord de recherche, de développement, de test et d'évaluation (RDT&E) ouvre, selon le ministre de la Défense Fernando Azevedo e Silva, la voie à l'amélioration et à la fourniture de nouvelles capacités militaires pour les deux pays. ³⁶⁸ Cette politique d'armement fait d'ailleurs écho dans un pays comme le Brésil, où la violence urbaine est un enjeu historiquement majeur qui ne fait que se renforcer avec l'aggravation de la crise économique (désindustrialisation, démantèlement de l'État-providence, reprise du modèle de *plantation* ou d'agriculture d'exportation). Selon des données divulguées par la Police Fédérale, 179 771 nouvelles armes ont été enregistrées en 2020, soit une augmentation de 91% par rapport à celles enregistrées en 2019 (94 064). Il s'agit du plus haut niveau de la série enquêtée par l'institution, qui débute en 2009. Avec cela, le résultat des deux premières années du gouvernement Bolsonaro (273 835) représente une augmentation de 183% par rapport au total des nouveaux enregistrements d'armes à feu en 2018 et 2017 (96 512). ³⁶⁹

³⁶⁶ GODOY, Marcelo ; Entretien réalisé avec Jair Bolsonaro et publié le 02 avril 2017. Disponible sur : <https://infograficos.estadao.com.br/politica/bolsonaro-um-fantasma-ronda-o-planalto/entrevista> (accès le 03 mars 2021).

³⁶⁷ Décret 9.785 du 07 mai 2019. Disponible sur : http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2019-2022/2019/decreto/D9785.htm (accès le 16 juin 2021).

³⁶⁸ Disponible sur : <https://agenciabrasil.ebc.com.br/internacional/noticia/2020-03/brasil-e-eua-assinam-acordo-de-desenvolvimento-militar> (accès le 08 juin 2021).

³⁶⁹ Disponible sur : <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-55590649> (accès le 8 juin 2021).

IV.II. Judicialisation et dissolution officielle du mouvement École Sans Parti

La pression institutionnelle des organisations interétatiques ne fut pourtant pas en mesure de freiner la détermination des nombreux parlementaires et conseillers municipaux brésiliens membres du mouvement École Sans Parti. Malgré la forte mobilisation d'une partie de la société civile et les divers avis internationaux contraires au programme, des projets de loi interdisant « l'idéologie de genre » et « l'endoctrinement gauchiste » dans les écoles du réseau public furent approuvés dans différents États et municipalités de la République fédérale du Brésil. Ce fait poussa les organisations militantes pour le droit à l'éducation à changer de stratégie, témoignant surtout de la diversité de leur répertoire d'action dans la défense du « genre » en tant que catégorie de l'action publique. *« À tel point que notre stratégie de travail a subi ce changement que j'ai mentionné, ce nouveau focus sur la Cour constitutionnelle »,* explique Andressa Pellanda. *« Le plaidoyer auprès de la Cour constitutionnelle vise donc à obtenir une action efficace. C'est pourquoi de 2018 à aujourd'hui, la Campagne a une stratégie qui consiste beaucoup plus à miner le gouvernement dans l'opinion publique et avec les organes judiciaires qui nous restent (parce que parfois même cela n'est pas possible), plutôt que l'agenda international. Parce que l'agenda international n'est pas contraignant, à l'exception de la Cour pénale internationale, mais là c'est une discussion beaucoup plus complexe et plus lente (...). Nous avons fortement diminué notre plaidoyer international et nous nous concentrons désormais sur la Cour constitutionnelle ».*³⁷⁰

De fait, en plus de démontrer clairement la croyance de la militante dans « l'efficacité et la légitimité de la valorisation des arguments constitutionnels comme ressource politique »,³⁷¹ ce témoignage fournit un exemple emblématique des « usages instrumentaux du droit constitutionnel, gouvernés par l'intérêt tactique des protagonistes de la compétition politique ». ³⁷² Toujours dans ce sens, l'imbrication entre les processus de juridiction et de rédaction législative signale aussi de la dimension considérable prise par la judicialisation du processus d'élaboration des politiques publiques au Brésil. À cet égard, voyons le témoignage de Rafael Kirchhoff, avocat qui fonde, dans l'État du Paraná, l'Association nationale des juristes pour les droits de l'homme des LGBT [ANAJUDH] afin de combattre le mouvement École Sans Parti à travers les tribunaux : *« Notre idée [lors de la création de l'ANAJUDH] était d'obtenir que la Cour de justice du Paraná se prononce sur la question, sachant qu'il y avait déjà une injonction dans la Cour constitutionnelle. Vous comprenez ? Parce que si je prenais une autre loi qui n'était pas dans l'ordre du jour de la Cour constitutionnelle, il se pourrait que la Cour [de justice du Paraná] dise -*

³⁷⁰ Andressa PELLANDA (entretien).

³⁷¹ BASTIEN (1997) ; *op. cit.* ; p. 397.

³⁷² *Ibid.*

comme elle l'a dit en d'autres occasions - que l'école ne doit pas aborder ces sujets avec les enfants, parce qu'ils sont encore en train de se former, toute cette litanie que nous connaissons déjà. Nous savions que la Cour [de justice du Paraná] était contre, mais ils ont fini par être obligés de suivre l'injonction de la Cour constitutionnelle. Et cette décision a fini par influencer le vote de l'École Sans Parti à l'Assemblée législative - c'était à la même période, le même jour d'ailleurs. En tant que membres de l'ANAJUDH, nous nous sommes séparés et nous étions une moitié à la Cour de justice et une autre à l'Assemblée, puis dès que nous avons appris sur le jugement nous avons propagé l'information dans la maison législative. C'était une dispute très serrée, certes, mais le projet n'a pas été approuvé ».³⁷³

Effectivement, nous pouvons déduire que l'association mécanique entre le phénomène de judiciarisation et l'appropriation de prérogatives politiques par le pouvoir judiciaire, selon laquelle la politisation des agendas judiciaires impliquerait la confiscation de la démocratie par le « pouvoir des juges »,³⁷⁴ ne suffit pas à rendre compte de la complexité des mécanismes des « checks and balances » dans les systèmes politiques contemporains. Or, « par-delà la dimension normative de ce questionnement, certes légitime, (...) il conviendrait plutôt d'envisager la judiciarisation dans une perspective relationnelle, sous l'angle des effets induits dans l'arène parlementaire par l'implication, pensée en termes de politisation, des instances judiciaires dans les controverses politiques ».³⁷⁵ En adoptant le modèle théorique d'Alec Stone Sweet, l'influence croissante des arguments constitutionnels dans le processus d'élaboration des politiques publiques implique un nouveau mode de gouvernance qui ne représente pas nécessairement une pathologie pour le système démocratique.³⁷⁶ Le schéma interprétatif selon lequel la judiciarisation impliquerait une dédifférenciation des espaces politique et judiciaire mérite alors d'être nuancé. Plutôt que l'envahissement du champ politique par l'espace judiciaire, supposément autonomes l'un de l'autre, le phénomène de judiciarisation relève en fait des logiques, déjà largement éclairées par la sociologie compréhensive, de différenciation accrue des systèmes sociaux. Selon Laurence Dumoulin et Violaine Roussel : « Ce n'est donc pas comme effet de la dissolution des frontières entre judiciaire et politique et de la confusion des logiques entre ces espaces qu'il faut, nous semble-t-il, saisir ces dynamiques. Elles découlent bien plutôt de l'allongement progressif des chaînes d'interdépendance dont procèdent les politiques publiques qui incluent désormais une diversité plus grande de spécialistes et d'experts ».³⁷⁷

³⁷³ Rafael KIRCHHOFF (entretien).

³⁷⁴ GUARNIERI, Carlo ; PEDERZOLI, Patrizia ; *The Power of Judges. A Comparative Study of Courts and Democracy* ; Oxford ; Oxford University Press ; 2002.

³⁷⁵ RAYNER, Hervé ; VOUTAT, Bernard ; La judiciarisation à l'épreuve de la démocratie directe. L'interdiction de construire des minarets en Suisse ; *Revue française de science politique*, vol. 64, no. 4, 2014 ; p. 702.

³⁷⁶ STONE SWEET (2000) ; *op. cit.*

³⁷⁷ DUMOULIN, Laurence ; ROUSSEL, Violaine. « Chapitre 9 / La judiciarisation de l'action publique », Olivier BORRAZ éd., *Politiques publiques 2. Changer la société*. Presses de Sciences Po, 2010 ; p. 250.

En ce qui concerne notre objet d'étude, ce que l'on peut constater dans les faits, c'est que, par le biais de la judiciarisation et notamment grâce à la possibilité, pour les organisations non gouvernementales et autres acteurs politiques non institutionnels, de présenter des mémoires d'*Amicus curiae* aux procès intentés par le parquet contre le mouvement École Sans Parti, des secteurs de la société minoritairement représentés au sein du pouvoir législatif (qui, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, est majoritairement conservateur) sont autorisés à participer au processus de *policy-making*. La contradiction entre le « gouvernement de la majorité » et le « gouvernement des juges » est donc résolue par la formule classique de l'« État de droit ». C'est d'ailleurs l'interprétation défendue par Rafael Kirchhoff qui, lorsqu'on lui demande ce qu'il pense du fait que les droits des personnes LGBT au Brésil ont tous été obtenus par le biais des tribunaux, répond : « *Je pense que la voie juridique est aussi légitime. Ce n'est pas un droit mineur, ce n'est pas un droit de seconde zone. Elle s'inscrit dans le mouvement même d'équilibrage de la démocratie, de contreponds des minorités face aux majorités. Si les chambres législatives sont une voix beaucoup plus représentative des majorités, ce sont les Cours constitutionnelles qui sauvegardent les droits de ceux qui n'ont pas la majorité au Parlement. Je pense donc qu'il est absolument légitime - avec quelques difficultés, bien sûr, qui sont liées au fait qu'il est contre-majoritaire, c'est-à-dire que c'est un droit qui a été conquis à force de beaucoup de lutte, et qui peut être menacé (on le voit clairement au Brésil), étant soumis à une certaine reconfiguration de la Cour constitutionnelle elle-même (on voit dans plusieurs cas une oscillation significative de la position de la Cour). Mais il ne s'agit pas d'un droit de deuxième classe* ». ³⁷⁸

*

Ainsi, le processus de judiciarisation de la controverse sur le programme École Sans Parti est amorcé lorsque le Ministère public fédéral dépose devant la Cour constitutionnelle l'Argument de non-respect de précepte fondamental (ADPF) 462, contre la loi 994/2015, qui instaurait dans la municipalité de Blumenau un plan d'éducation interdisant l'enseignement sur genre dans les écoles du réseau public. Ensuite, une série d'autres procès de contrôle de constitutionnalité se sont instaurés, notamment par l'initiative du Ministère public fédéral (dont la fonction est de veiller sur l'État démocratique de droit), des partis politiques de gauche et des syndicats des professionnels de l'enseignement. En effet, les articles 102 I, a, et 103, de la Constitution fédérale brésilienne, énumèrent les parties légitimes à promouvoir des actions de contrôle de constitutionnalité abstrait et les organisations non gouvernementales n'y figurent pas. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ces acteurs ont misé sur l'élaboration d'*Amicus curiae*, qu'ils ont déposés dans différents procès sous la juridiction de la Cour constitutionnelle. L'*Amicus curiae*, qui existe dans le système juridique brésilien depuis l'approbation de la loi 9.868 de 1999, est en fait un mécanisme issu du *common law*

³⁷⁸ Rafael KIRCHHOFF (entretien).

qui a pour finalité d'éclairer les décisions des tribunaux, en leur offrant une meilleure base pour les questions à fort impact social.³⁷⁹ Dans notre étude de cas, l'analyse des différents procès de constitutionnalité relatifs au mouvement École Sans Parti donne à voir la présentation d'*Amicus curiae* de la part de nombreux réseaux et associations: l'ANAJUDH, la Campagne nationale contre l'éducation et l'ONG « *Ação Educativa* » sont juste quelques exemples d'acteurs qui se sont investis juridiquement dans la défense du genre et de la diversité sexuelle dans les écoles. D'ailleurs, ces acteurs se sont organisés nationalement, dans une articulation coordonnée par l'ONG « *Ação Educativa* ». Selon Kirchhoff, ce fut ainsi que l'on dirigea l'admission ou non des *Amicus curiae* : « à quel moment, qui disait quoi, quel ministre était plus ouvert aux demandes de rencontre, etc. ».³⁸⁰

Au moins du point de vue institutionnel, cette stratégie s'avéra un succès. Le 23 décembre 2019, la Cour constitutionnelle juge finalement l'ADPF 462 de Santa Catarina et déclare, pour la première fois, l'inconstitutionnalité des lois interdisant la mention au genre et à la diversité dans les écoles. Selon le juge Edson Fachin, rapporteur dans l'ADPF 462 : « *Seule la coexistence avec la différence et son accueil nécessaire génèrent la construction d'une société libre, juste et solidaire, dans laquelle le bien de tous est promu sans préjugés d'origine, de race, de sexe, de couleur, d'âge et de toute autre forme de discrimination. Ne pas admettre la libre expression du genre et ne pas promouvoir sa compréhension est une attitude qui viole absolument la dignité et la liberté de l'être* ».³⁸¹ Il s'agit-là du premier précédent d'une série d'arrêts analogues qui corroborent et finalement sédimentent la jurisprudence de la Cour selon laquelle la catégorie « genre » ne doit pas être exclue des politiques publiques d'éducation au Brésil. Finalement, en août 2020, la Cour constitutionnelle eut à examiner la question plus large de « l'endoctrinement idéologique. ». Lors du jugement par connexion des Actions Directes d'Inconstitutionnalité 5537, 5580 et 6038, elle décide définitivement que toute initiative législative ou administrative visant à restreindre la liberté d'expression des enseignants dans les écoles est inconstitutionnelle et donc nulle du point de vue juridique.³⁸²

Afin de mieux illustrer cette véritable « guerre juridique », faite de plusieurs « batailles judiciaires », le tableau suivant répertorie l'ensemble des procès de contrôle de constitutionnalité liés au mouvement École Sans Parti et montre la forte judiciarisation du processus de *policy-making* au Brésil.³⁸³

³⁷⁹ Glossaire juridique de la Cour Suprême du Brésil. Disponible sur: <https://web.archive.org/web/20160311231425/http://stf.jus.br/portal/glossario/ververbete.asp?id=533&letra=a> (accès le 08 juin 2021).

³⁸⁰ Rafael KIRCHHOFF (entretien).

³⁸¹ Disponible sur : <http://portal.stf.jus.br/noticias/verNoticiaDetalhe.asp?idConteudo=433523&ori=1> (accès le 08 juin 2021).

³⁸² Cour constitutionnelle ; Arrêt ADI 5537 ; AL 400148-30.2016.1.00.0000 ; Rapporteur : Roberto BARROSO ; Date de jugement : le 24 août 2020 ; date de publication : le 17 septembre 2020.

³⁸³ Quoique qu'il y ait toujours d'actions analogues en attente de jugement, dans la pratique juridique l'on peut dès lors les considérer jugées par force de jurisprudence.

Procès	Entité Fédérale	Auteur de la demande	Objet de la demande	Jugement
ADPF 462	Municipalité de Blumenau (SC)	Ministère public fédéral (MPF)	Loi 994/2015, qui instaure un plan municipal d'éducation qui interdisant l'enseignement sur genre.	La demande fut accueillie et le plan d'éducation municipal jugé inconstitutionnel (23/12/2019).
ADPF 457	Municipalité de Novo Gama (GO)	Ministère public fédéral (MPF)	Loi 1.516/2015, qui instaure un plan municipal d'éducation interdisant l'enseignement sur le genre.	La demande fut accueillie et le plan d'éducation municipal jugé inconstitutionnel (27/04/2020).
ADPF 526	Municipalité de Foz do Iguaçu (PR)	Parti Communiste du Brésil (PCdoB)	§ 5 de l'Art. 162 de la Loi Organique de la Municipalité de Foz do Iguaçu, ajouté par l'Amendement n. 47/2018, interdisant l'enseignement sur le genre dans les écoles.	La demande fut accueillie et le plan d'éducation municipal jugé inconstitutionnel (28/05/2020).
ADPF 467	Municipalité d'Ipatinga (MG)	Ministère public fédéral (MPF)	Loi 3.491/2015, qui instaure un plan municipal d'éducation interdisant l'enseignement sur le genre.	La demande fut accueillie et le plan d'éducation municipal jugé inconstitutionnel (28/05/2020).
ADPF 460	Municipalité de Cascavel (PR)	Ministère public fédéral (MPF)	Loi 6.496/2015, qui instaure un plan municipal d'éducation interdisant l'enseignement sur le genre.	La demande fut accueillie et le plan d'éducation municipal jugé inconstitutionnel (26/06/2020).
ADPF 461	Municipalité de Paranaguá (PR)	Ministère public fédéral (MPF)	Loi 3.468/2015, qui instaure un plan municipal d'éducation interdisant l'enseignement sur le genre.	Jugement connexe (24/08/2020). Toutes les demandes ont été accueillies et les respectifs plans d'éducation, jugés inconstitutionnels.
ADPF 465	Municipalité de Palmas (TO)	Ministère public fédéral (MPF)	Loi 2.243/2016, qui instaure un plan municipal d'éducation interdisant l'enseignement sur le genre.	
ADPF 600	Municipalité de Londrina (PR)	Confédération des travailleurs des établissements d'enseignement (CONTEE)	Loi Organique 55/2018, qui interdit l'enseignement sur le genre dans les écoles.	

ADIN 5537 (et connexes : 5580, 6038)	Etat Fédéral d'Alagoas	Confédération Nationale des Travailleurs en Éducation (CNTE) ; Confédération des travailleurs des établissements d'enseignement (CONTEE) ; Parti Démocratique Travailleuse (PDT).	Loi 7.800/2016, qui instaure le Programme École Libre, interdisant tout effort d'« endoctrinement idéologique ou marxiste» de la part des enseignants.	Le jugement des ADIN 5537, 5580, 6038 crée une nouvelle jurisprudence, plus large, qui déclare l'inconstitutionnalité non seulement de l'interdiction aux études de genre, mais de toute tentative de restreindre la liberté de parole des enseignants (24/08/2020).
ADIN 5668	Fédération	Parti Socialisme et Liberté (PSOL)	L'on demande à la Cour suprême fédérale d'interpréter le Plan national d'éducation (approuvé par la Loi Fédérale 13.005/2014) conformément à la Constitution fédérale, afin de reconnaître l'obligation constitutionnelle des écoles publiques et privées de prévenir et de limiter le bullying homophobe.	Demande déposée le 22/03/2017, elle n'a pas encore été jugée.
ADPF 522	Municipalités de Petrolina et Garanhuns (PE)	Parti Socialisme et Liberté (PSOL)	Lois 2.985/2017 et 4.432/2017 des municipalités de Petrolina et Garanhuns, toutes deux de l'État du Pernambuco, qui interdisent toute politique d'enseignement portant sur les questions de genre.	Demande déposée le 12/06/2018, elle n'a pas encore été jugée.
ADPF 466	Municipalité de Tubarão (SC)	Confédération des travailleurs des établissements d'enseignement (CONTEE)	Loi 4.268/2015, qui instaure un plan municipal d'éducation interdisant l'enseignement sur le genre.	Demande déposée le 17/07/2018, elle n'a pas encore été jugée.

Ces décisions de la Cour constitutionnelle furent à la fois célébrées par les acteurs mobilisés en défense de la liberté d'enseignement et regrettées par les entrepreneurs de cause du mouvement École Sans Parti, qui n'hésitèrent pas à montrer leur mécontentement sur les réseaux sociaux. Ce fut donc dans ce contexte que, le 22 août 2020, l'avocat Miguel Nagib, fondateur de l'École Sans Parti, annonça la fin officielle du mouvement. « *J'annonce avec tristesse la fin du mouvement École Sans Parti* » écrivit l'avocat dans un communiqué publié sur son compte Twitter. « *Bolsonaro doit être satisfait. Après tout, ce tribunal fallacieux, honteux de la nation, ennemi des familles, vient de lui donner l'excuse parfaite pour abandonner une fois pour toutes la promesse de combattre l'endoctrinement et l'idéologie de genre dans les écoles* ». ³⁸⁴

À bout de souffle, depuis 2020 le mouvement École Sans Parti ne sut pas surmonter un tel échec institutionnel ; suite à sa judiciarisation se produisit donc sa dissolution officielle, laquelle, comme nous le verrons en détail dans la partie suivante, ne suffit pourtant pas à freiner définitivement la construction populiste brésilienne.

IV.III. Le populisme contre la gouvernance constitutionnelle

Avec la déclaration d'inconstitutionnalité de la Cour constitutionnelle, les projets de loi interdisant la mention au genre ou à « l'endoctrinement de gauche » dans les écoles publiques ont été suspendus et classés, et le mouvement d'ultra-droite dénommé École Sans Parti, officiellement dissous. Cela ne signifie pas pour autant que le champ politique brésilien soit automatiquement revenu à son *statu quo* initial - comme le dit le vieil adage attribué à Héraclite, un fleuve ne coule jamais deux fois de la même manière. En effet, la clôture juridique de la controverse sur le système éducatif brésilien ne fut pas en mesure de remédier à tous les dommages causés par le véritable tsunami politique qu'a été le mouvement École Sans Parti. En déplaçant le débat électoral des questions liées à l'économie politique vers des questions de valeurs, de mœurs et d'identités, notamment à travers la mobilisation du discours de genre et la politisation du système public d'enseignement, l'ultra-droite brésilienne a réussi, comme nous l'avons décrit notamment dans le chapitre précédent, à augmenter substantiellement sa représentativité au sein des pouvoirs exécutif et législatif. Ainsi, même si le mouvement École Sans Parti fut éteint par son créateur en 2020, il servit de tremplin efficace pour renouveler les cadres politiques brésiliens et promouvoir un glissement du spectre idéologique du centre-gauche vers l'ultra-droite. L'élection de Jair Bolsonaro à la présidence de la République est à cet égard très illustrative. De toute évidence, les nouvelles orientations de la politique éducative adoptées par son gouvernement, même si elles n'ont pas franchement interdit, en raison de la contrainte juridique, la mention au genre à l'école, sont certainement de nature à transformer l'environnement scolaire en un lieu le plus inhospitalier possible pour aborder des thèmes tels que la

³⁸⁴ Disponible sur : <https://educacao.uol.com.br/noticias/2020/08/22/apos-derrota-no-stf-fundador-do-escola-sem-partido-diz-que-deixa-movimento.htm> (accès le 23 août 2020).

diversité ou l'éducation sexuelle. En effet, le 27 avril 2021, lors de l'installation d'une Commission d'enquête parlementaire (CPI, dans l'acronyme en portugais) à la Chambre des députés, afin d'enquêter sur la gestion du gouvernement de Jair Bolsonaro face à la pandémie de Covid-19, le président a profité de l'occasion pour défendre son programme d'éducation : « *Il n'est pas facile de réorienter l'éducation au Brésil* », dit-il. « *Nous faisons ce que nous pouvons. Nous ne voyons plus cette sexualisation à l'école, elle a pratiquement disparu sous notre gouvernement. Personne ne veut que ses enfants soient impliqués dans le sexe, mais les gauchistes qui étaient là...* ».³⁸⁵

Sous prétexte de maintenir un gouvernement plus austère, l'une des premières mesures de Jair Bolsonaro fut précisément la réduction substantielle du nombre de bureaux ayant le statut de ministère, ainsi que la transformation symbolique du ministère des Droits de l'homme en ministère de la Femme, de la Famille et des Droits de l'Homme - un portefeuille qui fut confié à Damares Alves, pasteure évangélique à l'Église Batista de Lagoinha et entrepreneuse notoire du mouvement École Sans Parti. En effet, force est de constater que la gestion de Jair Bolsonaro, tributaire de la construction populiste qui fait l'objet de notre étude, est fort peu soucieuse des décisions prises par le Cour constitutionnelle du Brésil. Comme l'explique par ailleurs P. Rosanvallon, le populisme s'appuie sur « *une vision polarisée et hyperélectorale de la souveraineté du peuple, qui rejette les corps intermédiaires et entend domestiquer les institutions non élues (comme les cours constitutionnelles et les autorités indépendantes)* ».³⁸⁶ Ou encore, selon les politistes Lazar et Diamanti : « *Les populistes sacralisent le peuple souverain dans le même temps où ils s'attaquent aux représentants politiques et se livrent à une critique radicale des formes institutionnelles organisant cette même souveraineté populaire. Le peuple est systématiquement valorisé en tant qu'entité homogène, porteur de vérité et considéré comme fondamentalement bon, par opposition aux élites supposées sans racines nationales* ».³⁸⁷ La mise en cause des contre-pouvoirs ressort en ce sens comme un élément constitutif du nouveau populisme d'ultra-droite brésilien, illustrant dans les faits ce que le politicien Christophe Jaffrelot appelle « *le paradoxe populiste* », c'est-à-dire, le fait qu'il s'agit-là d'un discours qui instrumentalise la démocratie pour ensuite la restreindre, s'attaquant à la fois à l'État de droit et aux libertés individuelles.³⁸⁸

Au Brésil, en mettant en avant la légitimité du suffrage et du soutien populaire, le nouveau gouvernement fédéral n'hésite pas à faire passer des réformes qui ne tiennent pas compte de la jurisprudence constitutionnelle, empiétant en outre sur la voie des nombreuses institutions qui sont considérées comme indispensables pour assurer un minimum de continuité en termes d'élaboration de

³⁸⁵ Disponible sur : <https://www.cartacapital.com.br/politica/acuado-pela-cpi-bolsonaro-evoca-o-kit-gay-e-diz-que-zerou-a-sexualizacao-nas-escolas/> (accès le 18 juin 2021).

³⁸⁶ ROSANVALLON (2020) ; *op. cit.* ; p. 15.

³⁸⁷ DIAMANTI ; LAZAR (2019) ; *op. cit.* ; p. 18.

³⁸⁸ JAFFRELOT, Christophe ; Séminaire « Actuality of populism. Populist regimes or authoritarian ones ? » ; Sciences Po Paris ; Rendez-vous de la recherche ; le 22 avril 2021.

politiques publiques. «*L'État est tout entier colonisé par les intérêts de la politique gouvernementale*», déclare Rogério Diniz Junqueira. «*Prenez l'exemple de l'Itamaraty [le ministère des Affaires Étrangères] ! Bolsonaro a dynamité l'Itamaraty ! Il a dynamité l'IPEA [Institut de recherche économique appliquée] ! Il essaie de dynamiter l'INEP [Institut national d'études et de recherches pédagogiques]. C'est-à-dire les organes qui font de la recherche appliquée, produisent des indicateurs, des données - même l'IBGE [Institut brésilien de géographie et de statistique], ou les organes de l'agriculture, de l'environnement, de la météorologie, etc. Ce sont des organes d'État ; quel que soit le gouvernement, la production de données doit suivre une certaine logique. Bolsonaro ne les respecte pas, voyez sa lutte contre l'IBAMA [Institut brésilien pour l'environnement et les ressources naturelles], pour empêcher les fonctionnaires d'inspecter les feux en Amazonie. (...) Le gouvernement Bolsonaro ne reconnaît aucune institution étatique ni aucun pouvoir* ». ³⁸⁹ La politisation de l'État est donc un trait majeur de ce régime populiste. «*Politisation des fonctions et polarisation des institutions se sont de la sorte liées pour que tous les pouvoirs soient aux mains d'un exécutif ayant par ailleurs le pouvoir législatif à ses ordres* », explique Rosanvallon. «*On peut parler dans ce cas d'une véritable privatisation de l'État, vidant de sa substance la notion même de service public* ». ³⁹⁰

Parmi les politiques adoptées par le nouveau chef de l'exécutif, deux méritent d'être soulignées car, en touchant au domaine de l'éducation, témoignent de la continuité idéologique et thématique entre le mouvement anti-genre et l'actuel gouvernement brésilien.

Premièrement, le 03 février 2020, à la veille du Carnaval, le ministère de la Femme, de la Famille et des Droits de l'Homme lança une nouvelle campagne de prévention des grossesses précoces, intitulée «*Tout a son temps : l'adolescence d'abord, la grossesse ensuite*». Contrairement à toutes les recommandations internationales sur l'éducation sexuelle, la campagne ne mentionne pas l'utilisation de préservatifs ou de toute autre méthode contraceptive et encourage la «*réflexion*» sur les effets d'une grossesse précoce. «*Nous élaborons un plan national pour la prévention des rapports sexuels précoces. Cette action n'est qu'un début. Les relations sexuelles avant l'heure ont de graves conséquences, physiques et émotionnelles. Nous allons faire des brochures, nous irons dans les écoles pour montrer l'art, la musique. Nous allons nous occuper des jeunes filles, et pas seulement les appeler pour le sexe* », déclara la cheffe du ministère. ³⁹¹ La campagne d'abstinence est pourtant regrettée par les spécialistes en éducation sexuelle juvénile. «*Ce tabou sur la sexualité des adolescents n'est pas nouveau, ce qui est nouveau c'est qu'il pénètre le champ des politiques publiques*», estime Mariana Braga Neves, chargée du programme d'éducation sexuelle à la

³⁸⁹ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

³⁹⁰ ROSANVALLON (2020) ; *op. cit.* ; p. 15.

³⁹¹ Disponible sur : <https://www.dw.com/pt-br/tudo-tem-seu-tempo-a-campanha-de-damares-contra-gravidez-precoce/a-52252813> (accès le 13 février 2021).

représentation brésilienne de l'UNESCO depuis 2002. « *En pratique, l'abstinence est la solution donnée par les églises néo-pentecôtistes à la question du sexe à l'adolescence depuis des années. Il est clair que cela ne résout pas le problème. L'existence d'un tabou sur le sujet n'empêchera pas ces jeunes de se développer sexuellement. Il est très fréquent, par exemple, que les filles qui appartiennent à ces églises néo-pentecôtistes se retrouvent coincées entre la pression de leurs pasteurs et celle de leurs petits amis qui, religieux ou non, veulent avoir des relations sexuelles. Les filles savent que si ce n'est pas avec elles, ce sera avec quelqu'un d'autre ; elles savent qu'elles ne peuvent pas compter sur la patience de leurs partenaires. Ainsi, pour contourner le problème et préserver leur virginité, beaucoup d'entre elles optent pour la pratique du sexe anal - et pensent ainsi ne pas avoir besoin de se protéger. Donc, d'un certain point de vue, l'abstinence peut pallier le problème de la grossesse, mais ne traite pas celui des MST. Le Brésil a connu un retour important du VIH et, plus fort encore, de la syphilis. Pour le combattre, nous avons besoin de mobiliser l'éducation. De plus, la population brésilienne n'est pas toute néo-pentecôtiste, n'est-ce pas ?* ».³⁹²

En complément de la campagne d'abstinence sexuelle, le ministère des Femmes, de la Famille et des Droits de l'homme lança aussi, en pleine pandémie, un cours virtuel visant à renforcer l'institution familiale brésilienne. Le « *Cours pour les familles fortes* » a commencé à être diffusé en février 2021 et vise à « *renforcer la parentalité* » et à « *prévenir les comportements à risque chez les enfants et les adolescents* ». ³⁹³ Le programme ne fait cependant pas non plus l'unanimité parmi les experts en éducation. « *Il s'agit d'un cours d'endoctrinement tout simplement, à un caractère idéologique extrêmement conservateur.* », commente Rogério Diniz Junqueira. « *Leur idée est que si nous renforçons la famille, tout ira bien dans le pays. Ok, sauf que renforcer la famille n'est pas une politique publique. Dire que le fils doit respecter le père, que la mère doit aimer ses enfants, ces choses ne sont pas des politiques publiques* ». ³⁹⁴

Du côté du ministère de l'Éducation, les réformes furent également substantielles. Outre l'extinction définitive du SECADI (Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion) dans son premier acte présidentiel (décret n° 9 465/2019), le nouveau gouvernement a nommé Sandra Ramos, une collaboratrice du mouvement École Sans Parti, au poste de coordinatrice générale du matériel pédagogique, avec la promesse de revoir les sujets controversés. ³⁹⁵ De plus, en septembre 2019, le pouvoir exécutif a lancé ce qui avait été l'une de ses plus importantes promesses de campagne : le Programme national de militarisation des écoles, une initiative du ministère de l'Éducation en partenariat avec le ministère de la Défense et les forces

³⁹² Mariana BRAGA NEVES (entretien).

³⁹³ Disponible sur : <https://www.gov.br/mdh/pt-br/assuntos/noticias/2021/fevereiro/curso-on-line-vai-capacitar-facilitadores-do-programa-familias-fortes> (accès le 18 juin 2021).

³⁹⁴ Rogério D. JUNQUEIRA (entretien).

³⁹⁵ Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/educacao/2021/03/mec-nomeia-aliada-do-escola-sem-partido-para-coordenar-materiais-didaticos.shtml> (accès le 18 juin 2021).

armées. Créé par le décret 10.004 de 2019, le programme prévoit la mise en œuvre de 216 collèges militaires d'ici 2023, en vue « *d'améliorer le processus d'enseignement-apprentissage dans les écoles publiques* ». ³⁹⁶ Dans la pratique, la conversion des écoles civiles en écoles militaires se fait d'abord par l'adhésion volontaire des communautés scolaires ; ensuite, des militaires de la réserve sont envoyés pour accompagner la direction pédagogique des écoles, où de nouvelles normes disciplinaires sont également introduites : les uniformes ordinaires sont remplacés par des uniformes militaires ; les garçons doivent porter des cheveux courts et les filles, un chignon ; les cheveux colorés, la barbe, le maquillage et le vernis à ongles foncé sont interdits ; mâcher du chewing-gum, jurer ou communiquer en argot sont également défendus. Dans certaines écoles, les élèves doivent saluer, se présenter quotidiennement en ordre uni (formation de troupe) et assister au lever régulier du drapeau national. ³⁹⁷ Dans ce cas, une fois de plus, ce qui est clairement en jeu est l'instrumentalisation de la politique d'éducation pour assurer la reprise de l'ordre symbolique (au moins tel qu'il est conçu par les membres du mouvement École Sans Parti), plus particulièrement de « l'ordre naturel » des rapports sociaux de genre. Or, c'est notamment « *en inculquant, à travers la soumission aux disciplines scolaires et adhésions aux hiérarchies culturelles, une disposition transposable et généralisée au respect des disciplines et des hiérarchies sociales* », que le travail pédagogique tend à reproduire les conditions sociales de production de la culture dominante. ³⁹⁸

Quoiqu'il en soit, depuis son lancement en 2019, le programme de militarisation de l'éducation publique a trouvé un soutien important auprès de la population, 127 écoles dans 17 États brésiliens ayant déjà été militarisées en moins de 2 ans. ³⁹⁹ En effet, le succès de ce projet est également révélateur de la forte emprise du mouvement École Sans Parti sur l'opinion publique ; après tout, c'est grâce à la campagne contre « l'idéologie de genre » et « l'endoctrinement idéologique » que la nécessité de soumettre l'éducation publique à une discipline plus stricte, comme celle de l'armée, émerge sur la scène brésilienne. Comme nous l'explique Rafael Kirchhoff, directeur de l'ANAJUDH (Association nationale des juristes pour les droits de l'homme des LGBT) et membre fondateur de l'Observatoire des Écoles Militaires, un réseau développé pour surveiller le processus de militarisation: « *Actuellement, à l'ANAJUDH, nous ne travaillons même plus sur l'idéologie de genre, mais sur la militarisation des écoles. Dans une certaine mesure, ce qui pourrait être fait dans le système judiciaire en ce qui concerne l'idéologie de genre a déjà été fait, nous avons déjà les précédents et notre objectif a été atteint. (...) Nous nous concentrons donc maintenant sur la militarisation des écoles, qui est une question beaucoup plus épineuse, car elle ouvre un éventail permettant de travailler sur n'importe quel thème. La population LGBT sera affectée par la*

³⁹⁶ Décret 10.004, du 05 septembre 2019. Disponible sur : <http://portal.mec.gov.br/busca-geral/211-noticias/218175739/79931-governo-federal-lanca-programa-para-a-implantacao-de-escolas-civico-militares> (accès le 21 juin 2021).

³⁹⁷ Disponible sur : <https://vestibular.uol.com.br/resumo-das-disciplinas/atualidades/educacao---numero-de-escolas-publicas-militarizadas-cresce-no-brasil.htm?cmpid=copiaecola> (accès le 18 juin 2021).

³⁹⁸ BOURDIEU ; PASSERON (1970) ; *op. cit.* ; p. 57.

³⁹⁹ *Ibid.*

militarisation, bien sûr, mais aussi la population noire et périphérique. ».⁴⁰⁰ En fait, il est intéressant de noter que dans un pays comme le Brésil, où l'éducation a déjà été largement privatisée, la militarisation est un projet qui touche particulièrement les personnes les plus précaires économiquement, qui dépendent encore des écoles publiques. « *Parce que la dévalorisation de l'école publique, et sa militarisation, est simultanée à la consécration de l'enseignement privé* », explique Claudia Pereira Dutra, ancienne fonctionnaire du ministère de l'Éducation. « *Deux projets coexistent : des écoles privées pour ceux qui peuvent payer ; des écoles militaires pour les pauvres* ». ⁴⁰¹

De surcroît, le projet de militarisation est aussi fortement critiqué pour la manière autoritaire dont sa mise en place s'est produite dans plusieurs écoles brésiliennes. Par exemple, en octobre 2019, uniquement dans les écoles de la ville de Manaus, dans l'État d'Amazonas, plus de 80 rapports de harcèlement moral et sexuel avaient déjà été enregistrés. L'affaire eut un retentissement national car certaines élèves ont partagé le contenu des conversations virtuelles qu'elles avaient eues avec des militaires de leur école. Dans l'une d'elles, un colonel ayant servi à la direction du CMPM VIII, dans le quartier de Compensa, invitait deux étudiantes de 16 ans à participer à un « ménage à trois », n'hésitant pas à leur proposer un paiement de 100 reais (environ 12 euros) pour chacune.⁴⁰² En plus de cela, moins de deux ans plus tard, la Cour de justice de l'État de Rio de Janeiro appelle à l'arrestation le militaire Jorge Antônio Batalino Riguetto, un partisan véhément du programme École Sans Parti et du président Jair Bolsonaro. Dénoncé par le FBI américain à la justice brésilienne en 2019, Riguetto est condamné à la prison en 2021 comme « *l'un des 100 plus grands distributeurs de pornographie infantile sur Internet* ». ⁴⁰³ Selon le juge Artur Emílio de Carvalho Pinto, rapporteur de l'affaire : « *Riguetto a partagé, sur Internet, au moins 197 fichiers dans des bases de données internationales, contenant des scènes de sexe explicites ou de la pornographie impliquant des enfants et des adolescents, en utilisant des programmes de partage de fichiers* ». ⁴⁰⁴ Paradoxalement, tout au long de la compétition électorale de 2018, Jorge Antônio Batalino Riguetto avait partagé sur ses réseaux sociaux plusieurs *posts* associant le Parti des Travailleurs au « Kit Gay » et dénonçant, avec indignation et révolte, la « *sexualisation des enfants dans les écoles brésiliennes* ». ⁴⁰⁵

*

⁴⁰⁰ Rafael KIRCHHOFF (entretien).

⁴⁰¹ Claudia PEREIRA DUTRA (entretien).

⁴⁰² Disponible sur : <https://www.cartacapital.com.br/educacao/maes-e-professoras-denunciam-assedio-em-colegio-militar-do-amazonas/> (accès le 18 juin 2021).

⁴⁰³ Disponible sur : <https://www.viomundo.com.br/politica/militar-que-acusou-haddad-por-kit-gay-e-condenado-a-12-anos-por-distribuir-pornografia-infantil.html> (accès le 18 juin 2021).

⁴⁰⁴ *Ibid.*

⁴⁰⁵ *Ibid.*

« *C'est ce que je dis : nous avons gagné la bataille juridique contre l'École Sans Parti, mais pas la bataille morale* », estime Andressa Pellanda, confirmant ainsi la dimension discursive du phénomène populiste et le rôle-clé de l'ordre symbolique dans la lutte contre le mouvement « anti-genre » et « anti-endocrinement ». « *Désormais, c'est nous qui devons faire tourner la vague et orienter le débat, car cela fait longtemps que nous ne sommes que sur la défensive* », conclut-elle.⁴⁰⁶

Pellanda n'est néanmoins pas la seule à se montrer hésitante par rapport à l'idée que le mouvement École Sans Parti ait trouvé sa fin suite aux décisions de la Cour constitutionnelle. « *C'est juste que maintenant ce n'est plus nécessaire, n'est-ce pas?* », dit Alexandre Bortolini, ancien cadre du ministère de l'Éducation à l'époque du gouvernement de Dilma Rousseff. « *Il n'y a plus besoin d'un mouvement pour une école sans parti, car le gouvernement a déjà adopté cette ligne. Et cela fait une grande différence ; cela atteint les écoles, où le climat actuel est à la censure. Si auparavant il était déjà difficile d'aborder le sujet de la sexualité dans les écoles, imaginez maintenant, avec ce contexte, avec ce gouvernement, après tout ce malaise... Aucun enseignant n'a le courage d'aborder le sujet*». ⁴⁰⁷

Le rapport de Fábio Meirelles va dans le même sens : « *Écoutez, je vais être pessimiste maintenant, mais je vais vous dire : je pense que les enseignants sont terrifiés. Les enseignants qui étaient déjà plus progressistes continuent à mener ce genre de discussion dans les écoles - nous avons des clubs, des séminaires, des ateliers sur ces thèmes. Mais les enseignants qui ne sont pas aussi progressistes ont peur d'avoir cette discussion. Même parce qu'il y a l'histoire de l'enregistrement, ils pourraient être enregistrés sans le savoir, alors ils deviennent tous très paranoïaques. Pourquoi suis-je pessimiste ? Je peux vous dire que socialement, cette question appartient déjà au passé, car les jeunes d'aujourd'hui vivent leur liberté sexuelle, que nous le voulions ou non. Mais ces gens de l'École Sans Parti peuvent sûrement se vanter d'avoir réussi à construire cette culture de la gêne dans les écoles. Le sujet est devenu tabou. En particulier notre thème, la diversité sexuelle. Le racisme, le sexisme, les questions autochtones et socio-environnementales, tout cela passe encore. Mais la sexualité engendre beaucoup de peur, elle est devenue un sujet tabou pour les enseignants* ». ⁴⁰⁸

Or, ce que décrivent ces témoignages n'est rien d'autre que le *chilling effect* (effet de refroidissement ou tout simplement autocensure), c'est-à-dire, « *l'inhibition ou le découragement de l'exercice légitime de droits naturels et juridiques par la menace d'une sanction légale* ». ⁴⁰⁹ Aux États-Unis, par ailleurs, lieu de naissance de ce concept, le droit le plus souvent décrit comme étant

⁴⁰⁶ Andressa PELLANDA (entretien).

⁴⁰⁷ Alexandre BORTOLINI (entretien).

⁴⁰⁸ Fábio MEIRELLES (entretien).

⁴⁰⁹ « *La doctrine du chilling effect a atteint son apogée dans l'affaire Dombrowski v. Pfister (1965), qui concernait la Louisiana Subversive Activities and Communist Control Law et la Communist Propaganda Control Law, que l'État utilisait pour obliger les groupes de défense des droits civils à s'enregistrer comme organisations de front communiste.* ». Disponible sur : <https://www.mtsu.edu/first-amendment/article/897/chilling-effect> (accès le 8 juin 2021).

supprimé par un effet paralysant est justement le droit constitutionnel à la liberté d'expression. « *C'est cette idée que, bien qu'on n'exécute jamais une loi, le simple fait qu'il y a une menace, cela inhibe déjà une série de comportements* », explique l'avocat Rafael Kirchhoff. « *Et cette loi, ou cette menace de loi, n'a pas besoin d'être légitime ou constitutionnelle - ce qui compte, c'est le climat d'insécurité qu'elle laisse planer dans l'air...* ».⁴¹⁰



⁴¹⁰ Rafael KIRCHHOFF (entretien).

Conclusion

Ce mémoire a eu pour objectif de comprendre la façon dont, par le biais de la politisation du système public d'enseignement, le discours de genre a été transformé en sujet de débat politique national et ensuite instrumentalisé dans le cadre de la construction populiste brésilienne pour s'imposer comme alternative au gouvernement du Parti des Travailleurs. Pour ce faire, nous avons reconsitué socio-historiquement, tout en analysant politiquement et de manière critique, l'ascension et la dissolution du mouvement École Sans Parti au Brésil, entre 2003 et 2020. En partant donc de cette controverse principale, nous avons essayé de peindre un vrai « état de société » du Brésil contemporain. Cette tâche fut rendue plus simple par la singularité même de notre objet d'étude : mobilisant à la fois la famille, l'État, l'Église et l'école, la lutte contre « l'idéologie de genre » prit de fait des proportions multisectorielles, constituant un véritable fait social total, dans le sens que Marcel Mauss apporte au terme.⁴¹¹ Or, si la mise en controverse politique du « genre » en tant que catégorie d'action publique atteint au Brésil des dimensions si importantes, c'est notamment à cause du caractère fortement mobilisateur du discours de genre⁴¹² et de la façon dont des hommes et des femmes politiques brésiliens ont su l'instrumentaliser à dessein électoral. En effet, nous espérons avec ce travail avoir pu démontrer que la catégorie « genre » est particulièrement heuristique pour examiner à la fois les tensions entre le champ politique et la science ; entre le national et l'international ; entre le militantisme et l'institutionnalisme.

De surcroît, en partant de la prémisse que le Mouvement École Sans Parti est un exemple de construction populiste,⁴¹³ nous avons dans ce mémoire apporté quelques contributions à la théorie sur le populisme, non de façon abstraite, mais en s'interrogeant sur la manière dont les discours politiques se radicalisent progressivement et au concret, d'abord au sein des arènes institutionnelles, puis dans l'ensemble des champs sociaux. Afin d'éviter de tomber dans le piège essentialiste de l'analyse du populisme, nous avons travaillé sur ses éléments de définition *en passant*, *i.e.*, en les distribuant tout au long de notre reconstitution socio-historique (les titres des chapitres en parlent déjà pour eux-mêmes). Nous concluons ainsi que le mouvement École Sans Parti fut un mouvement du type *top-down* et que sa force releva justement de l'investissement d'entrepreneurs de cause fort intéressés dans le jeu de la compétition politique brésilienne. En s'attaquant à différents niveaux du savoir institutionnel sur le genre, la diversité sexuelle et les sciences de l'éducation, ce mouvement bâtit une identité sur fond d'antagonisme aux transformations sociétales et intergénérationnelles liées au rôles des genres et réussit à faire de la politisation du système d'enseignement un des enjeux politiques majeurs au Brésil. En prônant une vision de l'école comme simple espace de production des

⁴¹¹ MAUSS ; *op. cit.*

⁴¹² DULONG (2013) ; JUNQUEIRA (2017).

⁴¹³ MOUFFE (2013).

conditions de reproduction du monde social,⁴¹⁴ le mouvement École Sans Parti revendique en fait un retour à « l'ordre naturel » des hiérarchies sociales, notamment des hiérarchies de genre, et réussit ainsi à se répandre sur le territoire brésilien. Le syntagme néologique « idéologie de genre » exprime en ce sens une nébuleuse sémantique qui renvoie à cet « ordre naturel », prétendument attaqué pendant les années où le Parti des Travailleurs était à la tête du pouvoir exécutif. Autrement dit, « l'idéologie de genre » n'est rien d'autre qu'un « signifiant vide », à savoir, un outil de signification à la portée de la nouvelle ultra-droite brésilienne, délibérément flou et imprécis,⁴¹⁵ dont le but était de former des « conglomerats électoraux » lors des scrutins municipaux de 2016 et présidentiels de 2018, tout en inculquant de la panique morale au sein de la société.⁴¹⁶ En sachant profiter de l'insatisfaction sociale croissante vis-à-vis du gouvernement du Parti des Travailleurs (ce qui n'est pas un phénomène monocausal, mais repose à l'inverse sur des facteurs divers, comme la crise économique que traversait le Brésil, l'explosion d'affaires de corruption très médiatisées et l'épuisement du système d'alliances partisans entre pouvoirs exécutif et législatif), des petits partis comme le Parti Social Libéral de Bolsonaro réussirent à faire de l'éducation sur l'équité des genres une « question émergente » qu'ils mobilisèrent dans le cadre de leur nouvelle stratégie populiste.⁴¹⁷ Sous cet angle, le populisme se confirme comme un mode de signification et de cooptation de satisfactions politiques hétérogènes.

En outre, en retraçant l'histoire du mouvement École Sans Parti, nous avons pu faire la lumière sur le rôle central du discours anti-genre et anti-endocrinement dans les élections de 2018, confirmant la nouvelle centralité des enjeux de diversité (multiculturalisme) dans le champ politique brésilien. En effet, avec notre étude de cas nous avons démontré l'opérateur du discours de genre en tant qu'outil de déssectorisation d'insatisfactions politiques hétéroclites. Non seulement, nous voulûmes aussi montrer par ce mémoire le rapport de complémentarité structurelle existant entre la radicalisation des discours politiques à l'ère contemporaine et l'essor des nouvelles communications numériques. En signalant la colonisation du champ politique par les règles de la concurrence marchande (*marketing*),⁴¹⁸ nous avons également analysé quelques facteurs structurels sous-jacents au rebond de l'ultra-droite brésilienne. En effet, le but de ce travail fut surtout de reconstituer l'évolution progressive du processus de radicalisation et de construction populiste au Brésil, à la fois par une analyse des structures et des conjonctures politiques. Prenant en compte que les sciences sociales sont toujours des sciences historiques – puisque les faits sociaux ont toujours lieu dans des contextes historiques donnés, étant conditionnés par des structures sociales historiquement déterminées –, nous avons mobilisé deux dimensions d'analyse majeures pour expliquer le succès du mouvement École Sans Parti depuis 2014 : leur stratégie, c'est-à-dire l'investissement considérable de ses entrepreneurs de cause pour répandre le discours anti-genre et anti-endocrinement ; et les structures sociales sous-

⁴¹⁴ BOURDIEU ; PASSERON (1970).

⁴¹⁵ LACLAU (2005).

⁴¹⁶ COHEN (2011) ; JUNQUEIRA (2017).

⁴¹⁷ DE VRIES ; HOBOLT (2020).

⁴¹⁸ HAN (2013 ; 2020).

jacentes à sa consolidation. Le choix de la reconstitution par ordre chronologique fut donc à la fois un choix méthodologique et épistémologique, nous permettant de confirmer empiriquement l'hypothèse de l'incrémentalisme des processus de crise et de radicalisation politiques.⁴¹⁹

Quoiqu'il soit difficile d'ainsi sectoriser l'analyse en sciences sociales, chaque chapitre de ce mémoire de recherche fut consacré à un ou deux des différents grands axes de la sociologie politique.

Dans le premier chapitre, la focale étant à la fois la sociologie des politiques publiques et la sociologie des institutions, nous avons d'abord démontré le processus de mise à l'agenda du ministère de l'Éducation des questions de genre et de diversité sexuelle, puis leur transformation en controverse politique par les secteurs plus conservateurs des arènes institutionnelles brésiliennes. Nous avons conclu que la mise en controverse du « genre » en tant que catégorie d'action publique est plus un élément de la stratégie populiste adoptée par la nouvelle ultra-droite qu'un phénomène de société du type *down-top*. À ce stade, il est intéressant de remarquer que toute la polémique créée autour du projet École Sans Homophobie en 2011 fut le produit non seulement des attaques des parlementaires conservateurs, mais aussi des hésitations et des contradictions vis-à-vis de l'agenda du genre et de la diversité sexuelle au sein même du ministère de l'Éducation et du Parti des Travailleurs. À cet égard, le veto de Dilma Rousseff au projet École Sans Homophobie est très éclairant, puisqu'il montre la façon dont la stratégie populiste réussit à mettre le gouvernement en position défensive. Dès lors que Rousseff admet que le rôle de l'État n'est pas de « *faire la publicité des options sexuelles* », elle adopte, bien qu'indirectement, le discours de « l'idéologie de genre ». Désormais, la radicalisation de la construction populiste d'ultra-droite au Brésil est une affaire de différenciation entre acteurs politiques, engendrant le glissement du spectre idéologique du centre-gauche vers l'ultra-droite

Le deuxième chapitre eut pour approche principale la sociologie des mouvements sociaux. En ce sens, nous y essayâmes de décortiquer le répertoire d'action collective du mouvement École Sans Parti, en nous interrogeant notamment sur la façon dont il réussit à s'inscrire sur l'ensemble du territoire brésilien. Or, en dehors des stratégies d'intimidation des enseignants (notifications extrajudiciaires, menaces et dénonciations administratives), l'attention fut attirée sur l'importante instrumentalisation des compétences législatives de la part des parlementaires qui trouvèrent dans le discours de « lutte contre l'idéologie de genre » un moyen facile d'interpeller leur électorat. Ainsi, en plus de transformer l'espace scolaire et universitaire en lieu de tensions et disputes politiques, le mouvement École Sans Parti engendra la présentation de plus de 200 projets de loi suivant son modèle, dans tous les niveaux de gouvernance de la République fédérale du Brésil. De surcroît, nous avons dans ce chapitre reconstitué le processus d'impeachment de la présidente Dilma Rousseff (2014/2015), mettant en avant l'hypothèse de l'incrémentalisme entre les situations de crise et de

⁴¹⁹ COLLOVALD ; GAÏTI (2006).

radicalisation politique, mais aussi insistant sur la centralité du discours de genre dans le cadre de la construction populiste brésilienne.

Puis, dans le troisième chapitre, nous avons abordé la sociologie des comportements électoraux, quoique dans une analyse couplée à la sociologie des interactions et à quelques réflexions structurelles sur la « numérisation » du processus de compétition politique à l'ère contemporaine. Avec l'exemple concret des élections brésiliennes de 2018, nous avons analysé la radicalisation de l'offre politique en tant que conséquence directe de la totalisation du spectacle⁴²⁰ qui caractérise la communication numérique. Le rôle majeur joué par les réseaux sociaux dans l'ascension de l'ultra-droite brésilienne fut donc mis en lumière, ainsi que le rapport entre la post-vérité, l'essor des « *fake news* » et la stratégie électorale populiste. Le genre et la sexualité, catégories centrales de notre analyse, réapparaissent ici en toute puissance mobilisatrice, en tant que thème central des différentes fausses nouvelles créées et divulguées contre le Parti des Travailleurs durant la période électorale de 2018. En plus de cela, par le biais de la reconstitution des manifestations multisectorielles qui ont accompagné la campagne présidentielle, mais aussi à travers l'exemple de quelques profils électoraux qui ont voté pour l'ultra-droite au Brésil, nous avons essayé de démontrer le lien de causalité entre le travail d'entrepreneuriat de cause du mouvement École Sans Parti, le discours contre « l'idéologie de genre » et l'élection de Jair Bolsonaro à la tête du pouvoir exécutif.

Finalement, le quatrième et dernier chapitre fut principalement construit sous la perspective de la sociologie juridique. Nous avons ainsi reconstitué le processus de judiciarisation du mouvement École Sans Parti, d'abord auprès des organismes transnationaux de juridiction, puis auprès de la Cour constitutionnelle brésilienne. En nous écartant d'une vision trop positiviste du principe de la séparation des pouvoirs, nous avons privilégié une approche relationnelle du phénomène de judiciarisation, le saisissant moins comme un symptôme de la dédifférenciation des espaces politique et judiciaire que « *de l'allongement progressif des chaînes d'interdépendance dont procèdent les politiques publiques* ». ⁴²¹ Ce postulat nous a d'ailleurs permis de faire la lumière sur la forte instrumentalité du droit par les acteurs institutionnels et non-institutionnels et d'identifier, dans le contexte politique brésilien, un modèle de gouvernance constitutionnelle mis à l'épreuve par le nouveau gouvernement populiste d'ultra-droite. Le mémoire conclut ainsi avec le jugement de l'inconstitutionnalité du programme École Sans Parti et la dissolution ultérieure de ce mouvement. Tenant compte de tous les basculements qu'il a engendrés à la fois dans le champ politique et dans le système public d'enseignement, la fin officielle du mouvement École Sans Parti est un fait à relativiser, ne clôturant sûrement pas la construction populiste au Brésil, mais, à l'inverse, ouvrant la voie pour une nouvelle étape de son processus de légitimation.

⁴²⁰ DEBORD (1967).

⁴²¹ DUMOULIN ; ROUSSEL (2010).

Bibliographie

ACHIN, Catherine ; DORLIN, Elsa ; Nicolas Sarkozy ou la masculinité mascarade du Président ; *Raisons politiques*, vol. 31, no. 3 ; 2008.

ACHIN, Catherine ; DORLIN, Elsa ; RENNES, Juliette. « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques » ; *Raisons politiques*, vol. 31, no. 3 ; 2008.

AGRIKOLIANSKY, Erik ; COLLOVALD, Annie ; Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ; *Politix*, n°106, 2/2014.

ALTHUSSER, Louis ; Idéologie et appareils idéologiques d'État; Article originalement publié dans la revue *La Pensée*, n. 151, juin 1970. In : ouvrage de Louis Althusser, *Positions (1964-1975)*, pp. 67-125. Paris ; Les Éditions sociales ; 1976.

BARTHE, Yannick ; Le pouvoir d'indécision : la mise en politique des déchets nucléaires ; Paris ; Economica ; 2006.

BAYART, Jean-François ; Critiques politiques de la mondialisation ; *L'Économie politique*, vol. n° 22 ; no. 2 ; 2004.

BERGER, Peter; LUCKMANN, Thomas ; *The social construction of reality* ; Doubleday & Company Inc. ; 1966.

BERGERON, H. ; SUREL, Y. ; VALLUY, J.; « *L'advocacy coalition framework* ». Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? ; *Politix* ; 1998, 41 ; pp. 195-223.

BLANDIN, Claire ; « La famille, valeur de droite ? », *Semen* [En ligne], 30 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 28 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/semen/8972>.

BLOCH, Marc ; Réflexion d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre ; *Revue de synthèse historique* ; t. 33 ; 1921.

BOCCARA, Paul ; Études sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue ; Paris ; Éditions sociales ; 1973.

BONNECASE, Vincent ; Sur la chute de Blaise Compaoré : autorité et colère dans les derniers jours d'un régime ; Editions Karthala, *Politique africaine*, 2015/1, n. 137, p. 151-168.

BORGES, Jorge Luiz ; SABATO, Ernesto ; BARONE, Orlando (org.) ; *Conversations à Buenos Aires*; Anatolia ; Éditions du Rocher ; 2001 (1^{ère} édition 1974).

BOURDIEU, Pierre ; BOLTANSKI, Luc ; La production de l'idéologie dominante. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 2, n°2-3, juin 1976.

BOURDIEU, Pierre ; *Questions de sociologie*; Les éditions de minuit ; Paris ; 1981.

BOURDIEU, Pierre ; La force du droit ; In: *Actes de la recherche en sciences sociales* ; Vol. 64 ; septembre 1986.

BOURDIEU, Pierre ; PASSERON, Jean-Claude ; *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement* ; Collection Le sens commun ; Les éditions de minuit ; 1970.

BURSTIN, Haïm ; ERMAKOFF, Ivan ; SEWELL, William ; TACKET, Timothy; *Protagonismes et crises politiques : histoire et sciences sociales. Retours sur la Révolution française et février-juin 1848* ; *Politix* ; 2015/4 (n° 112) ; p. 131-165.

CALVÈS, Anne-Emmanuèle ; « Empowerment »: Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement ; Armand Colin ; *Revue Tiers Monde* ; 2009 ; pp. 735/749.

CARLYLE, Thomas ; *On heroes, hero-worship, and the heroic in history* ; Project Gutenberg ; 1841.

CASE, Mary Ann ; *After gender the destruction of man? The Vatican's nightmare vision of the "gender agenda"*; *Pace Law*

Review ; New York ; 31(3) ; 2011 ; pp. 802-817.

CASIMIRO LOPES, Alice ; MENDONÇA, Daniel de ; Le populisme dans la version innovante de Laclau ; Préface à la version brésilienne de La Raison Populiste ; In : LACLAU, Ernesto (2005), Ed. *Três Estrelas* ; 2013.

CHATZISTAVROU, Filippa ; L'usage du *soft law* dans le système juridique international et ses implications sémantiques et pratiques sur la notion de règle de droit ; *Le Portique* ; 2005.

COHEN, S. ; *Whose side were we on? The undeclared politics of moral panic theory. : Crime, Media, Culture* ; Thousand Oaks, 7(3), 2011, pp. 237-243.

COLLOVALD, Annie ; GAÏTI, Brigitte (dir.). La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation de la politique ; Paris ; La Dispute ; 2006.

CONWAY, Eric M. ; ORESKES, Naomi ; Les marchands de doute ; Paris ; Le Pommier ; 2012.

COULONGES, Henri ; La lettre à Kirilenko ; Stock ; Paris ; 1989.

DEBORD, Guy ; La société du spectacle ; Ed. Gallimard ; 1967.

DÉLOYE, Yves ; *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses* ; Presses de Sciences Po ; 1994.

DÉLOYE, Yves ; IHL, Olivier ; L'acte de vote ; Paris ; Presses de Sciences-Po ; 2008.

DE VRIES, Catherine E. ; HOBOLT, Sarah ; « *Political entrepreneurs : the rise of challenger parties in Europe* » ; Princeton University Press ; 2020.

DEZALAY Yves ; GARTH, Bryant ; La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys » ; Paris ; Seuil ; 2002.

DIAMANTI ; Ilvo ; LAZAR, Marc ; Peuplecratie : la métamorphose de nos

démocraties ; Hors série connaissance ; Gallimard ; 2019.

DOBRY, Michel ; Sociologie des crises politiques ; 3^{ème} édition ; Paris ; Sciences Po ; les Presses ; 2009.

DOS SANTOS, Rayani M. ; La mobilisation des questions de genre et de sexualité et le renforcement de la droite au Brésil ; Revue des étudiants en sciences politiques de l'Université fédérale de São Carlos ; Vol. 8, t. 1, São Carlos, 2020.

DRUELLE, Anick ; La présence des groupes de droite antiféministes aux Nations Unies. Montréal, Institut de recherches et d'études féministes (IREF) ; 2000. Disponible sur : <http://archivesfemmes.cdeacf.ca/document/s/groupes-antifeministes-USLetter.pdf>. (accès le 24 février 2021).

DUBALLET, Chanoine B. ; *La famille, l'Église, l'État dans l'éducation*, Chez les éditeurs catholiques, 1910, p. 1. In. DÉLOYE (1994, *op. cit.*).

DUBY, Georges ; Le dimanche de Bouvines, 27 juillet 1214 ; Paris ; Gallimard ; 1973.

DULONG, Delphine ; « Rôle de genre et drôle de genre. Edith Cresson Premier Ministre ou le (mauvais) genre en politique » ; In : Mathieu Gateau, Maud Navarre, Florent Schepens, dir., Les identités de genre en politique, Dijon, PUD ; 2013.

DULONG, Delphine ; MATONTI, Frédérique ; « L'indépassable « féminité ». La mise en récit des femmes en campagne », in Jacques LAGROYE, Patrick LEHINGUE, Frédéric SAWICKI, dir., *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001* ; Paris ; 2005 ; PUF : 281-304.

DURKHEIM, Émile ; L'éducation morale. Cours de sociologie dispensé à la Sorbonne en 1902 et 1903. Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi. Disponible sur : http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/education_morale/education_morale.pdf (accès le 15 février 2021).

- EVANS, Mark ; *International policy transfer: between global and sovereign and between global and local* ; In: *Oxford Handbook on global policy and transnational administration* ; Oxford University Press ; 2017 ; p.14.
- FASSIN, Éric ; *Gender and the problem of universals: Catholic mobilizations and sexual democracy in France* ; *Gender and Religion*, Utrecht, 6(2), 2016, pp. 173-186.
- FRANÇOIS, Bastien ; Le Conseil constitutionnel et la Cinquième République. Réflexions sur l'émergence et les effets du contrôle de constitutionnalité en France. In: *Revue française de science politique*, 47^e année, n°3-4, 1997 ; p. 397.
- FRANK, Thomas ; *What's the matter with Kansas ? How conservatives won the heart of America* ; Metropolitan Books ; 2004.
- FREIRE, Paulo ; SHOR, Ira ; *Medo e ousadia, diálogos* ; Rio de Janeiro ; RJ: Paz e Terra; 1986.
- GARRIGOU, Alain ; *Histoire sociale du suffrage universel en France : 1848-2000* ; Seuil ; Points Histoire ; Paris ; 2002.
- GAXIE, Daniel ; *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France* ; Presses de Sciences Po ; « Références » ; 1989.
- GAXIE, Daniel ; *Des penchants vers les ultradroites* ; In : Annie COLLOVALD et Brigitte GAÏTI (dir.), *La Démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique* ; Paris ; Éditions La Dispute ; 2006 ; pp. 223-245.
- GRIGNON, Claude ; PASSERON, Jean-Claude ; *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature* ; Paris ; Le Seuil ; 1989.
- GUARNIERI, Carlo ; PEDERZOLI, Patrizia ; *The Power of Judges. A Comparative Study of Courts and Democracy* ; Oxford ; Oxford University Press ; 2002.
- GUERLAIN, Pierre ; *Les guerres culturelles américaines : un psychodrame médiatique*. In: *Revue Française d'Etudes Américaines*, N°75, janvier 1998 ; *Immigration et citoyenneté aux Etats-Unis* ; pp. 88-114.
- HAN, Byung-Chul ; *Agonie des Eros* ; Matthes & Seitz ; Berlin Verlag ; 2012.
- HAN, Byung-Chul ; *Im Schwarm – Ansichten des Digitalen* ; Matthes & Seitz Berlin Verlag; 2013.
- HAN, Byung-Chul ; *The Disappearance of rituals. A Topology of the Present* (trad. Daniel Steuer.) ; Polity Press ; Cambridge ; 2020.
- JACQUOT, Sophie ; MAZUR, Amy G. « Politiques publiques et genre », Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques. 3e édition actualisée et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2010, pp. 460-469.
- JUNQUEIRA, Rogério D. ; « Idéologie de genre » : la genèse d'une catégorie politique réactionnaire – ou : la promotion des droits de l'homme est-elle devenue une menace à la famille ? In : RIBEIRO, Paula Regina Costa Ribeiro ; MAGALHÃES, Joanalira Corpes (org.). *Débats contemporains sur l'éducation à la sexualité*. Rio Grande: Ed. FURG ; 2017 ; p. 25-52.
- KURZ, Robert ; LOHOFF, Ernst ; SCHOLZ, Roswitha; TRENKLE, Norbert; Anselm JAPPE (Groupe Krisis); *Manifeste contre le travail* ; 1999.
- LACLAU, Ernesto ; *Emancipation (s)* ; Verso: London, New York, Radical Thinkers ; 2007.
- LACLAU, Ernesto ; *La razón populista* ; Fondo de Cultura Económica ; Buenos Aires ; 2005.
- LACLAU, Ernesto ; *Subject of politics* ; In: *Emancipation (s)* ; Verso: London, New York, Radical Thinkers ; 2007.
- LACOMBE, D., MARTEAU, É., JARRY-OMAROVA, A. & FROTIÉE, B. ; *Le Genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats* ; *Cultures & Conflits*, 3(3), 2003.
- LAGROYE, Jacques ; *L'institution en pratiques* ; *Swiss Political Science Review* 8(3/4) ; 2002 ; pp. 101-128.
- On ne subit pas son rôle ; Entretien avec Jacques LAGROYE. In: *Politix*, vol. 10, n° 38, Deuxième trimestre 1997. *L'institution des*

rôles politiques. pp. 7-17; Entretien préparé et recueilli par Brigitte GAÏTI et Frédéric SAWICKI.

LARUELLE, Marlène ; RADVANYI, Jean ; La Russie: entre peurs et défis ; Paris ; Armand Colin ; 2016.

LAURENS, Sylvain ; HOREL, Stéphane ; FOUCART, Stéphane. Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique ; La Découverte ; Paris ; 2020.

LAURENT, Emile ; Le paupérisme et les associations de prévoyance ; Paris ; 1865, 2 vol. Cf. t. 1. p. 65-66.

LAZAR, Marc ; Nous assistons à une forme d'épuisement de nos démocraties libérales et représentatives ; Entretien avec Marc Lazar. Disponible sur : <https://lephant-larevue.fr/dossiers/le-grand-temoin-marc-lazar/> (accès le 15 juin 2021).

LE BON, Gustave ; La psychologie des foules ; Presse Universitaire de France ; 2013.

LEFEBVRE, Rémi ; Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) ; Revue française de science politique 2004/2 (Vol. 54) ; p. 237-260.

LEMIEUX, Cyril ; « À quoi sert l'analyse des controverses ? » ; Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle, 25 (1), 2007, p. 191-212.

LÉVI-STRAUSS, Claude ; Les structures élémentaires de la parenté ; Flammarion ; 2010.

LOCHAK, Danièle ; Les catégories juridiques dans les processus de radicalisation. In : COLLOVALD ; GAÏTI (2006) ; *op. cit.* ; p. 133-152.

LOCKE, John ; Second traité du gouvernement civil ; 1689.

LUXEMBURG, Rosa ; Grèves de masses, parti et syndicats ; 1906.

LUXEMBURG, Rosa ; Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution, 1918.

MARQUES, B. ; MEIER, P. ; PATERNOTTE, D. ; Au delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux ; Louvain-la-Neuve ; Academia Bruylant ; 2010.

MARTUCCELLI, Danilo ; Le triangle populiste ; *Décalages* ; Presses Universitaires de France ; 1995 ; pp. 203-238.

MASSEI, Simon ; L'égalité pour les autres - Éducation à l'égalité entre les sexes et racialisation du sexisme en France; Thèse pour l'obtention du doctorat en science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (école doctorale 119), Paris, 2020.

MAUSS, Marcel ; Essai sur le don. Formes et raisons de l'échange dans les sociétés primitives, édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi. Disponible sur : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm> (accès le 28 février 2021).

MAYER, Nonna ; Les constantes du vote FN ; Revue Projet ; 2016/5 (N° 354) ; p. 11-14.

MAZUR, Amy ; McBRIDE, Dorothy ; 2008 ; « *State feminism* » ; In. Gary GOERTZ ; Amy G. MAZUR (dir.) ; *Politics, Gender and Concepts: Theory and Methodology* ; Cambridge University Press ; pp. 244-269.

MBEMBE, Achille ; Nécropolitique ; Raisons politiques ; vol. 21 ; n.1 ; 2006.

McADAM, D. ; TARROW, S. ; TILLY, C. ; *Dynamics of Contention* ; Cambridge University Press ; 2001.

McLUHAN, Marshall ; *Understanding Media: The Extensions of Man* ; McGraw-Hill ; 1964.

MIRANDA, M. & LOPEZ, D ; *Ideología de género: perspectivas filosófica-antropológica, social y jurídica* ; San José de Costa Rica ; Promesa ; 2011.

MOREL, Nathalie ; Le genre des politiques sociales. L'apport théorique des 'gender studies' à l'analyse des politiques sociales ; Laboratoire Georges-Friedmann ; ISST, Science Direct, Sociologie du travail 49 ; 2007 ; pp. 383-397.

- MOUFFE, Chantal ; *Hegemony, Radical Democracy, and the Political (Routledge Innovators in Political Theory)* ; Ed. James Martin ; 2013.
- MOUFFE, Chantal ; ERREJÓN, Ínigo ; Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie ; Paris ; Cerf ; 2017.
- OLLIVIER, Emile ; Commentaire de la loi du 25 mai 1864 sur les coalitions ; Paris ; 1864.
- PACHUKANIS, Evgeni ; La théorie générale marxiste du droit et essais choisis ; Coord. ORIONE, Marcus. ; Traduction (BR) ; SIMONE, Lucas. Ed. Sundermann ; 2017.
- PASSERON, Jean-Claude ; Le raisonnement sociologique. L'espace non poppérien du raisonnement naturel ; Nathan ; Paris ; 1991.
- PASSERON, Jean-Claude ; BOURDIEU, Pierre ; CHAMBOREDON, Jean-Claude ; Le métier de sociologue (1968) ; Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales ; Paris ; 2021.
- PEREIRA DA SILVA, Isabela Oliveira ; Idéologie de genre x Idéologie de la genèse : perceptions et controverses dans les manifestations pro et contra Judith Butler à São Paulo ; Centre d'ethnographie urbaine et audiovisuelle ; Fondation École de Sociologie et Politique de São Paulo ; Nexo ; 2017.
- PORTO DE OLIVEIRA, Osmany ; « *Policy ambassadors: human agency in the transnationalization of Brazilian social policies* » ; Policy and Society ; 39:1; 53-69 ; 2020.
- RIBEIRO, Darcy ; « *O Brasil como problema* » ; Ed. Francisco Alves ; São Paulo ; 1995.
- ROBERTSON, R. ; *Glocalization : Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity* ; In : Featherstone, M., Lash, S. and Robertson, R., Eds., Global Modernities, Sage Publications ; London ; 1995.
- ROSANVALLON, Pierre ; Le siècle du populisme : histoire, théorie, critique ; Collection Les livres du nouveau monde ; Éditions du Seuil ; Paris ; 2020.
- ROUSSEL, Violaine ; « Introduction », *Affaires de juges. Les magistrats dans les scandales politiques en France* ; La Découverte ; 2002 ; pp. 5-24.
- ROUSSEL, Violaine ; Scandales politiques et transformation des rapports entre magistrature et politique. In: *Droit et société*, n°44-45, 2000. Justice et Politique (III). Les magistratures sociales.
- RUSSO, Juan ; Polarisation, Radicalisation, and Populism: Definitions and Hypotheses . *Politikon: The IAPSS Journal of Political Science*, 48 ; 2021 ; pp. 7–25.
- SABATIER, P.A. ; JENKINS-SMITH, H.C. ; « *The advocacy coalition framework : an assessment* », in : P.A. SABATIER (dir) *Theories of the policy process*, Boulder (Co.), Westview Press, 1999, pp. 117-166.
- SAUSSURE, Ferdinand ; Cours de linguistique générale ; Grande bibliothèque Payot ; 1916.
- SCOTT, Joan ; « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » ; Les Cahiers du GRIF, n°37/38 : 125-154 ; Mariette SINEAU ; Des femmes en politique ; Paris ; Economica ; 1988.
- SEURAT, Clémence ; TARI, Thomas ; Controverses mode d'emploi/ préface de Bruno LATOUR ; Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; 2021.
- SOLOW, Robert. A Contribution to the Theory of Economic Growth; *Quarterly Journal of Economics*; pp. 65-94.
- SOMMERS, C. H ; *Who stole feminism? How women have betrayed women* ; New York ; Simon & Schuster ; 1994.
- SPINOZA, Baruch de ; Éthique ; GF Flammarion Poche ; 2010 ; 382 p.
- STONE SWEET, Alec ; *Governing with Judges. Constitutional Politics in Europe* ; Oxford ; Oxford University Press ; 2000.
- SZWARCWALD, CL ; CASTILHO EA ; L'épidémie de VIH/SIDA au Brésil: trois décennies ; Cahier santé publique ; 2011.

TARRAGONI, Federico ; *L'esprit démocratique du populisme*. sous la direction de Tarragoni Federico ; La Découverte ; 2019 .

TARRAGONI, Federico ; Propositions pour une sociologie historique du populisme ; Revue européenne des sciences sociales ; vol. 58-2, no. 2 ; 2020 ; pp. 55-75.

THOMPSON, E. P. ; « *The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century* » ; *Past & Present* ; no. 50 ; 1971 ; pp. 76–136.

THOMPSON, J.B. ; *Political Scandal. Power and Visibility in the Media Age*, Cambridge, Polity Press, 2000.

TOLSTOÏ, Lev (trad . Bernard KREISE) ; *La Guerre et la Paix* ; Paris ; Le Seuil ; 2002.

VERSCHUUR C. (dir.) ; *Sous le développement, le genre* ; IRD Éditions ; 2015.

VEYNE, Paul ; *Comment on écrit l'histoire* ; Paris ; Seuil ; 1971.

VIDAL, Diana G ; *Sexualité féminine dans l'enseignement primaire à Rio de Janeiro (1930-1940)* ; In. BRUSCHINI, Cristina ; HOLLANDA, Heloísa B. (Org.) *Horizon pluriel – nouvelles études de genre au Brésil* ; São Paulo ; Ed. 34 ; 1998.

WATTENBERG, Martin ; *The rise of candidate-centered politics* ; Harvard University Press ; 2013.

WEYLAND, Kurt ; « *Neo-populism and Neoliberalism in Latin America: Unexpected Affinities* », *Comparative Political Studies*, 31 (3), 1996, p. 3-31.

ZIZEK, Slavoj ; *Après la tragédie, la farce ! Comment l'histoire se répète* ; Flammarion ; Paris ; 2010.

Littérature grise

ABRAMOWAY, Miriam ; GARCIA CASTRO, Mary ; WAISELFILZ, Júlio Jacobo ; *Les jeunes à l'école, significations et recherches : pourquoi y assistent-ils ?* ; Brasília-DF: Flacso - Brasil, OEI – Organisation des États Ibéro-américains pour l'Éducation, la Science et la Culture ; MEC - Ministère de l'Éducation, 2015.

ABRAMOWAY, Miriam ; CASTRO, Mary Garcia ; DA SILVA, Lorena Bernadete ; *Jeunesse et sexualité* ; Brasília: UNESCO BR ; 2004 ; 426p.

BRAGA NEVES, Mariana ; *Directives techniques pour l'éducation sexuelle dans le contexte brésilien: thèmes et objectifs d'apprentissage* ; UNESCO ; Brasília ; 2014.

BUENO, Samira (org.) ; SÉRGIO DE LIMA, Renato (org.) ; *Annuaire Brésilien de la Sécurité Publique* ; 2019. Disponible sur : http://www.forumseguranca.org.br/wp-content/uploads/2020/03/Anuario-2019-FINAL_21.10.19.pdf (accès le 14 février 2021).

BULGARELLI, Lucas (coord.) ; *Violence contre les LGBT+ dans les contextes électoraux et post-électoraux* ; Genre et nombre, Brésil ; 2019 ; CC BY-NC 4.0 BR.

JUNQUEIRA, Rogério Diniz (org) ; *Diversité sexuelle dans l'éducation : problématiser l'homophobie dans les écoles* ; Ministère de l'éducation ; Secrétariat pour l'éducation permanente, l'alphabétisation et la diversité ; UNESCO ; Brasília ; 2009.

OLIVEIRA, José Marcelo Domingos ; *Rapport sur les décès violents de personnes LGBT+ au Brésil - 2019 : Rapport du Grupo Gay da Bahia/ José Marcelo Domingos de Oliveira ; Luiz Mott. - Salvador : Editora Grupo Gay da Bahia, 2020.*

OCDE - Organisation de coopération et développement économiques ; TALIS – *Teaching and learning international survey* ; 2018 ; Results (Vol. I) ; *Teachers and School Leaders as Lifelong Learners*.

Small Arms Survey's Global Violent Deaths (GVD), 2018. Disponible sur : <http://www.smallarmssurvey.org/about-us/highlights/2020/highlight-gvd-update-2020.html> (accès le 22 juin 2021).

Trans Murder Monitoring (TMM). Absolute numbers (2008 – sept 2020) ; Transgender Europe (TGEU). Disponible sur : <https://transrespect.org/en/map/trans-murder-monitoring/#> (accès le 10 février 2021).

Rapport annuel de l'ONG Reporters Sans Frontières (2019), réalisé en partenariat avec les groupes MOM-BR (Media Ownership Monitor Brazil) et Intervezes. Disponible sur

<https://rsf.org/pt/brasil> (accès le 19/03/2020, 14h03).

Enquête nationale sur l'environnement éducatif au Brésil en 2015 : les expériences des adolescents et des jeunes lesbiennes, gays, bisexuels, travestis et transsexuels dans nos environnements éducatifs. Secrétariat de l'éducation. Curitiba : ABGLT, 2016.

Déclaration et programme d'action de Pékin ; ONU Femmes 1995.

Global Competitiveness Report 2020 - World Economic Forum.

Rapport 2019 Inter-Parliamentary Union sur la participation des femmes dans les parlements nationaux du monde. Disponible sur <http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm> (accès le 25 avril, 10h20).

